REVUE DE PARIS

S.3

REVUE DE PARIS

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE

TOME QUATRIÈME

Juillet-Août 1936

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

1936

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JUL 16 193

REVUE DE PARIS

1er JUILLET 1936

PAUL MORAND.	*L'Angleterre et l'Appel de l'Orient.*	5
ANDRÉ GIDE.	*Geneviève.* — II	13
★ ★ ★	*Le Rôle actuel des Banques.*	39
LUDOVIC NAUDEAU.	*Le « Scoop » de Port-Arthur.*	57
ALEXANDRE ZÉVAÈS.	*Jules Guesde et Jean Jaurès.*	79
PIERRE DE LESCURE.	*Une Anglaise du Japon.*	112
LOUIS HAUTECŒUR.	*Le Symbolisme et la Peinture.*	143
L. BLUM.	*Le Rendement des Études.*	163
FRANÇOIS LEUWEN.	*L'Expérience socialiste*	180
M. MARTIN DU GARD.	*Gaston Bergery.*	188
RAYMOND LOUIS.	*Le Plan Milhaud*	198
HENRY BIDOU.	*Le Mouvement littéraire*	213
GÉRARD BAUËR.	*M. Louis Gillet à l'Académie.*	222
ALBERT FLAMENT.	*Tableaux de Paris*	228

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Frs.

43e ANNÉE *NUMÉRO 13*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

La livraison de la Revue de Paris *de juillet 1836 contient des études de Roger Beauvoir, Nizard, Émile Souvestre, Paul de Musset, Méry, le bibliophile Jacob, etc. D'un article de Jules Vernières consacré aux Coulisses de l'Opéra, nous extrayons les pa sages suivants :*

« ... L'entrée des coulisses de l'Opéra était jadis une prérogative, très reche chée, très défendue, et que se partageaient les intimes de la maison du roi. P suite du système d'entreprise particulière, la concession de ces entrées appartint M. Véron, qui sut s'en faire un moyen d'administration. Il admit successiveme mais toujours de sa propre volonté, et sans créer un droit, la plupart des abon fidèles ou influents de son théâtre. Il étendit cette faveur à des députés, à des pai aux employés supérieurs des ministères, aux journalistes, aux artistes distingués, un mot, à toutes les personnes dont les rapports pouvaient lui être utiles ou seu ment agréables : cette combinaison a produit les résultats prévus. Les coulisses o cessé d'être une mine exploitée par cinq ou six gentilshommes ridés; mais el n'ont rien perdu sous le rapport de la bonne tenue et du bon ordre.

» ... Ceux qu'une permission récente vient d'admettre dans cette terre promise, s présentent d'abord avec l'embarras et l'indécision de gens qui surprendraient d femmes turques au bain. Errant d'une coulisse à l'autre, ils prennent part seulement p le sourire aux conversations grivoises que ne ménagent pas les habitués vétéra Enhardis peu à peu par l'exemple, ils finissent par se lancer en désespérés dans le fo de la danse : c'est un ancien salon doré de l'hôtel Choiseul, coupé en deux dans sa ha teur, et dont les pilastres enfumés, les glaces cintrées et les ornements noircis, attest encore la richesse passée. Une pente légère du plancher est destinée à reproduire l' clinaison du théâtre; tout autour de la pièce, sont adaptées des barres d'appui con lesquelles les sujets dansants viennent se tordre les pieds, se cambrer les reins, se r verser les jambes. Au milieu de la pièce, un groupe d'hommes habillés avec soin, chapeau à la main, chuchotant, riant, semble attendre quelque chose. Ce sont les ha tués. Qu'attendent-ils? L'arrivée des premiers sujets, qui vont s'exercer avant le le du rideau. Ces dames tardent le moins possible à paraître. On les voit venir une à u descendre avec une grâce étudiée un petit escalier de quatre pas, marcher avec déhanchement qui n'appartient qu'aux danseuses, le pied en dehors, tout d'une pi et chaussé d'une guêtre large qui leur donne assez l'aspect de petites poules angla blanches. Ces guêtres sont destinées à garantir le lustre de leurs souliers de satin, et netteté de leurs bas.

» Le foyer est un salon; les mères regrettent le temps où c'était un bazar. Il fait beaucoup de conversations et peu d'affaires; on y parle assez facilement d'amo rarement d'argent. Les hommes riches de l'époque penseraient jouer au grand seign d'autrefois, s'ils convoitaient des danseuses de premier ordre; ils se croiraient des G ménée, des Soubise, et se précipitent dans la figurante, afin d'être aimés pour e mêmes.

» ... De tous ces détails, de toutes ces considérations sur l'état actuel de la dan non pas comme art, mais comme moyen de fortune, il faut tirer cette conclusion dé rable, que l'époque n'est pas généreuse, qu'elle blâme les folies bruyantes et tolère petits plaisirs, obscurs et sordides. Le vent n'est pas à la danseuse, il tourne à la fi rante. Si l'époque ne s'arrête pas là, où ira-t-elle? »

General
Nat. Paris

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1936

		Pages
PAUL MORAND	L'Angleterre et l'Appel de l'Orient	5
ANDRÉ GIDE	Geneviève. — II	13
★ ★ ★	Le Rôle actuel des Banques	39
LUDOVIC NAUDEAU	Le « Scoop » de Port-Arthur	57
ALEXANDRE ZÉVAÈS	Jules Guesde et Jean Jaurès	79
PIERRE DE LESCURE	Une Anglaise du Japon	112
LOUIS HAUTECŒUR	Le Symbolisme et la Peinture	143
L. BLUM	Le Rendement des Études	163
FRANÇOIS LEUWEN	L'Expérience socialiste	180
M. MARTIN DU GARD	Gaston Bergery	188
RAYMOND LOUIS	Le Plan Milhaud	198
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	213
GÉRARD BAUËR	M. Louis Gillet à l'Académie	222
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	228

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1936

STEPEHN HUDSON	Richard Kurt. — I	241
ALPH. DE LAMARTINE	Lettres inédites (1848-1851)	271
JEAN LESCURE	Il n'y a qu'une Économie rationnelle	298
MARCEL ARLAND	L'Horloge	314
GEORGES ROUX	Tableau du Maroc	325
RENÉ LALOU	Paul Claudel	357
GEORGES IMANN	La Peste de Marseille en 1720	383
FERNAND DE BRINON	Session extraordinaire à Genève	417
P. J. JOUVE, E. LOCHAC, P. DE LA TOUR DU PIN	Anthologie 1936	429
IGNOTUS	Roger Salengro	436
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	444
GÉRARD BAUËR	Georges Duhamel à l'Académie	459
CONSTANTIN PHOTIADÈS	Musique à Saint-Eustache	467

LIVRAISON DU 1er AOÛT 1936

		Pages
PAUL CLAUDEL	Suite de Printemps et d'Été	481
C. DE GRUNWALD	Les Débuts de Metternich	492
PRINCE DE METTERNICH	Mémoires inédits	494
ED. GISCARD D'ESTAING	Péril des Classes moyennes	538
FÉLIX DE CHAZOURNES	Rio Magdalena	550
ANDRÉ THÉRIVE	Blason de la Hongrie	584
STEPHEN HUDSON	Richard Kurt. — II	602
ROLAND DE MARÈS	Le Grand-Duché de Luxembourg	635
Dr GEORGES PARCHEMINEY	La Question de l'Hypnotisme	647
JACQUES GREBER	L'Urbanisme de Paris	674
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	685
ALEXANDRE ARNOUX	Cinéma	693
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	704
IGNOTUS	Jacques Doriot	713

LIVRAISON DU 15 AOÛT 1936

JACQUES BARDOUX	Le complot du 12 juin	721
HONORÉ DE BALZAC	Lettres à l'Étrangère. — I	742
LUC DURTAIN	Destins d'Asie	777
ÉMILE DARD	Le Duc de Dalberg	799
STEPHEN HUDSON	Richard Kurt. — III	820
BERTRAND DE JOUVENEL	Avec les Rebelles espagnols	855
HENRI MOUREU	La Crise des Quanta	866
PIERRE MÉLON	Dans les Brumes	888
RENÉ PAYOT	Suisse 1936	898
ALBERT MOUSSET	Le Centenaire de l'Arc de Triomphe	919
RENÉ LAURET	La Saison théâtrale à Berlin	934
JEAN POIRIER	Parmi les livres	955

L'ANGLETERRE
ET L'APPEL DE L'ORIENT

Je me rappelle la petite église du Derbyshire où, enfant, j'allais prier chaque dimanche. C'était une crypte humide, obscure, que la foi romane avait plantée là, au centre de l'Angleterre, comme une relique de ces terres et de ces mers d'Orient conquises par les Normands en l'an mille.

C'était l'Orient encore que le directeur du pensionnat évoquait lorsqu'après dîner il nous lisait le Livre des Rois. *Tu boiras l'eau des torrents...* Aussitôt un monde exotique apparaissait à mes yeux, plein de béliers consacrés en des sacrifices parfumés, d'ossements brûlés, de danses aux sons des trompettes, de jarres d'huile, de joueurs de harpe, de peseurs d'argent, de vieilles femmes ramassant du bois d'acacia pour des holocaustes, de prophètes cachés dans des cavernes et de rois montés sur des chars. Un autre dimanche, c'était l'Exode. *L'Égypte, maison de servitude...* Les eaux se refermaient comme une porte sur le Pharaon. La manne me faisait venir l'eau à la bouche et j'étais prêt, moi aussi, à n'avoir plus d'autre nourriture.

Quand finissait l'année, on nous emmenait à Londres, aux pantomimes de Drury Lane, voir *Sinbad le Marin*. Je retrouvais dans les *Mille et une Nuits* une sorte de Bible arabe, plus souriante, moins cruelle, avec les mêmes fumées de viandes cuites au bois d'aloès. Dès le premier acte, à une table aussi

Copyright 1936 *Revue de Paris*.

1er Juillet 1936.

couverte de vaisselle d'orque celle des festins pharaoniques, je voyais Sinbad caresser sa barbe blanche et raconter au portefaix émerveillé ses sept voyages. ... *Nous mîmes à la voile à Bassorah et nous prîmes la route des Indes par le golfe Persique...* Sinbad n'arrivait jamais : toujours une île se dressait entre son but et lui, une île avec des remparts de santal, des tours de camphre ou des portes cloutées de girofle. Oublié sur ses rivages, ce voyageur passionné se frappait l'estomac et appelait au secours avec son turban déployé. Porté disparu, il se tirait d'ailleurs miraculeusement d'affaire. Aux scènes suivantes, je le retrouvais dans un décor bleu et rouge, tour à tour esclave et ambassadeur, joaillier et marchand de noix de coco. Ses aventures étonnantes finissaient toujours bien; il revenait à Bagdad avec cent mille rubis et je trouvais naturel que le calife Haroun-al-Raschid payât très cher les couronnes de diamants rapportées au prix de tels périls et lui prêtât de nouveaux bateaux pour de nouveaux naufrages.

Drury Lane est encore debout, à deux pas du Strand; édifié en 1663, il y a des chances pour qu'il reste là longtemps. Ses statues de Shakespeare, de Garrick, de Kean et son bas-relief de sir Henry Irving défient les siècles ainsi que sa façade triste d'hôpital, son parterre sali par les générations de vieilles Anglaises qui y font queue, ses escaliers de secours en fer et ses colonnes ioniques en fonte, auxquelles s'adossent dans la journée des paniers de choux de Bruxelles et les marchandes de fleurs artificielles de Covent Garden. Sur son mur de briques creusé de niches Adams se découpent aujourd'hui encore d'immenses affiches, attirantes comme les *Mille et une nuits* de mon enfance, où les bons génies continuent d'arracher Sinbad aux enchanteurs.

Ainsi l'Orient, vu pour la première fois à travers le brouillard d'outre-Manche, laisse dans mes souvenirs, comme il laisse dans les cœurs anglais, sa cicatrice ineffaçable et un désir inassouvi d'évasions ensoleillées, un besoin refoulé mais fou de voyages sensuels, que venait réveiller plusieurs fois par jour l'arome asiatique du thé.

Thé noir ou vert, thé bu en feuilles ou en fleurs, comment échappas-tu à la curiosité de Marco Polo? Et pourtant, lorsque

le voyageur vénitien arriva en Chine, on y buvait le thé depuis deux mille ans. Dès la fin du XVIe siècle, l'Europe importe presque toutes les richesses de l'Empire du Milieu, mais pas le thé. Cinquante ans plus tard, Pepys signale l'arrivée à Londres d'une boisson chinoise arrivée d'Amoy, ce petit port bordé par les consulats des nations privilégiées, que représentent tant de fixés sur verre naïfs. Bientôt la Compagnie des Indes s'adjuge le monopole de la nouvelle herbe. Puis l'Inde qui la première avait découvert le thé, se met à le cultiver en grand pour les Européens; les champs de thé enrichissent le Bengale; les Hollandais commencent à en planter à Java. En 1876, Ceylan s'industrialise, et son thé tonique et noir, *Ceylan* ou *Darjeeling*, *Keemung* ou *Papsang*, vient parfumer d'exotisme les docks goudronneux de la Cité et les petits déjeuners de la reine Victoria.

Par le thé, l'Orient pénètre dans les salons bourgeois; par le café, il pénètre dans les cerveaux.

Au XVe siècle, les auteurs arabes parlent d'une graine abyssine, venue du pays de Kaffa et transplantée en Arabie. Les Portugais l'apportent au XVIe, en Europe sud-occidentale; elle parvient à Londres au XVIIe par Constantinople et Venise.

En 1652 s'ouvent dans Cornhill les premières *coffee houses*; tel est leur succès que la vie sociale en est transformée; pour la première fois, les hommes et les femmes se rencontrent en public, ailleurs qu'à la Cour. Le moka brûlant fait son chemin dans l'estomac et dans les méninges de ces Nordiques lents à penser et les réveille; les Irlandais cessent d'avoir le monopole exclusif de l'esprit; des idées non suivies d'actes, mais qu'on aime pour leur jeu rapide et gratuit, dansent dans les têtes. En vain les gouvernements en Allemagne ne permettent-ils aux particuliers de torréfier les grains qu'en vertu d'une licence spéciale, en vain Charles II veut-il fermer les *coffee-houses*, nouveaux centres d'agitation politique : c'est une épidémie qui court dans les veines du monde occidental et lui brûle le sang. On sort de chez soi; on vit dans la rue, comme des Latins; la nature humaine s'étale librement et observée de près engendre le roman bourgeois ou « anglois », père du nôtre; les affaires d'État ne

sont plus des secrets, on se passe les plus récentes nouvelles que colportent les *corantos*, cette première ébauche de gazette inventée par les Juifs espagnols d'Amsterdam. L'éloquence démocratique naît de ces excitants, ainsi que la poésie d'Addison; l'esprit d'égalité républicaine devient une mode; les libelles pour ou contre la Compagnie des Indes courent Fleet Street; des philosophes pamphlétaires et rompus à l'agio des doctrines se spécialisent dans la vulgarisation des inventions scientifiques et inondent la Cité de systèmes dont nos Encyclopédistes feront leur profit un demi-siècle plus tard. Tout Voltaire est déjà dans les *Lettres anglaises* et celles-ci sortent des cafés de Londres.

Stupéfiants et excitants sont les deux faces de la déesse, les deux visages par où l'Orient sourit à l'Europe ou grimace. Le café énerva le classicisme; le romantisme découvrira l'autre noir abîme du désespoir humain : en 1797, Coleridge avale, à Malte, des boulettes d'opium.

Qui écrira l'histoire politique et littéraire des drogues, filles de l'Est, comme la kabbale? Au XIXe siècle, au nom de l'hygiène les Européens rationnent à la Chine son sommeil artificiel et la Chine tombe en morceaux; Russel pacha, chef du *Central Narcotic Intelligence Bureau*, présente à la Société des Nations une Égypte grâce à lui désintoxiquée, et l'Égypte aussitôt se cabre; elle s'agiterait plus violemment encore si le fellah ne se créait de nouveaux paradis artificiels, au fur et à mesure qu'on lui ferme les anciens : le prive-t-on de hachich, il prise la cocaïne; l'héroïne devient-elle hors de prix, il boit le *thé noir*, décoction terrible d'où il extrait, caché dans sa hutte de boue, de pernicieux alcaloïdes... Que l'Angleterre rende aux Égyptiens leur hachich, diront les cyniques, que la France double la dose des stupéfiants dans les pipes verticales de l'Africain du Nord ou dans les pipes horizontales de l'Annamite, et la paix régnera sur l'Orient...

Longtemps je m'étais demandé pourquoi les épices avaient joué un si grand rôle dans l'histoire; le poivre valait-il tant de sang versé? La cannelle, la girofle méritaient-elles que les peuples frétassent des flottes et qu'à travers des épreuves insignes ils découvrissent des continents?

Nous avons aujourd'hui la clé du mystère : épices et aromates, sous ces titres trop généraux s'abritaient non seulement les condiments de la gourmandise mais aussi tous les adjuvants des extases religieuses et tous les éléments de la pharmacopée; c'étaient les aromates, les narcotiques, les baumes, les poisons, les aphrodisiaques, les diurétiques, les désintoxicants, les purgatifs, tout ce que l'Europe ne produisait pas et qu'elle devait chercher aux terres chaudes; la muscade et le gingembre fournissaient aux Grecs et aux Romains ce que demande à la chimie notre âge d'estomacs dyspepsiques, de cœurs fléchissants et de reins fatigués. Il serait malaisé de comprendre pourquoi on s'est tant battu pour le poivre, qui n'est pas un condiment indispensable, et pourquoi les épices qui ne figurent plus aujourd'hui que dans nos ragoûts jouèrent ce rôle cardinal si on ne savait maintenant que les poudres de cannelle, de muscade et de girofle mélangées accéléraient les digestions des gros mangeurs de jadis et que jusqu'à Louis XIV, qui en faisait grand usage, tous les mets en étaient saupoudrés. On en mettait jusque dans le vin.

Anglais et Hollandais n'ont pas complètement abandonné ces anciennes coutumes. Leur cuisine et leur table sont encore tout parfumées de poivres noirs ou rouges, de safran, de muscade, d'origan, de mangues au vinaigre, de racine de coriande, de cinname, de cumin, de bétel, de macis, de poudres à curry et de tiges de gingembre, en jarres de Nankin.

L'invitation au voyage d'Orient est partout à Londres. En plein Pall Mall, les compagnies de navigation vous mettent brusquement sous le nez des noms de villes qui sentent le curry et les épices. Une publicité véritablement raccrocheuse vous présente ces lieux élus qui servirent à tous les rêves de toutes les générations, et ces vieilles prostituées essayent encore sur nous avec succès leurs agaceries édentées et leurs charmes chenus. Sur le comptoir d'acajou de la Péninsulaire, tamisés par des lampes discrètes, les beaux mots luisent dans l'ombre comme un matériel de fumeur. Aux docks des Indes, qui sont ceux de l'ancienne Compagnie, quand s'ouvrent les portes, de vraies portes de coffre-fort de nabab, on aperçoit des steamers qui font leur toilette, entre deux voyages, comme

une actrice entre deux actes. Des Maltais semblent les masser, les frotter d'huiles essentielles et des Chinois de l'East End leur servir de pédicures. Les magasins empilent là les lames de crêpe et les caisses de thé, aussitôt remplies dès qu'ils se vident. Plus bas, à l'embouchure de la Tamise, les plus rapides paquebots de l'océan Indien à qui leur tonnage interdit l'accès de la Cité, attendent l'heure du départ, aux docks de Tilbury creusés dans la craie, près du fortin de briques qu'Henry VIII choisit pour défendre l'estuaire. Près de cette poudrière, la reine Elisabeth passa en revue sa flotte, bien fragile encore comparée aux galions espagnols, à la veille de cette définitive victoire sur l'Armada qui devait, en quelques jours et à jamais, ouvrir aux Anglais la route des Indes et tous les chemins du globe. Là, comme à l'église Saint-Mathias, à Poplar, la vieille église de l'Honorable Compagnie des Indes, les bancs et les pupitres sont taillés dans les mâts mêmes de l'Armada vaincue et la chaire est faite d'une figure de proue arrachée à son étrave dans un chantier voisin. Je ne sais rien de plus émouvant que ces faubourgs; l'histoire y parle, comme aux Pyramides; c'est de là que partirent les premiers colons de Virginie et toute l'aventure américaine; c'est là que se marient les capitaines au long cours et c'est là que, dans les *pubs* voisins, entre deux rasades, les matelots des *East Indiamen* se vendaient leurs femmes, avant de s'embarquer pour Calicut ou Chandernagor.

Mais pourquoi aller si loin? Dès son réveil l'Orient frappe aux fenêtres de mon hôtel londonien; l'aiguille de Cléopâtre se dresse devant moi. Elle n'a pas l'assurance lumineuse ni la fierté de notre obélisque; elle s'élève timidement dans une brume mi-gazeuse, mi-liquide qui est bien le contraire de l'air égyptien où elle est née. Elle regarde les tramways de laque rouge et les remorqueurs traînant leur reflet, aussi trapus sur la Tamise d'argent que les dahabiehs sont sveltes sur le Nil d'or. La pauvre ressemble à un de ces accessoires d'*Aïda* oubliés dans les couloirs de l'Opéra! Derrière elle s'élève Wesminster et ce Parlement que le Caire lui envie... Elle reste là, sur le Victoria Embankment, comme une borne de pierre auprès d'une route de siècles, comme un papyrus aux hiéroglyphes transis, comme une vieille sentinelle orientale sortie

des carrières de Syène, aujourd'hui noire de suie, au fil ébréché par les gels, au pyramidon écorné par les éclairs.

Je n'en ai pas fini avec Londres indien.

Au British Museum, la déesse Kâli contorsionne son torse de mauvais serpent qui envenima une race. Ces étudiants hindous qu'on croise dans l'*Oriental room*, toujours enrhumés et emmitouflés dans des châles, leurs gros yeux en larmes derrière des verres de loupe, leurs genoux cagneux battant un pantalon de flanelle grise trop large, le teint de stéatite noire hors de la chemise verte et de la veste de *tweed* chaudron, sont bien les fils de Siva à la jambe pliée, au poignet tordu, et des taureaux d'albâtre blême.

Autour de la Bibliothèque, prolongeant dans les rues cette atmosphère exotique dont le monde n'offre pas d'autre exemple, le promeneur découvre des librairies singulières dont les catalogues de seconde main recèlent toutes les métaphysiques et tous les folk-lores, du Malabar au Coromandel; elles tiennent à la fois de la boîte de bouquiniste, du magasin d'antiquités et du laboratoire d'alchimie. On y devine en sommeil tous ces signes mystérieux et chiffrés par lesquels la littérature allégorique anglaise, de Milton à Beckford, voulut communiquer avec le monde. Un authentique ispahan veuf de sa bordure, si troué que des générations d'Arméniens n'arriveraient pas à reconstituer sa fine trame du XVIe siècle, voisine avec les *Upanishads* traduits par Max Muller; des lanternes de temple cassées, gisent près de têtes de Bouddha brisées, arrachées à la sylve, avec leurs longues oreilles pendantes semblables à des glandes; aux murs sont déroulées d'infernales peintures thibétaines, accrochés des versets du Coran, des écus sarrasins et des médailles militaires de la guerre d'Afghanistan. On respire des odeurs de gaz et de santal, de brouillard ou de chutney. Il suffit de rester seul un moment chez tel grand exportateur de chinoiseries ou de tapis persans d'époque, dans Camomile St., ou chez les marchands de thés en gros de Shoe Lane, ou aux docks Sainte-Catherine, pour sentir sous soi vaciller le sol et pour se croire soudain parti, parti sur quelque paquebot de la British India. On ferme les yeux... Oui, c'est le premier jour de chaleur, en mer Rouge, où le déjeuner va se nommer *tiffin* et où les punkas et les ventilateurs vont distribuer au-dessus des

têtes leur tempête égale; déjà les Mahométans étalent sur l'entrepont leur tapis de prière et font le geste de se laver rituellement la face avec leurs mains vides d'eau; déjà l'équipage bengali, le torse nu, face au rayon vert, met à sécher sur le pont les haillons qui le couvrirent jusqu'à Suez, et l'Inde apparaît pour la première fois...

Cette magie pour laquelle les Anglais ont tant de mots tendres et mélancoliques a parfumé le miel qui attira au loin tant de marins, tant de cadets, tant d'aventuriers, toutes ces abeilles, toutes ces fourmis actives mais sentimentales, dont les forces unies ont fini par bâtir l'Empire.

PAUL MORAND

GENEVIÈVE

OU LA CONFIDENCE INACHEVÉE[1]

II

Madame Parmentier était beaucoup plus instruite que ma mère, qui n'avait commencé à lire avec méthode et soin qu'assez tard. Les leçons qu'elle me donna différaient beaucoup de celles du lycée et étaient surtout occupées par la conversation et la lecture. Dans la grande bibliothèque où elle me recevait, les auteurs anglais voisinaient avec les français et les italiens, car elle parlait également bien ces trois langues. Maman m'accompagna d'abord; mais dès la troisième leçon nous laissa, madame Parmentier lui ayant avoué que, seule avec moi, elle se sentirait mieux à l'aise. Le plus souvent elle me faisait lire et s'occupait alors à corriger mon mauvais accent. Je préférais l'entendre lire, encore que souvent je ne la comprisse pas très bien; mais elle reprenait alors avec une patience infinie. Le son de sa voix me ravissait presque à l'égal de celle de Sara. Les poètes avaient sa préférence et elle les prétendait particulièrement susceptibles de m'apprendre à scander convenablement mes phrases. Mais je ne lui cachai pas longtemps mon peu de goût pour le rêve et la poésie. Alors nous commençâmes à discuter.

— Les fleurs, il est vrai, ne nourrissent point l'homme, — disait-elle, — mais elles font la joie de la vie. Quand vous aurez fait un jardin potager des plus beaux et des plus odorants

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin.

parterres, vous m'aurez sans doute donné à manger, mais enlevé du même coup le goût de vivre.

Et, comme je ripostais que, non plus que de fleurs mon corps, mon esprit ne se pouvait nourrir de comparaisons :

— Oh! si maintenant vous n'aimez même plus les images! — reprenait-elle en souriant plaintivement.

Ainsi se plaisait-elle dans un monde imaginaire qui, soutenait-elle, existait dès l'instant qu'elle commençait d'y croire. De même croyait-elle à la vie éternelle et les compensations qu'elle en espérait l'aidaient-elles à prendre son parti des misères et des imperfections de cette terre.

A cette époque déjà, je m'attachais moins volontiers aux fictions qu'aux réalités et les romans ne m'intéressaient point tant par la beauté de leurs peintures que par les renseignements qu'ils peuvent nous donner sur la vie. C'est ce qui explique qu'en écrivant ce récit, je ne tienne guère compte que de ce qui pourra peut-être, et si peu que ce soit, éclairer ou instruire. Je n'aime pas assez les divertissements pour chercher moi-même à divertir. C'est plutôt *avertir*, que je voudrais. Je crois, monsieur Gide, que vous aussi vous serviez, comme je fais ici, de ce mot. Permettez que je vous l'emprunte. Oui, je me tiendrai pour satisfaite si quelque jeune femme qui me lira trouve dans ce que j'écris ici un *avertissement* et si ce livre la met en garde contre certaines illusions dont j'eus à souffrir et qui risquèrent de gâcher ma vie.

« Étranger aux raffinements de l'esprit et insoucieux de toute métaphysique. » Je lisais hier ces mots dans la belle étude de Marthe de Fels sur Vauban. Ils me peignent excellemment. Je lis encore avec ravissement, dans cette même étude, une autre phrase, où je me retrouve : « N'était-ce pas la condition même du réalisme de son esprit concret, où les fumées du songe n'avaient point droit d'asyle dès lors qu'il s'agissait d'œuvrer... » Car je n'admettais pas, si jeune encore que je fusse en ce temps, que je ne pusse et dusse être utile. La poésie, la littérature même, me paraissaient les fleurs d'une vie désœuvrée; et j'avais l'oisiveté en horreur.

Me voici amenée à préciser déjà certains traits de mon caractère qui ne s'accentuèrent et dont je ne pris conscience que par la suite. Mon opposition avec madame Parmentier,

malgré la grande affection que je pouvais avoir pour elle, m'aida beaucoup. Nous nous développons dans la sympathie, mais c'est en nous opposant que nous apprenons à nous connaître. Cette opposition n'avait du reste rien de commun avec celle qui m'animait contre mon père et qui s'aggravait alors de mépris. Je n'avais pour madame Parmentier que de l'estime. En dépit de cette opposition, je m'entendais avec elle à merveille, et elle ne laissait pas d'être sensible au zèle que j'apportais au travail. Cependant j'avais également besoin d'autres leçons que les siennes, et maman recourut à un professeur pour l'histoire et la géographie. Le docteur Marchant, si surmené qu'il fût, consentit à me donner une heure tous les deux jours, pour les sciences. Ces leçons avaient lieu chez lui, le soir, et se prolongeaient souvent en causeries où je trouvais plus grand profit encore que dans les leçons elles-mêmes.

Le docteur Marchant possédait tout ce qui manquait à mon père : et d'abord une valeur réelle, des connaissances solides et le parfait mépris des feintes et du faux semblant. Son aspect bourru cachait une nature très tendre. L'admiration que j'avais pour lui n'empêchait pas que je ne m'opposasse également à lui, mais pour d'autres raisons encore. Comme les entretiens que j'avais avec lui ne prirent point fin avec mes examens mais reprirent par delà de plus belle, il est possible que ce que je vais en dire se reporte plutôt à 1914, ou même un peu plus tard, et que ne devinssent sensibles qu'à mon esprit un peu mûri certains traits de son caractère avec lesquels je ne pouvais m'accorder. Son dévouement, son désintéressement absolus, cette sorte d'ardente charité qui le penchait vers les souffrances, tout cela reposait sur un nihilisme désespéré. Quant à moi, chez qui les sentiments religieux n'avaient jamais été bien vifs (et ceux qu'affectait mon père suffisaient à m'en dégoûter), je cessai très vite de croire à quoi que ce fût d'irréel. Mais tandis que le docteur Marchant acceptait la profonde misère des hommes, « que nous pouvons tout au plus adoucir un peu », disait-il, je ne pouvais admettre que là se bornât notre espoir. Il me traitait de chimérique lorsque je parlais d'une amélioration possible de l'état social, et cela me faisait enrager; j'en parlais alors comme une enfant et ce que j'en disais, évidemment, prêtait à sourire. Je le sentais; mais j'en

tenais pour ma « chimère ». Je tenais ferme. Cet espoir qui m'habite a dirigé ma vie. Il était, en ce temps, bien vague encore et j'aurais peut-être mieux fait d'attendre pour en parler; je l'ai fait par impatience.

Je relis ce que je viens d'en dire et qui me satisfait bien peu. Dès que l'on ne fait plus partie d'une église, combien hasardeuse, incertaine et osée paraît toute profession de foi! Je viens de lire dans une revue américaine les réponses à une enquête : « What do you believe? » Cette question était adressée aux plus illustres écrivains, savants, hommes d'État, financiers, industriels, etc. de tous les pays. Seuls ont paru répondre avec assurance ceux qui se rattachent à l'orthodoxie catholique. Mais la vraie réponse des autres, c'est leur œuvre entière, c'est leur vie. On peut rester tâtonnant lorsqu'il s'agit de parler et résolu dès qu'il s'agit d'agir. Je n'ai que faire des théories, et crois savoir très bien ce que je veux, encore que je sache très mal le dire. Du reste, s'il m'était possible de l'exprimer en quelques phrases, je n'aurais pas entrepris ce long récit.

Madame Marchant avait été l'amie d'enfance de ma mère. Modeste jusqu'à l'effacement, presque insignifiante, du moins la voyais-je telle à cette époque de ma vie, car j'avais en ce temps peu de goût pour découvrir ce qui se cache sous l'apparence des êtres et méprisais la modestie; si mon père représentait pour moi le type d'homme que je ne voulais pour rien au monde épouser, madame Marchant représentait le type de femme que je ne voulais point être. Rien ne justifiait à mes yeux l'amour que lui témoignait le docteur; elle me paraissait négligeable. Elle vivait dans l'ombre et la dévotion de son mari. Le ménage était assurément des plus unis, en dépit des cyniques propos du docteur qui tenait le mariage pour « une institution ridicule ». Il ne craignait pas de prononcer ces mots devant moi, si jeune que je fusse alors, et malgré les regards courroucés de mon père qui professait le plus grand respect pour « cette institution sacrée ».

Instruite de bonne heure par ma mère qui ne pensait pas que l'ignorance pût être jamais de quelque profit que ce soit, je savais que les enfants ne sont pas les fruits spontanés du sacrement du mariage; j'avais compris aussi que les rapports charnels qui permettent la procréation se passent souvent de

l'approbation de l'Église et de la loi. Mais, dès l'instant que les gens étaient mariés, pourquoi certains couples demeuraient-ils stériles? C'est ce qui me préoccupait beaucoup, et particulièrement lorsque je pensais au ménage de nos amis Marchant.

— C'est une question affreusement indiscrète, — me dit ma mère, lorsque je la lui posai. — Tu sais bien que je ne refuse presque jamais de te répondre... Mais d'abord il y a beaucoup de ménages qui préfèrent ne pas avoir d'enfants.

— Pourquoi?

— Mais, mon petit, pour une quantité de raisons morales ou matérielles plus ou moins valables.

— Comment font-ils pour ne pas en avoir?

— Cela, tu n'as vraiment pas à le savoir maintenant, — dit maman en rougissant un peu, non tant sans doute de ma question que de son refus d'y répondre.

J'avais pourtant posé cette question le plus ingénument du monde et sans du tout en soupçonner l'indécence. N'ayant encore, du désir sexuel et de la volupté, que l'idée la plus confuse, la question des rapports conjugaux m'inquiétait beaucoup moins que celle de la progéniture.

— Tu crois que les Marchant préfèrent ne pas avoir d'enfants? — demandai-je.

— Non, je ne le crois pas, — dit maman; et bien vite elle ajouta : « Mais on n'obtient pas toujours ce que l'on souhaite. ».

— Alors tu crois qu'ils voudraient bien avoir des enfants, mais qu'ils ne peuvent pas?

— Mon petit, tu vois comme c'est dangereux de commencer à te répondre, — dit maman, la main sur la poignée de la porte et battant en retraite. — Tu veux toujours en savoir davantage.

Le fait est que ces quelques phrases de maman me laissaient bien insatisfaite. Et, comme la question restait pendante en mon esprit, je résolus, avec l'intrépidité cynique et ingénue de mon jeune âge, de m'en ouvrir directement au docteur; mais il fallait pour cela me trouver seule avec lui, et madame Marchant assistait presque toujours aux leçons. Cette conversation se trouva donc remise à par delà les vacances.

Celles-ci, que je passai en Bretagne, auprès de mes cousins X..., furent presque toutes occupées par la lecture.

Les questions d'ordre sexuel, sur lesquelles certains peuvent s'étonner ou se scandaliser de me voir m'attarder dans ce récit, étaient bien aussi celles qui m'intéressaient particulièrement dans les livres que je lisais. A ma curiosité ne se mêlait du reste aucune sensualité. Il avait fallu tout le prestige de la voix de Sara pour me faire prendre goût à la poésie de Baudelaire. Une sorte de crainte instinctive m'écartait des images licencieuses, de tout ce qui respire le désir ou le plaisir. Je n'étais pas sentimentale non plus... Non, ce qui occupait mon esprit, c'est tout ce qui touchait à ce qu'on appelle pompeusement : les prérogatives de la femme. J'ai dit que je ne m'intéressais guère aux romans. Les peines de cœur ne me paraissaient pas valoir la peine qu'on prend à les peindre. Mais pour qu'un livre trouvât grâce à mes yeux, il suffisait parfois d'une simple phrase, comme cette déclaration que je trouvai dans l'absurde *Jane Eyre* et copiai tout aussitôt dans un cahier que je réservais à cet usage et sur lequel, en guise de titre, j'avais inscrit les deux lettres : I. F., en souvenir de la *Ligue pour l'Indépendance féminine* et de mes deux premières amies.

« Il est vain de dire que les créatures humaines doivent trouver leur contentement dans le repos; ce qu'il leur faut, c'est l'action, et elles la créeront si la vie ne la leur fournit pas. Il y a des millions de gens condamnés à une vie plus tranquille que la mienne, et des millions sont en état de silencieuse révolte contre leur sort. Personne ne sait combien de rébellions (indépendamment des rébellions politiques) fermentent dans la masse vivante qui peuple la terre. Les femmes, on les suppose calmes généralement; mais les femmes sentent, tout comme les hommes; elles ont besoin d'exercer leurs facultés et, comme à leurs frères, il leur faut un champ d'action pour leurs efforts. Autant que les hommes, elles souffrent d'une contrainte trop stricte, d'une stagnation trop absolue. C'est par étroitesse d'esprit que leurs compagnons plus favorisés prétendent qu'elles doivent borner leurs soins à la cuisine et à la couture, aux arts d'agrément et à la broderie. Il n'y a aucune raison de les condamner ou de se moquer d'elles lorsqu'elles aspirent à plus d'action ou

à plus de savoir que l'usage n'a décrété qu'il convenait à leur sexe[1]. » (*Jane Eyre*, chap. XII.)

De tous les livres que je lus alors, aucun n'occupa plus longtemps ma pensée que *Clarissa Harlowe*. Malgré mon peu de goût pour les fictions, c'est sans en sauter une ligne que je lus les cinq volumes de ce roman jadis célèbre et qui ne trouve aujourd'hui, je crois, plus beaucoup de lecteurs. Sans doute eut-il sur moi une influence considérable (pas tout à fait, je pense, celle que pouvait souhaiter Richardson); c'est pourquoi je dois en parler. J'y remarquai d'abord que tous les malheurs de Clarissa viennent de sa dévotion, de sa soumission à ses parents, de son respect pour son odieux père. Il fallait bien tout l'art de Richardson, pensai-je, pour que cette humilité excessive ne suffît pas à la rendre ridicule à nos yeux. En la douant de toutes les vertus, en la faisant infiniment supérieure à son père, le romancier rendait d'autant plus révoltante la soumission de cet ange à l'autorité monstrueuse de cet être borné.

Mais bien plus encore m'indignait l'insigne importance accordée, dans ce livre, à la chasteté. Encore que Clarissa ne se montrât jamais de vertu plus triomphante qu'après qu'elle eut été lâchement déflorée, cette assimilation de l'honneur à la pureté me paraissait proprement inadmissible. En ce temps je ne pouvais savoir combien souvent, dans l'abandon charnel, l'âme même se démantèle. Il entrait du reste beaucoup de résolution et de parti pris dans mes indignations d'alors, et mes réactions les plus sincères devaient bientôt m'apprendre combien je demeurais différente de ce que j'avais la prétention d'être. Quoi qu'il en fût, je protestais qu'une femme peut

1. « It is vain to say human beings ought to be satisfied with tranquillity : they must have action; and they will make it if they cannot find it. Millions are condemned to a stiller doom than mine, and millions are in silent revolt against their lot. Nobody knows how many rebellions besides political rebellions ferment in the masses of life which people earth. Women are supposed to be very calm generally : but women feel just as men feel; they need exercise for their faculties, and a field for their efforts as much as their brothers do; they suffer from too rigid a restraint, too absolute a stagnation, precisely as men would suffer; and it is narrow-minded in their more privileged fellow-creatures to say that they ought to confine themselves to making puddings and knitting stockings, to playing on the piano and embroidering bags. It is thoughtless to condemn them, or laugh at them, if they seek to do more or learn more than custom has pronounced necessary for their sex. »

être vertueuse autrement que par sa réserve et que le plus ou moins d'honnêteté réside ailleurs que sur le plan des rapports charnels. Tout ceci se ressentait beaucoup encore des conversations avec mes deux amies, où nous poussions jusqu'au défi notre mépris du convenu et de l'opinion du grand nombre. Nos propos étaient d'autant plus hardis qu'ils n'entraînaient point la participation de nos sens. Toutes trois nous admettions que l'accouplement pût se passer d'autorisation légale; toutes trois nous nous déclarions volontiers résolues à la maternité en dehors du mariage; mais si, moi du moins, je parlais aussi aisément et légèrement de l'amour, c'est que je ne songeais qu'à ses suites; c'est que j'ignorais la volupté et n'avais même aucune appréhension du plaisir, de sorte que je pensais pouvoir disposer toujours librement de moi-même. Certainement, mon trouble auprès de Sara eût pu m'avertir; mais s'il étourdissait tout mon être, c'était de façon trop vague pour que j'y pusse alors reconnaître précisément du désir. Si quelque initiation précoce ne vient pas le localiser, le désir peut rester épars et ne se manifester d'abord que par un insolite désarroi. Après tout, ce que j'en dis n'était peut-être vrai que pour moi. Sara, je crois, était beaucoup moins innocente et sans doute à l'attrait de sa beauté s'ajoutait-il celui d'une lascivité secrète; et c'était là, je crois, ce qui me troublait.

Je connaissais le docteur Marchant depuis ma plus tendre enfance et suis restée longtemps sans comprendre pourquoi ma mère ne l'avait pas épousé de préférence à mon père. Mais une conversation avec maman, et plus tard son journal m'apprirent que le docteur Marchant lui fut présenté par mon père, et que tout d'abord le docteur lui avait beaucoup déplu. Évidemment, il peut paraître très froid à première vue; mais c'est, je crois, qu'il a beaucoup à se défendre contre les entraînements de son cœur. Dès qu'il se laisse aller, son regard se charge de tendresse. Je l'entendais traiter de « matérialiste » par mon père, et de « pessimiste » par ma mère, longtemps avant de savoir ce que ces mots voulaient dire. Quand, plus tard, je commençai de discuter avec lui, c'est contre son pessimisme seulement que je protestais.

— Mais, mon petit (il m'appelait « mon petit », comme faisait ma mère), je ne te blâme pas d'avoir ces idées-là, —

me disait-il lorsque je déclarais que mieux vaudrait tâcher d'empêcher la misère que de chercher seulement à la soulager. — C'est de ton âge. On rêve à des réformes de la société, à des répartitions plus équitables. Mais les systèmes les meilleurs ne rendront pas les hommes moins mauvais. — Et il se plaisait à citer le mot de Chamfort : « Quiconque, à quarante ans, n'est pas misanthrope, n'a jamais aimé les hommes », ajoutant qu'il avait décidément passé la quarantaine.

A ce moment, nous étions seuls, par grand hasard, le docteur et moi; il dit encore :

— A combien de gens ne nous intéressons-nous pas, simplement parce que nous les voyons souffrants et misérables; lesquels, guéris et fortunés, nous paraîtraient aussitôt répugnants. Allons! la voici qui pleure...

En ce temps-là, je pleurais encore pour un rien, en dépit de ma volonté, si tendue qu'elle pût être, et cela me fâchait beaucoup contre moi-même. Cette fois encore, je n'avais pu retenir mes larmes; mais c'était d'indignation que je pleurais et de dépit de ne trouver rien à répondre, ou, du moins, de ne pouvoir exprimer les pensées qui se pressaient en moi et naissaient non point tant dans ma tête, me semblait-il, que dans mon cœur. Je n'étais pas si jeune que je ne pusse me douter déjà que nombre des maux dont souffrent les hommes sont dus non point tant à des causes réelles, qui en elles-mêmes n'auraient rien de bien douloureux, qu'aux jugements que l'on porte sur elles. Je venais de lire *Adam Bede* avec madame Parmentier et songeais en particulier à la détresse d'Hetty Sorrel. Je ne consentais point à la considérer comme coupable pour s'être laissé séduire, puis pour avoir abandonné désespérément son enfant, accablée qu'elle était par la condamnation que d'avance elle sentait peser sur elle. Ce qui me paraissait condamnable, c'était d'abord l'amant qui l'avait abandonnée, puis la société qui faisait peser sur elle seule une réprobation que méritait surtout son séducteur. J'eusse voulu la citer en exemple; mais je doutais que le docteur Marchant eût lu ce livre, et c'est avec madame Parmentier que je repris et poursuivis la discussion.

— Vous auriez condamné Hetty Sorrel?

— Je ne me sens le droit de condamner personne.

— Ce n'est pas une réponse. On propose un cas particulier et vous vous réfugiez dans des généralités.

— Je crois que j'aurais eu pitié d'elle, comme eut pitié d'elle Dinah Morris, tout en la reconnaissant coupable.

— Coupable de quoi?

— A quoi sert de le demander? Coupable d'abord de s'être laissé séduire, puis d'avoir abandonné son enfant.

— Ce n'est qu'à contre-cœur qu'elle l'abandonne et parce qu'elle ne pouvait faire autrement. C'est le jugement de la société qui la force à commettre ce crime. Elle sait qu'il n'y a plus de place, dans la société, ni pour elle, ni pour son enfant. C'est cela que je trouve monstrueux.

— J'ai pitié d'elle parce qu'elle se repent.

— Et elle se repent parce que Dinah Morris lui fait espérer que le pardon de Dieu suivra sa repentance. Mais la vraie criminelle, ce n'est pas Hetty, c'est la société; et quand on pense que c'est au nom de Dieu que la société la condamne!...

— Voyons, Geneviève, vous ne pouvez pas l'approuver.

— Je la plains de tout mon cœur; mais c'est la société que je désapprouve... Madame Parmentier, je voudrais savoir... Vous trouvez que c'est très mal d'avoir un enfant sans être mariée?

— C'est très mal de mettre au monde un enfant destiné à être malheureux.

— Pourquoi forcément malheureux?

— Comment ne serait pas malheureux un enfant sans père?

— Oh! madame Parmentier, ce n'est pas à moi qu'il faut dire cela; vous ne me parleriez pas ainsi si vous connaissiez bien mon père. Et, du reste, faut-il vraiment que le père soit un mari, pour aimer son enfant?

Madame Parmentier reprenait sans me répondre :

— Un pauvre enfant qui risque de n'être accueilli nulle part, de recevoir partout des rebuffades et des affronts.

— Eh! c'est cela précisément qui m'indigne. Ne trouvez-vous pas monstrueux que...

Mais elle continuait sans m'entendre :

— De sentir mépriser sa mère et, ce qui est encore pis : de devoir la mépriser lui-même.

— Oh! madame Parmentier, comment pouvez-vous dire cela? Alors, selon vous, pour avoir le droit d'avoir des enfants,

une femme doit consentir à lier toute son existence à un homme que peut-être elle ne pourra pas continuer d'aimer?

— Elle n'a qu'à le bien choisir.

— Et si encore c'était elle qui choisissait! Mais vous savez bien que le plus souvent elle ne peut que se laisser choisir.

— Elle reste libre de refuser, si celui qui la demande en mariage ne lui plaît pas.

— Elle peut s'illusionner d'abord, comme je crois qu'a fait ma mère.

— Geneviève, vous ne devez pas juger vos parents. Je ne connais que peu votre père; mais il m'a paru charmant.

— Lorsqu'elle l'a épousé, il paraissait charmant à ma mère.

— Je considère votre mère comme une épouse irréprochable.

— C'est-à-dire qu'elle s'est toujours sacrifiée. Approuvez-vous quelqu'un de grand mérite, comme ma mère, de se sacrifier toujours à quelqu'un qui ne la vaut pas?

— Un ménage uni ne va jamais sans de petits sacrifices réciproques, qui grandissent et embellissent celui qui les fait.

— Madame Parmentier... Pourquoi appelle-t-on : tromper son mari, le seul fait de ne pas lui être fidèle? Cela peut pourtant bien aller sans tromperie. Et ne le trompe-t-on pas davantage, et soi-même avec, en lui restant fidèle sans plus l'aimer?

— Certainement pas. Quelles questions vous me posez là! On peut ne plus s'aimer autant qu'aux premiers jours; mais aimer un autre homme, c'est là que tromper commence. Quant à moi je n'ai jamais eu de mérite à demeurer fidèle, car je n'ai jamais cessé d'aimer mon mari. Mais, même en aimant un peu moins, le mariage contient une promesse de rester fidèle à la foi jurée.

— Aussi je préfère ne jurer point.

Sans doute ai-je beaucoup simplifié cette conversation, qui fut longue. Elle eut lieu au printemps en 1914. Je me souviens d'un énorme bouquet de lilas, sur la grande table de la bibliothèque où nous nous tenions; il répandait un parfum si fort que madame Parmentier me demanda d'ouvrir la fenêtre, bien que l'air du dehors fût encore froid. J'aurais peut-être dû dépeindre les lieux, et madame Parmentier, et moi-même; mais ce n'est pas un roman que j'écris, et les descriptions ne m'importent guère, dans les livres d'autrui non plus.

J'avais passé en novembre la seconde partie de mon baccalauréat; car je m'étais fait stupidement recaler en juillet. La joie de mon père, en apprenant mon échec, avait été comme un coup de fouet à mon amour-propre et je redoublai de zèle. Gisèle, qui préparait le même examen, avait été reçue aussitôt. Je la revoyais de temps à autre; mais madame Parmentier ne favorisait pas nos rencontres. La liberté de mes propos pouvait l'amuser, mais l'effrayait un peu pour sa fille. Pourtant Gisèle ne se laissait guère influencer, et non plus par moi que par sa mère, encore qu'elle l'adorât; mais elle savait au besoin lui tenir tête, sans élever jamais la voix, avec obstination et avec une douceur désarmante, de sorte que c'était toujours madame Parmentier qui cédait.

Nous avions, Gisèle et moi, beaucoup d'idées communes, et c'étaient précisément les plus hardies, ce qui me donnait beaucoup d'assurance, car j'avais grande confiance en sa sagesse que je reconnaissais bien supérieure à la mienne et incapable de ces excès où mon humeur souvent m'entraînait. Gisèle apportait à tout ce qu'elle entreprenait une pondération singulière; son intelligence dominait de très haut et modérait les entraînements de son cœur. Je ne la vis jamais céder rien à la vanité; et, précisément parce que sa beauté et son esprit lui eussent assuré tous les succès dans le monde, elle se refusait d'y aller et déclarait vouloir pousser plus loin ses études. La philologie l'attirait, « ne serait-ce qu'en souvenir de mon père, à qui je crois que je ressemble beaucoup », me disait-elle. J'étais également décidée à continuer de m'instruire, n'admettant pas, non plus que Gisèle, de demeurer désœuvrée. Et, de plus en plus, nous prétendions assurer notre indépendance et n'avoir à compter sur l'aide ni de parents, ni d'un mari; « ni d'un amant », ajoutions-nous. Car le déshonneur, selon nous, n'était pas d'avoir un amant, mais de « se faire entretenir ».

— Présentement s'ouvrent aux femmes un certain nombre de carrières dans lesquelles je pourrais espérer réussir, — disais-je à Gisèle. — Mais ce sont des professions où le mieux que la femme puisse, c'est de faire oublier qu'elle n'est pas un homme. Ce que je voudrais c'est... Enfin je cherche une situation qui ne puisse être occupée que par une femme.

Je suis convaincue que les femmes sont capables de beaucoup plus et de bien autres choses qu'on ne le pense généralement et qu'elles ne le savent elles-mêmes. Jusqu'à présent on ne leur a jamais laissé la possibilité de manifester leur valeur. Je voudrais, vois-tu, inventer une carrière qui me permît d'aider les femmes en leur apprenant à se connaître, à prendre conscience de leur valeur.

— Mais comment? Mais par quel moyen?

— Je ne sais pas encore. Du moins tu ne ris pas de moi. Ce que je te dis ne te paraît pas trop absurde?

— Pas absurde du tout. Mais je crois que le plus grand nombre des femmes se trouvent parfaitement satisfaites de la dépendance où les maintient la flatteuse galanterie des hommes. Ce qu'il faudrait d'abord obtenir, c'est qu'elles-mêmes souhaitassent changer.

— Tu ne trouves pas que ces hommages mêmes que les hommes rendent au « beau sexe » ont quelque chose d'avilissant?

— Oui, d'avilissant pour les hommes.

— Et qu'une femme peut aspirer à mieux qu'à éveiller des désirs, à se faire adorer, à s'assujettir un homme ou des hommes?

— Sans compter que cela doit être terriblement encombrant, cette adoration. Si je ne pensais pas comme toi, je ne chercherais pas à m'instruire.

— Écoute, Gisèle : je crois fermement qu'il y a beaucoup de femmes capables; qu'il y a beaucoup plus de valeur qu'on ne croit parmi les femmes; et que toute cette valeur reste inemployée, parce qu'on ne la connaît pas, parce qu'elle-même ne se connaît pas, parce que jusqu'à présent on ne l'a jamais appelée à se manifester, à se produire.

— Oui, mais je crois aussi qu'il peut entrer beaucoup de valeur et de vertu dans la soumission.

— C'est précisément contre cette soumission que je proteste. Dans la soumission cette valeur reste sous le boisseau. Les qualités féminines peuvent être différentes de celles des hommes sans être pour cela inférieures. Pourquoi soumettre celles-ci à celles-là?

— Si les femmes n'étaient point belles et ne se sentaient pas désirées, elles prétendraient à mieux qu'à plaire.

— Combien je t'aime, Gisèle, de ne pas t'en tenir à ta beauté!

— Je ne sais pas si je suis belle; je ne veux m'inquiéter que des qualités et des défauts de mon esprit. Pourtant j'avoue que je souffrirais beaucoup d'être laide et que j'aurais moins de cœur au travail s'il devait n'être pour moi qu'une compensation.

— Ce n'est pas seulement plus d'instruction que je voudrais pour la femme, mais plus d'initiative, plus de courage, plus de décision.

— Les lois nous en permettent bien peu.

— A propos... Je voudrais faire mon droit. Quelle belle expression, tu ne trouves pas? « Faire *son* droit! » Si seulement cela voulait dire un peu plus que simplement suivre des cours! Les droits de la femme, je voudrais apprendre à parfaitement bien les connaître; et pas seulement tels qu'ils sont en France; pour pouvoir mieux donner ensuite, à un tas de femmes, la conscience de leurs pouvoirs.

— Et de leurs devoirs, je suppose.

— Évidemment. Qui peut plus, doit plus; oui, je sais. Quelle belle chose pourtant ce serait d'assumer de nouveaux devoirs! Et d'éveiller chez d'autres femmes le désir de les assumer. Je crois qu'il y a en nous beaucoup de possibilités et de besoins qui s'ignorent, qui sommeillent dans l'attente, et que souvent il suffirait d'un appel pour les éveiller. Je voudrais dire à chaque femme ce que, depuis quelque temps, chaque matin je me dis à moi-même : IL NE TIENT QU'A TOI.

— De faire quoi?

— Oh! n'importe. Je pense à ce récit de l'Évangile, lorsque le Christ dit au paralytique : « Lève-toi, prends ton lit et marche. » Et l'homme aussitôt se lève et commence à marcher.

— Hélas, Geneviève, tu n'es pas le Christ, pour faire des miracles; tu ne feras pas marcher les impotents.

— Je ne peux ni ne veux croire aux miracles. Si la femme se lève, c'est qu'elle pouvait se lever. Elle pouvait, mais elle ne savait pas qu'elle pouvait. Il fallait cette injonction, et il suffisait d'elle, pour lui donner conscience de son pouvoir. Jusqu'où s'étend ce pouvoir de la femme, c'est ce que je voudrais d'abord apprendre à bien connaître, pour me garder de l'inviter à rien, d'exiger rien, que je ne sois certaine qu'elle

puisse obtenir. Et naturellement c'est sur moi-même d'abord que je veux éprouver la force et la vertu de cette exigence.

Gisèle alors m'attira contre elle et m'embrassa sur le front :

— Je ne peux que te redire les paroles du Christ que tu citais : Lève-toi et marche. Il ne tient qu'à toi.

Ce n'est que quelques mois plus tard que je pus avoir avec le docteur Marchant l'importante conversation que, depuis longtemps, je me promettais. Leçons et entretiens réguliers avaient repris par delà mes examens. Madame Marchant y assistait toujours; mais elle venait d'être appelée à Bayonne auprès d'une parente âgée, et le docteur attendait le moment de ses courtes vacances pour l'y rejoindre. Ceci se passait donc en juillet.

Je crains que l'on ne trouve bien hardis pour une jeune fille de dix-sept ans les propos que je vais rapporter; mais je répète que tout ce que je pouvais alors penser et dire restait parfaitement héroïque. Ma pensée seule allait de l'avant, et d'autant plus audacieusement qu'elle ne s'inquiétait nullement du non-assentiment de mes sens. Le cynisme que j'affectais ne m'était pas naturel; je m'y forçais et devais, pour parler comme je faisais, prendre beaucoup sur moi. Je me félicitais alors de la victoire que je remportais sur moi-même en triomphant ainsi de ma réserve, de ma timidité, de ma pudeur. Tout cela m'apparaît aujourd'hui comme une sorte de comédie pour laquelle je fournissais à la fois la mise en scène, le débat et l'applaudissant spectateur. Donc, certain soir que je me trouvais seule avec le docteur Marchant, dans son cabinet de consultations où il me recevait comme à l'ordinaire et où j'étais venue le retrouver à huit heures et demie avec la ferme intention de lui parler, j'attendais le moment propice. Le temps passait. Je fis comme Julien Sorel : je me donnai jusqu'à neuf heures cinq, me répétant :

— Si je laisse l'aiguille des minutes dépasser ce point sans avoir abordé le sujet qui me tient à cœur, je saurai que je suis lâche et que, à l'avenir, je ne pourrai compter sur moi.

Le docteur, il m'en souvient, parlait alors précisément d'hérédité, m'exposait les lois de Mendel, disait les caractères qui sont ou non transmissibles. J'attendais qu'il reprît souffle,

ce qu'il fit à neuf heures quatre. Alors, bien vite, avant qu'il n'ait eu temps de repartir, fermant les yeux, serrant les poings, comme lorsque je plongeais du haut du tremplin avant de très bien savoir nager, je m'élançai, le cœur battant au point que je doutais de pouvoir aller au bout de ma phrase :

— Oncle Marchant (c'est ainsi que je l'appelais), je voudrais savoir si vous n'avez pas voulu avoir d'enfants, ou si c'est que vous n'avez pas pu en avoir?

Il eut un rire, un peu forcé, me sembla-t-il.

— Eh bien! pour une « mutation brusque » ... — dit-il, par allusion à ce qu'il venait de m'enseigner. Et, comme rien ne suivait :

— Vous préférez, je vois, ne pas me répondre; ou bien n'osez-vous pas?

Il prit soudain un ton très grave :

— Mon petit, je peux bien t'avouer que la tristesse de n'avoir pas d'enfants a été, pour ta tante et pour moi, la seule ombre de notre ménage. La seule, — reprit-il un peu solennellement; — mais elle est de taille. Les années passent; nous voyons tous deux naître et grandir les enfants des autres et nous ne pouvons, elle ni moi, nous consoler de n'en point avoir. Tu vois que je ne crains pas de te parler franchement. Quant aux causes de cette... — Il hésita un peu, comme s'il cherchait un mot; il trouva : « stérilité », qu'il employa comme à contre-cœur et les traits du visage un peu contractés, — tu me permettras, je suppose, de ne pas te les dire. Et, du reste, tu n'as que fai les savoir.

— Ce qui m'importe, — repris-je, — c'est d'apprendre qu'il ne suffit donc pas ici de vouloir, pour pouvoir.

Le plus difficile restait à dire; je crus un instant que le cœur me manquait; puis, ressaisissant tout mon courage :

— Oncle Marchant, il faut que je vous dise... Je voudrais avoir un enfant.

— Tu es encore un peu jeune pour le mariage, — dit-il en souriant de nouveau. — Mais, bientôt, jolie comme tu l'es et avec les relations de ton père (ceci avec un peu d'ironie, comme toujours lorsqu'il parlait de papa) les maris se proposeront d'eux-mêmes, et tu n'auras que l'embarras du choix.

— Peut-être... Mais je ne veux pas me marier.

— Oh! oh! — fit-il presque sarcastiquement en allumant une cigarette pour paraître plus à son aise, car manifestement le tour que prenait la conversation le gênait, — c'est de l'anarchie. — Il tira quelques bouffées, puis : « Après tout, cela ne m'étonne pas de toi. »

Comme il n'ajoutait rien, je demandai :

— Vous trouvez cela très mal?

Il prit un temps.

— A vrai dire : non. Je trouve cela très imprudent, ce qui n'est pas la même chose. Tu n'as sans doute pas encore envisagé les énormes difficultés qui rendent cela presque...

Je ne le laissai pas achever et, du plus calme que je pus :

— Il n'y a pas difficulté qui tienne, lorsqu'on est résolu comme je le suis.

Alors, sur un ton tout différent et comme pour couper court :

— Écoute, mon petit : tu n'es encore qu'une enfant. Nous reparlerons de cela dans quelques années, si ta résolution n'a pas changé.

Il se leva, estimant, je pense, que la conversation avait assez duré et qu'à présent je devais partir. Mais je restais assise. Alors il commença d'arpenter la pièce. puis, brusquement, s'arrêtant en face de moi :

— Mais peut-on savoir pourquoi tu refuses de te marier? c'est tout de même tellement plus simple.

C'etait plus simple aussi de ne pas répondre. Je ne pouvais donner toutes mes raisons; il eût ensuite fallu discuter... Je me tus. Il fit de nouveau quelques pas vers le fond de la pièce, puis, revenant vers moi :

— Mais d'abord, pour faire un enfant, il faut s'y mettre à deux, tu le sais.

— Je le sais.

— Tu aimes quelqu'un?

— Je sais aussi que, pour cela, il n'est pas précisément besoin d'amour.

— Enfin tu as quelqu'un en vue?

Il était de nouveau en face de moi. Il me regardait. Je levai les yeux vers lui, et, dans un grand effort, murmurai :

— Oui : vous.

Il partit d'un grand éclat de rire, très factice me sembla-t-il, et s'écria :

— Ah! ça, par exemple! — Puis, s'étant levé et arpentant la pièce à grands pas, répéta par deux fois — ça, par exemple! — en haussant les épaules. Il ajouta, tourné vers moi : — Et depuis quand t'es-tu mis cette absurdité dans la tête?

Je demeurais très calme et demandai simplement :

— Absurdité... pourquoi?

Il répéta, très haut :

— Pourquoi? Pourquoi?... — Puis, plus bas mais nettement, sèchement : — Parce que j'aime ma femme. A présent, suffit, n'est-ce pas? — et sortit sans me dire adieu.

Mon cœur battait. J'avais le feu au visage et me sentis soudain un violent mal de tête. Je ne partis pourtant pas aussitôt, et bien m'en prit car mon oncle Marchant revint quelques instants après. Il s'approcha de moi et posa tendrement sa main sur mon épaule. Quand je le regardai, je vis qu'il s'était passé de l'eau sur le visage.

— Voyons, mon petit, — dit-il d'une voix presque tendre, — tu devrais pourtant comprendre que je ne veux pas faire de peine à ta tante. Non! mais vois-tu cela? Que j'aie un enfant qui ne serait pas d'elle, après qu'elle regrette déjà tant de n'avoir pas pu m'en donner! Mais ça lui crèverait le cœur.

Sa main me caressait l'épaule; mais à présent j'avais baissé la tête. Je me levai.

— Allons! — dit-il; — quittons-nous bons amis tout de même. Mais... non; ce soir tu mérites que je ne t'embrasse pas.

Je serrai la main qu'il me tendait; et, brusquement, irrésistiblement, posai sur cette main mes lèvres; puis m'enfuis.

A vrai dire, c'est à partir de cet instant seulement que je commençai d'aimer le docteur Marchant, ou, plus exactement : de me figurer que je l'aimais. Je crois que je l'aurais soudain détesté tout au contraire s'il avait abondé dans mon sens. En tout cas, mon embarras eût été extrême et j'aurais dû furieusement « prendre sur moi »; car mon être physique n'approuvait nullement cette embardée de mon esprit. Et, de même, mon esprit s'irritait de cette retenue, prétendait passer outre; et j'enrageais de me sentir malgré moi si pudique et si réservée. Quelle enfant je pouvais être encore! naïvement

convaincue que l'on pouvait disposer à son gré de son corps et de son cœur, je tenais en grand mépris les amoureux involontaires et prétendais n'aimer personne que je n'eusse résolu d'aimer. Aussi vainement, aussi absurdement aurais-je résolu de ne point laisser mes seins se gonfler. La vie avait encore tout à m'apprendre, et principalement ceci : c'est qu'il faut n'aimer point pour disposer de soi librement.

Je revis le docteur Marchant peu de temps après. Madame Marchant était de retour de Bayonne, mais, au bout de peu d'instants, elle se retira, contrairement à son habitude, ce qui me laissa croire que le docteur lui avait demandé de nous laisser seuls.

— Écoute, mon petit, — me dit-il aussitôt, — je ne voudrais pas que notre conversation de l'autre soir laissât la moindre gêne entre nous. Mais cela ne se peut que si tu acceptes que je ne prenne pas au sérieux ce que tu m'as dit.

Il était assis devant sa table et parlait sans me regarder. La lampe éclairait en plein son beau front; je regardais son visage, ses mains, tout son être, et me demandais : ai-je désir de l'embrasser? de le serrer dans mes bras? d'être enlacée par lui?... J'étais bien forcée, en dépit de moi, de me répondre : non. Il prit un coupe-papier d'ivoire sur la table, en passa le tranchant sur ses lèvres; et je ne souhaitai décidément pas être à la place du coupe-papier. N'importe! Je décidai pourtant que j'aimais le docteur. Il reprit :

— Non pas tout ce que tu m'as dit, peut-être; mais la dernière chose... inutile que je précise. Quant au reste... Écoute un peu, mon petit : il m'est arrivé souvent, très souvent, dans ma carrière, d'avoir à m'occuper de pauvres filles qui s'étaient laissées engrosser, par faiblesse, par maladresse ou par amour; quelques-unes volontairement et, le plus souvent alors, avec l'espoir bien vain de s'attacher un amant. Presque toutes beaucoup plus à plaindre que tu ne sembles le croire. Mais jamais, jusqu'à présent, je n'ai rencontré de femme, de jeune femme, qui songeât à avoir un enfant sans songer d'abord à l'amour. Un enfant, c'est la conséquence, souhaitée ou non et pas inévitable, de quelque chose qui doit compter d'abord beaucoup plus que l'enfant; de quelque chose dont tu as l'air, toi, de ne pas vouloir tenir compte. Pour ne pas trouver cela monstrueux

(et, comme je risquais un geste, il répéta : oui, monstrueux!) j'ai besoin de me dire que tu es encore beaucoup trop jeune pour...

Je l'interrompis.

— Pas trop jeune pour avoir un enfant, tout de même?

— Non, parbleu! (J'aurais dû dire : hélas!) Mais pour parler d'en avoir.

Le docteur s'était levé et avait fait quelques pas dans la pièce. Il y eut un silence prolongé, que je me gardai d'interrompre.

— Je voudrais pourtant comprendre ce qui t'attire, — reprit-il enfin sur un ton d'agressive ironie en s'arrêtant devant moi; — Est-ce la grossesse? Est-ce l'accouchement?... Je puis t'affirmer que cela n'a rien de particulièrement délicieux.

Je me taisais toujours mais, à chacune de ses questions, remuais la tête en signe de dénégation. Il continuait :

— Est-ce l'enfant lui-même? Son allaitement? Le plaisir de changer ses langes? De jouer à la poupée?

Les questions du docteur me paraissaient absurdes. Si raisonnable d'ordinaire on eût dit qu'il perdait la tête. A vrai dire je n'avais jamais analysé les composantes de ma résolution mais, dans mon cas particulier, je crois qu'il entrait encore et surtout de la protestation; oui : de la protestation contre un ordre établi que je me refusais à reconnaître, contre ce que mon père appelait « les bonnes mœurs » et, plus spécialement encore, contre lui, qui les symbolisait à mes yeux, ces « bonnes mœurs »; un besoin de l'humilier, de le mortifier, de l'amener à rougir de moi, à me désavouer; un besoin d'affirmer mon indépendance, mon insoumission, par un acte que seule une femme pouvait commettre, dont je prétendais assumer la pleine responsabilité, sans trop envisager ses conséquences. Je tâchai, bien confusément, d'expliquer un peu tout cela, à Marchant. Mais les beaux arguments, que je tenais pour péremptoires tant que je les gardais par devers moi, me paraissaient, à mesure que je les exposais, de plus en plus déplorablement enfantins. Sans doute ne méritaient-ils qu'un haussement d'épaules. Je fus presque surprise par le ton conciliant que Marchant prit pour me dire :

— Écoute, mon petit, pour une femme qui souhaite la liberté, te rends-tu compte de ce que c'est que d'avoir la charge d'un enfant? Quelle dépendance! Quel esclavage!

Et, comme je ne répondais rien :

— Têtue comme une mule, décidément, — fit-il en haussant les épaules.

— J'espérais de vous, je l'avoue, autre chose qu'une réprimande, — dis-je après un assez long silence.

— Tu espérais quoi?... Un conseil... Je m'en vais t'en donner un très net : c'est de penser à autre chose.

A ce moment, on entendit ma tante approcher. Sans doute voulait-elle nous avertir, car elle faisait beaucoup plus de bruit qu'il n'était nécessaire, et même, à très haute voix, demanda qu'on lui ouvrît la porte, car elle avait les bras chargés. Craignait-elle donc de nous surprendre? Du coup, j'interprétai différemment sa continuelle présence durant la leçon du docteur.

Elle apportait sur un plateau des verres et de l'orangeade, que nous bûmes tous trois presque en silence, ou ne disant plus que de ces banales fadaises où je la croyais cantonnée, parce que je m'y cantonnais devant elle.

Je ne voyais plus Gisèle que de loin en loin, je l'ai dit, mais restais extrêmement soucieuse de son opinion; je lui reparlai de ma résolution.

— Non, je ne la désapprouve pas précisément, — me dit-elle, — mais décidément nous différons beaucoup. A cause de toi sans doute, je me suis longuement interrogée. Je crois, vois-tu, que je suis de ces femmes qui ne sont capables que d'un seul amour. Et je me dis : Alors pourquoi ne pas épouser celui que j'aimerai?

Je repris alors :

— Quant à moi, je ne puis accepter de me donner toute à quelqu'un. Je me révolte à l'idée de devoir soumettre ma vie à celui qui me rendra mère, et je veux que lui, de son côté, reste libre. N'admets-tu pas qu'au lieu de se donner l'un à l'autre, on se prête?

— Celui qui se prêterait à ce jeu, pour la femme si plein de conséquence, comment aurais-tu pour lui quelque estime?

— Et, comme je ne répondais rien, elle reprit : — Vois-tu, Geneviève, toutes tes belles théories, la vie se chargera de les bousculer, je le crois... Et ce sera tant mieux, — ajouta-t-elle, en souriant, puis fredonnant, à demi-voix :

Nous tromper dans nos entreprises
C'est à quoi nous sommes sujets.
Le matin, je fais des projets
Et le long du jour des sottises.

— C'est de toi, ces jolis vers?

— Penses-tu! — dit-elle gaminement. — C'est un petit quatrain de Voltaire que je me répète volontiers et qui pourrait bien te convenir. Ma pauvre Geneviève, un jour tu te laisseras séduire, tout comme une autre, en dépit de tes belles résolutions; ou, qui pis est, tu croiras découvrir dans ton séducteur une intelligence extraordinaire et des tas de vertus qui n'existeront que dans ton imagination. Tu sais pourtant bien déjà ce que c'est que de s'éprendre et qu'alors l'on n'est plus du tout maître de soi.

— Que veux-tu dire?

— A présent je crois que, pour toi ni moi, il n'y a plus de danger d'en parler. Tu ne t'es pas rendu compte n'est-ce pas que, moi aussi, j'ai été folle de Sara? Oui, malgré ma belle réputation de sagesse, complètement affolée; ma seule sagesse était de le laisser moins paraître que toi; mais je n'en dormais plus. Oh! ne t'alarme pas; il n'y a jamais rien eu entre nous; mais, dans ses bras, j'aurais fondu comme du sucre. Heureusement, Sara ne s'en est pas doutée. Si je t'en parle à présent, et avec calme tu le vois, c'est seulement pour te demander : admettant que Sara fût un homme, l'aurais-tu laissée te faire un enfant?

La confidence de Gisèle m'avait fort émue. Je pris un peu de temps avant de pouvoir répondre, mais avec assurance :

— Non.

— Pourquoi? demanda Gisèle, qui ajouta tout aussitôt : Il est bien entendu que nous mettons ici de côté tout « respect humain », toute pudeur, et toute morale apprise; mais plus on se dégage de celle-ci, plus il importe je crois d'être exigeant envers soi-même. Tu le penses aussi, n'est-ce pas?

— Certainement, et, si je me force au cynisme, ce n'est pas du tout, tu le sais, pour m'octroyer plus de plaisir.

— Alors, réponds : pas d'enfant à l'image de Sara... pourquoi?

— Parce que l'attrait physique est pour moi de moindre importance que certaines qualités de l'intelligence et du cœur, celles précisément que n'a pas Sara; celles que je reconnais en toi.

— Dommage que je n'aie pas un frère, — s'écria-t-elle aussitôt, en riant.

Puis, pour ne rien laisser de douteux entre nous, je lui racontai mes deux conversations avec Marchant. Elle était redevenue très sérieuse.

—Écoute,—me dit-elle,—tu devrais parler de tout cela avec ta mère. Telle que je la connais, elle te comprendra très bien.

— Oui, j'y pense depuis longtemps, et je me promets de lui parler un jour; un peu plus tard. Mais pas de ce que je viens de te dire du docteur Marchant...

— Pourquoi?

— Je crois qu'il vaut mieux pas.

Une sorte d'instinct m'avertissait.

C'est à Châtellerault, en octobre 1916, où j'allais revoir ma mère peu de temps avant sa mort, que je pus avoir avec elle cette conversation que je me promettais depuis longtemps. Ainsi que je le dis en quelques mots dans le court avant-propos qui précède le journal de ma mère, paru sous le titre de *l'École des Femmes*, ma mère était allée donner ses soins aux contagieux dans un hôpital de l'arrière aussi dangereux dans son genre que le plus exposé des fronts. J'avais voulu d'abord l'accompagner; elle s'y était refusée. Mais elle accepta que j'aille passer quelques jours auprès d'elle, entre deux services d'ambulance que je m'étais donnés pour tâche. Elle était donc, lorsque je la revis, en costume d'infirmière qu'elle ne quittait plus. L'hôpital était plein de malades; par crainte des contagions, ma mère ne voulut pas m'y laisser entrer. Et comme je protestais qu'elle y entrait bien :

— Oui, mais nous autres infirmières, nous sommes immunisées, — me dit-elle en riant. — Songe donc! après cinq mois...

— C'était, je l'ai dit, très peu de jours avant sa mort. Elle me parut très fatiguée par le surmenage et les veilles; mais, lorsque je lui dis qu'elle devrait prendre un peu de repos, elle protesta qu'elle ne s'était jamais mieux portée que depuis qu'elle n'avait plus le temps de songer à elle, et qu'il en était même pour les soldats. — Et pour toi aussi, j'en suis sûre, — ajouta-t-elle.

Il est certain que j'allais beaucoup mieux, depuis que j'étais uniquement occupée par le service des transports de blessés. Mes troubles, mes inquiétudes de naguère, m'apparaissaient lointains déjà. Je n'y pensais plus, ou seulement pour en sourire, et c'est avec une parfaite tranquillité que je commençai de parler à ma mère du docteur Marchant.

— Je voudrais savoir ce que tu penses de lui, — dis-je.

— Mais je pense que c'est un médecin des plus remarquables et, de plus, un homme excellent.

— Oui, cela c'est ce que tout le monde dit de lui. Ce que je voudrais, c'est un jugement plus personnel.

Elle resta longtemps sans rien dire, regardant à ses pieds en souriant. Nous étions dans le jardin public de la ville. Il faisait très beau ce jour-là, et, malgré la saison avancée, l'air était presque tiède. Près de nous, des pigeons qui picoraient le pain qu'un promeneur leur avait jeté prirent leur vol. Elle me regarda en souriant davantage avec une légère contraction des traits qu'elle ne pouvait maitriser.

— T'es-tu jamais doutée que j'aimais le docteur Marchant? — commença-t-elle enfin d'une voix un peu tremblante. — Une telle confession de la part d'une mère, à sa fille, est sans doute bien... Elle ne trouva pas de mot pour achever sa phrase et continua : « C'est un petit secret que je n'avais dit à personne; et que je ne t'aurais jamais dit si j'avais à en rougir... Un secret qui ne tire guère à conséquence, puisque je n'ai jamais cherché son amour, à lui... Mais quand j'ai cessé de tenir à l'estime de ton père, c'est-à-dire quand j'ai cessé de l'estimer (je pense qu'ici je ne t'apprends rien) ...eh bien, j'ai eu besoin de l'estime du docteur Marchant, et c'est elle qui m'a soutenu dans certaines heures tristes et difficiles. »

— Alors, tu ne lui as jamais parlé?... Pourquoi?... (Elle avait fait non de la tête, mais ne répondit pas au « pour-

quoi ».) — Et tu es bien sûre qu'il ne s'est douté de rien?

Elle resta quelques instants silencieuse de nouveau, puis :

— Il y a quelqu'un qui, pourtant, s'est bien douté de quelque chose... C'est sa femme.

— Madame Marchant?

— Oui : mon amie. Et c'est à cause d'elle que je n'ai jamais rien dit. Je ne voulais pas la faire souffrir.

— Sait-elle au moins ton sacrifice?

— Mais, Geneviève, il n'y a pas eu de sacrifice. Tout était mieux ainsi.

Avec un peu d'impatience, je demandai de nouveau :

— Es-tu bien sûre que, lui, ne se soit douté de rien?

Elle cessa de sourire :

— De presque rien. — Elle m'embrassa sur le front, et, souriant de nouveau, avec un geste de la main comme pour chasser ces souvenirs : — Mon cher petit, pourquoi est-ce que je te raconte tout cela aujourd'hui?... Je te surprends beaucoup? Tu te souviens que tu t'étais mis dans la tête (je ne sais vraiment pas pourquoi) que j'étais amoureuse de ce pauvre brave Bourgweilsdorf?

— Oui; c'était ridicule, mais j'avais besoin d'imaginer que tu aimais quelqu'un d'autre que papa.

— Chut! — fit-elle, comme en me grondant doucement. — Tu m'as dit des choses terribles ce jour-là.

— Je me souviens seulement que j'étais furieuse, parce que je croyais que tu te sacrifiais pour moi.

— Et quand cela eût été, Geneviève?... — dit-elle avec une extraordinaire gravité.

— C'est que j'ai horreur des sacrifices.

— Tu parles comme quelqu'un qui n'a pas encore aimé. J'ai un peu froid, marchons. Et puis il va être temps que je retourne à l'hôpital.

Un léger vent commençait de souffler et des feuilles mortes tombèrent.

Nous nous levâmes.

— J'ai quelque chose encore à te raconter, — lui dis-je, poussée par une soudaine résolution. Et, tout d'une haleine : Sais-tu ce qu'un jour j'ai dit au docteur Marchant?... Que je voulais avoir un enfant de lui.

Comme repoussée par un choc, je la vis reculer de deux pas.

— Mais, Geneviève!... et cela était dit sur un ton indéfinissable, comme à la fois scandalisée, mais d'une manière un tout petit peu feinte, inquiète, et un tout petit peu amusée. Elle ajouta, les lèvres tremblantes :

— Je ne te comprends pas.

— Oui, — continuai-je brutalement, — que je voulais qu'il me rendît mère.

— Qu'est-ce qui t'avait pris, mon pauvre petit? — et cette fois sur un ton où le reproche dominait.

— Je ne sais pas. Une idée, comme ça, que j'avais eue.

— Et... qu'est-ce qu'il t'a répondu? — Cette fois, c'était l'inquiétude.

— Il m'a dit que je parlais comme une enfant, une enfant indécente et folle; qu'il refusait de me prendre au sérieux, que...

— Que quoi encore?

— Et qu'enfin il ne voulait pas, parce que...

— Parce que quoi? Voyons, ne crains pas de parler.

— Parce qu'il aimait sa femme. Mais je comprends aujourd'hui, — ajoutai-je en la regardant fixement, — que ce n'était pas seulement pour cela.

— Peut-être, — dit-elle tout bas.

Il me parut que ses lèvres tremblaient. Ah! combien plus respectables, plus authentiques surtout, que mes résolutions égoïstes, m'apparaissaient en ce moment les délicats sentiments inexprimés de ma mère, du docteur Marchant, de ma tante même, tous ces fils mystérieux et fragiles tissés secrètement de cœur à cœur, que j'accrochais à mon passage en poussant inconsidérément ma pointe... C'est cela que j'aurais voulu lui dire avant de la quitter. Mais elle mit un doigt non sur ses lèvres mais sur les miennes, en souriant tendrement et avec un regard qui me fit comprendre qu'il n'était pas besoin entre nous de plus de paroles. Alors je la saisis dans mes bras, l'embrassai de toutes mes forces. Elle me dit adieu.

Je ne devais plus la revoir.

ANDRÉ GIDE

(Fin.)

LE RÔLE ACTUEL DES BANQUES

Au fur et à mesure que la banque prend une importance plus considérable dans la vie économique et même dans la vie politique des nations, son rôle devient plus complexe et par là même plus difficile à délimiter. La fonction primitive de la banque était la conservation matérielle et le transport de l'argent. Cette fonction répondait pleinement aux besoins des États anciens. La banque y a ajouté bientôt un nouvel attribut : la distribution du crédit.

Elle commença par mettre à l'accomplissement de cette tâche nouvelle beaucoup de timidité. Elle prêtait surtout sous forme d'escompte et d'avances une partie des capitaux qui lui étaient confiés et, peu à peu, comme la science et l'industrie contemporaines multipliaient leurs découvertes, comme le développement de la grande industrie multipliait les besoins de crédit, la collectivité attendit de la banque non seulement qu'elle mît à la disposition des entreprises les capitaux qu'elle détenait déjà, mais encore qu'elle créât les moyens nécessaires pour anticiper sur les besoins de la consommation future.

C'est ainsi que la place de la banque dans le mécanisme de la production des richesses tendit à devenir prépondérante et que, dans la plupart des pays, la banque fut amenée à s'associer aux instituts d'émission dans leurs fonctions monétaires comme elle s'associait à la grande industrie dans la fonction productrice et comme elle s'associait à l'État pour financer les dépenses d'intérêt général.

Il va de soi que cette politique risqua souvent de devenir dangereuse lorsqu'elle n'était point pratiquée avec la prudence et la modération nécessaires.

Conservation matérielle et transport de l'argent. — C'est quand même le transport de l'argent et sa conservation qui restent encore et qui ont toujours été la première fonction de la banque. C'est en quelque sorte la tâche industrielle de la banque. Elle est parvenue à la remplir d'une manière tellement satisfaisante que le public a presque cessé d'en apercevoir la difficulté. Celle-ci n'en subsiste pas moins.

Il suffit de relire les textes, romans ou correspondances de la première moitié du XIXe siècle pour voir combien à cette époque le transport de l'argent était encore malaisé. Rares étaient les banquiers qui avaient un nombre de correspondants capables de satisfaire les besoins normaux de leur clientèle. La lettre de change comportait beaucoup de risques, elle demandait de nombreuses précautions.

Aujourd'hui, chacun trouve naturel de retrouver à Pékin les sommes qu'il a déposées à Londres et il semble que le transport de l'argent s'effectue en quelque sorte automatiquement. Mais cette facilité est une des nombreuses illusions que donne le progrès une fois qu'il est accompli. Le mécanisme monté par la banque fonctionne d'une manière à peu près parfaite, mais ce n'est pas une raison suffisante pour qu'on oublie combien ce mécanisme est fragile.

L'après-guerre et la période présente montrent assez quels obstacles les banquiers peuvent rencontrer soudain dans l'exercice de leur métier de cambistes. Il suffit qu'un pays établisse une réglementation quelconque des changes, il suffit qu'il limite ou qu'il interdise l'exportation des capitaux ou le commerce de l'or pour qu'aussitôt le public revoie se poser devant lui les plus graves problèmes de transfert qu'il avait cru pour toujours résolus. Le mouvement des capitaux entre les nations et le transport réel des fonds se limitent soudain dans des proportions énormes et l'on voit les opérations bancaires devenir quasiment impossibles.

La banque doit de même veiller à la préservation matérielle des capitaux qu'on lui remet. Le public ne songe même plus à la difficulté de cette tâche; il s'inquiète encore si la banque à laquelle il se confie possède une suffisante solidité financière, mais il ne doute jamais de la solidité des protections matérielles que la banque lui offre. Le type le plus par-

fait de protection se trouve dans les bâtiments de la Banque de France; on a pu accumuler dans les caves de notre Institut d'émission des quantités d'or énormes, sans que cette accumulation suscite une seule tentative de vol, malgré le bruit fait autour de cette formidable richesse.

Conservation de la richesse acquise. — Mais le public n'attend pas seulement de la banque qu'elle conserve et qu'elle transporte les espèces et les titres; il attend d'elle aussi la sauvegarde de son capital, soit qu'il le dépose, soit qu'il l'investisse. Il pose ainsi à la banque un problème dont la solution est beaucoup plus malaisée que lui-même n'imagine.

En effet, un lingot de métal, une liasse de papier se conservent en quelque sorte par eux-mêmes et il suffit de les protéger contre les risques venant du monde extérieur (risques d'incendie, risques de vol, d'inondation, etc.), tandis que la conservation d'une richesse ne résulte nullement de la nature des choses. Le public, sur ce point, faute d'une éducation suffisante, se fait de ses propres exigences une représentation très incomplète. Il projette dans le domaine économique les lois du monde physique, et d'abord celle de la conservation de la matière et de la conservation de l'énergie. Il reste physiocrate. Et, alors que dans la réalité la richesse ne subsiste guère que par son perpétuel mouvement, le public se la figure stable comme la terre et inaltérable comme l'or. Il s'étonne que le capital se perde comme il s'étonne qu'un homme meure et pour d'aussi mauvaises raisons.

Sans doute, le progrès détermine souvent une plus-value du capital, mais le même progrès tend à l'anéantir. La machine se démode d'autant plus vite que le rythme des inventions devient plus rapide. Les stocks perdent leur valeur au fur et à mesure que la production des matières se multiplie. Le sol gagne en valeur, parce que la facilité des transports permet de vendre plus facilement des produits à la ville, mais par là même la valeur d'autres terrains se trouve diminuée, auxquels le voisinage immédiat d'une agglomération conférait un évident privilège.

De même une matière perd sa valeur au fur et à mesure que la chimie synthétique la produit ou la remplace. Combien de

fois n'a-t-on point parlé de diamants synthétiques, ou de pétrole synthétique ou de caoutchouc synthétique? Chacune de ces inventions qui créerait une richesse nouvelle anéantirait par là même une quantité considérable d'autres richesses.

Cette dégradation fatale de la richesse paraît plus évidente dans les périodes de crise où chacun voit s'effondrer devant lui la valeur des choses, mais, fût-ce en dehors des périodes de crise, il y a pour la richesse, telle qu'elle existe dans le monde moderne, une quasi-impossibilité de se conserver naturellement. Il est clair que la banque ne saurait garantir la stabilité de valeurs qui ne dépendent point d'elle.

Néanmoins, sa puissance croissante lui a souvent permis de mettre ses clients à l'abri de certains risques. Comme elle réunit des intérêts nombreux, elle peut organiser leur défense, fournir à ses clients les renseignements juridiques qui leur manquent et surtout donner aux débiteurs la crainte, s'ils ne s'acquittent point, de s'aliéner non seulement leurs créanciers d'origine, mais encore la banque qui les protège et dont ils peuvent avoir besoin.

Elle ne saurait évidemment métamorphoser une affaire morte en une affaire florissante et faire que là où il n'y a plus rien le créancier ne perde pas ses droits.

Le public ne se contente point de réclamer la sauvegarde et autant que possible la liquidité de son capital, il veut aussi que ce capital soit rémunéré. La banque a satisfait ce double désir par l'instauration du dépôt. Ici encore, le succès qu'elle a remporté fut tel que le public a cessé d'apercevoir le caractère quasiment contradictoire de sa double exigence. Il est pourtant clair que le capital sera d'autant mieux rémunéré qu'il sera investi à plus long terme et d'autant moins rémunéré qu'on lui conservera une liquidité plus grande.

D'où le conflit si fréquemment manifesté des banques qui cherchent à accroître le rendement de leurs dépôts et des banques qui cherchent surtout à en conserver la liquidité. Les premières reprochent aux secondes de servir des intérêts trop faibles; les secondes reprochent aux premières d'encourir des risques trop forts. L'expérience a toujours donné raison à celles-ci. Les banques qui promettaient de gros intérêts ont toujours fini par compromettre le capital même qu'on leur avait confié.

Dans le fait le public a vu croître ses risques suivant une progression beaucoup plus forte que celle des taux d'intérêts qui lui étaient proposés, et cela pour la raison très simple qu'il est difficile d'investir les dépôts de telle façon que leur liquidité demeure réelle. Quand les affaires prospèrent, quand chacun cherche du crédit et réalise de gros bénéfices, le banquier qui rémunère mal ses déposants paraît abuser de leur confiance, mais quand survient la crise et quand les faillites se multiplient, on estime au contraire qu'il n'a pas eu assez de prudence, on lui reproche les opérations qu'il a faites après lui avoir reproché parfois si durement les opérations qu'il ne faisait pas.

C'est ainsi que continuellement le mirage tour à tour se reforme et se dissipe, la sécurité du coffre-fort masque au public la précarité essentielle à toute richesse, puis cette précarité lui masque la solidité du coffre-fort lui-même.

Distribution du crédit. — Dès lors qu'elle doit rémunérer ses dépôts, la banque doit les investir pour qu'ils fructifient. Elle doit prêter. A l'origine, le crédit apparaît comme une conséquence du dépôt. Le crédit n'existe que pour le dépôt et par lui. Le dépôt est-il abondant? Le crédit devient facile. Le dépôt baisse-t-il? Le crédit se resserre.

La banque accorde aux emprunteurs qui sollicitent son concours, des crédits assez courts et assez sûrs pour conserver toute sa liquidité. Elle consentira des crédits de plus en plus longs, au fur et à mesure que la concentration des capitaux permettra au banquier de diviser davantage ses risques et faire jouer sur eux la loi des grands nombres. Rappelons les diverses modalité des crédits :

La banque peut ouvrir un crédit sur une richesse déjà acquise et qu'elle détient; exemple : le chèque, la lettre de crédit.

Elle peut ouvrir un crédit sur une richesse qu'elle détient, mais qui n'est pas liquide; exemple : l'avance sur titres.

Elle peut ouvrir un crédit sur une richesse qui n'est pas encore acquise, mais qui doit l'être, à une date déterminée, et dont elle détient le titre; exemple : l'escompte. Celui-ci est devenu la base même de l'activité des banques de dépôts. L'opération d'escompte a été facilitée par la possibilité de *réescompte* à la Banque de France, puisque la banque escomp-

teuse peut retrouver, dès qu'il lui plaît, les sommes avancées. Elle est ainsi couverte du risque afférent à la durée qui sépare le moment où elle escompte une traite de celui où il sera « fait honneur » à cette traite. Elle garde le risque afférent à l'insolvabilité ou à la mauvaise foi de son client. Mais, d'une part, la division des risques joue sur le volume considérable et sans cesse croissant du papier-escompte et, d'autre part, les services d'études de la banque doivent lui permettre de discriminer le client qui est « bon » et celui qui est « mauvais ».

La banque peut ouvrir un crédit sur une marchandise qu'elle ne détient pas, mais dont elle détient le symbole : c'est le crédit documentaire. La banque prête sur un papier — un connaissement — qui garantit l'existence et la réalité de la marchandise qui lui sert de gage.

La banque peut ouvrir un crédit sur une richesse dont l'évaluation est plus malaisée, puisqu'elle n'est pas vendue, mais dont la réalité est certaine : le warrant. Au lieu de titres, l'emprunteur donne pour gage les marchandises qu'il doit vendre et dont le produit servira au remboursement de sa dette.

Le développement considérable du crédit bancaire — et en particulier, de l'escompte — a donné au public l'habitude de voir dans la banque, non seulement un endroit où l'argent se conserve, mais encore un endroit où l'argent se trouve, et la banque est devenue de plus en plus établissement de crédit, ce terme signifiant assez que les opérations de crédit ont fini par prendre dans l'esprit du public une importance plus grande que les opérations de dépôts elles-mêmes.

Avant guerre, on maintenait encore l'opposition classique du crédit à court terme et du crédit à long terme. Les banques concentrées paraissaient naturellement destinées à celui-là et les banques d'affaires à celui-ci. Les banques concentrées estimaient que les placements industriels comportaient des risques trop grands pour des établissements astreints à garder toujours la liquidité de leurs dépôts.

Beaucoup de chefs d'entreprises jugeaient d'ailleurs préférable d'alimenter leurs affaires au moyen de leurs ressources propres. Certains d'entre eux répugnaient même à escompter leur papier. On retrouve encore cet état d'esprit dans les derniers livres de Ford : celui-ci estime que l'industriel ne doit

pas faire appel au concours de la banque, sauf pour y déposer l'excédent de sa trésorerie ou pour transférer matériellement ses fonds.

C'était aux banques d'affaires spécialisées dans ce genre d'opérations, aux maisons créées pour la gestion des grandes fortunes privées ou encore aux associations de gros industriels qui mettaient en commun leurs capitaux disponibles afin de leur donner les investissements qu'ils jugeaient les meilleurs, qu'il incombait de fournir aux grandes entreprises des prêts à long terme lorsqu'elles en avaient besoin.

Les banques d'affaires subsistent toujours. Néanmoins la distinction entre elles et les établissements de crédit s'est considérablement atténuée. D'abord parce que le nivellement des fortunes a fait perdre aux grands capitalistes quelque chose de leur importance relative dans la marche économique des nations, ensuite parce que la concentration croissante des dits capitaux a augmenté leur importance; enfin parce que le développement du commerce et de l'industrie, en multipliant les besoins financiers, a amené les industriels à rechercher le crédit à court terme qu'ils refusaient naguère, à solliciter ensuite la transformation progressive de ces crédits à moyen ou à long terme.

Les banques de dépôts qui autrefois se refusaient à participer à des opérations de cette nature en raison de leurs besoins de liquidité, parurent moins inaptes à remplir ce rôle qu'elles ne le pensaient elles-mêmes, le développement démesuré de l'escompte les obligeant de plus en plus à pénétrer dans l'intimité de l'industrie.

Formées par les petits dépôts des petits capitalistes, elles semblaient d'abord très éloignées des grosses affaires. L'habitude d'escompter leur papier les rapprocha de plus en plus. Il fallait que ces grandes affaires les connussent et fussent connues d'elles. On vit donc les banques de dépôts empiéter sur les banques d'affaires et celles-ci par contre rechercher le dépôt qu'elles avaient négligé.

Certains établissements de crédit prirent des participations industrielles, certaines banques d'affaires ouvrirent des guichets pour recevoir les dépôts. La crise présente a encore une fois modifié l'évolution de l'activité bancaire et ramène chacun

à la spécialisation qui existait avant la guerre et qui peu à peu s'était estompée.

Rôle monétaire. — Le crédit a pris dans le fonctionnement de l'industrie et du commerce une importance telle que le développement de la richesse a fini par paraître dépendre de lui. La relation du dépôt et du crédit est devenue si étroite qu'elle a fini par paraître reversible. Les économistes remarquèrent que, si le dépôt faisait le crédit, le crédit, à son tour, faisait le dépôt, puisque la prospérité qu'il assurait, augmentant les ressources de la collectivité, accroissait par là même le volume des sommes déposées dans les banques. En effet, quand les banques accordent quelques millions de crédits nouveaux, les bénéficiaires de ces crédits en profitent généralement pour ouvrir ou pour gonfler, momentanément tout au moins, des comptes-courants à ces mêmes banques; ces comptes créditeurs constituent pour eux, en quelque sorte, une réserve de trésorerie; au fur et à mesure que leurs titulaires utiliseront ces crédits pour effectuer des paiements, il arrivera que les nouveaux bénéficiaires de ces paiements laisseront aussi à leurs banquiers les fonds reçus ou virés, tant qu'ils n'en auront pas l'emploi. Et ainsi de suite. Si l'on considère l'ensemble des banques d'un pays, on peut estimer que les crédits ouverts par elles se retrouvent, tout au moins partiellement, dans l'ensemble de leurs comptes créditeurs. D'où la formule anglaise « loans make deposits ».

Qu'il y ait, dans cette formule, une part incontestable de vérité, il suffit pour la rendre encore plus évidente, qu'on formule la proposition inverse. Supposons que les banques diminuent de moitié le volume des crédits qu'elles consentent, de l'escompte qu'elles pratiquent à cet effet, le besoin de numéraire va devenir très fort. Les déposants vont donc être tentés — ou contraints — de demander à la banque leur remboursement, pour faire face à leurs échéances. Et, si les comptes-courants débiteurs vont se trouver réduits de moitié, les comptes courants créditeurs vont, eux aussi, diminuer. La déflation jouera sur tous les postes débiteurs et créditeurs.

Cependant, il semble bien que la formule « loans make deposits » exprime d'une manière beaucoup trop rigide une série de faits beaucoup plus complexes.

Le crédit fait le dépôt, à condition qu'il soit ouvert à des entreprises ou à des personnes susceptibles de le rémunérer. S'il sert à maintenir des exploitations déficitaires, des gestions maladroites, le crédit peut se perdre dans une consommation improductive; il peut aussi se transformer en thésaurisation, or qu'on met dans un coffre, billets qu'on accumule dans un tiroir. Le crédit, alors, ne « fait » nullement « le dépôt » : bien au contraire, comme il diminue la confiance du public dans l'établissement qui l'effectue, il risque de faire baisser le volume des dépôts confiés.

La formule « loans make deposits » a, par ailleurs, l'inconvénient de rendre très arbitraire et très confus le rôle de la banque. Celle-ci ne va plus avoir pour fonction essentielle de répartir dans le public, par les crédits qu'elle consent, les capitaux qu'elle sauvegarde; elle va, sans cesse, devoir décider si les moyens de paiement dont la collectivité dispose sont en excès ou en défaut par rapport à l'état économique de cette collectivité. La banque perd son système de référence le plus simple : savoir le volume des dépôts qui lui sont confiés. Le crédit, au lieu d'être la contre-partie d'un dépôt, un reflet de la richesse existante, devient un élément constitutif de cette richesse. Et il est bien évident que, à la limite de ce processus, la banque serait, en fin de compte, amenée à prêter sans savoir sur quoi, à prêter sur l'augmentation de richesse qui résultera du fait même qu'elle prête. L'appareil de distribution de crédit que la banque a monté devient un appareil de création de richesse. Et la banque devra déterminer, sans cesse, si l'on a créé trop de richesses fictives, ou si l'on a privé le public de moyens de paiements indispensables.

Inflationnisme d'autant plus tentant que s'il a pris, depuis la guerre et depuis les perturbations monétaires qui l'ont suivie, l'habitude de surveiller minutieusement le volume de la circulation des billets de banques, le public n'a pas encore pris celle de surveiller le volume des crédits ouverts. C'est ainsi que, à New-York, une formidable inflation clandestine s'effectua, qui devait beaucoup accroître la gravité de la crise économique en 1930, 1931 et 1932, et qui provoqua en fin de compte l'effondrement de la monnaie et du système bancaire en mars 1933; le total des avances et placements avait passé

dans les banques américaines de 33 à 48 milliards de dollars de 1922 à 1929. La banque avait prêté des milliards de dollars sur des richesses qui ne devaient prendre corps que par le mouvement d'une prospérité toujours croissante, dont la vente à crédit était le symbole. Les titres, achetés à la Bourse, n'étaient ni classés, ni levés, puisque les acheteurs empruntaient sur eux des sommes approximativement égales aux prix qu'ils cotaient. Le Federal Reserve Board, voyant la crise venir, et la nécessité de freiner, diminua le volume des crédits : mais il aggravait par là même la crise qu'il voulait empêcher. Les titres s'effondrèrent à la Bourse, les marchandises restèrent invendues dans les magasins, les crédits à long terme, que le commerce ouvrait aux acheteurs industriels, et que l'industrie ouvrait au commerce demeurèrent impayés.

Et il semble, aujourd'hui, que les États-Unis ne voient d'autre moyen pour sortir de la crise, qu'une nouvelle inflation de billets ou de crédit — semblable à celle qui la provoqua. Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire d'organismes officiels, a remplacé en partie les banques dans leur rôle de dispensatrices du crédit aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles. Au cours des deux dernières années, les dépôts sont revenus en masse dans les banques principalement en raison de la mise en circulation des capitaux ainsi dispensés par l'État. Les banques ont investi ces disponibilités d'une façon presque continue en fonds publics; il s'est créé une sorte de circuit monétaire dans lequel les dépôts vont au Trésor par le moyen des souscriptions des banques aux émissions de fonds publics, sont remis en circulation par les organismes officiels de restauration qui bénéficient du produit de ces émissions, reviennent aux banques sous forme de dépôts, etc... Une nouvelle immobilisation des banques en titres d'organismes publics a été substituée à l'ancienne immobilisation en prêts particuliers.

Dans des proportions beaucoup plus faibles, les événements et les débats des trois dernières années en France ont montré combien il était difficile à la banque de savoir où et comment elle devait arrêter les crédits qu'elle ouvrait. Certaines faillites montrent clairement l'existence d'une importante masse de « papier de cavalerie ». Dans quelle mesure ce papier devait-

il être accepté ou refusé? Par quel moyen pouvait-il être reconnu comme tel? Comment savoir si une société, tirant sur une autre des traites, celles-ci correspondaient à des mouvements réels de marchandises, ou au besoin que l'une et l'autre éprouvaient de se faire ouvrir des crédits nouveaux et anormaux par le moyen de l'escompte? L'enchevêtrement des affaires les unes dans les autres, la multiplication des « omniums » et des « holdings » entraînaient fatalement ce genre de complaisances.

Malgré ces abus le rôle monétaire des banques de dépôts fait dorénavant partie intégrante du système monétaire français. Dans le fait, il existe dans notre pays trois sortes de créateurs de francs : l'Institut d'émission qui fait les billets de banque; les établissements de crédit dont les déposants possèdent des francs, payables à vue et générateurs d'intérêts; et l'État qui transforme en bons du Trésor ses déficits. M. Robert Wolff le remarque très bien; il n'existe en France aucune limite légale à la création de francs par les établissements de crédit. « Théoriquement, les banques pourraient augmenter indéfiniment le montant de leurs prêts et, en contre-partie, le montant de leurs dépôts; mais comme chaque établissement, pris individuellement, est exposé, non seulement au risque d'insolvabilité, mais encore au risque de retrait du dépôt correspondant, il est amené, par cela même, à mesurer ses opérations en fonction de sa faculté propre de faire face à ses retraits; d'où une limitation qu'impose le souci d'une gestion prudente. »

En fait, dans la mesure où « le crédit crée le dépôt », les comptes créditeurs s'accroissent, dans le bilan d'une banque, parallèlement aux comptes débiteurs, sans influer sur le montant de l'encaisse; la proportion de celle-ci par rapport aux dépôts tend à diminuer lorsque la banque augmente le volume de ses crédits. Le souci des dirigeants des banques de maintenir à leurs bilans un coefficient de liquidité suffisamment élevé pour parer à toute éventualité constitue un frein puissant au développement des crédits. Telle a été la politique généralement suivie par les établissements de crédit français dans les années qui ont précédé la crise; c'est pourquoi les abus qui ont pu être commis par eux en matière de crédits n'ont pas été excessifs.

Rapports avec les industriels. — Mais, du fait de ce rôle monétaire, du fait que la Banque peut augmenter ou diminuer le montant des crédits — avec une sorte de liberté, puisque dans une très large mesure, le montant des dépôts subira une augmentation ou une diminution corrélative, — la banque se trouve dans des rapports assez délicats, d'une part, avec l'industrie, d'autre part, avec l'État.

L'évolution du monde moderne tend à rendre de plus en plus compliquées les relations de la banque avec l'industrie et le commerce. En effet, la banque, par nature, cherche une harmonie économique; elle ne peut garantir les dépôts que par la division des risques qu'elle accepte; elle a un intérêt évident à répartir le crédit selon les besoins généraux de la collectivité. Au contraire, l'industrie est, par nature, anarchique; l'économie libérale compte même sur cette anarchie pour stimuler l'esprit d'invention. Chaque chef d'entreprise est enclin à développer ses affaires sans considérer, sans parfois connaître le rapport de ses affaires et des autres, parce qu'il doit se préoccuper d'abord des conditions tout à fait particulières de son entreprise propre.

Il est bien clair que, même une crise générale ou une crise limitée à une branche de la production, n'empêchera nullement un industriel de sauvegarder sa prospérité personnelle, s'il a su réaliser une invention très séduisante, améliorer la qualité ou diminuer le prix du produit dont il est vendeur. A cet égard, les ouvrages de M. Ford sont très représentatifs de la mentalité industrielle. Il conseille à ses émules de concentrer toute leur attention sur leur fabrication particulière, sans se préoccuper ni des conditions générales du marché, ni même de leurs concurrents : « Peu importe, dit-il, ce que font vos concurrents, si ce que vous faites vous-même est très bien. Produisez au meilleur marché possible une marchandise qui rendra au public le plus de services possibles, et vous serez nécessairement en accord avec lui. » M. Ford pousse si loin la foi dans la production qu'il conseillait de l'accroître en période de crise — parce que, on développe alors, à meilleur compte, son outillage — et de ne pas se soucier des modes ni des préjugés. Le public ne croit pas à la solidité des tracteurs légers. Peu importe; si les tracteurs légers sont réellement solides, le public finira bien

par s'en apercevoir. Il donne, à l'appui de sa thèse, des exemples tirés de sa propre expérience. Sans discuter ces arguments, il est évident que les conclusions qui s'en dégagent ne peuvent pas s'appliquer au crédit bancaire : celui-ci joue la généralité, alors que l'industrie fordienne joue la différence. Un fabricant peut vendre davantage lorsque le marché monétaire se réduit, si la demande de son produit augmente selon une proportion plus forte que cette restriction monétaire même. L'ensemble des fabricants ne peut espérer vendre davantage, si la capacité d'achat du public se trouve diminuée.

Et c'est pourquoi, d'ailleurs, toute la doctrine fordienne repose sur le postulat que l'industriel ne recourra pas au crédit. La volonté d'accroissement que Ford souhaite voir toujours plus intense, est, à son avis, freinée par le fait que cet accroissement ne sera possible que grâce à un succès préalable, à une confirmation sans cesse renouvelée de l'expérience, puisqu'une industrie ne s'étendra qu'au moyen des bénéfices réalisés par elle. La comptabilité demeurera le balancier perpétuel de cette machinerie toujours plus parfaite; car, pour accroître ses moyens de production, il faudra que le chef d'entreprise voie les réserves s'accumuler dans ses coffres et les commandes gonfler son carnet. Qu'un prix de revient trop élevé ou qu'une diminution du nombre des articles vendus réduise ses réserves, le développement de l'affaire n'aura pas lieu, puisque l'industriel s'interdit d'emprunter.

Mais, supposons que l'industriel croie en la formule « le crédit fait le dépôt », qu'il estime que le crédit est par lui-même générateur de richesse, il avancera sans aucun frein. Le refus du consommateur ne l'empêchera pas d'augmenter sa production, puisque le recours au crédit lui permettra de se passer du consommateur. Il s'efforcera d'obtenir de la banque qu'elle ne mette pas d'entrave à son développement. Réclamant son concours, mais refusant son contrôle, il faussera le mécanisme du crédit, grâce auquel il a d'abord faussé le mécanisme du commerce. Les emprunts qu'il multiplie lui serviront, non pas à corriger, mais à continuer ses erreurs. Il produira de plus en plus, même s'il vend de moins en moins. Et, comme il deviendra plus soucieux des crédits qu'il recherche que de l'équilibre financier auquel il renonce il tâchera de

gonfler ses affaires à un point tel que les pouvoirs publics seront de plus en plus intéressés à leur maintien. C'est ainsi que l'Allemagne, soumise à l'influence de ses industriels, accumula, grâce à des emprunts de plus en plus démesurés, un outillage de plus en plus improductif. Et c'est ainsi que sans cesse augmente la pression qui tend à obtenir de la banque un inflationnisme de crédits croissant.

Le rôle de la banque devient, à ce moment, d'une extrême difficulté. Elle ne peut plus appliquer ses lois propres. On lui demande de créer la richesse là où elle n'existe pas, d'empêcher des pertes là où elles sont déjà acquises. La question n'est plus de savoir si telle ouverture de crédit est ou non justifiée, si telle catégorie d'entreprises peut être encore bénéficiaire, — il n'est même plus question de savoir si telle catégorie d'entreprises demeurera déficitaire ou deviendra rémunératrice — mais de rechercher s'il y a encore un intérêt général à faire supporter par la collectivité le solde débiteur de ces entreprises.

Rapports avec l'État. — L'État sera tenté, lui aussi, de faire pression sur la banque pour obtenir des inflations de crédits équivalentes à des inflations monétaires dont il ne portera pas la responsabilité et qu'il ne devra pas soumettre à la ratification du Parlement et de l'opinion. Tentation à laquelle nous avons vu succomber tragiquement un certain nombre d'États. La banque sera dérivée de son rôle normal, qui est de porter le crédit là où il est gagé, là où il est rémunérateur, et elle servira à alimenter le Trésor ou à pallier les conséquences de la politique financière suivie par les gouvernements.

Les banques ne pourront prêter leur concours au Trésor au delà de certaines limites sans s'être assurées, auprès de l'Institut d'émission, d'une faculté de réescompte nécessaire au maintien de leur liquidité. Le crédit qu'elles auront créé au profit de l'État pourra ainsi être repris éventuellement par la banque centrale et se transformer en inflation monétaire.

Les gouvernements feront aussi appel à la banque en vue de masquer, dans la mesure du possible, les conséquences visibles — et pourtant nécessaires — de la crise de crédit qu'ils auront contribué à déclencher. Ils lui demanderont de ren-

flouer des affaires, non parce qu'elles sont bonnes ou parce qu'elles peuvent le devenir, mais parce qu'il serait gênant de les voir sauter. L'intérêt national, l'intérêt social, seront, tour à tour ou simultanément, mis en avant pour imposer aux banques une politique qui ne sera conforme ni à leur fonctionnement normal, ni à l'application des principes qui leur semblent vrais. Le crédit ne sera plus distribué selon les règles bancaires, mais selon le jeu de la politique. L'État demandera qu'on renfloue telle affaire, pour sauver telle personnalité qui s'y trouve engagée; il demandera qu'on renfloue telle autre affaire, pour ne pas accroître le chômage à un moment où les problèmes sociaux lui semblent pressants; il demandera qu'on renfloue telle autre affaire, parce qu'elle lui semble utile à la défense nationale ou au prestige du pays. Et, une fois tant d'entreprises renflouées, pour ne pas déplaire aux gouvernements, l'établissement, menacé à son tour, devra se retourner vers ces mêmes gouvernements afin d'obtenir d'urgence telle loi protectrice, telle ouverture de crédit et même tel moratoire qu'on s'étonnera de voir soudain réclamé.

Ainsi, en alla-t-il, en Autriche pour le Crédit Anstalt en mai 1931, en Allemagne, d'abord pour la Darmsdtadter und National Bank, puis pour l'ensemble bancaire en juillet 1931, aux États-Unis le 14 février 1933 pour les banques de Detroit, et, le mouvement gagnant de proche en proche, pour l'ensemble du système bancaire américain le 4 mars 1933.

Dans plusieurs pays étrangers l'État a été contraint d'intervenir afin de protéger les banques qui avaient été entraînées dans l'inflation de crédit. En mai 1931, il a été nécessaire en Autriche d'établir des dispositions législatives en vue de réorganiser le Crédit Anstalt. En Allemagne, à la suite des difficultés de la Darmstadter und National Bank, c'est tout le système bancaire allemand, qu'il a fallu réformer (loi de juillet 1931). Aux États-Unis de nombreuses défaillances bancaires ont amené le gouvernement à déclarer le moratoire en mars 1933 et à créer un organisme destiné à garantir les dépôts. En Suisse des difficultés bancaires ont abouti au décret du 26 février 1935 réglementant l'activité des banques. Enfin, en Belgique, une grande partie des crédits bancaires étant gelés, des mesures ont été édictées en vue

d'obliger les banques à séparer leurs activités et plus récemment un contrôle bancaire a été institué (ordonnance du 9 juillet 1935).

La crise actuelle, a, par ailleurs, comme toutes les autres crises, accru les relations entre les pouvoirs publics et les banques. Les besoins de capitaux du commerce et de l'industrie sont allés en diminuant, alors que ceux des États devenaient toujours plus grands. L'importance relative des opérations avec l'État dans l'ensemble des opérations bancaires s'est trouvée augmentée par là même.

Il faut souhaiter à tous égards que cette tendance se modifie, puisqu'elle ne signifie rien d'autre que le déséquilibre continu du budget et la diminution croissante de la prospérité nationale.

CONCLUSION

Les limites de l'activité bancaire. — Quand donc on envisage, soit de blâmer, soit d'approuver, soit de protéger, soit de réglementer l'industrie de la banque, il faut se rappeler d'abord qu'elle fut jusqu'au début du XXe siècle une industrie analogue aux autres, dont le but était la conservation et le transport de l'argent.

La rapidité croissante des communications, les progrès croissants de la technique, de la police, ont levé une à une la plupart des difficultés que l'industrie bancaire avait à surmonter. Les lingots d'or dont le transport était si périlleux et si lent passent et repassent les mers en avion. Les titres se conservent dans des chambres blindées, la radio apporte d'heure en heure le cours des changes, etc...

Le banquier a eu de moins en moins à se soucier de la conservation et du transport de l'argent et s'est préoccupé de plus en plus du remploi des dépôts qu'on lui confiait. Le problème essentiel qu'il devait résoudre, c'était de chercher dans la masse des affaires, celles où il pourrait le plus commodément investir ses dépôts, c'est-à-dire de trouver des entreprises qui garderaient aux dépôts le maximum de liquidité en lui assurant le maximum de rémunération.

Les services d'études financières que les banques ont cons-

tités à cette fin ont naturellement suscité beaucoup de critiques dans le public qui perçoit mal l'extrême difficulté qu'il y a à combiner une liquidité qu'il veut totale et une rémunération qui lui paraît toujours insuffisante; en un mot, un public qui ne parvient pas à admettre que le sort de tout capital est de se détruire, qui veut pour ses dépôts une liquidité totale, qui juge toujours que sa rémunération n'est pas assez forte.

D'autre part, le public a souvent imputé au passif de la banque des opérations que celle-ci lui avait fait entreprendre moins parce qu'il y était poussé par ses propres services d'études que par des organismes tout autres. Telle raison politique militait en faveur de tel emprunt, la banque le faisait souscrire par le public, l'État emprunteur ne remboursait pas ses prêts, le service d'études financières avait averti le banquier des risques encourus, on avait seulement fait pression sur lui de telle sorte que le patriotisme l'emportât sur la prudence, après quoi le public lui reprochait de n'avoir pas été prudent.

A la vérité, tant que l'économie reste libre, il semble que le banquier soit mieux outillé que quiconque pour discerner les entreprises qui méritent et celles qui ne méritent pas de crédit. Sur la plupart des affaires, il possède une donnée sérieuse : le papier qu'il escompte. Ses agents locaux qui sont nombreux le renseignent assez bien sur la moralité et les capacités des chefs d'entreprises.

Certes, s'il est du destin de tout capital qu'il se perde, on peut dire cependant que d'une manière générale le banquier est mieux outillé que personne pour sa conservation.

Mais, depuis le commencement du XXe siècle, les circonstances politiques, les mesures démocratiques, l'exacerbation des nationalismes, tout a joué contre l'économie libérale et le banquier se trouve devant un univers dont la nature est de plus en plus faussée. Les banquiers anglais ont fait observer les premiers que si le dépôt faisait le crédit, le crédit à son tour faisait le dépôt, puisque, sauf circonstances exceptionnelles, l'argent prêté par la banque finissait par y être investi.

Dès lors, on a de plus en plus tendu à considérer la banque comme un organisme créateur de la richesse qu'à l'origine on lui demandait seulement de sauvegarder et de transporter. La complexité croissante du crédit lui a fait jouer bon gré mal gré

un rôle monétaire de plus en plus fort. Dans les diverses économies nationales les mécanismes du crédit ont atteint un degré de raffinement tel qu'on a vu les banquiers prêter en dernière analyse sur le fait de leur propre prêt à des entrepreneurs qui ne leur apportaient plus aucun gage matériel, sinon le crédit que le banquier même venait leur fournir.

Dans cette économie qui n'est plus libre, qui reste close, le rôle du banquier devient extrêmement difficile parce qu'il devient extrêmement confus. Il ne peut plus exercer avec rigueur son état, parce qu'il ne sait plus avec précision quels services le public attend de lui. Autant il est outillé pour juger de la valeur relative des affaires qui existent, autant il l'est peu pour juger des bénéfices éventuels que feront ou ne feront pas des entreprises non encore formées. Les décisions qui à ce moment doivent être prises ne procèdent au fond plus de rien que de la volonté que la collectivité manifeste et il est naturel qu'on ait parlé alors de la socialisation du crédit. Dans la mesure où les diverses nations du monde tendent à se constituer en systèmes autarchiques, dans la mesure où l'or cesserait d'être l'étalon des valeurs, dans la mesure où il n'y aurait plus de vérité économique proprement dite, où il n'y aurait plus de fait économique proprement dit, chacun d'eux étant indissolublement lié à toutes les conséquences qu'il comporte pour l'ensemble de la nation, l'État devrait se substituer franchement au banquier qui ne serait plus désormais capable de jouer son rôle et il ne devrait pas chercher, comme il arrive trop souvent, à faire assumer clandestinement par le banquier les responsabilités qui l'effarent lui-même et que le banquier est moins capable que lui de prendre.

Au contraire, dans la mesure où la banque reste une industrie, dans la mesure où une technique déterminée doit rendre aussi commode que possible le maniement de l'argent et retarder l'anéantissement toujours inéluctable du capital, la banque moderne remplit admirablement son office et la puissance publique ne serait sans doute pas bien inspirée si elle venait à briser sans motif sérieux un instrument d'une trempe aussi délicate et qu'il n'est pas certain qu'elle puisse rapidement remplacer.

★ ★ ★

LE « SCOOP » DE PORT-ARTHUR

Le *scoop*! Qu'est-ce donc qu'un *scoop*? Telle fut, précisément, la question que je posai, moi-même, au début de 1904, à J. H. Williamson. Ce jeune journaliste anglais, doué de qualités exceptionnelles, était devenu mon ami, là-bas, à l'extrémité de l'Asie, en Mandchourie, avant le commencement de la guerre russo-japonaise.

— Vous me parlez toujours de ce grand désir que vous auriez de réaliser un *scoop*, mon cher Williamson. Mais enfin, qu'entendez-vous exactement par là?

— *Scoop!* Mot tiré de l'argot professionnel de la presse américaine. Si, la guerre éclatant en ce pays où nous sommes, je suis le premier des journalistes anglais à en faire parvenir la nouvelle à Londres, j'aurai, par la suite, à mon crédit d'avoir réussi un *scoop*. Ma valeur professionnelle aussitôt se trouvera augmentée par ce coup de réclame. Inutile d'ailleurs de l'espérer cette fois-ci. Et pourquoi? Parce que le colonel de gendarmerie, commandant la place de Port-Arthur, ce bel homme à la barbe en éventail, a épousé hier, en juste noces, la femme-poisson, une étoile du cirque. Le cortège nuptial était édifiant. Je pars de là pour affirmer que la guerre n'aura point lieu. Car, si la guerre eût réellement paru imminente, le chef de la maréchaussée, mieux informé que personne, en sa qualité de policier, aurait eu autre chose à faire, dans cette forteresse, qu'à persuader la femme-poisson de ses tendres sentiments. Donc, nos espérances sont vaines et nous perdons ici notre temps.

Ce raisonnement, tenu par J. H. Williamson, correspondant de la *Daily Despatch* en Extrême-Orient, me paraissait, après tout, assez logique. Devais-je m'en plaindre ou m'en féliciter? A Paris, à la fin de 1903, j'avais affirmé à mon directeur qu'une collision entre la Russie et le Japon serait de toute manière inévitable. Mais, par la suite, voyageant de Moscou à Port-Arthur, je n'avais rien vu, sur la voie transsibérienne, qui pût consolider, en moi, cette opinion. A travers la Sibérie, la souriante placidité des Russes m'avait gagné. A Port-Arthur, mon impression, trop rapidement acquise d'ailleurs pour être sûre, avait été que nos amis ne renonçaient jamais à leur flegme que pour se livrer à d'exorbitantes ribotes, élevées par eux, il fallait vraiment en convenir, jusqu'à l'affirmation d'une philosophie. Au demeurant, les meilleurs fils du monde!.. La guerre! Allons donc!

Cependant, si rien ne survenait, je porterais, devant ma rédaction, la responsabilité d'une fausse manœuvre assez onéreuse. Il me faudrait rentrer penaud. Les conséquences de cet échec ne seraient peut-être pas insignifiantes pour moi... Mais, d'autre part, la guerre? La guerre? En parler à la légère, à Paris, dans nos bureaux n'avait été qu'un jeu. Arrivé à pied d'œuvre, tout seul, au bout de l'Asie, je me rendais chaque jour mieux compte du peu de chose que j'étais. S'il finissait par survenir, ce bouleversement que ma jactance avait tant annoncé, qu'y deviendrais-je? Mais, après tout, à la grâce de Dieu. Ce qui doit arriver doit arriver...

Et le soir, dans les pauvres cafés-concerts mal éclairés, la noce diabolique hurla de plus belle! On ne voyait guère, dans ces établissements, que des uniformes. Ici des sous-lieutenants, des aspirants de marine, là-bas, des capitaines, des colonels. Toutes sortes de jeunes hommes qui, près de leur famille, à Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Cronstadt, à Sébastopol, eussent paru aimables, sentimentaux même, se transformaient là-dedans, serrés les uns contre les autres, en des énergumènes enflammés par l'alcool. Un pressentiment les hantait, révélé quelquefois par certaines réflexions aussitôt contenues; il les poussait à s'amuser précipitamment, de n'importe quelle manière, et à jouir de n'importe quel divertissement, de n'importe quelle débauche.

Les officiers jonglaient avec des bouteilles de champagne ou exécutaient de grands moulinets de sabre. Dans des verres de dimensions extravagantes, certains délicats superposaient par couches, suivant leurs couleurs différentes, douze sortes de liqueurs qu'ils avalaient ensuite d'un trait. Candélabres et glaces étaient à chaque instant criblés de coups de revolver. Et pour les payer, les liasses de roubles étaient jetées en l'air. Les scènes des beuglants étaient escaladées, envahies par des bandes d'aimables ivrognes qui ne voulaient plus en partir et gambadaient, déclamaient, tout en faisant feu vers le ciel. Quelquefois, un pochard tombait à genoux, en pleurant, aux pieds d'une *chansonnette* et un peu plus tard, celle-ci empoignée, dénudée de force, n'était plus qu'une Ève portée en triomphe par d'innombrables mains qui modelaient ses contours. Vers trois heures du matin, on voyait un peu partout, couchés sous les tables, des officiers qui hoquetaient, les bottes en l'air. Quelles bordées! La guerre? Comment croire à l'imminence de la guerre? Vous voulez rire!

Le lendemain, vers le milieu du jour, suivant le rite, avait lieu la quotidienne promenade des « Américaines » dans ces landaus où des officiers de haut rang, dignement assis à côté d'elles, et galants jusqu'à l'incroyable, les traitaient en femmes du monde, leur prodiguaient les salutations profondes, les baise-mains, les sourires fins et Dieu sait quoi. Les « Américaines » formaient à Port-Arthur comme dans tous les ports de l'Extrême-Orient, l'aristocratie du commerce de galanterie. Parties de San-Francisco avec l'intention bien arrêtée de se constituer un pécule, elles savaient à merveille jouer leur rôle, ces grandes filles nordiques. Créatures de sélection, douées, on ne pouvait pas le contester, d'une admirable plastique, elles étaient, le plus souvent, habillées avec une élégance qui nous surprenait. Elles apportaient à leurs fonctions, outre la méticulosité prudente d'une infirmière instruite et la rectitude d'un bon comptable, un air de supériorité dédaigneuse qui suffisait souvent à les faire prendre pour autre chose que ce qu'elles étaient. Ces froides statues de chair, exclusivement absorbées par l'idée d'obtenir de leur trafic tout le rendement qu'il pouvait donner, ne se commettaient qu'avec des Messieurs « très bien ». Pour un colonel russe, envoyé de

Moscou ou de Nijni Novgorod en Extrême-Orient, cette inespérée découverte de l'Amérique était une aubaine, une compensation à laquelle il prenait bien du plaisir. Et puis, ne l'oublions pas, la Russie du début de ce siècle était pleine de miséricorde pour la « femme qui tombe », pleine d'indulgence pour l'aventurière, l'intrigante, la révoltée, la victime, celle qui lutte désespérément, par ses propres moyens, contre une destinée hostile...

Et, pendant que se déroulaient ces fêtes galantes, ces scènes orgiaques, grossissait, jour et nuit au centre du port, un gros monticule noir et poudreux où s'endeuillait le vent accouru de la mer : c'était ce charbon japonais que des cargos se succédant, ne cessaient de décharger à Port-Arthur, afin que les cuirassés russes pussent continuer, quoi qu'il advînt, à chauffer leurs chaudières. On citait avec admiration le nom du richissime intermédiaire qui avait été l'animateur de cette transaction. Les bruits de guerre, de jour en jour, devenaient plus inquiétants, mais le tas de charbon, lui, montait, montait, montait.

Un événement inattendu donna un nouveau cours à nos pensées : le 6 février au matin, les commerçants japonais, très nombreux à Port-Arthur et qui, depuis un certain temps, liquidaient leurs marchandises, se mirent précipitamment à tout vendre à vil prix. Des Chinois, des Russes, des Américains, des Anglais recueillirent les épaves de cette débâcle. On se pressait dans leurs boutiques, on se félicitait, joyeusement, de pouvoir obtenir presque pour rien des soieries, des poteries, des ivoires, des laques. On plaisantait avec les Japonais et ceux-ci souriaient silencieusement, très affables. On attachait peu de signification à leur départ, on considérait plutôt ces fuyards comme des dupes, comme des gens mal informés ou trop nerveux. Mais on cessa de ricaner quand on apprit que des vapeurs venaient d'entrer dans le port pour embarquer, sans délai, tous les sujets du mikado.

Au cours de l'après-midi, la scène prit un tour dont tout le monde s'amusa. De divers quartiers de la ville convergeaient vers les quais, en se dandinant sur leurs *getas* de bois, des troupes de *mousmés* japonaises portant sur leur dos des paquets, des coussins, des couffes, des sacs. Des voitures à bras les sui-

vaient charriant des matelas, des canapés, des armoires même. Tout le monde savait bien quels lieux elles désertaient, les pauvres petites mousmés si joliment bariolées. Elles s'avançaient avec précaution, plutôt craintives, examinant les passants et, cherchant, dans la foule des hommes qui les observaient, des visages connus. Et, sans aucun doute, en apercevaient-elles car elles faisaient, dans certaines directions, des signes de tête. Des soldats russes s'étaient joints à leur troupe, ayant offert de porter leur bagage jusqu'au quai : tout en les suivant, ils considéraient celles qui partaient avec une hilarité où il y avait aussi bien de la tristesse et de l'inquiétude.

Jusqu'au soir dura l'embarquement des petites Japonaises; on leur dit adieu avec des gestes d'amitié, avec des rires, on leur envoya des baisers et elles montèrent à bord. Elles étaient si douces, si pleines de grâce, si peu faites pour n'importe quelle lutte! Qui eût pu s'imaginer que de telles rieuses, ou leurs semblables, eussent été capables de donner la vie à de vrais guerriers? Le pays où naquirent ces jolis diminutifs de femmes, ces mignons oiseaux des îles, ce pays-là oserait sérieusement penser à nous assaillir? Non! Vous n'y avez pas réfléchi!

Vers la fin de la même journée, une voiture découverte roulait à si vive allure que la neige boueuse soulevée par ses roues m'éclaboussa! J'aperçus, dans ce véhicule, un consul japonais en grand uniforme. Ce chat botté, guindé dans ses broderies dorées, était accompagné d'un subalterne en vêtements civils, un homme entièrement rasé, d'attitude humble, effacée, et qui n'était point ce qu'on eût pu croire qu'il était. (Mais parler de ses fonctions réelles ouvrirait ici une autre histoire). Le consul, venu en personne de Tche-Fou pour hâter le départ de ses nationaux, s'était mis en grande tenue, avant de faire une visite à l'agent diplomatique russe attaché à l'état-major de l'amiral Alexeief. Au cours de leur entretien, les deux fonctionnaires n'avaient échangé que des propos vagues, courtois, cordiaux et, somme toute, parfaitement inutiles. Rien dans l'attitude du consul japonais n'avait fait comprendre qu'il considérait la guerre comme virtuellement commencée. Bien au contraire, au milieu de ses formules de poli-

tesse, il avait laissé deviner que ses propres désirs, ses personnelles prévisions étaient optimistes. Tout finirait, évidemment, par s'arranger.

Tout finirait par s'arranger, mais alors pourquoi cet exode en masse, pourquoi ces démarches soudaines?

— Dites ce que vous voudrez, — s'écria Williamson que je rencontrai, — mais, tout compte fait, ces symptômes sont graves.

— Évidemment!

— Est-ce que, décidément, — murmura Williamson, — elle serait sur le point de devenir une réalité, cette guerre dont nous avons tant parlé, sans trop y croire? La collision entre l'Europe et l'Asie, entre le monde blanc et le monde jaune commencerait ici et c'est nous qui serions les témoins, les narrateurs de cet événement à jamais mémorable!... Cependant, laissez-moi vous le dire, à mesure que cette éventualité semble se rapprocher de nous, j'éprouve une sensation qui ressemblerait beaucoup à de la peur. Peur! Non point pour moi-même. Mais je songe aux millions de pauvres gens qui en souffriraient. Mais après tout, ni vous ni moi ne sommes responsables de rien. Nous ne sommes rien. Nul ne nous a consultés. Il ne nous resterait plus, sans scrupules oiseux, qu'à tirer parti des circonstances extraordinaires auxquelles nous serions mêlés. Nous faire un nom! Parvenir au succès! Oui, au succès! Nous avons, vous et moi, notre situation à faire et, convenez-en, nous voici placés de telle manière que nous sommes certainement enviés en ce moment-ci, tous les deux, dans les rédactions de Paris et de Londres! Mais, dites-moi, allez-vous envoyer un télégramme relatif aux événements de la présente journée?

— Naturellement!

— Ah! Vous avez de la chance, vous, d'être un Français. En votre qualité d'allié de la Russie, le vice-roi Alexeief vous accorde le droit d'employer le télégraphe transsibérien. Moi, journaliste anglais, je ne jouis pas de la même faveur. Je suis suspect. Je suis considéré comme un ami des Japonais et, à cause de cela, chaque fois que je veux expédier un télégramme, il me faut traverser la baie du Petchili, gagner Tche fou... Neuf heures de mer, c'est long, c'est coûteux et pendant ce temps-là, je perds de vue ce qui se passe ici. Quel lourd handicap! Si

le grand événement finit par se produire, je n'aurai guère de chance de réussir un *scoop*. C'est vous qui aurez le *scoop*, à coup sûr, à cause du privilège dont vous jouissez. Et pourtant, j'en aurais bien eu besoin, moi, d'un *scoop* pour asseoir définitivement mon prestige dans mon journal. Ah! c'est que chez nous cela compte un *scoop* de cette importance. Cela vous met un homme en vue!

Williamson, décidément, ne pouvait se débarrasser de sa hantise. Il recommençait à m'entretenir de sa grande ambition : faire un coup d'éclat, être le journaliste anglais qui expédierait, d'Extrême-Orient à Londres, le premier télégramme annonçant le début des hostilités russo-japonaises. Dans le journalisme français, heureusement, nous n'attachons pas autant d'importance à ce genre de succès purement mécanique et déterminé par une sensation passagère. Williamson était un jeune homme très bon, lettré, et doué d'un grand courage. J'éprouvais pour lui une réelle sympathie et, ma foi, j'aurais bien voulu qu'il réussît à s'adjuger son fameux *scoop*. Mais, les circonstances lui étant par trop adverses, il semblait bien improbable, malheureusement, qu'il y parvînt.

Le lendemain, vers midi, dégringola tout à coup de la gare une avalanche de moujiks barbus, affublés d'uniformes de marins, mais ressemblant plutôt, en définitive, à de bons gros cultivateurs qu'à des loups de mer. Quinze cents réservistes de la marine venaient de débarquer, après trente jours de voyage à travers la Sibérie. On les avait lâchés pour quelques heures dans la ville et, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, ils trouvèrent le moyen de s'emplir d'alcool; on les vit zigzaguer et s'effrondrer sous les yeux ironiques des Chinois, il y en eut bientôt un grand nombre couchés sur les trottoirs. Quand vint le soir, la maréchaussée les ramassa et les embarqua de force, comme des bêtes mortes, dans les différentes chaloupes qui devaient les conduire en rade sur les navires de guerre auxquels ils étaient affectés. Les gendarmes les tiraient au hasard par la barbe, par les oreilles, par les pieds. Ces grands corps lourds cognaient, de marche en marche, le long des escaliers et finissaient par tomber au fond des barques où d'autres carcasses de réservistes venaient ensuite s'entasser sur eux.

Et la nuit fut comme les autres, comme celle que je viens de décrire, endiablée, frénétique, pleine de luxure, d'alcool et de folie. Et la journée suivante se passa comme toutes les autres, avec ses sentimentalités niaises, ses galanteries rances, ses scènes d'exode et de panique...

***

Il était onze heures et demie du soir. J'écrivais à la lueur d'une lampe à pétrole dans ma pauvre chambre. Une canonnade s'éleva d'une manière si soudaine, si violente que je me dressai intinctivement et demeurai inerte, essayant de concentrer toute mon intelligence, toutes mes forces, pour bien penser. Je me le rappelle encore aujourd'hui, mon cœur battit violemment, à ce moment-là. Mon camarade Marmontoff, du *Messager de Moscou*, entra presque aussitôt chez moi. Il me dit, la voix tremblante :

— Les forts tirent.

— Oui, les forts tirent.

— Que croyez-vous?

— Et vous, que croyez-vous?... L'escadre, probablement, s'exerce. On a sans doute fait faire le simulacre d'une attaque de nuit par les torpilleurs.

— En effet, ce ne serait que trop naturel par le temps qui court. Allons voir!

Nous partîmes, frissonnant sous la bise glacée. La canonnade s'arrêtait parfois, puis reprenait. Sur le port, personne ne faisait attention à ce qui se passait. Nous apercevions des gens, qui jouaient au billard dans les restaurants. Des voyageurs, dans la rue, je m'en souviens très bien, se querellaient bruyamment avec un cocher russe, pour quelques kopeks, pendant que le canon continuait à gronder. L'alarme ne sonnait nulle part. Nous rencontrâmes plusieurs officiers; ils déambulaient tranquillement en devisant.

Marmontoff, voyant, passer l'un des chefs de la police de Port-Arthur, lui cria plaisamment :

— Ce n'est pas la guerre qui commence?

Le policier haussa les épaules. Il était agacé, à la fin! Était-

on sage de s'abandonner à la nervosité parce que des exercices nocturnes se déroulaient? Quel enfantillage!

Il fallait donc aller nous coucher. Nous partîmes, riant de cette fausse alerte. Nous louâmes la sagesse de l'amiral! Il avait fort bien agi en ordonnant qu'on procédât à des manœuvres de nuit. Si des circonstances tragiques survenaient, l'escadre ne se laisserait pas surprendre.

Nous nous retournâmes, admirant les gerbes lumineuses projetées de tous côtés par les navires de guerre. Une clarté entrecoupée d'éclairs, tempête de feux entre ciel et terre, semblait faire flamber les nuages. Une seule chose m'étonnait : c'était de voir dans le port, encore immobiles, tant de torpilleurs. Comment s'expliquer qu'ils ne prissent point, en rade, part au branle-bas?

J'étais dans mon lit depuis dix minutes, méditant; j'entendis le bruit d'une course précipitée dans le corridor de l'hôtel. Aussitôt, on frappait à ma porte, à coups redoublés. Inquiet, j'allongeai la main vers mon revolver. Mais des voix françaises retentirent :

— Vite, monsieur, levez-vous, l'escadre russe vient de recevoir plusieurs torpilles. Le *Cesarevitch* coule!

Trois hommes à demi vêtus étaient là. Je reconnus les trois mécaniciens français venus de la Seyne, à bord du cuirassé *Cesarevitch*, cette œuvre récente de nos chantiers méditerranéens, afin de veiller au parfait fonctionnement de ses machines. Tout d'abord j'avais soupçonné une mauvaise plaisanterie, imaginée après quelque ribote. Mais je vis bien que nos compatriotes étaient frémissants. Ils parlaient tous les trois en même temps, avec volubilité. Ils étaient heureux d'avoir pu sauver leur peau et ne le cachaient pas. Tout en écoutant leur récit, je courus au port avec eux. Ils avaient été réveillés, dans leur cabine, par une secousse si terrible qu'ils avaient cru leur mort imminente. Le navire, c'était évident, venait de recevoir un énorme projectile. Sentant que le *Cesarevitch* s'inclinait, ils avaient conclu qu'il allait sombrer, ils avaient sauté dans une chaloupe et ils avaient fait force de rames vers la passe. Engagés comme techniciens, pour garantir la bonne exécution d'un contrat, et avec cette stipulation qu'ils ne participeraient, le cas échéant, à aucun combat, ils

avaient cru sage de gagner la terre ferme dès les premiers coups. Sancho Pança l'avait emporté en eux sur Don Quichotte!... Les notions du réel et de l'imaginaire se mélangeaient dans mon esprit. Tout cela était-il bien véridique? Au lointain de la rade, les projections électriques des navires s'entrecroisaient dans tous les sens, puis, quelquefois, montaient ensemble vers le ciel, comme pour une imploration. Des fusées rougeâtres décrivaient leurs paraboles dans la nuit. Au sommet du grand fort de la Queue de Tigre, des signaux de feux s'agitaient, se multipliaient, essayant de transmettre à l'escadre les ordres du vice-roi. Des torpilleurs sortaient du port, les uns après les autres, avec précaution, tous leurs feux allumés. Hélas! c'était trop tard. Des voitures, amenant les chefs de la place, roulaient à toute vitesse vers l'arsenal. La canonnade continuait par intermittences. Des périodes de silence, des sifflets, des sirènes qui se lamentaient comme des monstres agonisants, des coups de canon encore... tout un chaos de lumières, de fanaux qui disparaissaient, de falots mouvants, de tournoyantes projections... On avait l'impression qu'un désarroi formidable désagrégeait le monde et que l'ordre, la logique, faisaient place à un inconnu capable de tout disloquer et de tout déséquilibrer.

Je parvins à me procurer un sampan; j'arrivai jusqu'à l'entrée de la passe. Les grands vaisseaux tiraient lentement, dans l'obscurité, vers quelque chose que je n'apercevais pas. Une fumée épaisse enveloppait tout. Par instants, des jets de flammes s'allongeaient à l'avant des navires et de longs cris de feu s'en allaient mourir loin, très loin, dans l'infini de la nuit. Terrifié, mon batelier nous ramenait au fond du port. Je n'eus point le courage de m'y opposer. Vers deux heures du matin, le dernier coup de canon fut tiré, la première bataille de la guerre était terminée. Mais enfin, quelle sorte de bataille s'était-il passé là?

Une centaine de personnes, tout au plus, parmi les civils avaient appris la vérité. Consternées, elles formaient un groupe sur le port. Les deux meilleurs cuirassés de l'escadre, le *Cesarevitch* et le *Retvisan* et le croiseur *Pallada*, torpillés à l'improviste, mis hors de combat! Quelle catastrophe! Qu'allait-il advenir?

Et soudain, malgré ce qu'il y avait de terrible dans les événements, je ne pus m'empêcher de sentir, au fond de moi-même, un sentiment de moquerie qui se fût volontiers traduit par un ricanement. Williamson! Le pauvre diable! Je l'avais vu, tout affairé, s'embarquer le matin même à bord d'un vapeur norvégien à destination de Tche fou; la guerre commençait à Port-Arthur et il n'en savait rien! Pauvre Williamson, me dis-je, il n'a tout de même pas de chance. Il n'aura pas son *scoop* et le *scoop*, c'est moi qui en bénéficierai. Il est vrai que je n'y aurai guère de mérite, considérant la façon privilégiée dont je suis traité par nos alliés.

Je courus au télégraphe. Là déjà tout était changé. Personne ne souriait plus. Personne ne me reconnaissait plus. Il n'y avait plus de place que pour la consigne, le silence et la peur. Les employés avaient, depuis deux heures, reçu l'ordre de ne plus accepter aucun message pour aucune direction. Il n'y avait pas à insister. Le vice-roi entendait se réserver, désormais, l'usage exclusif du télégraphe transsibérien. C'était fini de rire! La littérature, désormais, n'était plus rien, ne comptait plus. Ce qui comptait dorénavant, c'était l'action. Nous étions en guerre. En guerre! Mais alors, quoi? Qu'allais-je faire? J'étais le détenteur d'une de ces nouvelles qui font tressaillir l'Univers; je connaissais, dans tous leurs détails, les événements qui venaient de s'accomplir et, à cause même de cela, tout moyen m'était retiré d'entrer en communication avec l'Occident.

Nous nous retrouvâmes, le journaliste russe, Marmontoff et moi, errant sur le port. Il était deux heures et demie. Les forts s'étaient tus, les navires ne tiraient plus. Quel silence! Quel silence! Il semblait que la mer elle-même retînt le tumulte de ses flots et l'haleine de ses vents. Cette inertie subite me donnait la sensation d'un vide, d'un effondrement; mon oreille angoissée cherchait le réconfort, le point d'appui d'une sonorité. Tout, autour de moi, était devenu étrangement désert. J'aurais aussi bien pu me trouver sur les quais du Havre, vers trois heures du matin.

Cependant, là-bas, au loin, à l'entrée du port, il était évident que des travaux se poursuivaient. Quelques feux, au ras de l'eau, se déplaçaient sans cesser de former un groupe.

De plus près, nous reconnûmes les deux cheminées du *Cesarevitch*, les trois cheminées du *Retvisan*. Ces deux puissants vaisseaux n'étaient donc point perdus. Il s'en fallait de beaucoup. De loin, dans la nuit, on eût pu les supposer intacts. Les machines du *Cesarevitch* fonctionnaient encore, ses lampes électriques étaient encore allumées, mais soudainement, elles s'éteignirent.

Elle fut sinistre, cette rentrée des deux grands cuirassés qui, le matin encore, paraissaient invincibles. Ils se traînaient péniblement derrière leurs remorqueurs, comme un duelliste blessé à mort qui cherche à faire encore quelques pas. Puis, soudain, exténués, ils s'arrêtèrent en travers de la passe et c'est dans cette position que nous devions les revoir à l'aurore.

Marchant au hasard, devant moi, sur le port, j'avais guetté, angoissé, le lever du soleil, voulant m'imaginer que sa clarté nous apporterait un réconfort, un soulagement quelconque, une explication peut-être. Oh! Voir clair! Elle vint enfin, cette clarté et je frissonnai davantage.

Je montai dans un sampan et j'arrivai vite auprès du *Cesarevitch*. Le cuirassé ne flottait plus horizontalement, son avant se redressait, montrant la ligne de flottaison, tandis que l'arrière s'enfonçait lourdement dans l'eau. Des remorqueurs, des pontons, des chalands chargés d'ouvriers se pressaient à tribord du navire et déjà on avait fait descendre des scaphandriers. Un remous chargé d'écume se produisit à la poupe. Les hélices fonctionnaient, on venait d'acquérir ainsi la preuve que l'arbre de couche n'avait point été atteint.

J'aperçus à la coupée le commandant du cuirassé; c'était Gregorovitch, capitaine de vaisseau. Il me connaissait. Il me fit signe de monter, me serra la main, hocha la tête. J'étais initié à sa pensée profonde. Je savais comment il jugeait les impérities, les erreurs, les crimes qui, tôt ou tard, devraient recevoir leur châtiment. Je n'eus pas le courage de lui poser aucune question, et il n'eut pas la force de m'adresser un seul mot. Une larme roulait sous sa paupière.

En ville, ce qui me surprit, ce fut l'immuabilité des choses. Port-Arthur restait tel que nous l'avions connu, avec ses foules chinoises profondément indifférentes, ses rickshaws qui commençaient à rouler, ses boutiques qui s'ouvraient. Et cette

tranquillité, je la savourais, je la jugeais délicieuse, ne demandant qu'une chose : sa continuation. Peut-être, après tout, s'était-il produit, durant la nuit, quelque fausse manœuvre, quelque malentendu, quelque excès de zèle?

Je remarquai, soudain, qu'on ne voyait pas un seul marin à terre, pas un soldat sur la voie publique, à part peut-être quelques rares ordonnances. Ah! Ah! C'est décidément vrai! Tout le monde est à son poste de combat. Plus de Russes dans les cafés, plus de Russes dans les rues! La comédie-bouffe avait, soudainement, tourné à la tragédie.

Cependant, étais-je venu en ce pays pour y rêver solitairement? J'avais une mission à remplir, moi, le seul journaliste français présent alors à Port-Arthur. L'heure était solennelle. Mon devoir était de n'épargner aucun effort pour faire parvenir à Paris le récit de ce que j'avais vu. Il fallait agir. Je retournai au bureau du télégraphe, voulant risquer une nouvelle tentative. J'y trouvai des factionnaires, baïonnette au canon. Un officier, dont la pâleur me frappa, me fit, de la main, un signe de dénégation. Il connaissait mon nom. Il savait ce que je venais lui demander. C'était inutile.

— Plus rien à faire, — murmura-t-il. — Le vice-roi est comme un fou furieux, personne n'ose lui parler. C'est l'état de siège! Le télégraphe est, dorénavant, exclusivement réservé aux affaires militaires. Plus de télégrammes de presse, plus de télégrammes privés. Plus rien. La guerre est commencée. Alors...

En comparaison des événements énormes qui étaient en genèse, en quoi importait-il, en réalité, que je pusse ou non expédier un télégramme à mon journal? Je sentais bien que mon rôle était celui de la mouche du coche. Mais, d'autre part, ce rôle-là, n'étais-je point venu en Extrême-Orient avec l'intention de le remplir? Pour l'instant il n'y avait pas lieu d'importuner davantage les chefs du bureau télégraphique. Peut-être, par la suite, Alexeief changerait-il d'humeur? Peut-être parviendrais-je, un peu plus tard, à l'amadouer? Peut-être! Qui pouvait savoir de quoi l'avenir allait être fait!

« Mais alors, songeais-je en me retirant, le fameux *scoop* est évidemment bien compromis. J'assiste aux événements, mais ils se referment sur moi, m'enlisent et me condamnent, pour

une durée indéterminée, à l'impuissance. Si Williamson était ici et à condition que quelque caboteur fût parti ce matin pour traverser le golfe, qui sait si, finalement, il ne s'adjugerait point l'honneur d'avoir expédié le premier récit de ce qui vient de se passer? Un caboteur? Pourquoi n'emploierais-je point, moi-même, ce moyen? »

C'était là raisonner comme si rien de décisif n'était survenu durant les dernières heures. Un caboteur? Comme si l'amirauté russe laisserait, désormais, sortir de Port-Arthur les navires de commerce étrangers! Fini tout cela! Nous étions désormais en temps de guerre. En temps de guerre!

Mais étions-nous définitivement et irrévocablement en temps de guerre? Est-ce que quelque chose n'allait pas se passer, une action diplomatique, une explication? Enfin quelque chose de soudain et de bienfaisant? Un soleil d'hiver, un soleil rougeâtre colorait le sommet neigeux des collines. L'eau clapotait dans le port, secouant ses glaçons concassés et exprimant la solennelle indifférence de la nature.

La guerre! A quoi bon une guerre? J'ai presque honte de confesser que je me serais senti soulagé s'il avait été annoncé que nous n'en entendrions plus parler. Je rencontrai sur le port deux ou trois journalistes russes dont j'avais fait, depuis mon arrivée, la connaissance. Ils étaient, comme moi, privés de tout moyen de communication, ne savaient rien, ne hasardaient aucune prévision, attendaient. Évidemment, il s'était produit des faits de guerre. Mais quelles allaient être leurs suites?

***

Les civils commençaient, décidément, à se persuader que rien n'était irréparable et que tout finirait peut-être par s'arranger, quand l'assurance du contraire se propagea et alors bien des visages pâlirent. Le bruit vola de bouche en bouche que les sémaphores signalaient l'approche rapide de l'escadre japonaise. A quoi eût-il servi que les autorités russes gardassent secrète une vérité destinée à devenir, d'un moment à l'autre, trop évidente? Les habitants de la ville, séparés du large par les hauteurs de la Queue de Tigre ne pouvaient, en tout cas, rien constater de leurs yeux.

— Ah! la flotte japonaise s'avance? Que va-t-elle faire? Est-ce que vraiment?

Il fut coupé court à ces incertitudes par une soudaine transformation des conditions de la vie autour de nous. Que nous le voulussions ou non, nous passâmes, sans transition, de l'existence la plus nulle en pleine épopée et nous commençâmes tous, bon gré mal gré, à jouer dans cette épopée un rôle personnel. Un tonnerre d'artillerie s'était élevé d'un seul coup, la terre trembla, tous les forts russes tiraient en même temps vers le large; des sifflements déchirèrent l'air, au-dessus de nous, en longues courbes, et voilà que des maisons commencèrent à sauter, projetant leurs charpentes en l'air, dans une éruption de décombres, avec de grands gestes excentriques. Tous ceux des projectiles qui n'atteignaient pas les forts continuaient leur trajectoire et venaient ainsi éclater dans la ville, c'est-à-dire parmi nous.

Exactement comme des fourmis, par myriades, délogent de l'anfractuosité où l'on a versé de l'eau bouillante, les humains, alors, quels qu'ils fussent, se mirent à fuir cet entonnoir dont la ligne des ouvrages militaires formait le pourtour. Sauf les soldats et les marins que la discipline fixait à leur poste, tout le monde se sauvait. Malgré le fracas incessant de l'artillerie, on percevait très bien aussi la rumeur d'un piétinement précipité; une galopade éperdue, un tumulte sourd, dominés quelquefois par l'appel aigu d'une voix angoissée.

Tout un peuple, poussière vivante balayée par le vent de la peur, se précipitait vers le fond de la vieille ville. Des coolies chinois, des boutiquiers, des bateliers, des négociants européens, des soldats en permission, des ouvriers détalaient à toute vitesse dans le même sens. Des femmes, à demi vêtues, affolées, traînaient derrière elles leurs enfants en pleurs. Une dame courait, portant un bébé roulé dans une serviette, une autre, les larmes aux yeux, brandissait un revolver. Des gens, dans les maisons, voyant passer cette horde, blémissaient, se joignaient aussitôt à elle et disparaissaient dans son flot.

Un épais nuage roussâtre montait du sol piétiné, comme une fumée de bataille. Un sifflement aigu, prolongé, vrilla l'air

et s'écrasa brutalement dans un tourbillon de feu, à une cinquantaine de mètres de l'endroit où je me trouvais, m'avertissant, moi aussi, de la réalité du péril. Dans l'ignorance où nous étions de ce qui se passait en rade et déjà démoralisés par la surprise de la nuit précédente, nous éprouvions une angoisse invincible; chacun s'enfuyait à toutes jambes, le dos courbé, le cou tendu, le front baissé, les yeux à demi clos, guettant, de biais, le ciel avec une expression sournoise, comme pour y deviner, avant les autres, la parabole des bombes.

Ce qui nous épouvantait, c'était moins ce qui se passait que l'appréhension de ce qui allait peut-être se passer. On en était, peut-être, à la préparation d'un paroxysme monstrueux auquel il allait falloir arriver de gradation en gradation. Si c'était là le commencement d'une lutte générale, où se réfugierait-on quand la nuit viendrait? Où mangerait-on? A quoi se rallierait-on, dans cette Chine sourdement hostile?

Je m'étais joint, je l'avoue, aux fuyards, mais, un instant après, j'eus honte de cette faiblesse et je me jetai brusquement vers une montée abrupte qui devait aboutir au bord de la falaise. Derrière ma tête, un râle dégringola du ciel, verticalement. Il y eut un choc, une explosion, un craquement, je me retournai à demi, je vis confusément, à trente mètres de moi, une gerbe de feu jaillir d'une masure chinoise dont les quatre murs s'abattirent d'un seul coup, comme ces décors de pantomimes que démolissent les clowns, d'un geste. Deux obus tombèrent presque aussitôt dans le gros ventre du cirque et celui-ci, avec un hoquet douloureux, fit comprendre à quel point il était offusqué, en se dégonflant, lançant dans le ciel une infinité de choses dépenaillées. Il y eut des gémissements. Oh! La femme-poisson! La femme-poisson! Où est-elle en ce moment? Chacun pour soi.

Un cabriolet chargé de cinq ou six personnes et qu'emportait un trotteur russe, fumant et superbe à voir, dans la dépense soudaine de toute sa force, fendit à côté de moi l'éperdue ruée du peuple. Un homme, en cherchant à se garer, tomba sur le ventre. Aussitôt, sabots et roues le foulèrent dans la poussière rouge. Je ne pus m'empêcher de rire en voyant l'écrasé rebondir, comme un pantin de caoutchouc, puis continuer à fuir. La terreur des projectiles annihilait toute dou-

leur en cet éclopé qui, meurtri de même manière, dans une rue parisienne, eût été transporté, pantelant, à Lariboisière.

Le ciel bâilla de nouveau. On eût dit qu'un énorme sifflet à roulette avait été jeté dans l'espace et que la vitesse de sa chute lui faisait capter l'air et produire une sonorité de plus en plus rauque. Il me sembla, cette fois-là, que je ne parviendrais pas à survivre. Le sentiment que j'éprouvai alors fut, tout d'abord, celui d'une contrariété qui se changea en fureur : je revis Paris, mes proches, mes amis. Toutes mes ambitions de jeunesse traversèrent ma mémoire. Ah mais! Allais-je finir par être tué là, obscurément, misérablement, loin de la terre natale, avant même d'avoir pu expédier un seul messsage, sans même pouvoir esquisser un geste de défense, écrasé par un obus, comme un vulgaire coolie chinois? Je me jetai à plat ventre, je respirai, puis je repris ma course vers la falaise, bondissant de monticule en monticule, sautant des fossés, m'arrêtant au creux des ravins, grimpant des pentes pierreuses... J'arrivai enfin près du bord de la mer, sur une éminence qui dominait tout l'arrière-pays.

J'étais en sûreté, sorti de la zone où convergeait le feu ennemi et n'ayant plus qu'à regarder la bataille comme au théâtre on regarde, d'une des plus hautes loges de côté, un spectacle. Le grand fort central, sur son pic bétonné, fumait comme un volcan avec des bruits de foudre. De longues colonnes blanches montaient verticalement de son sommet. Chaque fois qu'il déchargeait ses énormes pièces, l'air s'ébranlait, fléchissait, opprimé; l'on s'imaginait que quelque chose de décisif s'accomplissait.

Mes yeux s'accoutumant peu à peu à percer le rideau mouvant des fumées, je finis par compter, à environ 5 kilomètres de la côte, vers le nord, neuf grands navires japonais. Huit d'entre eux semblaient dessiner un demi-cercle autour du neuvième qui paraissait immobile et devait être le vaisseau amiral. Il est possible que d'autres bâtiments se soient trouvés derrière ceux-là, mais je ne les ai pas aperçus.

D'ailleurs, les assaillants disparaissaient dans un nuage bleuté qui s'épaississait à chaque décharge. Je ne distinguai plus que le sommet de leurs mâts et les éclairs qui partaient rythmiquement de leurs flancs.

L'escadre russe tout entière était au combat. Le *Cesarevitch* et le *Retvisan*, immobiles, estropiés dans la passe, faisaient néanmoins feu de leurs grosses pièces d'arrière. La *Pallada*, bien qu'elle fût échouée, participait à la bataille. Les autres navires de l'escadre, au nombre de dix, croisaient en file et ne s'avançaient guère vers l'ennemi à plus de deux kilomètres de l'entrée du port, restant ainsi sous la protection des forts. Chaque cuirassé, chaque grand croiseur russe était accompagné de deux ou trois torpilleurs qui le suivaient de très près, comme des poussins suivent la poule qui les a couvés. Les torpilleurs, pour échapper au feu de l'ennemi, naviguaient constamment entre la côte et les gros vaisseaux de ligne, cherchant toujours à s'abriter derrière ceux-ci. Et ce qui me frappa le plus, ce fut de voir qu'un cuirassé, chaque fois qu'il lâche sa bordée, recule tout entier dans la mer, comme recule, à terre, l'affût d'un canon qui fait feu. Un bolide parut s'enflammer au-dessus de l'*Askold* et l'une de ses cinq cheminées disparut. Des gerbes de flammes et de fumée parurent, plusieurs fois, sur le *Bayan* et le *Novik*. Voilà tout ce que je vis.

Je tournai mon regard vers la terre. Au lointain, de tous les confins de la ville, de toutes ses issues, de longues lignes noires surgissaient, glissaient vers la campagne; elles fuyaient les maisons comme un sang qui s'échappe de veines ouvertes. Au creux des vallées, on voyait courir des files de choses minuscules qui étaient des créatures humaines. La panique emportait dans ses tourbillons, vers le lointain des collines, charrettes chinoises, carrioles surchargées, voitures russes, piétons haletants, cavaliers mandchous courbés sur l'encolure de leur monture. On eût dit l'un de ces tableaux très véridiques de quelque vieux maître flamand, d'un Wouverman, d'un Van der Meulen où, sur d'immenses panoramas, on voit des armées rangées, des villes assiégées, des batteries tonnantes, des foules épouvantées.

Et puis, je ne sais plus très bien à quel moment, j'eus tout à coup cette sensation que la scène entière s'évanouissait, s'affadissait, mourait, qu'il ne tombait plus de projectiles dans Port-Arthur, qu'il ne subsistait plus de flotte ennemie à l'horizon et que l'escadre russe cessait de tirer. Toute l'action s'effaça comme un rêve. Et, comme au cours de la nuit pré-

cédente, le silence subitement survenu me donnait une espèce de vertige.

Alors c'était donc fini? Fini pour cette fois-ci. En somme, ce n'était que cela? Je redescendis vers la ville, abasourdi par cette renaissance de la paix, incertain de l'avenir et ne sachant pas comment je m'y prendrais pour manifester, au monde extérieur, mon existence.

Sur le port, je retrouvai Marmontoff, de *la Voix de Moscou.* Il soutenait, dans sa main toute rouge, l'une de ses joues qu'un fragment d'obus avait coupée en deux. A certains coins de rue je vis des flaques de sang. Des soldats éteignaient quelques décombres qui brûlaient. Ce jour-là, il n'arriva plus rien. J'eus la surprise et peut-être le dépit de constater que mon hôtel était tout à fait intact. La rue même dans laquelle il s'élevait n'avait pas changé non plus. En définitive rien n'avait réellement changé. Pourquoi n'étais-je pas resté chez moi? Un bombardement, après tout, n'est pas ce qu'un vain peuple pense. J'avais tout de même reçu le baptême du feu. Mais qu'allais-je décider? De quelle manière réussirais-je à jouer le rôle dont je m'étais chargé?

***

Je m'étais demandé bien des fois, au cours de ces événements, ce qu'avait pu devenir Williamson. Pauvre Williamson! L'excellent garçon, plein d'idéal et de courage, aurait vraiment mérité de mieux réussir. Je déplorais qu'il eût été maltraité par le hasard au point de se trouver à Tche fou au moment précis où la guerre commençait à Port-Arthur. Il ne suffit pas, décidément, songeais-je, d'avoir de l'énergie, de l'ambition, de nobles idées. Le hasard, les circonstances, la chance jouent dans toutes les carrières un rôle beaucoup plus important qu'on ne se le figure. Le pauvre garçon est éliminé pour longtemps d'une compétition où il eût été juste qu'il triomphât.

Et en effet, Williamson, débarqué à Tche fou, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, avait rédigé un message où il faisait simplement pressentir l'imminence de la guerre. Mais avec cette conscience professionnelle, ce sentiment du devoir, ce

tenace courage qui le rendaient si estimable, il avait aussitôt, sans perdre une seule minute, sans s'accorder le moindre repos, cherché à prendre passage sur le premier vapeur qui ferait route vers la forteresse russe.

Et c'est ainsi que, porté par un petit caboteur chinois, le *Kaï Men*, commandé par un Anglais, il était arrivé devant la rade de Port-Arthur, vers dix heures du matin, au moment où l'escadre japonaise se préparait à ouvrir le feu. Les amiraux japonais avaient alors eu autre chose à faire qu'à remarquer la présence de ce chétif navire. Celui-ci, par le plus grand des hasards, apparaissait, soudainement, en pleine bataille navale, comme si sa destinée eût été de se faire couler le plus vite possible. Les coups tirés, à très longue portée, par les forts et les cuirassés russes manquaient le plus souvent leur but, décrivaient leur trajectoire dans le golfe et finissaient par y soulever, tout autour du *Kaï Men*, des geysers cinq ou six fois plus hauts que son mât.

Le capitaine anglais vira de bord aussi vite qu'il le put, obtenant très difficilement la moindre manœuvre de son équipage chinois, frappé d'épouvante. Le petit cargo faisait route entre les énormes gerbes d'eau projetées aux points de chute des projectiles. Sa cheminée fut emportée par un boulet qui tua deux de ses matelots. La vérité pure et simple est que Williamson, le capitaine anglais et son équipage, sur leur coque de noix, coururent, au cours de cette bataille, infiniment plus de dangers que les combattants japonais protégés par les cuirasses de leurs vaisseaux.

« Comme s'il n'eût point dû y avoir de limites à nos tribulations, me raconta plus tard Williamson, un typhon balaya tout à coup, durant notre voyage de retour, le golfe du Petchili. Vous connaissez, me dit-il, ces terribles tempêtes et le danger qu'elles font courir aux petites embarcations. Le danger! J'ose prétendre que je n'y songeai pas pour moi-même. Mais, atrocement secoué, moulu, étourdi dans mon étroite cabine, comment aurais-je pu me mettre à rédiger le moindre récit? Notre destinée, cependant, n'était point de succomber. Nous finîmes par arriver devant Tche fou, en état de perdition. Tous, Européens ou Chinois, nous étions harassés,

plus morts que vifs, essayant de nous imaginer quels nouveaux périls allaient encore nous assaillir.

» Maintenant, il faut savoir que le port de Tche fou n'était pas alors de ceux où l'accostage d'un navire pût s'opérer d'une manière sûre et sans délai. Il se trouvait être, d'ailleurs, ce soir-là, particulièrement encombré. Notre capitaine, trop heureux d'être sorti sain et sauf de cette terrible succession d'épreuves, n'apporta point de hâte à son ultime manœuvre. Mais, que m'importait, somme toute, une heure de plus ou de moins? Enfermé dans mon exigu réduit, je consignai, dans un style coloré, le récit de mes aventures. N'étais-je point sûr de n'avoir à redouter aucune concurrence?

» J'éprouvais, à ce moment-là, un véritable sentiment d'allégresse. Le hasard venait, de la manière la plus providentielle, de me favoriser. Il m'avait amené, sans que je m'y attendisse, en pleine bataille navale, puis, inspirant opportunément une sage terreur à notre capitaine, il avait eu le soin de me reconduire jusqu'à un port où me serait accessible un bureau télégraphique absolument libre. N'était-ce point merveilleux? On ne saurait, songeais-je, avoir pour soi, deux fois dans sa vie, un aussi étonnant concours de circonstances. En pleine bataille navale! Quel autre journaliste eût pu jusqu'alors se vanter d'un pareil exploit?

» Cependant, continuait Williamson, les avaries du *Kaï Men*, ses brèches, son aspect insolite, n'avaient pas manqué d'attirer dans le port une foule d'oisifs. Pendant que le petit navire demeurait immobile, à une encâblure du quai, des curieux hélaient nos matelots et notre capitaine en personne. Parmi ces gens se trouvait un individu insignifiant, une sorte de correspondant local qui envoyait parfois des communications au *Daily Observer*, de Londres. Le hère n'était jamais allé à Port-Arthur. Professionnellement il ne comptait pas. Cependant, bien qu'il ne comptât pas, j'eus tort de ne pas compter avec lui!

» Après avoir obtenu, de loin, une réponse aux quelques questions qu'il posa, il groupa, dans leurs grandes lignes, les principaux traits des événements dont j'avais été, moi, le témoin oculaire. Sans plus attendre, il courut au télégraphe, expédia un message à triple tarif dans lequel on eût pu croire

qu'il racontait ce qu'il avait personnellement vu. Puis, avec la satisfaction du devoir accompli, il alla se coucher. Trois jours après, ajoutait Williamson, je recevais de mon journal un télégramme ainsi conçu :

« Votre récit intéressant, mais fut devancé de vingt-quatre heures par *Daily Observer* qui eut le premier message de presse. »

» Malédiction! Le télégramme du correspondant de Tche fou était arrivé, à Londres, juste à temps pour être inséré dans la Dernière Heure d'un numéro qu'on était en train de terminer. Le mien, parti deux heures plus tard, n'avait pu être inséré que le lendemain! J'avais été frustré, battu et tout le bénéfice moral de mes aventures m'avait échappé! »

Quand Williamson eut terminé son récit, nous nous regardâmes un instant sans rien dire. Peut-être avions-nous les larmes aux yeux tous les deux. Eh bien oui, nous avions les larmes aux yeux, mais nous éclatâmes en même temps d'un formidable éclat de rire. Il valait mieux, en effet, rire et nous n'étions, ni l'un ni l'autre, des hommes à nous morfondre longtemps.

— Ainsi, — dis-je, — mon cher Williamson, nous avons été tous deux également maltraités par la destinée. J'étais, moi, dans la place, exposé, sans aucun abri, au feu écrasant des cuirassés japonais. Le télégraphe russe m'était interdit. Il m'a été impossible, avant bien du temps, de communiquer quoi que ce fût à mon journal. Vous, plus menacé encore, vous étiez flottant sur la rade et en grand péril de couler à pic si la coque de votre petit navire eût été atteinte par un des nombreux obus russes qui tombaient autour de lui. Et, finalement, ces actions mémorables que nous avions accomplies, vous et moi, ces grands risques auxquels nous nous sommes soumis n'ont servi qu'à nous annihiler en même temps. Si l'un de nous deux entreprenait, un jour, d'écrire le récit de ces aventures, l'autre serait le seul homme à pouvoir témoigner que l'imagination, après coup, n'y ajouta pas un seul détail. Le résultat de nos efforts a été recueilli par un écornifleur malin. C'est bien la vie!

— Oui, — murmura Williamson. — C'est bien la vie!

LUDOVIC NAUDEAU

JULES GUESDE ET JEAN JAURES

Jules Guesde et Jean Jaurès : deux forces, deux formes, deux tendances et deux conceptions de l'action socialiste dans les dernières années du XIXe siècle et les premières années du XXe.

Extérieurement, deux allures différentes : l'un, grand, dégingandé, anguleux; l'autre, de taille à peine moyenne, ramassé sur lui-même, râblé; — l'un tout nerfs, l'autre tout chair; — l'un paraissant traduire sur sa physionomie douloureuse et son masque émacié toutes les privations et toutes les souffrances du prolétariat dolent et meurtri; l'autre, respirant la santé, affirmant sa robustesse physique de fils de la terre, proclamant allégrement sa joie de vivre; — chez l'un, la voix aiguë et stridente, qui pénètre, s'enfonce ainsi qu'une vrille; chez l'autre, la voix enveloppante, éclatante, avec des notes chaudes et des sonorités de cuivre.

Intellectuellement, deux formations différentes. L'un, sauf pendant les années de sa première jeunesse où son père, maître de pension, l'a poussé jusqu'au baccalauréat, s'est formé tout seul, a de lui-même tout lu et tout dévoré, depuis *les Châtiments* qu'il apprenait par cœur jusqu'à la *Critique de la Raison pure*; d'origine petite-bourgeoise, il s'est heurté tout de suite aux difficultés de la vie; il est l'un de ces « déclassés », dont Blanqui disait volontiers qu'ils seraient demain « la réserve de la Révolution ». L'autre a passé par les collèges — collège de Castres et collège Sainte-Barbe — et par l'École normale supérieure; élève brillant entre tous, il a subi exa-

mens et concours, acquis parchemins et diplômes; il est un fils de l'Université, un condisciple de M. Bergson et de S. E. le cardinal Baudrillart : il ne s'affranchira jamais de la tutelle de l'*alma mater*.

Si la formation intellectuelle générale est différente, la formation socialiste ne l'est pas moins. L'un est venu au socialisme dans le feu de la bataille, par le radicalisme révolutionnaire de la fin de l'Empire, par la Commune, par les amertumes de l'exil, par la fréquentation des milieux internationaux, par le contact des militants et des théoriciens proscrits dont il confronte les doctrines et les méthodes. L'autre a été conduit à l'idée d'une transformation générale de la société par le livre, par la philosophie, par l'étude des réformateurs politiques, religieux et sociaux compulsés de Luther à nos jours, à la fois par un sentiment démocratique très sincère et très net et une large conception panthéiste de l'univers.

Ils ont abouti au socialisme à des heures différentes.

I

C'est, dès sa rentrée d'exil, en 1876, que Jules Guesde, en possession de sa doctrine collectiviste et de sa méthode révolutionnaire par lesquelles il rejoint Karl Marx, commence cet apostolat fervent que n'arrêtent ni les soucis quotidiens de l'existence ni les condamnations et les emprisonnements de 1878 et de 1883 et qu'attestent les centaines et centaines de conférences tenues à travers toute la France — dans des milieux souvent hostiles, parfois aussi indifférents — et les collaborations aux *Droits de l'Homme*, à *l'Égalité*, à *la Révolution française*, au *Citoyen*, au *Socialiste*, au *Cri du Peuple*.

A sa voix, les premiers militants s'éveillent; les premiers groupes d'études sociales, les premiers cercles collectivistes, surgissent du sol; les premiers congrès d'organisation socialiste sont convoqués; le *Parti ouvrier*, enfin, est constitué. Œuvre délicate, complexe, héroïque, dont on ne saurait aujourd'hui mesurer les difficultés.

Jules Guesde est, par excellence, — pour reprendre les expressions dont se servait Jaurès dans son discours du 21 novembre 1893 à la tribune de la Chambre — l'un de ces hommes

« qui ont annoncé une société nouvelle aux travailleurs encore résignés à la société présente, qui, pendant longtemps, ont lutté, n'ayant avec eux qu'une poignée de militants, affrontant ainsi tout à la fois la colère des gouvernements et l'indifférence plus terrible encore des travailleurs, qui ont été des hommes de croyance, des hommes de foi ».

Plus jeune que Guesde de seize ans, Jaurès a adhéré au socialisme exactement seize ans plus tard, en 1892.

Sans doute, certains biographes de Jaurès soutiennent que, dès son entrée au Palais-Bourbon, dès 1885, la pensée du jeune député du Tarn était tout orientée vers le socialisme, que son siège sur les bancs du centre était purement géographique et ne comportait aucune signification politique : et, à l'appui, ils citent aisément telles phrases de discours, tels fragments de propositions de lois qui font appel à l'intervention sociale dans le domaine économique et entrevoient une certaine libération du travail. Il y a une part de vérité dans cette observation. A la différence des républicains de la majorité gouvernementale, des « opportunistes » de 1885, qui consacraient tout leur effort aux lois sur l'enseignement et l'instruction laïque, qui se refusaient de parti pris aux perspectives sociales lointaines[1] et chez qui l'idée qu'ils se faisaient du rôle prépondérant de la bourgeoisie brisait tout essor, Jaurès entrevoyait des horizons plus vastes et plus reculés; sa pensée était susceptible d'évolution.

Mais elle n'avait point encore évolué. Publiquement, politiquement, dans le cours de la législature 1885-89, il a voté avec les membres de la gauche opportuniste dans toutes les questions essentielles : pour la confiance dans le gouvernement lors des interpellations de Basly et de Camélinat sur la grève de Decazeville (11 février et 13 mars 1886)[2], pour le maintien et contre toute réduction des fonds secrets (17 janvier 1887),

1. Jaurès raconte qu'un jour, dans une conversation, il pressait Jules Ferry sur les fins sociales de sa politique. « Quel est donc votre idéal? lui demandait-il. Vers quel terme croyez-vous qu'évolue la société humaine et où prétendez-vous la conduire? — Laissez ces choses, lui répondit Ferry; un gouvernement n'est pas la trompette de l'avenir. » (JAURÈS, *Discours parlementaires*, t. Ier, *Introduction*, p. 28).

2. Jaurès déclare qu'il fut blessé « par la choquante et inutile violence » du discours de Basly sur la grève! « L'organisation socialiste de la propriété dans

contre la suppression du budget des Cultes (29 janvier), contre la proposition Labordère tendant à l'élection du Sénat par le suffrage universel (2 juillet), contre l'amnistie proposée par Basly (13 janvier 1888), pour les crédits du Tonkin (13 février), etc.

Ses articles de la *Dépêche de Toulouse* attestent alors son opportunisme et son hostilité aux radicaux. « Les radicaux, écrit-il le 2 décembre 1888, n'ont pas compris la nécessité d'un pouvoir dans une démocratie. Quand il n'y a pas de pouvoir fort, les assemblées s'agitent et n'agissent pas. La liberté est nécessaire : sans elle, il n'y aurait ni France, ni démocratie. Mais tout affaiblissement du pouvoir est un affaiblissement du peuple. » Il ajoute : « L'opportunisme a la conception du gouvernement, et, *seul*, il a le sentiment des nécessités d'un pouvoir fort dans une démocratie libre. »

Toutefois, vers la fin de la législature, le 11 février 1889, son discours en faveur du maintien du scrutin de liste témoigne de réelles préoccupations sociales et socialistes : « Depuis 1885, constate-t-il, dans chaque arrondissement, dans ces arrondissements où les forces de la réaction et de la République se balançaient, il s'est formé un élément socialiste de 1 500, de 2 000 travailleurs... Au scrutin de liste, vous pouvez leur faire une part, et une juste part; au scrutin d'arrondissement, vous ne le pouvez pas. » Et si l'orateur défend avec insistance le scrutin départemental, c'est parce qu'il lui apparaît « comme le seul moyen de réaliser la concentration des républicains sur le terrain des réformes sociales ».

Battu aux élections législatives du 22 septembre 1889, Jaurès collabore activement à *la Dépêche* et il est aisé de suivre dans ses articles son évolution vers les conceptions socialistes, chaque jour plus accentuée. Il y étudie les phénomènes économiques actuels qu'il résume en ces termes : « Abais-

une République, ne me paraissait pas avoir pour prélude nécessaire un déchaînement de haines sauvages et l'apologie des watrinades. » (*Ibid.*, p. 176).

Or, le discours de Basly, alors novice dans l'action politique et parlementaire, avait été préparé dans les bureaux du *Cri du Peuple* par Guesde et Duc-Quercy (c'est de Basly lui-même que nous tenons ce détail).

Basly s'était exprimé ainsi : « On ne doit pas se faire justice soi-même, mais à la condition que la justice soit. Le gouvernement avait-il songé à réprimer les exactions de Watrin? Non. Il a dû alors laisser passer la justice populaire. »

sement continu du prolétariat, écrasement continu de la classe moyenne par la classe capitaliste. » Ce sont les formules mêmes du marxisme. Il conclut à une révolution nouvelle, analogue à celle de 1789, réalisée, cette fois, par le prolétariat et la classe moyenne contre « la féodalité capitaliste » qui opprime la majorité laborieuse de la nation[1].

C'est au lendemain de la retentissante grève des mineurs de Carmaux (août-septembre 1892) que Jaurès, candidat, donne son adhésion précise au programme que le Parti ouvrier français venait d'élaborer, cette même année, dans son Congrès national de Marseille. Voici exactement dans quelles circonstances.

A la suite de la victoire des grévistes, M. le marquis de Solages, administrateur de la Compagnie des Mines de Carmaux, avait donné sa démission de député de la deuxième circonscription d'Albi, circonscription qui comprend, avec les cantons de Monestiès, Pampelonne, Valence et Valderiès, le canton à la fois minier et agricole de Carmaux. Réunis le 4 décembre en un congrès pour la désignation de leur candidat à l'élection législative partielle qui va avoir lieu, les délégués socialistes portent d'abord leur choix sur A. Duc-Quercy, qui, aux côtés d'Eugène Baudin, député de Vierzon, a pris chaque jour la parole dans les réunions des grévistes, les encourageant de son éloquence et de ses conseils. Duc-Quercy refuse la candidature, ne voulant pas, dit-il, qu'on lui puisse reprocher d'avoir pêché dans la grève un mandat législatif. Le congrès songe alors à Jaurès et lui adresse le télégramme suivant :

Le Congrès républicain socialiste vous offre la candidature sur le programme du Parti ouvrier du Congrès de Marseille.

Si vous acceptez, venez de suite à Carmaux, au siège du Comité.

Pour le Congrès, le Président : BOUTEILLÉ.

Par dépêche, Jaurès répond qu'il accepte et qu'il arrivera à Carmaux le surlendemain mardi.

Certes, il n'est pas douteux qu'à la candidature de Jaurès, qui lui est alors complètement inconnu, Jules Guesde eût de beaucoup préféré celle de Duc-Quercy, qui est pour lui un

1. *La Dépêche*, 10 mars, 17 mars, 3 novembre 1889.

ami de premier degré et son ancien collaborateur du *Cri du Peuple*. Dans *le Socialiste* du 11 décembre 1892, il exprime ainsi son sentiment :

Nous ne pouvons que féliciter les délégués des communes de la deuxième circonscription d'Albi d'avoir porté leurs suffrages sur notre vaillant ami Duc-Quercy qu'ils ont vu à l'œuvre dans la grande grève pour la défense des droits politiques des travailleurs. Ils se sont honorés, en allant tout droit, lorsqu'ils avaient à se faire représenter, à l'homme qui s'est mis, à l'heure du péril, si généreusement à leur service.

Nous rendons, d'autre part, hommage aux sentiments qui ont dicté à Duc-Quercy son refus motivé. Mais nous ajouterons qu'après ses campagnes d'Anzin et de Decazeville où il n'a récolté que des années de prison, il ne se fût trouvé personne pour mettre en doute son désintéressement, même s'il eût accepté de défendre à la Chambre ceux qu'il avait défendus dans la rue.

Nous enregistrons enfin comme une victoire pour le Parti ouvrier l'adoption par les travailleurs du Tarn de notre programme de Marseille imposé au candidat choisi après la retraite de notre ami. Et nous comptons sur le citoyen Jaurès pour justifier les espérances des anciens grévistes de Carmaux et marcher au Palais-Bourbon — que lui ouvre l'extrême délicatesse de Duc-Quercy — d'accord avec le Parti.

Le 22 janvier 1893, au second tour de scrutin, Jaurès est élu par 5 317 voix contre 4 843 à M. Héral, républicain modéré. Il remercie ses électeurs en ces termes :

On voulait, à tout prix, à Carmaux même, obtenir un désaveu du socialisme. Vous avez déjoué ce calcul. Vous venez d'affirmer avec éclat la République sociale...

Par vous aussi, le socialisme vient de pénétrer dans les campagnes; il s'est installé comme un ami chez les paysans qui, jusqu'ici, l'ignoraient et le redoutaient. Il est démontré maintenant que l'idée socialiste peut rallier les cultivateurs et qu'une force légale énorme peut être mise au service de l'égalité.

Le Temps ayant chicané sur la portée de l'élection et l'ayant qualifié de « léger avantage remporté par le socialisme ouvrier et agraire », Jules Guesde réplique :

C'est ce que, plus modestes, nous appellerons, nous, une victoire de premier ordre, aussi grave de menaces pour les conservateurs de toutes couleurs que pleine de promesses pour le parti de la transformation sociale.

Ce sont, en effet, « les paysans laborieux de la terre de France » que la classe capitaliste considérait comme sa « réserve invincible », qui ont donné cinq cents voix de majorité à Jaurès.

Ce sont « les petits propriétaires-cultivateurs dont le socialisme devait soulever contre lui l'unanimité », qui ont fait triompher le programme élaboré en septembre dernier à Marseille par le Parti ouvrier.

Par la véritable révolution opérée dans les populations agricoles du Tarn, du monarchisme venues directement à la République sociale, sans rien vouloir connaître de la République bourgeoise, nous pouvons prendre la mesure des succès qui attendent notre Parti aux prochaines élections générales, si nous savons nous organiser et aller à cette France paysanne si négligée jusqu'alors[1].

Quelques jours après son élection, Jaurès est présenté par Ferroul, député socialiste de l'Aude, à Jules Guesde, venu lui rendre visite au Palais-Bourbon.

II

Les événements — grève de Carmaux, élection législative partielle — ont pu décider de l'adhésion de Jaurès au socialisme militant, précipiter son entrée dans l'action, transformer plus rapidement en propagandiste et en agitateur le théoricien, le docteur ès lettres, qui, après avoir écrit sa thèse en français sur la *Réalité du Monde sensible*, rédigeait sa thèse en latin sur les origines du socialisme allemand dans la Réforme et chez les philosophes[2].

Nul n'a jamais sérieusement suspecté, nul ne saurait suspecter l'absolue sincérité de cette adhésion. Les tendances socialistes, collectivistes, de Jaurès étaient manifestes, publiques, depuis trois ou quatre ans.

1. *Le Socialiste*, 28 janvier 1893.
2. *De primis socialismi germanici lineamentis apud Lutherum, Kant, Fichte et Hegel.*

Mais il n'est pas défendu ni injuste de remarquer qu'au moment où se produit cette adhésion, l'heure est singulièrement propice. Sorti de la période des commencements difficiles et périlleux, le socialisme est alors devenu une force politique relativement considérable. Depuis 1889, il compte des élus législatifs dans l'Allier, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Rhône, la Seine et le Var (Thivrier, Ferroul, Antide Boyer, Baudin, Couturier, Lachize, J.-B. Dumay, Cluseret). Dans le Nord, à la suite des événements de Fourmies, Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, a été nommé à une élection partielle (8 novembre 1891). Aux élections municipales des 1er et 8 mai 1892, le Parti ouvrier s'est emparé des Hôtels de Ville de Roubaix, Marseille, Montluçon, Toulon, Narbonne, La Ciotat, Cette, Commentry, Caudry, Carmaux, Cours, La Mulatière, Oullins, etc... Il y a donc, par toute la France, un immense auditoire préparé à entendre l'éloquence socialiste. Et, du coup, le verbe somptueux de Jaurès va faire merveille et recueillir une popularité qui eût pu aller aux premiers pionniers de l'idée nouvelle.

Bien plus, les possibilistes (Paul Brousse, Lavy, etc.) et les socialistes indépendants (Benoît Malon, G. Rouanet, etc.), qui ne comptent dans leurs rangs aucun orateur de qualité et qui, depuis longtemps, jalousent la maîtrise de parole et la puissance de propagande de Jules Guesde, ne sont point fâchés d'exagérer le succès du nouveau venu et de l'opposer indirectement à l'ancien.

Mais Guesde n'a cure de ces petitesses. Dans Jaurès il ne voit, il ne veut voir que le propagandiste à la parole ailée qui servira la cause socialiste et qu'il pourra lui-même mettre à contribution dans l'incessante besogne d'organisation et d'agitation entreprise par le Parti ouvrier[1]. A la veille des élections législatives générales, où ils tentent, en maints départements, un effort vigoureux, Guesde et ses amis ne se font pas faute de recourir à Jaurès qui se met aussitôt à leur disposition.

C'est ainsi que, le 9 mars 1893, Jaurès se fait entendre à l'Hippodrome de Lille, aux côtés de Millerand, Guesde et

1. Le parti ouvrier français (P. O. F.), était, avant la constitution de l'Unité socialiste, le titre officiel de la fraction guesdiste.

Paul Lafargue. L'ordre du jour qui clôt la réunion est significatif :

Les citoyens et citoyennes réunis, etc...

Félicitent le citoyen Millerand d'avoir rompu avec les vieux partis politiques aussi compromis que compromettants pour la République et de vouloir opposer à la concentration dite républicaine la concentration de toutes les forces socialistes du pays;

Dénoncent, avec les citoyens Millerand, Lafargue, Jaurès et Guesde, la féodalité industrielle, commerciale et financière, comme l'ennemi à combattre à outrance,

Et acclament le programme du Parti ouvrier dont le triomphe sera le couronnement de l'affranchissement social.

Poursuivant, Jaurès participe, les 21 et 22 mai, avec Guesde et Ferroul, au Congrès régional de Toulouse, organisé par les groupes du Parti ouvrier. Les 18 et 19 juin, il se rend dans la deuxième circonscription de Boulogne-sur-Mer, où le candidat socialiste, Alfred Delcluze, est un ouvrier tisseur, guesdiste de longue date; à l'appui de sa candidature, le député du Tarn donne quatre conférences : à Calais, à Guines, à Licques et à Marquise. Le 2 juillet, il est à Montauban à l'appel du Comité local du Parti ouvrier. Le 21 juillet, il prend la parole à Paris, salle Octobre, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, dans une réunion organisée par le groupe des étudiants collectivistes (adhérent à l'Agglomération parisienne du Parti ouvrier).

Divers journaux raillent alors le *néo-socialisme* de Jaurès et de Millerand. Ils l'opposent au vieux socialisme révolutionnaire de Guesde et de Lafargue. Ils s'efforcent de noter des divergences entre la phraséologie plus véhémente des uns et le ton plus mesuré des autres. Ils interrogent : est-ce M. Jules Guesde, est-ce le gendre de Marx, qui mettent de l'eau dans leur vin jusqu'alors si rouge? Ou bien sont-ce MM. Jaurès et Millerand qui n'hésitent point à se rallier au collectivisme orthodoxe? Et Guesde de répondre dans *le Socialiste* :

Si la buée de la frayeur n'obscurcissait pas ses lunettes, l'ennemi verrait que le Parti ouvrier est aujourd'hui ce qu'il était hier. Rien n'a été changé à notre programme et à notre politique qui ne vont à personne, mais auxquels viennent — et viendront de plus en plus — les républicains pour qui la République n'est

ni un mot ni une simple forme gouvernementale, mais un instrument de transformation sociale.

C'est l'impuissance des vieux partis politiques, c'est leur faillite de dix-huit années qui amène au socialisme et au parti du travail les hommes comme Millerand, dont la droiture et le talent ne sauraient s'accommoder de l'inepte piétinement sur place, inévitablement suivi d'un recul en pleine réaction.

C'est l'étude, c'est l'observation scientifique des phénomènes économiques et de leur évolution, qui font rentrer par la porte collectiviste dans le Parlement et dans la politique militante Jaurès, sorti du Palais-Bourbon, il y a quatre ans, par la porte radicale[1].

Si l'entente est aujourd'hui plus que possible, nécessaire entre eux et nous, c'est que, avec leur tempérament particulier, dans le langage qui leur est propre, ils veulent ce que nous voulons et revendiquent ce que nous revendiquons...

A la concentration antisocialiste inaugurée par l'Élysée sous les auspices du Vatican et continuée par les Casimir-Périer, les Ferry et les Cavaignac, il fallait opposer la concentration socialiste pour sortir le pays de l'ornière et le mettre sur la route au bout de laquelle est le salut.

Les masses ne s'y sont pas trompées, et c'est pourquoi au nord, à l'ouest, au midi, elles ont acclamé, dans cette fraternité d'armes des Millerand et des Lafargue, des Jaurès et des Guesde, le gage de la prochaine victoire.

Les élections du 20 août 1893 sont bien, pour le socialisme une victoire. Non seulement Jaurès et Millerand sont réélus, non seulement Guesde est élu à Roubaix; mais une cinquantaine de députés socialistes ou plus ou moins socialisants sont élus[2]. Au lendemain de la bataille, les rapports cordiaux, amicaux, resserrés par une action commune, continuent entre Guesde et Jaurès.

Fin décembre 1893, à la demande de Guesde, Jaurès écrit sur la *Propagande paysanne* un article destiné à l'*Almanach*

1. Il eût été plus exact de dire : par la porte opportuniste.

2. Parmi eux : Édouard Vaillant, René Viviani, Chauvière, Coutant, René Chauvin, Marcel Sembat, Rouanet, Goujat, Pierre Vaux, Desfarges, Sauvanet, Thierry-Cazes, Faberot, Dejeante, Groussier, Clovis Hugues, etc.

du Parti ouvrier français pour 1894, qui contient notamment ces lignes :

Nous avons déjà en main un instrument très puissant : c'est le Programme agricole du Congrès de Marseille. Il contient des articles excellents, ou plutôt tous les articles en sont excellents. Il est incomplet; les socialistes le savent bien, puisqu'au prochain congrès de Nantes ils doivent discuter les additions nécessaires.

Il faudra, le plus possible, d'ici là, inviter partout les travailleurs agricoles, petits propriétaires, fermiers, métayers, journaliers, à formuler leurs plaintes et leurs vœux, à rédiger les cahiers du travail rural, qui seront ensuite coordonnés selon les principes généraux du socialisme.

Le 28 février 1894, Jaurès se rend avec Guesde, Millerand, Prudent-Dervillers et Thierry-Cazes, à Roubaix. Pour la première fois il prend contact avec les masses ouvrières de cette cité, si denses, si solidement groupées, si étroitement disciplinées. Aux six mille auditeurs assemblés à l'Hippodrome, Guesde le présente en ces termes : « Jaurès, c'est la double brèche faite dans les œuvres vives de la bourgeoisie française, la paysannerie et l'Université, venant ensemble à l'idée socialiste. » Et le député de Carmaux, frappé de l'importance de la manifestation à laquelle il assiste, répond : « Pour ceux, qui, comme moi, avaient vécu de la vie solitaire des livres, pour ceux qui n'étaient pas entrés en familiarité physique avec le prolétariat, cette démonstration est un spectacle vraiment empoignant, qui inspire un sentiment plus profond encore d'ardent amour pour l'éternel sacrifié et une nouvelle force pour défendre ses droits. Merci, socialistes roubaisiens, de nous avoir donné ce sentiment et cette force. »

Un mois plus tard, le 8 avril, les deux leaders sont à Fleurance (Gers), où une manifestation populaire célèbre l'élection de Thierry-Cazes. Au banquet qui suit la conférence publique, des propos émouvants sont échangés qui provoquent une scène profondément pathétique. Jaurès, retraçant les progrès récents du socialisme, tient à rendre hommage aux efforts, à la persévérance, aux sacrifices des premiers militants; il rappelle et exalte le long et dur apostolat de Guesde. A son tour, avec non moins d'éloquence, l'élu de Roubaix se félicite

des nouvelles recrues réalisées : « Je puis mourir, conclut-il, puisqu'il y a maintenant un homme comme Jaurès qui continuera mon œuvre et la mènera à bien. » Les deux hommes alors tombent dans les bras l'un de l'autre et se donnent l'accolade au milieu des ovations de l'assistance.

Le 14 septembre 1894, s'ouvre à Nantes le XIIe Congrès national du Parti ouvrier français. Jaurès est alors tellement voisin de cette fraction socialiste, tellement proche de Guesde, que, quoique n'appartenant pas personnellement aux cadres guesdistes, il assiste au congrès (où il représente le groupe d'études sociales de Carmaux) et collabore à ses travaux. Le Congrès de Nantes, entre autres résolutions, condamne en termes sévères la tactique de la grève générale opposée par Allemane et les syndicalistes révolutionnaires à la conquête du pouvoir politique. En outre, il remanie et complète le programme agricole élaboré deux ans auparavant au Congrès de Marseille et Jaurès intervient fréquemment dans cette rédaction. Jaurès prend encore part, avec Guesde, à la réunion publique tenue dans une salle de Chantenay, qui clôture le congrès et où ils ont comme contradicteur l'industriel, M. Amieux[1].

1. La venue de Jaurès à Nantes est, à l'époque, un triomphe pour les guesdistes. Et leur joie n'est pas exempte de malice, car ils savent que les fractions socialistes rivales seraient bien heureuses d'annexer un homme comme Jaurès.

Ici, que l'on me permette un souvenir personnel.

Puisque Jaurès est venu au Congrès — se dit-on dans l'entourage de Guesde — ne pourrait-on profiter de sa présence pour solliciter son adhésion expresse au Parti ouvrier et, comme un témoignage solennel de cette adhésion, lui faire place dans l'organisme directeur du Parti, dans le Conseil National? En un conciliabule tenu dans la chambre d'hôtel de Guesde, on en discute. Guesde hésite, la terminologie romantique de Jaurès le gênant un peu pour une adhésion complète et un bon voisinage étant parfois préférable à la cohabitation; Paul Lafargue, qui ne serait pas fâché de contrecarrer l'autorité de Guesde au sein du Parti, veut que l'on prenne Jaurès à tout prix; Jourde et René Chauvin formulent des réticences. Finalement il est décidé qu'on « tâtera » Jaurès, et Jourde et moi sommes chargés de cette opération diplomatique.

Nous allons donc, tous deux, voir Jaurès. Nous lui exposons de notre mieux quelle force représente le Parti ouvrier, qui est incontestablement, et de beaucoup, la plus nombreuse des fractions socialistes françaises; quel concours précieux, lui, Jaurès, lui pourrait apporter et aussi quel point d'appui il trouverait dans le Parti. Jaurès réfléchit une minute; puis, sur le ton le plus cordial : « Non, pas cette année; nous verrons plus tard... Déjà quelques-uns de mes amis de *la Petite République* sont assez mécontents de me savoir ici... »

L'année suivante, la Bibliothèque du Parti ouvrier édite en brochures de propagande trois discours de Jaurès : son discours du 7 avril 1895 sur l'organisation militaire et la défense nationale, sous ce titre : *Patriotisme et internationalisme*; ses deux discours des 24 et 25 octobre 1895 sur la grève des ouvriers verriers, sous ce titre : *la Grève de Carmaux devant la Chambre et devant le Pays.*

Mais Jaurès ne se rend pas au Congrès de Romilly (XIIIe Congrès national du Parti ouvrier, 8-11 septembre 1895), ni à celui de Lille (XIVe Congrès national, 21-24 juillet 1896). A Delory, maire de Lille, qui l'a invité à ce dernier, il répond par la lettre suivante :

Paris, 21 juillet 1896.

Cher Citoyen,

Je ne puis me rendre à votre amicale invitation. Mais je suis de tout cœur avec vous pour organiser, par l'unité de doctrine et de méthode, l'unité du socialisme international.

Je prie nos amis du Nord, en particulier, qui ont soutenu de si glorieux combats et donné de si beaux exemples socialistes, de croire à ma fraternelle sympathie.

Ils m'excuseront à coup sûr de leur rappeler l'œuvre particulière qu'il importe en ce moment de mener à bien : c'est de la Verrerie ouvrière que je veux parler...

Quelques jours après le Congrès de Lille, Jaurès se retrouve avec Guesde au Congrès international de Londres (28-31 juillet 1896). C'est le premier congrès international auquel il participe, et la grande notoriété que depuis trois ans il a acquise lui vaut la curiosité empressée des socialistes étrangers.

Le Congrès de Londres est dominé par un incident de procédure, par une question de vérification des mandats qui comporte un problème de méthode et absorbe la plupart des séances, savoir : admettra-t-on, validera-t-on les compagnons anarchistes, comme Tortelier, Jean Grave, Malatesta, Émile Pouget, Léon Parsons, Fernand Pelloutier, Léon Rémy, etc., qui se présentent aux portes du congrès, non pas, d'ailleurs, comme délégués de groupes libertaires, mais comme délégués de syndicats professionnels? — Oui, répondent Vaillant, Allemane et quelques autres; car si nous avons le droit et le

devoir d'exiger des groupements politiques une adhésion rigoureuse aux formules doctrinales du socialisme international, nous n'avons pas à réclamer des syndicats la même adhésion théorique. Leur caractère ouvrier doit nous suffire. — Non, répondent d'une même voix Guesde et Jaurès; car le Congrès est une assemblée spécifiquement socialiste, appelée à définir les règles de l'action socialiste, et seuls, par suite, y doivent être admis, à côté des partis socialistes organisés, les syndicats qui, avec nous, admettent comme but la socialisation de la propriété et comme moyen la nécessité de l'action politique; nous n'avons à recevoir parmi nous ni syndicats anarchistes ni syndicats réformistes : ni Tortelier ni Keufer[1].

Pour mieux marquer leur opposition aux tendances « grève-généralistes » et anarchisantes, Guesde et Jaurès se séparent des délégués qui, au sein de la « section française » du congrès, représentent ces tendances; avec Paul Lafargue, Millerand, René Viviani, Gabriel Deville, Gérault-Richard, Georges Renard, G. Delory, Jean Dormoy, etc., ils constituent une seconde section française — ce qui fait dire à un délégué, qui a de l'humour, « qu'il y a à la fois au congrès la section de France et la section de Navarre ». Dans un manifeste qu'ils rédigent au nom de leurs codélégués, Guesde et Jaurès exposent ainsi les raisons de leur attitude :

Certes, nous sommes partisans énergiques de l'action syndicale et corporative. Il faut que partout les travailleurs se groupent pour défendre leurs intérêts économiques, et toutes les fois que le régime capitaliste a suscité des conflits entre les ouvriers et les patrons, nous avons fait tout notre devoir. Mais si les travailleurs renonçaient à conquérir le pouvoir, s'ils n'arrachaient pas à la bourgeoisie capitaliste le bouclier gouvernemental dont elle couvre ses privilèges économiques, ils se trouveraient à jamais dans l'impuissance, voués à la servitude, sous la risée de leurs maîtres.

Que les gouvernementaux détournent les travailleurs de l'action

1. Tortelier, ébéniste du faubourg Saint-Antoine, délégué de la Chambre syndicale des menuisiers, était un militant anarchiste très connu.

Keufer, représentant de la Fédération du Livre (syndicats typographiques), était personnellement positiviste et la fédération dont il était le délégué était foncièrement réformiste.

politique, c'est leur rôle; que les anarchistes, sous le couvert de quelques mandats syndicaux, tentent de désorganiser le socialisme et de rejeter le prolétariat en plein chaos, c'est encore leur rôle. Mais nous, nous serions coupables, si, par notre silence, nous paraissions accepter, même un moment, le désarmement de la France ouvrière.

C'est pourquoi nous sommes sortis de la section française du congrès, comme nous sortirions du congrès lui-même si, par impossible, en ne maintenant pas l'action politique nécessaire, il livrait le socialisme à l'ennemi.

La très grande majorité du congrès leur donne raison : et c'est depuis cette époque que les libertaires ont cessé de se présenter aux congrès internationaux, même munis de délégations syndicales.

L'opposition aux ministères Charles Dupuy, Ribot, Méline et à la présidence Casimir-Périer, réunit sans peine les efforts de Guesde, de Jaurès, de tous les socialistes et peut-on ajouter, d'un grand nombre de radicaux, lorsqu'au début de l'année 1898 la publication de la lettre de Zola « J'accuse... » et les poursuites intentées au grand écrivain viennent déclencher ce qui sera l'affaire Dreyfus et obliger les partis à prendre position vis-à-vis de ce redoutable problème.

Quand le groupe socialiste parlementaire discute sur la lettre de Zola, Jaurès et Guesde sont d'accord — avec Vaillant et contre Millerand, Viviani, Lavy et les éléments modérés du groupe — pour saluer en elle un geste révolutionnaire qui mérite leur approbation. Quand, cité par la défense, Jaurès décide de déposer en cour d'assises dans le procès fait à Zola, Guesde l'encourage en ces termes : « Jaurès, je vous aime, parce que chez vous l'acte suit toujours la pensée. » Lorsque, revenant du Palais de Justice, Jaurès signale à ses collègues la déposition du chef d'État-Major, le général de Boisdeffre, menaçant le jury de la démission de l'État-Major si Zola est acquitté, Guesde s'indigne contre un tel propos : « Il faut, dit-il, interpeller le gouvernement tout de suite; il n'y a plus de République, même bourgeoise, si les généraux peuvent proférer de semblables déclarations. »

Ensemble, Guesde et Jaurès rédigent, le 19 janvier 1898, au

nom du groupe socialiste parlementaire, un long manifeste qui précise quel est alors leur sentiment sur l'affaire Dreyfus. Ce manifeste est toujours omis dans les diverses histoires de l'Affaire, et c'est à peine si M. Joseph Reinach, dans son ouvrage pourtant assez documenté, y fait, en passant, allusion.

En voici les fragments essentiels :

Pourquoi l'affaire Dreyfus a-t-elle pris des proportions si vastes? C'est qu'elle est devenue le champ de combat de deux fractions rivales de la classe bourgeoise : les opportunistes[1] *et les cléricaux.*

Opportunistes et cléricaux sont d'accord pour duper et mater la démocratie... Mais ils se querellent pour le partage des bénéfices sociaux et ils se disputent l'exploitation de la République, comme ces clans barbares qui s'entendent pour piller et se battent ensuite autour du butin. L'affaire Dreyfus a fourni aux deux clans le prétexte du combat.

D'un côté, les cléricaux, brusquement rapprochés du pouvoir par la trahison des républicains, tournent autour des places et des émoluments avec une convoitise aiguisée par quinze ans de jeûne. Ils voudraient exploiter la sentence de trahison rendue contre un juif pour disqualifier tous les juifs et, avec eux, tous les dissidents, protestants ou libres penseurs. Ils écarteraient ainsi tous leurs rivaux des hautes fonctions administratives et judiciaires, des hauts emplois, des grades, et la France serait livrée tout entière, comme une proie, à la bourgeoisie cléricale...

De l'autre côté, les capitalistes juifs, après tous les scandales qui les ont discrédités, ont besoin de se réhabiliter un peu. S'ils pouvaient démontrer, à propos d'un des leurs, qu'il y a eu erreur judiciaire, ils chercheraient, dans cette réhabilitation directe d'un individu de leur classe, et d'accord avec leurs alliés opportunistes, la réhabilitation indirecte de tout le groupe judaïsant et panamisant. Ils iraient laver à cette fontaine toutes les souillures d'Israël. Et de même que les cléricaux couvrent d'un beau zèle patriotique leurs misérables convoitises, les opportunistes et judaïsants s'essaient à une résurrection politique et morale

1. Sous ce vocable, le manifeste désigne MM. Joseph Reinach, Trarieux, Thévenet, Scheurer-Kestner, Yves Guyot, etc., qui furent parmi les premiers partisans de la révision.

en voquant le droit sacré de la défense, les garanties légales dues à tout homme. Belles paroles et belle doctrine!

Certes, le prolétariat, qui doit défendre à la fois ses hauts intérêts de classe et le patrimoine de la civilisation humaine qu'il gérera demain, ne doit pas être insensible à l'injustice, même si elle frappe un membre de la classe ennemie. Non, il n'y est pas insensible. Mais il ne saurait être dupe. Il sait que les mêmes hommes, les Yves Guyot, les Trarieux, qui invoquent aujourd'hui le droit humain, ont violé contre les salariés toutes les garanties légales qu'ils réclament pour Dreyfus. Il sait que, sous Trarieux, Garde des Sceaux, Calvignac a été rendu inéligible par un jugement annoncé par le Préfet, deux mois avant la sentence conforme des juges. Et quand nous entendons les opportunistes protester aujourd'hui contre le péril du huis-clos, nous avons le droit de leur dire : « Ce huis-clos, funeste, en effet, et mortel à toute justice, vous-mêmes, dans les lois scélérates, vous l'avez organisé contre vos adversaires politiques et sociaux. Vous ne vous apercevez du péril que quand c'est un des vôtres qui est frappé... »

Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise... Entre Reinach et de Mun gardez votre liberté entière!...

Quatre mois plus tard, ce sont, sous le ministère Méline, les élections législatives du 8 mai 1898, et à l'appui de la candidature Jaurès, combattue avec violence à Carmaux, Guesde et le Conseil national du Parti ouvrier français publient l'appel suivant :

Si Jaurès est devenu une cible à toutes les calomnies et à toutes les violences de la réaction capitaliste, c'est que nos adversaires ont conscience de ce qu'il a fait hier, de ce qu'il fera demain pour le triomphe de la véritable République, de la République sociale.

Vous l'avez élu, vous le réélirez demain. Et en redoublant la fureur impuissante des réacteurs de tout ordre, vous doublerez vos titres à la reconnaissance des travailleurs des champs et des villes.

Vive Jaurès! Vivent les électeurs de la deuxième circonscription d'Albi!

Le socialisme succombe à la fois à Roubaix et à Carmaux : Jules Guesde est battu par M. Eugène Motte, Jean Jaurès par le marquis de Solages.

III

Jusqu'ici, Guesde et Jaurès ont été pleinement d'accord — soit dans l'œuvre de propagande générale à travers le pays, soit dans l'opposition aux divers ministères, soit dans la manière d'envisager les différents problèmes de la politique intérieure et extérieure.

Des divergences vont désormais se produire entre eux.

La première a trait à « l'unité socialiste ». En plusieurs articles publiés par *la Petite République* au lendemain des élections de mai 1898 et dans un discours prononcé le 7 juin au cours d'un punch populaire, salle du Tivoli-Vaux-Hall, Jaurès soutient cette thèse que, quels que soient les services rendus dans le passé par les « vieilles organisations » socialistes (guesdiste, blanquiste, possibiliste, allemaniste), elles ne sont plus aujourd'hui que des « sectes », que leurs rivalités nuisent à la propagande, que l'heure est venue de la réalisation d'un parti socialiste unifié et qu'il appartient aux militants de signifier cette nécessité aux leaders des différentes fractions. « Cette unité, ajoute Jaurès, est possible maintenant que le parti socialiste est débarrassé par la force même des événements de ses éléments équivoques. Chacun de nous, quand la discussion sera ouverte, proposera la forme d'organisation qui lui paraît le mieux concilier la vivante spontanéité des groupes et l'harmonie nécessaire de l'ensemble. »

A quoi Jules Guesde (au nom du Parti ouvrier français) et Édouard Vaillant (au nom du Comité révolutionnaire central, c'est-à-dire du groupement blanquiste) répliquent avec quelque humeur que ces anciennes organisations, dont on parle avec si peu de ménagement, ne sont point des créations artificielles, qu'elles correspondent à des moments ou à des tempéraments divers du mouvement socialiste français, que, même si l'heure est venue de leur fusion, une telle mesure ne leur saurait être arbitrairement imposée du dehors par des inorganisés, par des assistants à une réunion publique ou à un

punch et que ce serait à elles seules qu'il appartiendrait d'examiner dans quelles conditions pourrait être effectué ce rapprochement :

Loin, écrivent Jules Guesde et Paul Lafargue, *de ne vouloir à aucun prix de cette unité — qui s'imposera tôt ou tard à une classe organisée en parti politique et de révolution — nous sommes de ceux qui l'ont toujours appelée de leurs vœux et qui n'ont rien négligé pour la rendre possible. Non pas, certes, que nous ayons approuvé le fameux punch de Tivoli-Vaux-Hall, dans lequel, moyennant soixante centimes, le premier venu, si étranger fût-il au socialisme, était appelé à dicter leur conduite, à tracer leur devoir et leur voie à des organisations de plusieurs milliers de militants ayant fait leurs preuves depuis des années et creusé réellement son lit au mouvement socialiste depuis la Commune. Cette façon de faire régir* l'organique *par* l'inorganique *et de livrer aux hasards d'une réunion ouverte à tous les vents la somme de conscience et d'action socialiste réalisée au prix de tant d'efforts, nous avait paru, comme elle nous paraît encore, intolérable, et notre Parti ne l'a pas caché alors, en se tenant volontairement à l'écart...*[1].

Mais cette divergence sur l'unification des groupements socialistes passe bientôt au second plan; et autrement grave est le différend qui, à propos de l'affaire Dreyfus, de ses péripéties et de ses conséquences, met aux prises Guesde et Jaurès. Libéré par son échec électoral du 8 mai 1898 des soucis quotidiens de l'action parlementaire, Jaurès se consacre tout entier à l'Affaire avec une passion prodigieuse. Disséquant la procédure du Conseil de guerre de 1894, soumettant au crible d'une critique implacable les pièces produites à la Chambre par Cavaignac, il ne veut pas démontrer seulement l'irrégularité juridique, mais aussi l'injustice fondamentale de la condamnation, mais aussi l'innocence du déporté de l'Ile du Diable. Il écrit : *les Preuves*. Et il n'est pas douteux qu'en dépit de sa phraséologie révolutionnaire, l'effort de sa dialec-

1. Circulaire adressée aux Fédérations, Groupes et Syndicats adhérents au Parti ouvrier français et signée : « Pour le Conseil national du Parti, les Secrétaires : Jules Guesde, Paul Lafargue ». (Août 1899).

tique se confond souvent avec celui d'hommes comme Reinach, Trarieux et Yves Guyot.

Dès lors, Guesde estime que Jaurès et ceux qui le suivent s'engagent trop avant dans la voie du dreyfusisme, qu'ils s'écartent par trop du terrain déterminé par leur manifeste commun du 19 janvier 1898 et que la propagande purement révisionniste risque de faire passer au second plan la propagande spécifiquement socialiste. De là la déclaration publiée par le Conseil national du Parti ouvrier français le 13 juillet 1898 et dont voici les passages les plus caractéristiques :

Libre à la bourgeoisie politicienne et littéraire de se diviser sur la culpabilité ou l'innocence d'un capitaine d'État-major... Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur et dans laquelle se heurtent des Boisdeffre et des Trarieux, des Cavaignac et des Yves Guyot, des Pellieux et des Galliffet. Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre — ou le désordre — social les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier...

Nous entendons bien qu'il peut y avoir des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la bagarre. Mais que pourraient être ces victimes — de la classe adverse — comparées aux victimes par millions qui constituent la classe ouvrière et qui, enfants, femmes, hommes, torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver?...

C'est à ceux qui se plaignent que la justice ait été violée contre un des leurs à venir au socialisme qui poursuit et fera la justice pour tous, et non au socialisme à aller à eux et à épouser leur querelle particulière...

Travailleurs de France, socialistes, à vos pièces! Rien qu'à vos pièces! Et feu sur tout ce qui n'est pas votre classe et votre cause!

C'est à la faveur de la crise politique provoquée par l'affaire Dreyfus que M. Alexandre Millerand, alors l'un des leaders du groupe socialiste parlementaire, devient en mai 899

ministre du Commerce dans le cabinet Waldeck-Rousseau, aux côtés de MM. Georges Leygues, Caillaux, Monis, Delcassé et du général de Galliffet.

Que cette entrée de M. Millerand dans les conseils du gouvernement soit la conséquence des nombreux incidents politiques et parlementaires qui, depuis un an, marquent l'affaire Dreyfus, Jaurès et Guesde sont d'accord pour le proclamer. « C'est — dira Jaurès à Lille — parce que dans cette bataille le prolétariat a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité, c'est parce qu'il a joué un rôle décisif dans ce grand drame social, que la participation directe d'un socialiste à un ministère bourgeois a été rendue possible. — Cela est vrai, réplique aussitôt Guesde. Oui, il a fallu cette première déformation, il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment donné on ait pu considérer comme une victoire cette pénétration d'un socialiste dans un ministère. »

Et aussitôt sur la manière d'apprécier cette participation, désaccord entre les divers éléments du parti socialiste; désaccord particulièrement profond entre Guesde et Jaurès.

Dans l'accession ministérielle de M. Millerand, Jaurès salue un grand fait historique. Le 24 juin 1899, il écrit dans *la Petite République* :

Pour ma part, et sous ma responsabilité personnelle, j'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans ce ministère de combat.

Que la République bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait; quelle qu'en soit l'issue immédiate, ce sera une grande date historique; et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas, à mon sens, négliger ces offres du destin, ces ouvertures de l'histoire.

Au contraire, pour Jules Guesde et ses amis, comme pour Vaillant et les blanquistes, l'avènement de M. Millerand n'est qu'une déviation de plus, qu'une compromission nouvelle, que le couronnement de la série d'abandons et de défaillances qui caractérisent la politique jaurésiste :

Il s'agit — disent Guesde, Vaillant, Paul Lafargue, etc., dans un manifeste retentissant, dit manifeste de redressement, adressé à la classe ouvrière française, le 13 juillet 1899 — *d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que, depuis trop longtemps, on s'efforce de substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste.*

La contradiction entre ces deux politiques devait infailliblement se manifester un jour ou l'autre. Et par l'entrée d'un socialiste dans un ministère Waldeck-Rousseau, la main dans la main du fusilleur de Mai, elle s'est manifestée dans des conditions de gravité et de scandale telles qu'elle ne permettait plus aucun accord entre ceux qui avaient compromis l'honneur et les intérêts du socialisme et ceux qui ont charge de les défendre.

Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale. Sa mission est de le lui arracher pour en faire l'instrument de la libération et de la Révolution sociale.

Parti d'opposition nous sommes, et parti d'opposition nous devons rester, n'envoyant des nôtres dans les Parlements et autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis, pour combattre la classe ennemie et ses diverses représentations politiques...

Spécialement convoqué pour trancher le cas Millerand, le Congrés général des organisations socialistes françaises, réuni à Paris, au Gymnase Japy, boulevard Voltaire, du 3 au 9 décembre 1899, adopte, par 818 voix contre 634, une motion de Jules Guesde stipulant que « la lutte de classe interdit à un socialiste l'entrée dans un gouvernement bourgeois ».

IV

Mais, de groupe à groupe, les discussions, controverses, polémiques, continuent.

Le 26 novembre 1900, les deux leaders socialistes se trouvent face à face à Lille, dans l'immense salle de l'Hippodrome, en présence de six mille auditeurs. C'est la section lilloise

du Parti ouvrier qui a pris l'initiative de ce débat contradictoire. Cette section est particulièrement nombreuse et puissante; elle encadre tous les éléments socialistes militants de la grande cité du Nord; éduquée, façonnée depuis vingt ans par l'inlassable propagande de Guesde, elle est naturellement acquise à la tactique de celui-ci. Mais elle ne veut pas que la parole rivale soit étouffée, que la méthode opposée soit ignorée; elle veut que ses adhérents soient juges et elle demande à Jaurès qui accepte sans une ombre d'hésitation, de venir à Lille, en réunion publique, contradictoirement avec Guesde, définir son point de vue.

C'est ainsi que, sous la présidence de Gustave Delory, alors maire et depuis député de Lille, en un débat élevé, éloquent et émouvant, Jaurès et Guesde exposent tour à tour « les deux méthodes » proposées au socialisme contemporain. Bien que l'immense majorité de l'assistance soit hostile à la thèse de Jaurès, l'autorité de Delory et la discipline des socialistes lillois sont telles que l'ancien député du Tarn peut développer tout au long son argumentation dans un silence impressionnant sans aucune interruption ou à peu près. Il faut citer ici — et citer assez longuement. Car c'est un bel exposé de tactique qui, de part et d'autre est présenté avec force et qui précise les opinions de chacun.

Après s'être, dès son exorde, réclamé de la lutte de classe, Jaurès aborde le problème de la participation ministérielle :

Est-il juste, est-il sage, est-il conforme aux principes qu'un socialiste participe au gouvernement de la bourgeoisie?

L'autre jour, Kautsky, nous raillant un peu, nous disait : « Vous imaginez-vous conquérir le pouvoir gouvernemental de l'État en conquérant portefeuille par portefeuille? C'est comme si, au temps de la Réforme, les protestants s'étaient imaginés qu'ils allaient conquérir le monde, en conquérant un cardinal après l'autre dans le Sacré Collège. »

J'en demande pardon à Kaustsky; ce qui a fait la force des hérésies, des grandes révoltes de la conscience religieuse indépendante, au XIIe *et au* XIIIe *siècles, ce qui fit ensuite la force de la Réforme, c'est précisément qu'elle a surgi en s'emparant d'une partie même du pouvoir de l'ancienne Église; c'est qu'il*

y a eu, au XVIe *siècle, une période où les fidèles ne savaient plus au juste si leurs cardinaux, évêques ou moines, étaient restés avec le pape ou étaient allés avec Luther.*

L'Église l'a si bien senti, elle a si bien compris que le péril pour elle était dans cette pénétration, que l'ordre des Jésuites, qui s'est constitué pour la sauver, s'est donné pour mot d'ordre de pénétrer partout et d'être, lui, impénétrable à tous.

L'Église s'est sauvée pour des siècles en se fermant à l'action de la société nouvelle. Mais ce que l'Église a pu faire, la démocratie bourgeoise ne peut pas le faire; elle ne pourra pas se fermer; elle nous a déjà laissé pénétrer dans les municipalités.

On parle des responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois. Mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités? Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'État bourgeois? Mais le suffrage universel qui les nomme, il est limité par la loi bourgeoise. Et si je voulais triompher du point de vue intransigeant où se placent quelques-uns de vos amis, comme je pourrais vous rappeler que vous acceptez ainsi le pouvoir municipal d'un suffrage universel, d'où la loi bourgeoise, en excluant les assistés et les ouvriers errants, a exclu les plus pauvres des prolétaires! Comme je pourrais vous dire que le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central et pour un an n'être pas rééligible! Comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément, parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises! Comme je pourrais vous dire que s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique!...

Dans sa réponse Jules Guesde invoque par-dessus tout la lutte de classe. Il ne suffit pas, comme l'a fait Jaurès, de la reconnaître théoriquement pour, après l'avoir reconnue, la déserter pratiquement. Elle doit être le terrain exclusif sur lequel les socialistes se placent et se maintiennent pour envisager et classer les événements politiques et sociaux. Guesde continue :

Vous dites que vous aviez raison dans la campagne Dreyfus, parce qu'elle a conduit Millerand dans le cabinet Waldeck-

Rousseau-Galliffet. Je dis, moi, que là est la condamnation définitive de cette campagne. Il a suffi qu'une première fois le parti socialiste quittât fragmentairement son terrain de classe, il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie, pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie, et le voilà maintenant entraîné à faire gouvernement commun avec cette classe.

Et la lutte de classe aboutissant ainsi à la collaboration des classes, cette nouvelle forme de coopérative réunissant dans le même gouvernement un homme qui, s'il est socialiste, doit poursuivre le renversement de la société capitaliste, et d'autres hommes, en majorité, dont le seul but est la conservation de la même société, on nous la donne comme un triomphe du prolétariat, comme indiquant la force acquise par le socialisme! Dans une certaine mesure, oui, comme le disait Lafargue. C'est parce que le socialisme est devenu une force et un danger pour la bourgeoisie, à laquelle il fait peur, que celle-ci a songé à s'introduire dans le prolétariat organisé pour le diviser et l'annuler; mais ce n'est pas la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, c'est la conquête d'un socialiste et de ses suivants par les pouvoirs publics de la bourgeoisie.

Et alors, nous avons vu, camarades, ce que j'espérais pour mon compte ne jamais voir, nous avons vu la classe ouvrière, qui a sa République à faire comme elle a sa Révolution à faire, appelée à monter la garde autour de la République de ses maîtres, condamnée à défendre ce qu'on a appelé la civilisation capitaliste.

Je croyais, moi, que quand il y avait une civilisation supérieure sous l'horizon, que lorsque cette civilisation dépendait d'un prolétariat responsable de son affranchissement et de l'affranchissement général, c'était sur cette civilisation supérieure qu'on devait avoir les yeux obstinément tournés; je croyais qu'il fallait être prêt à piétiner le prétendu ordre d'aujourd'hui pour faire ainsi place à l'autre.

Il paraît que non; il paraît que les grands bourgeois de 1789 auraient dû se préoccuper de défendre l'ancien régime, sous prétexte des réformes réalisées au cours du XVIIIe *siècle; je*

croyais, moi, qu'ils avaient marché contre ce régime, qu'ils avaient tout balayé, le mauvais et le bon, le bon avec le mauvais; et je croyais que le prolétariat ne serait pas moins révolutionnaire, que, classe providentielle à son tour, appelé à réaliser, à créer une société nouvelle, émancipatrice, non plus de quelques-uns, mais de tous, il ne devait avoir d'autre mobile que son égoïsme de classe, parce que ses intérêts se confondent avec les intérêts généraux et définitifs de l'espèce humaine tout entière!...

Le débat recommencera encore en août 1904 à Amsterdam. Comme les précédents, le Congrès d'Amsterdam est entièrement dominé par la controverse Jaurès-Guesde sur l'attitude des socialistes français vis-à-vis du ministère Waldeck-Rousseau, sur le cas Millerand, sur les avantages et les inconvénients comparés de la collaboration gouvernementale. La controverse est particulièrement âpre : et au cours d'une des séances de la Commission des résolutions, on entend, perçante, sifflante, la voix de Guesde lançant cet *ex* qui plonge dans la stupeur Vandervelde, Adler, Bebel et les *camarades* étrangers présents au débat : « Camarade Jaurès, EX-camarade Jaurès... »

On sait que le congrès condamne de la manière la plus énergique la méthode réformiste et la participation ministérielle et consacre ainsi la victoire de Guesde sur Jaurès.

V

Mais le Congrès international d'Amsterdam ne se borne pas à proclamer l'efficacité et l'excellence de la méthode révolutionnaire, « éprouvée et glorieuse ». Il enjoint aux socialistes français — guesdistes et blanquistes d'une part, jaurésistes et possibilistes d'autre part — d'avoir à cesser leurs querelles, de renoncer à leurs fractions rivales et hostiles, de se fondre dans un vaste parti unifié à l'exemple de la social-démocratie allemande, de la social-démocratie autrichienne ou du Parti ouvrier belge.

C'est ainsi que cette unité socialiste française, dont il était question depuis quelque six ans, mais que les interminables discussions sur le cas Millerand et le ministérialisme avaient

sans cesse éloignée et rendue impossible, sort de la décision impérieuse d'un congrès international. Elle est réalisée au Congrès national de Chalon-sur-Saône (29 octobre-1er novembre 1905). Désormais Jaurès et Guesde, comme Vaillant, Allemane, Paul Brousse et Gustave Hervé, appartiennent au même parti unifié.

Mais les controverses entre les deux leaders n'en cesseront point pour cela. Tout au plus seront-elles atténuées dans la forme et dans le ton. Au lieu de se produire de fraction à fraction, de fédération à fédération, elles se dérouleront au sein de la « Section française de l'Internationale ouvrière » (S. F. I. O.), au cours des congrès nationaux annuels. Et presque sur chacune des questions importantes soumises aux congrès la divergence théorique ou tactique se manifestera.

S'agit-il, au Congrès de Chalon-sur-Saône, des élections législatives qui auront lieu l'année suivante? Jaurès est pour l'observation de la discipline républicaine en faveur des radicaux au second tour de scrutin. Guesde réplique que, sur la question fondamentale, la question de propriété, les socialistes se séparent autant des radicaux que des autres partis politiques; il ajoute (on était alors en pleine guerre russo-japonaise) qu'il n'y a pas plus de discipline entre ouvriers socialistes et bourgeois républicains qu'entre Russes et Japonais.

S'agit-il aux congrès de Limoges (1er-4 novembre 1906), de Nancy (11-14 août 1907) et de Paris (14-16 juillet 1914), de l'internationalisme et de l'attitude du parti socialiste en cas de guerre[1]? Jaurès, d'accord sur ce point avec Vaillant, croit à l'utilité d'une campagne spéciale contre le militarisme et la guerre, pour la paix, pour les institutions pacifiques, pour l'arbitrage international; si, malgré tout, le conflit éclate entre deux nations européennes, le devoir des socialistes sera de le conjurer en répondant à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale et par l'insurrection. A quoi Guesde objecte que c'est entretenir dans les milieux ouvriers une illu-

1. Motion votée par le congrès national de Paris, le 16 juillet 1914, sur un rapport de Jaurès : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le retour à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays les plus intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives. »

sion dangereuse que de leur parler d'insurrection possible en un moment tel que l'ouverture des hostilités; que ce sera acculer les travailleurs à une action que tenteront seuls les plus énergiques et les plus dévoués et qui ne pourra aboutir qu'à leur écrasement. Donc, conclut Guesde, pas de campagne isolée, spéciale, contre le militarisme; la seule propagande efficace, la seule qui ne tourne pas au profit du nationalisme et de la guerre, c'est la propagande essentiellement socialiste qui organise les travailleurs de partout pour la destruction du régime capitaliste et l'avènement d'un ordre social nouveau qui, réconciliant les individus, les classes et les nations, supprimera de lui-même les causes et les possibilités des guerres.

S'agit-il, dans ces mêmes congrès de Limoges et de Nancy, des relations entre l'organisation syndicale et l'organisation politique de la classe ouvrière, autrement dit entre la Confédération générale du Travail et le parti socialiste? Jaurès estime que les deux organisations sont, du point de vue social, d'identique valeur, que l'une ne saurait être subordonnée à l'autre, que chacune doit se mouvoir sur son terrain propre avec ses objectifs déterminés et que toute tentative pour les unir n'engendrerait que heurt ou confusion. — Au contraire, Guesde proclame la supériorité de l'organisation politique, qui est essentiellement révolutionnaire dans son but, sur l'organisation syndicale qui est nécessairement réformiste, limitée dans ses moyens et ne peut être que « l'école primaire du socialisme »; toutefois il considère que, loin de s'ignorer, les deux organisations doivent conjuguer leur efforts.

S'agit-il du projet de loi sur les retraites ouvrières, soutenu par René Viviani, ministre du Travail? En dépit de ses lacunes, Jaurès l'appuie, parce qu'il y voit un commencement, un embryon d'assurances sociales. Guesde, au contraire, le condamne parce qu'il est basé sur la capitalisation et qu'il organise un prélèvement sur le salaire, lequel constitue « un vol législatif ajouté au vol patronal ». Et lors du scrutin sur l'ensemble de la loi, tandis que Jaurès, suivi de la grosse majorité des élus socialistes, accorde son vote au projet, Guesde le lui refuse et dit véhémentement à la tribune les raisons de son intransigeante opposition (31 mars 1910).

S'agit-il des monopoles d'État, dont il est question en avril

1911, au congrès de Saint-Quentin? Pour Jaurès — comme pour Brousse et les possibilistes de 1882 — ils constituent, non seulement un progrès sur les monopoles capitalistes de fait, mais encore un acheminement vers le collectivisme. Pour Guesde, ils ne sont que du capitalisme d'État, lequel ne vaut pas mieux que l'autre capitalisme, l'État n'exploitant pas moins ses salariés : pas de monopole d'État ni de rachat, mais l'expropriation.

Ainsi, sur toutes les questions importantes qui sont débattues à l'intérieur du parti socialiste unifié (S. F. I. O.), c'est entre Guesde et Jaurès, c'est entre les partisans de l'un et de l'autre, un désaccord presque constant que, de 1905 à 1914, attestent les débats de presque tous les congrès.

Chacun de ces congrès nous montre, en effet, deux fractions en présence : d'un côté, les guesdistes, demeurés guesdistes après — et malgré — l'unité; de l'autre, tout ce qui n'est pas guesdiste : anciens indépendants, anciens possibilistes, anciens blanquistes. Et d'un congrès à l'autre, quelle que soit la question soulevée, qu'il s'agisse des syndicats, de l'antimilitarisme et de la guerre, des services publics, etc., le nombre des suffrages recueillis par les motions guesdistes ne varie pas, ou varie à peine de quelques unités.

VI

Querelle de personnes? diront quelques-uns. Rivalité d'influence entre deux hautes personnalités ambitionnant l'une et l'autre la direction d'un grand parti? Non, certes, et ce serait méconnaître et le caractère de Guesde et celui de Jaurès que formuler semblable hypothèse. Mais opposition formelle, antagonisme direct entre deux tempéraments d'abord, ensuite entre deux méthodes, entre deux conceptions de l'action ouvrière et socialiste.

Les deux hommes sont entièrement d'accord sur le but final poursuivi, savoir : abolir le salariat, socialiser les moyens de production et d'échange, assurer à tous les producteurs l'intégralité des fruits de leur labeur. L'un et l'autre se disent, se proclament, sont, socialistes, collectivistes, communistes.

L'un et l'autre considèrent ces trois termes comme synonymes. Mais c'est sur les moyens de préparer, d'élaborer, d'organiser l'ordre économique et social nouveau, que surgissent entre eux les divergences.

Tant qu'il s'est agi, dans la politique courante, de se dresser contre les ministères convaincus de modérantisme et de réaction, qui, comme cela s'est produit de 1892 à 1899, mettaient délibérément le parti socialiste en dehors de la majorité républicaine; tant qu'il s'est agi, soit à la tribune de la Chambre soit à celle des réunions publiques, d'affirmer et de développer les principes généraux du socialisme, l'accord entre eux a été aisé; il s'est réalisé dès la première minute et a donné lieu à la plus cordiale des collaborations. Cet accord s'étendait même, de 1893 à 1896, à des socialistes se réclamant d'une doctrine tout à fait éclectique, venus, au lendemain des élections de 1893, au groupe socialiste parlementaire, tels que MM. Mirman, Argeliès, Paulin Méry, Pierre Richard, Thierry-Cazes, etc. « Pour cette besogne de défense ou de défensive républicaine — disait Jules Guesde, le 30 mai 1896, au fameux banquet de Saint-Mandé — point n'était besoin d'accord théorique. Derrière notre barricade, il y avait, il devait y avoir place pour tous les concours, pour toutes les bonnes volontés. »

Les difficultés sont nées lorsque le développement même du parti socialiste, l'importance accrue de son rôle parlementaire, les offres de collaboration gouvernementale dont il a été l'objet, ont posé devant lui des problèmes plus délicats d'action et de méthode.

Jaurès est profondément démocrate; il croit à la vertu de la démocratie, de la démocratie tout court, sans distinguer entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière. C'est par la démocratie que, personnellement, il a été, pour une large part, conduit au socialisme; c'est, pense-t-il, par la démocratie politique évoluant progressivement en démocratie sociale que le socialisme pourra se réaliser. Au contraire, dans le fond de sa pensée, Guesde ne croit pas à la démocratie, à ce que souvent il appelle avec dédain la « démocratie bourgeoise » : si sincères que soient les démocrates, expose-t-il, leur bonne volonté est sans cesse contrariée dans son essor et dans son

développement par les puissances financières, par les exigences souveraines du capitalisme.

Jaurès est passionnément convaincu de la valeur des réformes: « Une réforme, dit-il, ne doit pas être considérée en elle-même pour les seuls avantages que comporte sa réalisation immédiate; elle n'est pas une fin; elle est aussi, elle est surtout l'ébauche de réformes ultérieures : qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, les réformes sont des préparations. » Au contraire, en dehors de certaines mesures très rares, comme la journée de huit heures, qui permet à l'ouvrier de se reposer et de reprendre des forces pour la lutte, Guesde n'a nulle confiance dans l'efficacité des réformes inscrites aux programmes radicaux, radicaux-socialistes et socialisants : de toute amélioration à lui imposée par le législateur, le patron fera retomber la charge sur l'ouvrier dont le salaire sera diminué d'autant; à multiplier les réformes, on n'aura fait que multiplier les duperies. « Malheur à nous, s'écrie Guesde, si nous nous laissions arrêter le long de la route, attendant comme une aumône les prétendues réformes que l'intérêt même de la bourgeoisie est quelquefois de jeter à l'appétit de la foule et qui ne sont et ne peuvent être que des trompe-la-faim! »[1]

Jaurès n'est pas éloigné de croire qu'avec l'avènement au pouvoir de partis sincèrement républicains pratiquant une vigoureuse politique de démocratie, de laïcité et de réformes sociales, il serait possible à la société actuelle d'évoluer sans secousses vers l'ordre et de résoudre le problème même de la propriété. C'est ainsi qu'en 1902, dans une série d'articles de *la Petite République*, réunis dans son livre *Études socialistes*, Jaurès montre que déjà les lois de 1831 et de 1841 sur les expropriations pour cause d'utilité publique ont ouvert une brèche dans le droit de propriété, que la propriété individuelle a subi de nouvelles atteintes avec la multiplication des sociétés anonymes, qu'il n'est pas interdit, par suite, d'entrevoir de nouvelles transformations ou évolutions du mode de propriété : « C'est, écrit-il, en invoquant l'article du code bourgeois que les juristes de la Révolution sociale pourront

1. Discours de Lille, 26 novembre 1900.

ménager le passage de la légalité bourgeoise à la légalité communiste. » Au contraire, Guesde n'a que mépris pour la légalité et la jurisprudence actuelles; il n'attend rien de la société présente, même améliorée, même démocratisée; le prolétariat doit la détruire de haute lutte, sans s'arrêter aux demi-améliorations, aux tentatives de réformes qu'elle a réalisées ou qu'elle pourra réaliser : est-ce que, demande-t-il, les grands bourgeois révolutionnaires de 1789 et de 1793 se sont préoccupés des réformes qui avaient pu être accomplies à la fin du XVIIIe siècle? Est-ce qu'ils ont eu souci d'aménager un passage entre l'ordre féodal et l'ordre moderne? Pour briser l'ancien régime ils n'ont point hésité devant les « journées » les plus violentes.

Pour tout dire, Jaurès, bien qu'il ne recule point devant l'étiquette de « révolutionnaire », bien que, le 26 novembre 1900, il termine son discours de Lille par cette déclaration : « Je ne suis pas un modéré, je suis, avec vous, un révolutionnaire » et qu'il se soit toujours interdit de rayer la révolution du champ des hypothèses historiques, est surtout un évolutionniste; il répugne à la brutalité, il est hostile à la violence, et ce sont les « watrinades » de Decazeville, a-t-il déclaré, qui l'ont, en 1886, éloigné du socialisme. Guesde, au contraire, est foncièrement révolutionnaire et le recours à la violence ne l'effraie point. « Pas d'accouchement sans effusion de sang », écrit-il en 1879 dans sa brochure *Collectivisme et Révolution.* Et, trente ans plus tard, au Congrès de Saint-Étienne (avril 1909), il s'écriera : « Je suis resté un révolutionnaire, je suis resté un insurgé. Je crois et j'ai toujours cru que c'est violemment, par la force, que ce n'est pas pacifiquement et légalement que se fera la transformation... »

Entre Jules Guesde et Jean Jaurès, c'étaient bien deux méthodes qui s'opposaient.

VII

Pour terminer cet exposé, une anecdote.

Le mercredi, 21 juillet 1909, c'est-à-dire le lendemain de la chute du premier cabinet Clemenceau, vers trois heures de l'après-midi, je causais avec Guesde, dans la salle des Confé-

rences du Palais-Bourbon. Après quelques échanges de pronostics sur le futur ministère, j'interroge le député de Roubaix :

— Vous m'avez souvent dit que vous auriez souhaité un débat contradictoire avec Clemenceau sur le problème social et le socialisme, que vous l'auriez mis au pied de son mur radical et radical-socialiste. Pourquoi, au cours de ces trois dernières années, alors que les circonstances le permettaient, n'avoir pas provoqué ce tournoi?

Guesde hésite quelques secondes; puis, d'un air dégagé :

— Oui, il y a vingt ans, c'eût été intéressant; mais le Clemenceau de ces derniers temps n'en valait plus la peine.

— Je ne crois pas, — repris-je, — que ce soit là votre vraie raison. Clemenceau n'était pas un adversaire si négligeable que cela; demandez plutôt à Jaurès qui s'est souvent mesuré avec lui...

— Jaurès, Jaurès? — réplique sarcastiquement Guesde. — En prononçant ce nom vous avez donné la raison de mon silence. Pour exécuter Clemenceau, il me fallait d'abord exécuter Jaurès, et l'unité ne me le permettait pas.

ALEXANDRE ZÉVAÈS

UNE ANGLAISE DU JAPON

A travers la porte vitrée de la salle à manger, Rolande Pamaysouette observa Léon Pamaysouette.

Léon était debout devant la cheminée. Sa veste noire tranchait sur le faux marbre gris. Avec un ongle il grattait une tache près de la poche d'où émergeait un petit mouchoir jaune et bleu. Il leva lentement une main vers sa nuque, lissa la longue mèche de cheveux qui, du derrière de la tête, remontait sur son crâne nu.

« A-t-il déjà mis le paquet sous sa chaise? » se demanda Rolande.

Léon Pamaysouette s'approcha de la fenêtre et parut contempler dans le ciel de Montmartre, la lune ou les étoiles.

Rolande remua la poignée de la porte à deux ou trois reprises. Elle entra.

Aucun plat n'était posé au milieu de la toile cirée qui recouvrait la table.

Aucune bouteille ne se dressait près des deux assiettes et des verres.

Rolande sourit à Léon qui s'assit en silence. Avant de se mettre à table en face de lui, elle pinça du bout des doigts sa jupe, et la releva légèrement.

La lampe de la suspension éclaira la poudre de riz sur son petit nez rond, ses joues lisses et roses, le cerne de ses yeux.

« Elle a encore dû taper sans arrêt, tout l'après-midi », songea Léon.

Il s'efforçait de ne pas trop bouger le buste, tandis que sa

main cherchait le paquet sous la chaise. Pour se donner une contenance, il remuait le cou dans son faux col.

Il se leva brusquement, courut autour de la table, entoura sa femme d'un bras.

— Bonne fête, Rolande! — cria-t-il.

Rolande regardait la boîte carrée déposée dans son assiette.

« Qu'il ne froisse surtout pas les épaules de ma blouse! » pensait-elle.

Elle déficela la boîte en disant :

— Je suis sûre que c'est le collier que j'ai vu l'autre jour dans la vitrine de Kora, en revenant du bureau.

— Je te laisse la surprise, — dit Léon.

Et il sortit de la pièce sur la pointe des pieds.

La porte claqua derrière lui parce que Rolande avait aménagé, dans la petite antichambre, de savants courants d'air à cause de l'odeur d'ail qui montait du premier étage.

« Faut-il que je sois sûre de lui pour n'avoir fait, ce soir, qu'une salade! » pensa Rolande.

Léon revint avec la terrine de lapin qu'il avait cachée, parmi les pots de confitures, sur une des planches des cabinets. Il portait aussi une bouteille de vin rouge ornée d'une étiquette.

— Que de gâteries! — dit Rolande. — Cela me rappelle il y a un an. Tu sais, j'aime mon collier comme j'ai aimé ma paire de gants de peau.

La terrine de lapin valait celle qu'elle avait achetée deux mois auparavant.

— Il faudrait avoir le temps d'en faire chez soi de pareilles, — reprit-elle.

Elle mangeait doucement en balançant un peu la tête. Parce qu'elle était petite, elle mettait toujours un tabouret sous ses pieds. De temps en temps, elle cessait de mâcher et posait les mains sur ses cuisses.

— Ta journée a bien marché? — demanda-t-elle à Léon. — Le bilan avance?

— M. Dupin doit le présenter aux membres du Conseil d'administration qui se réuniront vendredi prochain. Je l'aurai fini dès samedi.

— Ce samedi-ci? Dans quatre jours?

— Naturellement.

— Tu n'imagineras jamais ce que Lucile m'a raconté, cet après-midi, — reprit Rolande. — Tu sais bien, Lucile, celle qui est à l'arrivée des pièces? Je t'ai déjà parlé d'elle. Une grande, avec des jambes maigres, sans poitrine. On l'a rencontrée, le lundi de la Pentecôte...

— Je ne me rappelle plus, — dit Léon.

— Elle dit qu'elle a un ami et qu'il est riche. A une autre! Tu te rends compte : un ami riche alors qu'elle turbine chez un marchand de draps!... Elle dit que son ami a une auto. L'autre dimanche, elle dit qu'elle a emmené, en promenade avec eux, Ninette, une copine qui a été renvoyée de la boîte. Croirais-tu qu'ils ont fait des kilomètres et des kilomètres, à travers la campagne, sans savoir où ils allaient : une promenade sans but! C'est formidable! Un piqué, l'ami de Lucile, ou bien l'histoire n'est pas vraie!

Comme chaque soir, Rolande et Léon firent ensemble la vaisselle.

Les assiettes sont vite lavées si l'on ne flâne pas en sortant de table avant de les tremper dans l'eau chaude.

Léon paraissait maigre parce qu'il avait les épaules étroites, mais ce soir-là, comme certains autres soirs, Rolande remarqua tandis qu'il se déshabillait :

— Tu es un homme proportionné, Léon. Je n'aime d'ailleurs pas les hommes gras.

Elle se demanda en même temps si un jour, lorsqu'elle n'aurait plus ses vingt-huit ans, elle ne serait pas trop grasse.

— A six heures et demie je n'ai pas pris l'autobus pour revenir du bureau, — ajouta-t-elle. — Je ne voulais pas arriver avant toi et te déranger dans tes préparatifs. Il n'y a rien de tel que la marche pour bien se porter et faire tout ce qu'on doit.

Alors qu'elle lavait ses pieds un peu bouffis, dans la cuvette de leur chambre, elle pensa à un jeune homme qui habitait près de la blanchisserie de sa mère et qui l'avait demandée en mariage avant qu'elle connût Léon. Il n'avait pas, comme Léon, quatorze ans de plus qu'elle. A peine deux, peut-être trois s'il avait menti. Mais avec ses petits bras, il semblait toujours faire marcher des marionnettes autour de son gros ventre lorsqu'il gesticulait en parlant.

— Dépêche-toi de venir près de moi, chéri, — dit-elle.

A genoux sur le lit, elle tapait les oreillers l'un après l'autre.

— Dépêche-toi, — reprit-elle. — Tu sais qu'il nous faut à chacun nos huit heures de sommeil bien comptées.

Quand la lumière fut éteinte et que Rolande sentit remuer les draps :

— Sais-tu à quoi je pense? — murmura-t-elle.

« Elle va me parler de la blanquette de veau, songea Léon, mais je ne pourrai pas m'en occuper avant deux jours, car, demain soir et après-demain, je resterai au bureau une heure de plus pour être sûr d'avoir terminé le bilan samedi. »

— A quoi tu penses?... Non, je ne sais pas, — répondit-il.

— Dans deux ans ou dans trois, reprit Rolande, si on continue toi et moi, à gagner sans trop dépenser... avec tes heures supplémentaires, tes vérifications de comptabilité, le samedi après-midi..., si on n'est malade ni l'un ni l'autre..., si notre petite vie marche, toujours la même, eh bien! on pourra peut-être songer à un gosse. Mais un enfant et de bonnes nuits, ça ne s'arrange pas toujours ensemble.

Ses yeux étaient restés ouverts dans l'obscurité. Elle baissa doucement les paupières, allongea ses jambes au milieu du matelas sans rencontrer celles de Léon.

— Dormons, — reprit-elle.

Léon cherchait déjà, non point le sommeil mais un état de demi-rêve auquel il s'abandonnait souvent, sa journée finie, au seuil de la nuit.

Il pensait au collier bleu dans la boîte en carton, sur la toile cirée de la table de la salle à manger. « Rolande a vingt-huit ans, je vais en avoir quarante-deux. » Sur une toile cirée plus usée que celle où étaient posés le collier et sa boîte, il revoyait des cahiers, des livres aux reliures disloquées, un encrier noir dans une soucoupe blanche, deux mains de petit garçon. La toile cirée était un peu gluante. Les mains du petit garçon, souvent humides, collaient dessus. Un homme aux épaules étroites comme celles de Léon, ouvrait la porte qui séparait la salle à manger de l'horlogerie. « On met le couvert? » demandait Léon. « Ce sera du bœuf pressé pour ce soir, disait son père. Dépêche-toi, la charcuterie va fermer. » Léon courait à travers la grand'place de Condé-sur-l'Escaut. Sa petite

pèlerine flottait dans le vent. La pluie fine mouillait son visage et ses mollets nus. Les pavés glissaient. La rue de la charcuterie demeurait toujours sombre, sauf quand le tramway surgissait soudain avec la grosse lanterne de son premier wagon qui était aussi une machine à vapeur. De pâles éclats de lumières, jaunes et discontinus, éclairaient les autres wagons. Quand il revenait du lycée de Valenciennes jusqu'à Condé, vers cinq heures, Léon pouvait à peine apprendre ses leçons, dans le tramway, même s'il avait la chance de se placer sous l'une des lampes à pétrole. Un jour, les lampes faillirent s'éteindre. Un terrible choc bouscula tout le monde. Le tramway s'était arrêté brusquement. Des gens criaient dans la rue. Des voyageurs descendirent. Quelqu'un dit : « Une femme a été coupée en morceaux. » Les oreilles de Léon bourdonnèrent. Le wagon s'obscurcit plus encore.

Dans le lit, Léon se retourna. Il s'entendit murmurer d'une voix pâteuse : « ... en morceaux » et il toucha la cuisse de Rolande.

— Soyons raisonnables, — dit Rolande. — Ce n'est pas dimanche, demain.

***

Léon Pamaysouette avait acheté à un camelot, sur le boulevard des Italiens, un truc qui lui permettait d'accrocher une petite glace à la fenêtre. Ainsi pouvait-il se raser, le matin, sans électricité. De l'autre côté de la cour un immeuble à six étages était habité par des gens qui avaient des bonnes. Quand il se rasait, Léon apercevait, à travers les vitres, les bonnes qui descendaient de leurs mansardes. Pour entrer dans sa cuisine, chaque bonne, à chaque étage, devait traverser un petit passage à claire-voie. L'une se penchait alors vers la cour. L'autre regardait le ciel. Certaines s'arrêtaient pour se moucher, certaines pour relever leurs bas.

— Tu te dépêches, Léon?

Léon se hâta. Rolande avait raison. Pourquoi observer des être humains sans rapport avec nos habitudes quotidiennes?

D'ailleurs, puisqu'on avait décidé de ne pas boire chez soi du café de la veille et de déjeuner dans un bistrot de la rue Cau-

laincourt, mieux valait se presser afin d'avoir les premiers croissants chauds.

— Regarde, quelle rosse la patronne! Elle n'a mis que deux sucres dans mon noir.

— Pourquoi n'aurait-elle pas mis trois sucres? — demandait Léon.

— J'ai des yeux. Pour elle il n'y a pas de petits profits.

Ils se séparaient en changeant de métro. Le magasin du marchand de drap chez lequel Rolande était dactylo se trouvait rue du Sentier. La Société des Mines de phosphates, dont Léon tenait la comptabilité, possédait un grand appartement dans un nouveau building du faubourg Saint-Honoré.

Dès que Léon arriva, ce matin-là, il vit entrer dans la petite pièce qui lui servait de bureau la secrétaire de M. Dupin.

La secrétaire portait déjà ses lunettes de travail, des lunettes avec des verres bleutés (vingt-cinq francs d'augmentation sur le prix des lunettes ordinaires). Les muscles de son visage restaient toujours un peu tendus. Elle paraissait sucer ses lèvres minces, quand, attentive, elle écrivait sous la dictée de M. Dupin.

« A quarante ans les traits d'une dactylo sont fanés, songea Léon. Il est vrai que les phosphates et les draps, c'est différent. Rolande répète souvent qu'elle ne pense pas en travaillant. »

— M. Dupin vous verra ce matin dès son arrivée au bureau. Il me l'a dit hier soir. Je vous préviendrai.

« Puisqu'elle me préviendra, pourquoi me l'annoncer dès maintenant? pensa Léon. Du bavardage ou du zèle! »

Il tourna la clé du classeur horizontal et le rideau à coulisse tomba d'un seul coup.

« Qu'est-ce que M. Dupin peut avoir d'aussi urgent à me dire? » se demanda Léon.

Il se mit à pointer les talons d'un carnet de chèques, et pensa à son bilan.

« Qu'il ne vienne pas me soutenir que tous les systèmes d'amortissement sont licites!... »

La sonnerie du téléphone intérieur vibra.

« J'ai bien fait de ne commencer aucun travail sérieux... »

— J'arrive, mademoiselle Marbusse.

« Certes, je suis le premier à savoir que la loi n'a édicté aucune règle... » pensa encore Léon.

Il devait traverser la salle du Conseil d'administration pour pénétrer dans le bureau de M. Dupin. « Je n'ai jamais compris pourquoi il a fait bloquer la porte du couloir. » Il heurta du pied un aspirateur électrique abandonné sur le tapis. « Parce qu'il est aussi l'administrateur d'une Compagnie de navigation, il croit m'en imposer. Si des chaudières s'amortissent à part... »

— Monsieur Pamaysouette, — dit M. Dupin, — j'ai en vous la plus grande confiance.

« Il ne m'aura pas, pensa Léon. La comptabilité et lui, ça fait deux... »

La table massive de M. Dupin meublait le milieu d'une grande pièce, en face d'une haute glace. M. Dupin se regardait souvent parler. La peau de son visage semblait sensible au feu du rasoir. Ses lèvres, un peu violacées, remuaient avec lenteur et articulaient parfois des mots mystérieusement polis.

— Monsieur Pamaysouette, j'ai pris la décision de vous confier une mission. Mission toute personnelle et qui ne concerne pas la Société... Asseyez-vous, monsieur Pamaysouette.

M. Dupin demanda à Léon Pamaysouette s'il connaissait Londres, mais il n'attendit aucune réponse et ajouta qu'un voyage de deux ou trois jours serait le meilleur des repos. Il s'agissait de prendre à Londres, chez un homme d'affaires anglais, livraison d'un paquet.

— Rien à passer en fraude, monsieur Pamaysouette!

M. Dupin rit.

— De simples lettres personnelles provenant d'un héritage...

M. Pamaysouette n'aurait à s'inquiéter de rien.

Mais quand M. Dupin parla d'un départ pour Londres dès le lendemain matin, M. Pamaysouette s'inquiéta de ne pas finir le bilan en temps voulu.

— Par déférence pour le vice-président, dont l'indisposition se prolonge, nous retarderons de huit jours la réunion du Conseil, — dit M. Dupin.

M. Pamaysouette s'inquiéta des délais nécessaires à la confection d'un passeport, des démarches, des témoins.

Mais M. Dupin avait téléphoné lui-même à une personnalité compétente et amie à la Préfecture de police. Au surplus, M. Pamaysouette pouvait disposer de sa journée, se faire photographier chez un spécialiste avant de se présenter à la Préfecture et vaquer, comme il lui plairait, à ses préparatifs.

— Je connais d'ailleurs Londres, — dit Léon.

— Ah oui! — dit M. Dupin.

— Je me destinais, avant la guerre, au professorat d'anglais.

— La guerre a changé bien des projets, — dit M. Dupin.

— J'ai passé deux mois près de Londres, en 1913.

— Vous trouverez Londres transformé, — reprit M. Dupin. — Plus de cabs! Un seul fait encore, je crois, le tour de Leicester square.

M. Dupin au-dessus de sa table massive, tendit la main à son comptable.

— Eh bien! *All right*, monsieur Pamaysouette! *All right!*

Léon Pamaysouette revint dans son petit bureau.

« Demain matin!... » se répétait-il.

Il pensait aussi à sa tante Mathilde qui avait assumé les frais de son séjour en Angleterre de 1913, comme tous ceux, d'ailleurs, de ses études au lycée de Valenciennes. La tante Mathilde habitait, avant la guerre, à Paris, rue Monsieur-le-Prince. Depuis la mort de la mère de Léon, elle avait fait plusieurs fois le voyage de Condé. Léon, à deux reprises, avait passé huit jours rue Monsieur-le-Prince. Il était encore bien petit. De la rue Monsieur-le-Prince, il allait, avec sa tante, jusqu'à la rue des Saints-Pères pour acheter des petits moutons et des petits arbres de plomb. La distance n'était pas grande. La promenade semblait très longue et le boulevard Saint-Germain d'alors restait, dans l'esprit de Léon, l'image d'une avenue sans limite livrée à la brume du matin. Pourquoi la brume vaporeuse et douce du matin? La même impression s'imposait à Léon quand celui-ci rêvait qu'il partait, de nouveau, pour l'Angleterre. Le train s'arrêtait à Londres dans une immense gare toute en bois comme les quais eux-mêmes. Une fumée blanche flottait partout. Peut-être un brouillard léger. Léon courait dans une longue rue qui devenait une route de la campagne anglaise. Des bandes de jeunes hommes et de jeunes filles barraient toute la largeur du chemin.

Léon, accoudé sur son bureau et sans qu'il s'en aperçût, feuilletait indéfiniment les talons du carnet de chèques.

Parmi les jeunes gens, il reconnut Cuthbert coiffé d'une petite casquette à rayures violettes et noires. Mais Cuthbert paraissait, comme lui, un homme de quarante ans. Léon revit Cuthbert dans cette même pièce, deux ans auparavant. « J'ai fait un grand tour dans le Nord de la France où je me suis battu pendant la guerre, disait Cuthbert. A la mairie de Condé, un garçon avec une barbe pointue m'a donné votre adresse. » Léon, tandis que parlait Cuthbert, craignait, sans cesse, que mademoiselle Marbusse ne vînt le chercher. Les membres du Conseil d'administration se réunissaient ce jour-là. « Vous serez appelé si nous avons besoin de vous », avait dit M. Dupin. Qui s'était étonné que Léon passât par *Frais généraux* les achats de petits meubles de bureau? Comme s'il ne s'agissait pas de simples dépenses d'entretien!

— Voici l'enveloppe, — dit mademoiselle Marbusse.

L'enveloppe déposée sur la table de Léon contenait l'adresse de l'homme d'affaires, Dickson and Dickson, Great Russell Street. Elle renfermait aussi des billets de banque. Avant de compter les billets, Léon pensa :

« M. Dupin a dit « mission personnelle »... Personnelle ou confidentielle? »

L'image de Rolande assise, en face de lui, dans leur petite salle à manger, traversa son esprit.

Que devrait-il dire à Rolande?

Il partait à Londres sans elle.

***

— Ils ne savent pas assaisonner leur cuisine, — dit Rolande. — Ne t'inquiète pas de me laisser. D'ailleurs qu'aurais-je fait pendant tes pourparlers avec les types anglais des phosphates?

— Pour ce qui est des assaisonnements, ils ont des sauces en bouteilles, — reprit Léon.

La main de Rolande demeura en l'air, les doigts écartés, alors qu'elle allait prendre la carafe jaune.

— Peux-tu dire!

Léon sourit d'un air convaincu. Sa femme sourit à son tour quand elle ajouta :

— Ne me reviens pas avec de mauvaises habitudes!

— Tu sais, — dit Léon, — je pense être de retour dès dimanche. Puisque je pars demain matin, la journée de samedi suffira amplement.

— Profite donc du dimanche pour visiter la ville! Profite de *leur* argent puisqu'il ne peut servir qu'au voyage. Tu en fais bien assez pour eux... Ne t'inquiète pas de moi, je te répète. Dimanche, je n'irai pas au cinéma. Je laverai mes blouses... Léon! Tu ne penses pas à ce que je dis!

Les paupières de Léon Pamaysouette se fermèrent et s'ouvrirent nerveusement.

— Mais si!... — dit-il. — Tu parlais du cinéma... Je pensais au film de dimanche dernier.

Ils se mirent à desservir la table.

— Il y en a qui sont tout de même costauds en fait de cinéma, — reprit Rolande. — Je me souviendrai longtemps du petit cochon rose. Rose, il l'était pour sûr, bien que ce soit tout en noir. Tu te rappelles son petit museau propre sous son chapeau de feutre, son ventre lisse, son derrière pareil à celui d'un bébé. On aurait vraiment dit une personne quand il avançait à petits pas. Il aurait pu ressembler à quelqu'un!

Elle s'arrêta pour rire. Léon, une assiette en mains, s'arrêta aussi, mais son regard fuit les yeux de Rolande.

« C'est vrai qu'elle lui ressemble! songeait-il. Rose et propre, avec une chair lisse... »

— Écoute, Léon, j'ai pensé à une chose : puisque tu rentreras plus tôt ce soir à cause de ton départ de demain, on pourrait faire la blanquette...

Le soir, ils firent donc la blanquette de veau.

— Pour la réussir, il faut du temps, — dit Rolande.

Elle délaya la farine avec un bon morceau de beurre frais que Léon venait de rapporter. Elle tournait soigneusement la cuillère de bois dans la casserole.

— Je suis sûre que la dernière fois, tu n'as pas bien maintenu ta casserole au-dessus du feu. Il suffit d'une distraction pour que cela sente le roussi... Verse l'eau chaude... doucement...

« Comme Paris est différent au milieu d'un après-midi de semaine... » songeait Léon.

Une ou deux fois par an, il allait rue de la Banque acheter des registres à feuillets mobiles, mais toujours vers deux heures, avant de rentrer au bureau. Quand il était sorti de la gare Saint-Lazare avec, dans son portefeuille, le ticket de sa place retenue, sa montre marquait déjà quatre heures. Près de la rue de Provence une fille l'avait abordé. De la tête il avait fait un signe négatif. Mais il avait souri. Il faillit sourire encore.

« Et il y en a qui font ça au milieu de l'après-midi, n'importe quand! » pensait-il.

— Maintenant nous allons laisser cuire à tout petit feu, — dit Rolande... — Occupe-toi de ta valise...

C'était en sortant de chez Cook, alors qu'il recommençait mentalement le calcul du change, que Léon s'était arrêté, sans rien voir d'abord, devant la vitrine d'un grand magasin. Dans la vitrine, peu à peu, les robes avaient pris leurs formes et leurs couleurs. Des petits volants de satin blanc entouraient des tailles blanches et fines. Les mannequins aux bras nus luisaient. L'image d'une robe de mousseline blanche s'imposa à l'esprit de Léon. Léon s'écarta de la vitrine, suivit la foule des boulevards. Près de la robe de mousseline blanche fleurissait un rosier. « Le père de Norah est mort, voilà longtemps, avait dit Cuthbert. C'était un homme qui savait cultiver les roses. » Qu'était devenue la photographie jaunie de Norah, en robe de mousseline, ses cheveux blonds et son grand chapeau près d'une rose? « Norah habite toujours la même petite maison, à Carshalton, avec sa mère », avait ajouté Cuthbert.

— As-tu fini d'emballer tes affaires, Léon?... Il va falloir nous mettre à table. Où as-tu mis le citron?

« Je me demande ce que Norah pensera de mon télégramme, songea Léon. Vingt ans après! Elle n'était qu'une enfant, mais déjà si *flirt*... »

Après tout, Cuthbert était bien venu le voir en traversant Paris. Et sans même le prévenir! Au bout de vingt ans aussi!... Les Anglais sont comme ça.

***

Le train quittait la gare Saint-Lazare à dix heures quinze du matin.

Rolande n'avait naturellement pu aller à la gare.

Léon indiqua une place libre dans son compartiment à une jeune fille embarrassée d'une boîte à chapeau en toile cirée rouge et noire. Deux vieilles Américaines parlaient en anglais à un homme brun qui avait le type italien. La jeune fille souriait de temps en temps à leurs propos mais sans lever la tête. Elle lisait. Un individu aux larges épaules et au gilet marron devait être un allemand. La jeune fille lisait : *Die Woche*, mais elle paraissait anglaise.

En somme, Léon était déjà entouré d'étrangers.

Durant les étés de son enfance, il allait souvent à Bonsecours, une petite bourgade belge à quelques kilomètres de Condé-sur-l'Escaut. Il n'y passait chaque fois qu'une heure à peine. Avant d'arriver, on traversait un bois, on montait une côte pavée de gros cailloux. En haut de la côte, se dressait une basilique à cinq clochers : dans la basilique une vierge noire, partout des pèlerins. Les magasins brillaient même en plein jour. On y vendait des images pieuses, des chapelets et du tabac. Les vitrines s'élevaient des trottoirs; il fallait s'accroupir pour voir les objets exposés sur les rayons les plus bas : toujours les plus intéressants.

Bonsecours était très différent de Condé. Les habitudes étrangères sont très différentes des habitudes françaises.

Quand Léon allait voir Norah dans la petite maison de Carshalton, il faisait claquer le battant de cuivre de la boîte aux lettres, comme le facteur. Le père de Norah avait un emploi dans la Cité. Sa mère et sa sœur travaillaient aussi. Norah et Léon restaient seuls dans le jardin, parmi les roses. Dans les souvenirs de Léon Pamaysouette le ciel du Surrey semblait aussi bleu que celui de Vaires (trente minutes de Paris) où Rolande et Léon passaient, chaque année, leurs quinze jours de vacances. La maison de Norah aux carreaux encadrés de lamelles de plomb gardait, pourtant, une forme plus imprécise que si elle eût baigné dans la brume. Pour-

quoi aujourd'hui était-elle donc plus vivante que l'hôtel, aux bords de la Marne, retrouvé chaque été?

A Bonsecours, le porche de la basilique s'ouvrait sur une grande route, toute droite, bordée de façades unies. On disait que derrière les façades on soignait des « gens trop nerveux ». Les « nerveux », disait-on aussi, mangeaient à chaque repas du macaroni sous trois formes différentes. Du macaroni et des compotes.

« Rolande fera sans doute de la purée de marrons, dimanche, songea Léon. Elle aura tout son temps. Il faut au moins vingt minutes pour presser les marrons. »

La route, devant la basilique de Bonsecours, s'enfonçait vers le cœur de la Belgique. On n'en voyait pas la fin.

« Me voici donc parti pour l'Angleterre », pensa Léon quand la route de la Belgique se transforma, près des poteaux télégraphiques, en une route de Normandie.

Le train traversa Dieppe, avec lenteur, vers midi et demi.

De la gare maritime Léon envoya une carte postale à Rolande.

La mer était calme.

Le soleil d'octobre brillait.

Au milieu du pont des troisièmes classes, Léon s'assit sur la bâche des bagages, à côté de la jeune fille qui avait lu *Die Woche* et d'une ravissante jeune femme aux cheveux roux.

La jeune femme rousse s'étendit sur la bâche, le visage illuminé par les rayons du soleil. Ses longs cils étaient bleus.

« Certainement une girl de music-hall! » songea Léon.

La jeune femme ferma les yeux, mais elle ne dormait pas. A deux ou trois reprises, elle demanda l'heure à Léon, mais sans sourire. Son accent anglais donnait à sa voix la douceur d'un murmure.

Norah avait toujours écrit le nom de Léon avec un *i* et elle le prononçait comme celui des *Lyons'tea*.

La jeune femme rousse prit une tasse de thé des mains d'un garçon au pantalon impeccable. Elle compta avec application de petites pièces de monnaie française. Son thé bu, elle tira de son sac une feuille de papier dactylographié. L'en-tête apparaissait en caractères somptueux. Léon, à quelques centi-

mètres des touffes de cheveux roux (sans l'air de la mer, il eût respiré leur parfum) vit l'en-tête du papier, puis lut la lettre elle-même. C'était le certificat d'un institut de beauté.

« Norah a-t-elle une profession? Elle vit avec sa mère, avait dit Cuthbert. Elle n'est pas mariée. Elle a appris le français. »

La jeune fille qui lisait une revue allemande et devait être anglaise se leva. Accoudée au parapet du pont, son béret recouvrant une oreille, elle regarda, immobile, la mer.

A quelques pas une autre femme, tout aussi jeune, s'installa sur un pliant. Elle avait des dents magnifiques. Chaque fois qu'elle remuait, elle montrait ses jambes avec une éclatante franchise.

Quelle attention singulière attache Léon Pamaysouette à tous ces êtres de passage? Le présent le retient tout entier. S'il pense au passé, c'est à celui que peuplent les images imprécises des magasins de Bonsecours, la route sans fin qui permettait à son esprit de s'enfuir vers un pays inconnu.

Mais voici sur les quais de Newhaven, le premier policeman d'Angleterre, voici la première femme aux cheveux blonds, aussi blonds que ceux de Norah. Sa démarche est souple et ferme parmi les cordages. Elle fait un signe d'accueil vers le bateau. Voici les contrôleurs des passeports avec leurs vestes de golf, leurs chapeaux de feutre clair. Voici le train anglais, et après Lewes (*Evening News*, crie une voix nasillarde) une brume légère, envahissante, couvre la campagne. Les bruyères, les bêtes, les maisons deviennent aussi irréelles que la gare de Victoria dans les songes de Léon.

« Est-ce vrai? » se demande-t-il.

Un pont gris émerge de la brume.

« Est-ce vrai?... »

Des bagages s'empilent sur un quai en bois. La gare de Victoria apparaît bien réelle mais noire. Léon monte dans un vieux taxi. Le chauffeur, au chapeau melon, est gros. Son cou semble rouge comme de la viande de boucherie.

La façade du petit hôtel devant laquelle s'arrête le taxi est aussi d'une couleur sanglante.

***

Un vieux lit au cadre de bois ciré, pareil à celui de la tante Mathilde, meublait la chambre de Léon Pamaysouette. La commode était peinte en noir. Entre l'armoire en noyer clair et le radiateur à gaz, un large fauteuil de cuir usé encombrait le passage. Mais près de la fenêtre, la toilette blanche brillait. « Eau courante chaude et froide », avait dit l'employé de Cook. « Un hôtel proche de Hyde Park », lui avait demandé Léon.

« Les moutons de Hyde Park existent-ils encore? » songeait-il en cherchant le savon dans sa valise. Il se souvenait d'une promenade à Hyde Park avec la sœur de Norah, beaucoup plus âgée que celle-ci, et qui portait toujours des corsages en taffetas écossais.

Sept mots composaient l'adresse de l'hôtel sur le télégramme envoyé à Norah. « Pourquoi vous nicher si loin du centre? » avait dit M. Dupin? Puis aussitôt, en notant lui-même l'adresse : « Je n'y vois d'ailleurs pas d'inconvénient. »

La salle à manger était déjà pleine de monde quand Léon descendit.

On lui indiqua une table, avec des fleurs jaunes dont il ne savait pas le nom. La femme de chambre qui le servit avait des sourcils dessinés. Elle était grande. « Aujourd'hui, disait Rolande, les soutien-gorge Kosmos empêchent de savoir comment une femme a les seins faits. » Léon parlait quelquefois à Rolande des autres femmes. « Tu ne te rends jamais compte de rien », déclarait Rolande. Elle ne le soupçonnait pas de lui être infidèle. Il ne l'était point. « Quand je lui dis de rapporter un quart de fromage râpé (confiait Rolande à l'amie qui avait *fait* leur mariage) je donnerais ma tête à couper qu'il ne l'oubliera pas. C'est un homme d'habitude. Le genre qui ne trompe pas les femmes. — Je savais bien que vous seriez heureux ensemble », concluait l'amie.

Les fleurs jaunes, sur la table, oscillaient, de temps en temps, à cause d'un courant d'air. Lorsque la femme de chambre apporta les choux de Bruxelles, Léon lui demanda de bien vouloir fermer la porte du couloir. La femme de chambre sourit.

Elle n'était certainement pas fardée — à part les sourcils. Un teint admirable.

La porte resta ouverte.

Léon gardait un affreux souvenir de la mauvaise grippe qui l'avait retenu au lit si longtemps en 1928. Il ne songeait pas à se marier alors. « Vous seriez mieux soigné à l'hôpital, disait le médecin envoyé par M. Dupin lui-même. On se méfie des hôpitaux. On a tort. » Léon se rappelait l'infirmerie mililaire de Condé-sur-l'Escaut dont il n'avait jamais vu, d'ailleurs, que la façade lézardée. « Votre grippe pourrait dégénérer, insistait le médecin. Vous risquez sans cesse de reprendre froid. Vous ne pouvez éviter de vous lever, je le sais bien. Impossible à un célibataire de se soigner chez lui! »

En même temps que la gelée aux cassis, on déposa sur la table une lettre pour Léon.

La lettre venait de Norah :

Cher Lion,

Beaucoup de mercis pour votre télégramme. C'est très agréable de recevoir de vos nouvelles.

Comme vous verrez, j'ai changé d'adresse. Je n'habite plus Carshalton. Ma mère est morte, il y a deux ans. Je demeure à Londres. J'espère que nous nous rencontrerons demain samedi. Je suppose que vous aimerez l'exposition d'art chinois de Burlington House. Je serai à la Royal Academy (Piccadilly) à deux heures et demie, devant les parapluies (côté gauche).

Un long temps depuis que nous ne nous sommes vus, Lion! Je suppose que nous ne nous reconnaîtrons pas.

Ma robe et mes ongles seront verts. Je mettrai un doigt dans la bouche.

Sincèrement vôtre,

Norah.

Léon Pamaysouette se leva avant d'avoir complètement mangé la gelée aux cassis.

« Je vais sortir, pensa-t-il en montant les escaliers. Marcher dans Londres. Voir Londres dès ce soir. »

En traversant sa chambre, il heurta sa valise.

« Je vais rester, se dit-il encore. Dormir. Demain donc Norah! »

Bayswater, le soir, est un quartier fort calme. La nuit était sombre. A travers la fenêtre, on distinguait à peine de l'autre côté de la rue déserte, les grilles et les colonnes autour des portes des maisons. Il devait y avoir du brouillard.

« A l'exposition d'art chinois... » se répétait Léon.

A Paris aussi il y a des expositions. Léon n'allait jamais à aucune d'elles. Aurait-il eu le temps? Rolande aimait le cinéma. Avant son mariage, la réorganisation de la comptabilité de la Société des phosphates avait accaparé Léon même le dimanche. Il avait doté la Société d'une comptabilité vraiment saine et rationnelle. Le vieux comptable ne savait pas raisonner. Depuis que Léon Pamaysouette l'avait tout à fait remplacé, il faisait aisément le travail de deux personnes... Mais il se souvenait de sa visite à l'Exposition universelle de 1900. Il avait six ans. A l'entrée du Pavillon du Transsibérien, un Chinois lui avait souri. Quelqu'un avait dit : « Le panorama est une toile peinte. » Plus tard, quand il devint un grand petit garçon, Léon orthographia avec peine le mot : panorama. « Ne cherchez donc pas midi à quatorze heures », déclaraient ses professeurs et ils faisaient des remarques d'ordre psychologique sur la tournure compliquée de son esprit.

« Des ongles verts?... » songea Léon.

Il ouvrit un tiroir de la commode peinte en noir.

Il crut se rappeler que dans une des pièces de la petite maison de Norah, à Carshalton, il y avait une table toute noire. Il était certain de la forme *carrée* de la table. Les deux coudes appuyés sur une table *carrée*, se précisait mal à sa mémoire le visage de Norah. Mais le teint de Norah valait celui de la femme de chambre de l'hôtel. Si Léon revoyait l'admirable abondance des cheveux blonds, c'était certes parce qu'il avait conservé, après son séjour en Angleterre, la petite photographie du jardin aux roses. La photographie représentait les cheveux de Norah coiffés avec un gros bouffant sur le sommet du front, abrités par un large chapeau de paille aux bords ondulés. Mais à l'intérieur de la maison, au-dessus de la table carrée, les joues roses s'encadraient-elles dans des flots de cheveux tombant sur les épaules? Parfois Léon avait surpris Norah en train de faire le ménage. Était-elle déjà coiffée? Ses cheveux pendaient-ils sur son dos parce qu'elle n'était encore

qu'une enfant? « Regardons-nous, Lion », disait-elle. Elle s'asseyait en face de Léon. La table carrée les séparait tous deux. Norah déclarait : « Je finis toujours par savoir quelle sorte de garçons sont ceux que je regarde. »

Les yeux de Norah? Léon ne parvenait point à se rappeler leur couleur. Sans qu'il s'en rendît compte, il ouvrait largement les siens au milieu de la demi-obscurité de la chambre. Les pâles lumières de la rue traversaient les rideaux roses.

Enfin le sommeil.

***

Les rideaux laissaient encore filtrer une clarté rosâtre quand Léon se réveilla.

De la fenêtre entr'ouverte venaient les accords d'une mélodie plaintive.

Léon se leva.

La fenêtre se trouvait en retrait. Léon vit d'abord un petit plateau au bout d'une main, puis un chapeau melon. Une casquette apparut. Ensuite un accordéon.

Deux hommes chantaient.

Des boîtes à lait heurtèrent le trottoir.

Déjà plus de neuf heures!

« L'air de la mer fait dormir! » pensa Léon, et, à l'instant même, on frappa à la porte.

Un représentant de Dickson and Dickson se fait annoncer.

Léon Pamaysouette resta interloqué : « Il avait été nettement convenu que je passerais moi-même aux bureaux des Dickson à la fin de la matinée », pensa-t-il.

Il demeura en pyjama au milieu de sa chambre.

— Ne vous dérangez pas, — dit le représentant en entrant.

Son menton luisait. Ses mâchoires paraissaient énormes. Des tâches de rousseur innombrables couvraient son petit nez.

— Je suis venu parce que vous ne devez plus aller chez nous, — continua-t-il. — Dickson fils a confié les lettres à un respectable garçon qui partait pour Paris. Nous avons téléphoné à M. Dupin : « Mon homme de confiance est déjà en route pour Londres, a-t-il dit. Eh bien! Il aura un bon temps à Londres. Ne vous troublez pas. »

Il tira de la poche de son pantalon un étui à cigarettes et le présenta ouvert à Léon.

— C'était une femme bien connue en Angleterre, — reprit-il. — Moi-même je l'ai entendu chanter, mais quand j'étais à Dublin. Je n'aimais pas sa voix, mais, dans la succession, il y avait six bracelets avec, sur chacun, son portrait par un bon peintre.

— Ah oui! — dit Léon Pamaysouette.

— Chez Dickson, les choses se règlent toujours bien. Je m'occupe souvent des affaires continentales. J'ai débuté dans le meilleur office de Dublin. Il ne valait pas Dickson.

Il alla jusqu'à la fenêtre et regarda la rue.

— Mon autobus traverse Bayswater chaque matin. C'est un bon quartier.

Il se retourna, puis, après un silence :

— Eh bien! Je m'en vais, — dit-il. — Au revoir.

Léon Pamaysouette ouvrit le robinet d'eau chaude de la toilette. L'eau fumait. La cuvette se vida. Léon la remplit de nouveau.

« Ah! Ah! Dupin se paye des femmes à Londres, pensait-il. Au lieu de me laisser terminer mon bilan, il m'envoie prendre livraison de ses lettres d'amour ou de ses petites cochonneries! »

Il ferma brusquement le robinet. Ses traits se durcirent.

« J'aurais pu ne point partir si Dickson avait téléphoné plus tôt! »

Il chercha sa brosse et son peigne et, avant même de se laver, il disposa sur son crâne sa longue mèche de cheveux. Il se mit à rire devant la glace.

« Six bracelets avec son portrait!... Une belle garce!... Mais sans elle je ne serais pas ici... Sans Dupin non plus. C'est un trouillard. Et quelle gueule de merlan frit! »

Léon se fit servir son petit déjeuner dans sa chambre, un véritable breakfast anglais composé d'œufs brouillés aux champignons, de filets de poisson rôti, de toasts, de beurre et de confitures.

« En somme je n'ai plus rien à faire ici pour Dupin. Je suis à Londres pour mon plaisir. »

Le ciel de Londres, ce matin-là, ressemblait à une grande mer bleue. Quelle chance d'avoir un temps pareil!

Léon, dès qu'il fut dans la rue, marcha en frappant ses souliers sur le trottoir.

Il allait à Hyde Park. Il verrait des pelouses et de grands arbres, les moutons, des femmes aux robes claires.

Dans Queen's Road, il croisa un grand nombre de femmes qui portaient de jolis paniers de ménagères. Plusieurs étaient vêtues de manteaux verts. Dans les vitrines de Whiteley s'étalaient harmonieusement des robes vertes. Léon entra chez Whiteley. Sur le seuil des portes des ascenseurs attendaient de jolies filles coiffées de larges casquettes plates et vertes. Des culottes vertes moulaient leurs cuisses. Des bottes de cuir vert serraient leurs mollets.

Le vert était la couleur à la mode de Londres! Norah enfant s'habillait déjà avec un goût inconnu même des jeunes filles... Léon ne parvint pourtant à se rappeler de façon précise que la robe de mousseline de la photographie. Norah était étendue sur un rocking-chair dans le jardin. La robe était longue. Les jambes croisées laissaient dépasser des souliers noirs et pointus. Léon chercha à mieux évoquer les traits du visage. En vain...

Il s'arrêta devant le rayon des parfums. Rapporterait-il à Rolande ce petit flacon bleu? Mais Rolande ne se parfumait pas. Ses chemises sentaient simplement la lavande. L'intérieur de l'armoire aussi. Sa peau sentait la peau. Elle était très propre. Ses ongles était impeccables, mais sans vernis... Des ongles verts!... Norah avait toujours dans les cheveux de gros nœuds de ruban qui étaient extrêmement voyants.

« Bien entendu, je l'inviterai à dîner ce soir », pensa-t-il.

Et il eut la très heureuse idée de se mettre à la recherche d'un bon restaurant où il déjeunerait lui-même et qui lui serait familier.

Il en découvrit un absolument parfait dans Piccadilly, tout proche de la Royal Academy.

Les garçons portaient des vestes blanches et des tabliers blancs. Des bonnets de chefs coiffaient ceux qui présentaient les plats (dont une lampe à alcool conservait la chaleur). Une véritable armée de serveurs. Un vieil Anglais découpait des tranches de viande longues et minces (en un clin d'œil) dans un énorme quartier de mouton. Ses joues roses, ses yeux

bleus donnaient à son visage une candeur attendrissante, presque comique : la physionomie d'un bébé.

« Les repas doivent avoir une telle importance ici! » pensa Léon.

Mais, en même temps, il remarqua une ravissante fille qui passait devant sa table. Une grande blonde, mince, vêtue d'un costume de jersey brun et d'une blouse jaune. Elle contourna à deux reprises la table d'un groupe de femmes élégantes. Elle portait une pancarte. *From the Jersey department. First floor*, put enfin lire Léon.

Ce fut à cet instant que revint dans son esprit l'image de madame Sadleir. Léon avait été *paying guest* chez les Sadleir durant son séjour à Carshalton. Mrs Sadler était vendeuse dans une grande maison de couture à Londres. Paraissant encore très jeune, elle avait une fille, aussi blonde qu'elle, de dix-huit à dix-neuf ans. La fille de Mrs Sadleir était née aux Indes. Jessie aimait beaucoup la danse. Elle dansait en faisant voler au-dessus de sa tête des bandes de longs rubans. Un soir, après la danse aux rubans multicolores, Jessie et Léon s'embrassèrent longuement dans le jardin, derrière les pois de senteur.

From the Jersey department. First floor, lut encore Léon, mais transformée l'Anglaise blonde et mince! Avec de gracieux mouvements des hanches, elle faisait admirer un superbe jersey vert amande.

En somme, Léon avait pensé plus souvent à Jessie qu'à Norah depuis vingt ans. Jessie était déjà une femme en 1913 et il l'avait embrassée. Aide-comptable dans un séminaire transformé en hôpital pendant la guerre, il évoquait parfois la silhouette de Jessie Sadleir lorsque des infirmières traversaient en courant son bureau, leur voile déplié autour de la tête. Pourquoi n'avoir pas songé à revoir Jessie plutôt que Norah?

Léon parut répondre au sourire permanent de la fille à l'écriteau, mais il souriait à ses propres pensées.

« Jessie doit avoir maintenant mon âge, Rolande n'a que vingt-huit ans. Je ne suis pas venu à Londres pour retrouver une femme de quarante ans! »

Soudain ses traits se figèrent : Norah, elle aussi, bien que beaucoup plus jeune, avait pu vieillir. Mélancolie du passé.

***

Mais Norah n'avait pas vieilli.

Certes, ses traits n'étaient plus ceux d'une petite fille : Léon n'aurait pas reconnu le visage rose et blond sans la robe verte et les ongles verts. Mais, devant les parapluies de la Royal Academy, la jeune femme qui l'attendait, en ayant l'air de sucer son doigt, rayonnait de jeunesse.

— Hello Lion! — murmura Norah. — Si heureuse de vous voir de nouveau!

Elle avait déposé son manteau au vestiaire. De minuscules broderies d'or parsemaient sa robe verte. On eût dit sur son corps un essaim d'abeilles au soleil.

— Il y a bien longtemps... — commença Léon.

— Ne parlons pas de ces vieilles années! Je me sens toujours la même... Vous n'avez pas changé. Je ne dis pas la peau de votre front. Mais pareille votre façon de tenir votre chapeau à l'envers dans votre main!

— Je crois que je vous aurais très bien reconnue si j'avais eu tout mon temps, — dit Léon.

— Qu'êtes-vous devenu, Lion?... Maintenant, je vends des fleurs dans un beau magasin de Bond Street. N'est-ce pas agréable? Je vais, chaque année, en Écosse... J'ai voyagé en Espagne et aux îles Canaries, deux fois en Italie. J'irai dans le Tyrol au mois d'août prochain...

— Et vous n'avez jamais traversé Paris?

— Souvent. J'ignorais votre adresse. Cuthbert m'a parlé de vous, il y a deux ans. Depuis qu'il vous a vu, je n'ai plus traversé. Avant, chaque fois que j'étais à Paris, je regardais, dans les rues, tous les messieurs chauves. Aucun d'eux, jamais, n'était vous!

Elle rit, mais sans aucun bruit, avec un imperceptible mouvement de tête et qui découvrait mieux, sous un chapeau de velours, ses admirables cheveux blonds.

— Venez et visitons l'Exposition, — reprit-elle. — Elle est splendide. Les beaux-frères de Cuthbert ont fourni les vitrines.

L'Exposition d'Art chinois révélait tant de belles choses qu'on ne pouvait tout voir en une seule visite!

La voix de Norah se nuançait de douces modulations tandis qu'elle expliquait :

— Il peut paraître étrange que le goût et la fantaisie d'artistes si éloignés de notre civilisation européenne, nous soient pourtant si familiers. Il faut sans doute tenir compte de l'attrait qu'exerce sur la vie anglaise le charme exotique...

A côté d'un colossal Bouddha, haut de huit mètres au moins, on découvrait de petites coupes, de petites boîtes en porcelaine ornées de pétales et de papillons, à peine grands comme la moitié d'un ongle.

— Mais songez, Lion, aux papiers chinois qui, depuis des années déjà, tapissent les murs des vieilles maisons anglaises...

Toutes les couleurs et si précieuses!... Des peintures sur soie : ce vieil homme qui pêche tandis que la neige tombe... Des jades aux teintes si différentes. Cet enfant de jade, à quatre pattes : c'est l'oreiller d'un dieu.

— L'intimité avec la Nature, l'amour des fleurs et des oiseaux constituent surtout pour l'Angleterre l'appel permanent de la Chine... — continue Norah.

Le luxe solennel des empereurs et la beauté délicate des objets anonymes!

Léon écoute en silence. Les vitrines reflètent la robe de Norah, ses mains nues et ses ongles verts.

— Naturellement tout ce que je vous dis est vrai : la préface du catalogue l'explique fort bien.

Les yeux et l'esprit sont éblouis! Le parfum de Norah est singulier et persistant.

— Regardez, Lion, au fond de cette petite coupe, gravé en lettres d'or pâle, ce poème chinois.

— Un poème?

— Mais oui! Je vous montrerai, chez moi, au fond de petites coupes japonaises, des poèmes japonais... J'habite avec une amie. Olive a un bébé délicieux. Son mari est employé dans la Trésorerie du Gouvernement au Niger. Les ongles d'Olive ressemblent à cette petite boîte en jade : une couleur rose, un peu jaune qu'on appelle *orientale*... Irons-nous à la maison, maintenant, Lion? Venez.

Léon, devant Burlington House, fit arrêter un taxi.

— Vous êtes un homme riche, — dit Norah.

Le chauffeur longea Hyde Park.

— Et votre sœur Joan? — demanda Léon.

— Mariée. Elle a trois enfants. Une de ses filles vient de se fiancer... J'ai été fiancée cinq fois. Une fois avec Cuthbert, mais nous nous connaissions trop...

Norah appuya ses pieds sur le strapontin. Ses bas de laine ajourée ressemblaient à de la dentelle.

— Un autre de mes fiancés m'emportait chaque dimanche en moto. Derrière lui sur le petit siège, j'étais en short, mes jambes nues. Vous ne connaissez pas les nouvelles longues routes d'Angleterre, très cirées, bordées de maisons neuves à louer?

Norah recouvrit ses mollets des pans de son manteau ni beige, ni blanc, pas gris non plus.

« La couleur d'un lièvre pâle », pensa Léon.

Et aussitôt (ce fut vraiment idiot!) il entendit la voix de Rolande : « Pendant les vacances, on pourrait faire du lièvre à la Royale si l'on habitait chez soi. Une gourmandise impossible à se payer rue Caulaincourt. Tu te rends compte : douze heures de cuisson! »

— Un de mes fiancés a épousé mon amie Olive, — continuait Narah. — Les femmes ne peuvent pas demeurer plus de huit mois au Niger. D'ailleurs il y a le bébé. Dans notre appartement une pièce pour Olive et le bébé. Pour elle et moi une cuisine et une salle de bains. Très agréable petit appartement. Le voici.

On sonnait, et de la fenêtre du premier étage Olive criait : « Hello ». La porte s'ouvrait toute seule.

Léon n'aperçut même pas Olive à la fenêtre.

Norah le fit entrer dans sa chambre.

A l'intérieur de la grande cheminée brûlait un feu de coke. Une cretonne à fleurs recouvrait un divan, le long d'un mur bleuté. Sur le divan, des bas. Norah en fit une boule et les jeta dans une petite corbeille en vannerie blanche et rouge. Sur une chaise, un morceau d'étoffe ornée de coquelicots imprimés. Norah déplia le morceau d'étoffe. C'était une chemise. Elle l'enferma dans un placard dissimulé derrière un paravent japonais.

— Asseyez-vous, Lion.

Léon regarda les livres empilés sur un rayonnage au-dessus du divan.

— Vous aimez beaucoup les poètes... — dit-il.

— Il y a des volumes de poésie dans toutes les boutiques de marchands de journaux dans toutes les gares d'Angleterre!

Au mur pendait une reproduction de *l'Espérance* de Watts. Plus loin une pancarte avec des lettres pyrogravées :

Life's a melody
If you'll only hum the tune[1].

— Je l'ai payée six pence, — dit Norah.

Elle s'assit sur le divan et seulement alors enleva son chapeau. Elle alluma près d'elle une petite lampe au grand abat-jour bleu.

La nuit brouillait déjà les vitres.

— Vous rappelez-vous la maison des Sadleir à Carshalton? — demanda Léon.

— Vaguement. Bien mal meublée. Une table peinte en noire, carrée, était la chose la plus horrible que j'aie jamais vue.

— Jessie Sadleir dansait bien, — reprit Léon.

— Comme une fille stupide! Elle voulait apprendre, je me souviens, une jolie danse avec des rubans. J'ai essayé. Une oie! Et vous, vous rappelez-vous notre jardin?

— Il était rempli de roses magnifiques. Je vous avais photographiée près d'un rosier.

— Horrible photographie!... Mon père aimait beaucoup les fleurs. Pas seulement des roses dans notre jardin. Vous rappelez-vous les pois de senteur mauves?

— Je me souviens des pois de senteur dans le jardin des Sadleir, — dit Léon.

— Dans le jardin des Sadleir?...

Elle rit. Pas aussi doucement qu'à l'Exposition d'Art chinois. Le dos renversé sur le divan, elle regardait le plafond. Au-dessus de son visage, sa main en l'air semblait cacher les ombres, les unes après les autres.

1. *La vie est une mélodie,*
Il suffit d'en fredonner l'air.

— Derrière la maison des Sadleir, on jouait au tennis sur une pelouse pelée! — reprit-elle. — Aucun jardin. Pas un seul pois de senteur.

Elle ne bougea pas, mais elle continua :

— Regardez la petite coupe sur l'étagère, à votre gauche. Elle me sert de cendrier. Voyez-vous les lettres d'or au fond de la coupe. C'est un poème.

Elle récita lentement :

Omae to washi to wa
Tamago no naka yo
Watasha shiromi de
Kimi wo daku.

— Qu'est-ce que cela veut dire? — interrogea Léon.

Norah demeura grave et dit :

Nous sommes, vous et moi,
Le dedans d'un œuf :
Moi, je suis le blanc,
Et je vous embrasse!

— Vous avez appris le japonais?

— Je l'ai toujours su... Au moins quelques poèmes japonais!... Ne vous rappelez-vous pas que je suis née au Japon? J'y ai passé près de seize ans. Ne vous rappelez-vous pas mes jolies danses japonaises?

Léon ne répondit pas.

— Voulez-vous que j'aille demander à Olive de préparer le thé? — demanda Norah.

— Vous savez, en France, je n'ai pas l'habitude de prendre du thé dans l'après-midi.

Norah se redressa lentement, attira vers elle une boîte de cigarettes. La boîte était vide.

— Je ne vous ai même pas demandé si vos affaires sont agréables et si vous êtes marié, — murmura-t-elle.

— Je suis marié, — reprit Léon.

Il chercha quelque chose d'autre à dire au sujet de son mariage et de Rolande, mais avant qu'il ait trouvé, Norah continua :

— Je sais par cœur beaucoup de poèmes japonais. Voici la traduction de l'un.

Elle recommença à réciter, en regardant le feu :

Le siècle qui a trouvé
Les désinfectants,
Ne peut-il donc trouver remède à
L'infidélité?

— Et cet autre, — ajouta-t-elle.

La preuve que je vous aime,
C'est que votre habitude
A mon insu devient
Mon habitude.

Elle se retourna vers Léon et parla d'une voix singulière, un peu sifflante :

— Dans le mariage, les habitudes, ça doit être assez *embêtant*!... Vous voyez, je sais votre argot français. Olive m'a appris... Allons voir Olive...

Elle se leva brusquement et, comme elle passait devant Léon, ses cheveux chatouillèrent l'oreille de celui-ci.

— Olive est restée plusieurs années à Paris, — reprit-elle en entrant dans la pièce où une jeune femme brune était assise près d'un lit d'enfant.

— Bonjour, — dit Olive.

Elle tendit la main à Léon.

— Norah m'a beaucoup parlé de vous, — continua-t-elle. — Je vous présente Blackie. Il a onze mois. Quand il pleure il fait un drôle de bruit avec sa bouche. Pas pour embêter le populo! Il n'est pas un garçon méchant.

Olive parlait très lentement. Ses lèvres étaient aussi rouges et aussi épaisses que celles de Norah, mais ses narines fines et son petit nez disparaissaient presque au milieu de son visage rond. Malgré de larges lunettes d'écaille, elle plissait les paupières quand, sans presque remuer la tête, elle regardait autour d'elle. Les yeux de Norah semblaient au contraire s'élargir sans cesse, pour mieux voir.

— Vous avez habité la France? — demanda Léon.

— Mon atelier se trouvait au bout de la rue de Vaugirard,

— répondit Olive. — A côté, des sortes de casernes bordaient le boulevard désert. Les soldats sortaient des casernes en ajustant leurs ceintures. De ma fenêtre, je voyais les toits de Paris. Des milliers de toits en zinc. Quand le soleil se couchait, les toits brillaient comme une rue de Londres sous la pluie.

Les cheveux d'Olive très noirs, un peu raides, tranchaient sur sa peau mate; ils descendaient en frange sur son front. C'était Olive qui eût pu naître au Japon

— Un très bon temps à Paris, n'est-ce pas, Olive? — dit Norah.

— Très bon. J'habitais avec une copine française qui faisait notre cuisine. Nous n'avions guère de vaisselle et pour mettre le beurre, rien. Chaque fois que la copine rentrait avec un morceau de beurre frais, de toutes ses forces elle le jetait contre le mur. Le beurre collait. La meilleure place pour le beurre, ne pensez-vous pas?

Norah apporta le thé.

— Nous dansions, — raconta Olive. — On se réunissait dans des ateliers sans électricité et qui sentaient la nourriture. Une fois, je me suis déguisée en opium. J'avais arrangé comme un costume de bain une combinaison noire. Les épaules et les jambes nues, je suçais un long porte-cigarette vert.

— Imaginez-vous, — dit Norah à Olive, — que Lion croyait que Jessie dansait bien? Vous savez, Jessie qui a épousé Peter Colman?

— C'est une idée curieuse, — dit Olive. — Je ne connais Jessie que depuis que ses gros pieds font du tapage sur les parquets.

Le thé était bouillant. Léon se brûla la langue.

— Si j'ai cru que Jessie dansait, c'est peut-être parce qu'elle est née aux Indes... — dit-il.

Sa propre voix lui parut enrouée.

— Oh, Lion! — s'écria Norah. — Vous mélangez tout. Jessie est une brave fille qui n'a jamais quitté l'Angleterre. C'est moi qui suis née très loin, au Japon. C'était moi qui dansais avec des flots de rubans, comme une orientale.

Elle vida, dans un large bol, le fond des tasses, remplit de nouveau celles-ci.

— Et les pois de senteur ne poussaient pas dans le jardin des Sadleir, — reprit-elle d'un ton uniforme.

Léon se trouvait près de la cheminée. Le feu, le thé ou son propre sang enfiévraient ses joues.

Norah se mit à réciter à mi-voix :

Noreta iru no wo
Shitte wa iredo
O-Ki no dou da ga
O-Kotowiri.

— Je me demande si je me rappelle le sens, — dit Olive.

La cuillère de Léon, en équilibre au bord de sa soucoupe, glissa sur son pantalon, tomba sur la pointe de son soulier, dut tacher le tapis. Le thé déborda dans la soucoupe.

— Les poèmes japonais ne sont pas tous convenables, — dit Norah.

— Traduisez quand même; Blackie dort : il n'entendra pas, — chuchota Olive.

Elle regarda, près du lit de Blackie, un grand bouquet de monnaie du pape.

L'accent doux de Norah reprit :

Que vous me désiriez,
Cela, je le sais, mais
Vous me voyez navrée de
M'excuser.

Norah fredonna un air de jazz.

Léon Pamaysouette essayait de composer quelques phrases.

— Quel âge a maintenant Jessie? — demanda-t-il enfin.

— Oh! elle est encore une jeune femme malgré le volume de sa graisse, — dit Norah.

Elle se leva et, grande et verte, s'étira devant le feu.

— Vous et moi, nous étions beaucoup plus âgés qu'elle, — continua-t-elle. — En 1913, quand vous habitiez chez ses parents, elle n'était encore qu'une enfant.

Norah mit ses deux mains derrière sa nuque. Malgré l'ombre où demeurait son visage, ses cheveux blonds resplendissaient.

En lui-même Léon entendit la voix de Rolande :

« Les soutien-gorge Kosmos empêchent de savoir comment une femme a les seins faits. »

— En 1913, — reprit Norah, — Jessie ne devait pas avoir

plus de onze ans. Nous étions revenus du Japon depuis dix-huit mois. J'avais alors dix-neuf ans moi-même. Mon cher garçon, ce n'était plus une enfant qui... se promenait avec vous derrière les pois de senteur du jardin de mon père.

Olive caressait des doigts le bouquet de monnaie du pape.

— Quand Blackie se réveillera, il sourira au joli bouquet blanc, — dit-elle.

Immobile, elle regarda tour à tour Norah et Léon :

— Dînerez-vous ici tous les deux, ce soir, ou au restaurant? — demanda-t-elle.

— Je regrette tellement! — s'écria Norah. — Mais ce soir, Jimmy Robserton me conduit au *Fortune Theater*.

— Jimmy est un bon rameur, — dit Olive. — Mais la pièce du *Fortune Theater* est une chose stupide. Une histoire idiote de cocus. Une détestable imitation de Wycherley.

— Il faudra bientôt que je m'habille, — dit Norah.

Léon se leva.

— Eh bien! au revoir, Lion, — reprit Norah. — J'espère que nous nous reverrons un jour ou l'autre.

— Au revoir, — dit Olive. — Quand Blackie sera grand, je retournerai, une fois, avec lui à Paris.

***

Une pluie fine tombait. Peut-être un brouillard assez dru.

Léon chercha son chemin à travers des rues obscures. Mais il eut le temps d'aller prendre sa valise à l'Hôtel de de Bayswater avant de s'installer dans le train de Newhaven, le soir même.

Le compartiment qu'il choisit était vide.

Quelques minutes avant le départ, monta un vieux Juif anglais avec des lunettes d'or, une barbe blanche et des valises neuves. Les valises portaient toutes une étiquette : « Philip Cohen, chez John Cohen, Jérusalem. »

Des courants d'air entourèrent Léon Pamaysouette.

A chaque gare, le compartiment s'arrêta devant une affiche identique :

Nero set fire to Rome,
You keep warm with Oxo[1].

1. *Néron mit le feu à Rome,*
Réchauffez-vous grâce à l'Oxo.

Malgré la pluie qui balayait le pont du bateau dans le port de Newhaven, la mer fut mauvaise.

Le salon des troisièmes classes se remplit d'odeurs et de bruits. Étendu sur sa couchette, Léon essaya de dormir. Mais les heurts des cuvettes et les plaintes de ses voisins le bousculaient, sans cesse, hors de son assoupissement.

Les mêmes échos détestables bourdonnaient encore dans ses oreilles tandis que, du couloir d'un wagon, il tentait, à travers une aube brumeuse, de découvrir Paris.

Léon s'arrêta, un instant, devant la porte du petit appartement de la rue Caulaincourt : en introduisant sa clé dans la serrure, il crut qu'au fond de sa tête endolorie, les plaintes et les heurts n'étaient pas apaisés.

Rolande, un coude sur l'oreiller et les yeux troubles, regarda à peine s'approcher son mari.

— Tu te rends compte de la belle nuit que je viens de passer! — murmura-t-elle. — Au moins trois mois que je n'avais pas été malade de la sorte!

Elle porta la main à sa gorge et soupira avec force.

— Ce sont les escargots que j'ai mangés hier soir... — reprit-elle. — Des escargots farcis comme il faut, qu'ils disent?... On ne se moque pas du monde pareillement!

— Tu vois, je suis bien revenu dès le dimanche matin... — commença Léon.

Rolande l'interrompit :

— Dis donc, avant d'enlever ton pardessus, sais-tu ce que tu pourrais faire?... Descends à la crèmerie. Achète un litre de lait... Un petit flan, c'est encore ce qui passera le mieux à midi[1].

PIERRE DE LESCURE

1. La traduction des poèmes japonais cités est empruntée à l'ouvrage de M. Georges Bonneau, ancien directeur de l'Institut franco-japonais à Kyoto : *L'expression poétique dans le Folk-Lore japonais*, volume premier : *Le vingt-six syllabes de formation savante* (Geuthner).

LE
SYMBOLISME ET LA PEINTURE

Le symbolisme, dont on commémore le cinquantenaire, n'a pas excité moins d'intérêt chez les peintres que chez les littérateurs. Les uns et les autres ont professé des doctrines semblables.

Comme toutes les écoles, le symbolisme s'est d'abord posé en s'opposant. Après 1830, deux théories s'étaient affrontées : les partisans de l'art social, saint-simoniens ou catholiques, amis de Lamennais, avaient combattu les défenseurs de l'art pour l'art. Les réalistes, Courbet, Proud'hon avaient, à leur tour, soutenu que l'art doit servir les grandes causes modernes, tandis que les Parnassiens lui assignaient pour seul devoir la création de belles œuvres. Les naturalistes traitèrent, comme les réalistes, des sujets empruntés à la vie courante, mais se refusèrent à en tirer des conclusions morales, sociales ou politiques; contemporains de Claude Bernard, ils prétendaient observer la nature avec les méthodes impartiales des savants; ils revendiquaient le droit de tout représenter, les monstres comme les êtres normaux, les malades comme les héros. Le naturalisme pictural, qui se targuait d'être objectif, se transforma en impressionnisme et l'artiste, curieux de saisir la réalité en ses aspects éphémères, finit par traduire ses visions les plus personnelles.

Aux naturalistes de jeunes hommes reprochèrent leur goût pour les personnages vulgaires et les sujets bas, pour les blanchisseuses et les filles, pour les scènes de cabarets et de fau-

bourgs; aux impressionnistes ils firent grief de ne pas penser. Des philosophes critiquèrent la doctrine esthétique de Taine, qui semblait celle du naturalisme même. L'écrivain, le sculpteur, le peintre, disaient-ils, n'est pas seulement le produit de la race, du moment, du milieu; il est un homme, c'est-à-dire un être capable de réagir, d'imaginer, un poète.

Cet idéalisme, ils l'admiraient chez un Puvis de Chavannes. Vers 1840, un classicisme nouveau était apparu : Delacroix traitait des sujets antiques, Gautier admirait la beauté des marbres helléniques; Ingres peignait *l'âge d'or*. Puvis, qui vint après eux, n'hésita pas à représenter ces entités, qui faisaient sourire Courbet, la Paix, la Guerre, la Science, les Muses, mais ses figures ne furent jamais ni les allégories conventionnelles des peintres académiques ni les modèles déguisés des faux naturalistes. Lorsqu'il célèbre *Marseille, Colonie antique*, il ne raconte pas l'histoire de sa fondation; il ne présente pas quelque déité coiffée de la couronne urbaine; il transpose : un large paysage, des colonnes brisées, des femmes en de nobles attitudes, chaque détail concourt à l'évocation. Puvis déclarait : « Pour toutes les idées claires, il existe une pensée plastique qui les traduit. Une œuvre naît d'une sorte de confuse émotion dans laquelle elle est contenue comme l'animal dans l'œuf. La pensée qui gît dans cette émotion, je la roule, je la roule, jusqu'à ce qu'elle soit élucidée à mes yeux et qu'elle apparaisse avec toute la netteté possible. Alors je cherche un spectacle qui la traduise avec exactitude; c'est du symbolisme, si vous voulez ». C'est, en effet, déjà du symbolisme et l'influence de Puvis fut grande sur tous les artistes qui se groupèrent sous ce vocable.

Mais Puvis, dont l'esprit est classique, reste dans le domaine platonicien des idées pures. Ses personnages conservent un caractère de généralité; ils échappent au temps. D'autres artistes, plus proches du romantisme, se plurent à insister sur la couleur locale. A l'homme universel le romantisme avait substitué l'individu; il avait voulu montrer les caractères d'exception, les héros et les brigands, les pays étranges, les civilisations éloignées par le temps ou l'espace, le Moyen âge ou l'Orient. Le Parnasse avait remis en honneur l'antiquité, mais il l'avait regardée avec des yeux toujours romantiques.

Les archéologues révélaient une Grèce colorée, barbare, asiatique; du limon mésopotamien ressuscitaient des peuples; du fond des Indes les dieux monstrueux arrivaient en cortège. Hugo et Quinet, Leconte de Lisle et Ménard rêvaient de théogonies; Renan déroulait le linceul de pourpre où dorment les dieux morts et Flaubert les voyait apparaître dans les prunelles hallucinées de saint Antoine. Chenavard leur voulait consacrer les murs du Panthéon, dont il eût justifié le nom. Gustave Moreau retraçait les avatars de Jupiter, ses amours avec Europe ou Sémélé; il redisait les travaux d'Héraklès, et dans ses tableaux, comme dans les poèmes de Leconte de Lisle, revivaient toutes les légendes antiques ou bibliques, païennes ou chrétiennes, occidentales ou asiatiques.

Gustave Moreau ne se contentait pas de représenter : il désirait aussi suggérer des sentiments. Il nous a laissé les commentaires de tableaux comme *les Filles de Thespius*, *Moïse* ou *Tyrtée*. Il voulait montrer la mélancolie du héros qui va donner la vie ou qui se prépare à la quitter. Schuré, dont les ouvrages seront lus par les symbolistes, a expliqué l'*Œdipe et le Sphinx* de Moreau et nous pourrions instituer de nombreux rapprochements entre les œuvres littéraires de ce temps et les tableaux de cet artiste. Moreau, toutefois, n'admettait point que les conceptions des peintres se manifestassent ouvertement. Ses idées doivent être traduites par des formes, c'est-à-dire par des symboles. A un amateur il écrivait : « J'ai trop souffert dans ma vie de cette opinion injuste et obscure que je suis trop littéraire pour un peintre. Tout ce que je vous écris sur mon tableau, pour vous être agréable, ne demande pas à être expliqué par des paroles. Le sens de cette peinture, pour qui sait lire un peu dans une création plastique, est extrêmement clair et limpide; il faut seulement aimer, rêver un peu... Ce serait déplorable que cet art admirable, qui peut exprimer tant de choses, tant de pensées nobles et ingénieuses, profondes, sublimes, que cet art dont l'éloquence est si puissante, se trouve réduit à des traductions photographiques ou à des paraphrases de faits vulgaires. »

De même que ses idées, les émotions personnelles du peintre seront traduites par des formes symboliques. Gustave Moreau n'admet pas les confessions lyriques du romantisme. Lorsqu'il

perdit sa femme, il peignit un Orphée au tombeau d'Eurydice. « L'évocation de la pensée par la ligne, l'arabesque, et les moyens plastiques, voilà mon but », écrivait-il. Ce sera celui des symbolistes.

Des romantiques et des parnassiens, Moreau a conservé certains goûts qu'il transmettra aux symbolistes. Il aime, comme eux, le luxe, les couleurs rares, les orfèvreries pesantes, les architectures étranges. Sa reine de Saba n'est pas moins chargée de bijoux que celle de Flaubert. Comme Flaubert encore, comme Mallarmé, comme plus tard Oscar Wilde, il a volontiers représenté le personnage de Salomé. Ses décors, ses figures, ont séduit Huysmans, les Goncourt, Heredia, Jean Lorrain, Peladan et bien d'autres. Chez lui la couleur joue un rôle évocateur; les rutilances sanglantes, les verts purs des glaciers ou les verts malsains des pourritures, les noirs funèbres, les pourpres sonores, les ocres solides, les bleus des lacs alpestres ou des calanques provençales, les tons les plus chatoyants, les plus éclatants, les nuances les plus subtiles, les plus nacrées ont mission d'exprimer les sentiments de l'artiste. « Il ne faut pas copier la couleur, disait-il à ses élèves; il faut en avoir l'imagination. » Aujourd'hui, certes, nous distinguons des artifices chez Gustave Moreau, comme nous apercevons ceux, plus visibles encore, de ses contemporains étrangers Hans von Marées ou Bœcklin, mais nous ne pouvons oublier l'influence qu'exercèrent sur les symbolistes les œuvres de Moreau.

Les lignes et les couleurs étaient pour Moreau des moyens de communiquer ses idées, ses émotions. A la même époque, des poètes, des artistes affirmaient que toute ligne, toute couleur est le signe d'une idée, d'une émotion. Cette doctrine n'était pas nouvelle; sans remonter à l'antiquité, ni au Moyen âge, il suffit de rappeler les théosophes et les illuministes du XVIIIe siècle et les romantiques allemands, comme Novalis. Au début du siècle, Cousin avait écrit que tout est symbole dans la nature. Jouffroy, dans son *Cours* (1822), plaçait la source du sentiment esthétique dans la sympathie, seule capable de mettre en contact l'âme de l'artiste et les forces cachées de la Nature. L'art est pour lui « l'expression de l'invisible par des signes naturels qui le manifestent ».

La même année, dans son *Journal*, Delacroix, qui avait, ainsi que Jouffroy, suivi les leçons de Cousin, écrivait : « Dans la peinture il s'établit comme un pont mystérieux entre l'âme du personnage et celle du spectateur. » On pourrait suivre le développement de cette idée chez des esthéticiens comme Mazure ou Topfer. L'esthétique de Hegel, connue chez nous par la traduction de Bénard, vint confirmer ces doctrines. Pour Hegel toute l'histoire de l'art est celle d'une sorte de lutte entre la forme et l'idée. L'idée a d'abord cherché sa forme, et ce fut l'époque symbolique, ce fut l'antiquité orientale; puis l'idée a trouvé sa forme, ce fut l'époque classique; enfin l'idée a dépassé sa forme, c'est l'époque romantique, dont le Moyen âge marque l'avènement. Le beau devient pour Hegel la manifestation sensible de l'idée. Les symbolistes n'ignoraient pas Hegel; Laforgue possédait ses œuvres. Ils en tirèrent quelques principes à leur usage, ils affirmèrent le rôle de l'idée dans l'art; ils crurent que la forme doit être un symbole de l'idée, que la réalité est une manifestation de l'esprit. Ils estimèrent qu'il fallait cesser de représenter la nature, telle qu'elle se montre à nous, comme l'avaient fait réalistes et naturalistes, mais qu'il convenait d'exprimer les mystères cachés.

Cette idée de la correspondance entre le visible et l'invisible, nul n'a plus contribué à la répandre que Baudelaire. L'imagination est pour lui la faculté maîtresse de l'artiste; comme le disait Schopenhauer, elle libère le poète; elle lui permet de découvrir les rapports secrets que perçoivent les mystiques, les visionnaires. Les correspondances existent entre les sons, les couleurs, les lignes et aussi entre ces qualités de la nature et l'invisible. On a maintes fois cité le sonnet baudelairien :

La Nature est un temple où de vivants piliers
Laissent parfois sortir de confuses paroles;
L'Homme y passe à travers des forêts de symboles...
Les parfums, les couleurs et les sons se répondent...

Les phares[1] ne sont que des variations sur les correspondances que Baudelaire découvre en Rubens, en Rembrandt,

1. On n'a pas, croyons-nous, remarqué que Baudelaire emprunta cette métaphore au critique d'art, Gustave Planche (Salon de 1831).

en Delacroix. Si toutes les choses sont unies par des liens mystérieux, toutes les formes de l'art sont l'expression d'une même réalité profonde. Comme son ami Wagner, Baudelaire croit à l'unité de l'art. Aussi n'est-il pas seulement un poète, il cherche la beauté chez les peintres, chez les musiciens. Delacroix, qu'il a tant aimé, écrira en 1856, dans son *Journal* : « On en viendra à exécuter des symphonies en même temps qu'on offrira aux yeux de beaux tableaux pour compléter l'impression. » Toute l'esthétique baudelairienne implique cette idée que le beau dépasse les barrières que semblent dresser les conventions morales et sociales et même la nature. Baudelaire restaure presque la hiérarchie qu'établissait la doctrine classique du XVIIe siècle entre les genres qui se contentent d'imiter la nature et ceux qui la dominent, entre les œuvres produites par l'observation et celles qui sont nées de l'imagination. Dans son désir de s'élever au-dessus du banal, Baudelaire ne craint pas de vanter l'artifice, le mensonge; il accuse la nature de manquer de fantaisie, et, prévoyant déjà ce que sera l'art d'un Gauguin, il rêve de prairies teintes en rouge; il aime tout ce qui est étrange, exotique, tout ce qui permet à notre pensée de s'évader loin de ce monde, le rêve.

Ces idées pénètrent peu à peu chez les peintres. Les écoles ne sont jamais aussi nettement définies que les doctrines dont elles font parade. Des peintres naturalistes, ou du moins réputés tels, Fantin-Latour et Whistler, prétendirent, par leurs œuvres plastiques, célébrer leurs musiciens favoris. Fantin n'était pas naturaliste par tempérament : lorsqu'il voulait peindre un de ses « hommages », il commençait par esquisser une composition allégorique, il la transformait bientôt suivant les meilleurs principes de l'esthétique naturaliste et nous montrait un groupe d'amis autour d'un chevalet, d'une table, d'un piano. Les peintres de cette époque ont aimé la musique : Degas, Fantin, Whistler, Zandomeneghi et leurs amis ont maintes fois traité des sujets intitulés : *la leçon de piano, le duo, au piano...* Fantin voulut faire plus et exprimer son admiration pour Berlioz, Wagner, Schumann ou Brahms. Il ne représente pas, comme Degas, le moment d'un opéra, les reflets de la rampe sur les costumes des acteurs, le rideau qui se baisse sur les ballerines, le crâne des violonistes, le dos

des spectateurs. Fantin ne décrit pas une scène particulière. Ses lithographies sont des évocations. Des nuages qui ne dominent aucune terre, des rochers sans contexture géologique, des arbres sans essence, des figures immatérielles; voilà les personnages qui apparaissent dans une lumière d'outre-monde et qu'effleure le souvenir de Prud'hon. Nous n'avons pas devant nous M. X... ou mademoiselle Y..., dans *les Troyens*, mais le symbole de *Parsifal* ou l'émotion que soulève en notre âme l'ultime lueur du *Crépuscule des Dieux*.

Whistler, accusé par la Royal Academy d'importer en Angleterre le naturalisme de ses amis français, déclarait, au contraire, que l'artiste est né pour parachever la nature et lui conférer une poésie dont elle lui semblait manquer. Il prétendait traduire les sons avec des couleurs. Certes, nous le savons, ce ne fut pas lui qui en 1863 donna à sa jeune fille du Salon le titre de *Symphonie en blanc*, mais bien Paul Mantz, qui citait le poème de Gautier. Peut-être cet article éveilla-t-il chez Whistler l'idée qui sommeillait en lui. Désormais, il composera des symphonies, symphonies en vert et violet, symphonie en blanc et rouge, il empruntera à Chopin le titre de ses nocturnes; il exécutera des variations, des arrangements, il numérotera ses œuvres comme le font les musiciens. Plus encore que Fantin, Whistler s'avance sur le chemin des correspondances.

Whistler n'instituait des rapports qu'entre les qualités de la nature, les sons et les couleurs, et souvent se contentait de les affirmer en des titres, il faut l'avouer, assez artificiels. Les visionnaires découvrirent des correspondances entre le visible et l'invisible. L'hallucination a bien des degrés, bien des formes; elle peut exagérer la mesure des choses, en multiplier le nombre; elle place dans les perspectives infinies de Piranese des hommes minuscules comme des cirons; elle agite les personnages tourmentés d'un William Blake, elle éblouit l'œil d'un Turner. Hugo est un visionnaire en maints poèmes, Flaubert dans la *Tentation de saint Antoine*, Baudelaire dans les *Paradis artificiels*. Tous ces visionnaires produisent une sensation d'énorme, d'étrange, en modifiant les relations naturelles qui existent entre les formes, en donnant plus d'intensité aux couleurs, à la lumière, à l'ombre. Chez

Rimbaud, la vision est différente. On a voulu faire de ce poète, à peine sorti de l'enfance, un disciple des yogis, un philosophe ésotérique; nous n'avons à juger ici que ses œuvres. Chez lui les images perdent tous leurs liens habituels. Il suffit de restituer aux arcades et aux figures de Piranese leur échelle normale pour reconstruire notre monde. Rimbaud imite arbitrairement les formes. Des correspondances baudelairiennes s'établissent; une image colorée appelle une image tactile; un parfum évoque un son; les voyelles deviennent des couleurs. Peu importe que le sonnet fameux ne soit qu'une transposition, volontairement déguisée, d'un alphabet enfantin. Il faut le prendre comme il se présente; les *Illuminations* sont une danse de phantasmes.

Même évolution chez les peintres. Delacroix en ses tableaux, Hugo en ses lavis exagèrent les formes, les contrastes; chez Bresdin l'extraordinaire apparaît : dans le dessin qu'il exécuta pour préparer sa planche du *Bon Samaritain* et que possède le Musée municipal de la Haye, les arbres sont peuplés de monstres, les branches tendent des bras humains, les racines sont des mandragores. Certes, il emprunte à la réalité des éléments de ses formes : « Mes dessins sont vrais, quoi qu'on en dise », affirmait-il, mais son imagination transformait tout : « Voyez-vous ce tuyau de cheminée? demandait-il à son élève Odilon Redon; que vous dit-il? Il me raconte à moi une légende. » Les naturalistes n'apercevaient que le tuyau, Redon écoutait les légendes.

Redon condamnait « l'idéal extérieur de pensée concrète » qui était celui des impressionnistes, mais s'il demandait à l'artiste de ne point se contenter de reproduire la réalité, il était l'adversaire de la peinture littéraire. « Il y a peinture littéraire toutes les fois qu'il n'y a pas invention plastique. » Ce sont les moyens propres à la peinture qui doivent suggérer l'idée, et par idée, il entendait tout ce qui peut traverser l'esprit du poète, tous les sentiments, tous les rêves, toutes les vagues effusions, toutes les couleurs ou les formes en devenir. « Le sens du mystère, c'est d'être tout le temps dans l'équivoque, dans les doubles, triples aspects, les soupçons d'aspects. » Redon aimait les poètes qui fournissaient un aliment à son imagination, Dante, Gœthe, Poe; il s'inspira de

Baudelaire, traduisit à sa manière la *Tentation de saint Antoine*, de Flaubert; il fréquenta Villiers de l'Isle-Adam, ce romantique attardé, fut l'ami de Mallarmé; il découvrit Claudel chez qui « chaque ligne contient une vision à peindre ». Il était passionné de musique et déclarait être né sur une onde sonore.

Alors que les naturalistes croient emprunter à la science ses méthodes d'observation, Redon y découvre le sens de l'infini, des espaces cosmiques, l'image des mondes en fusion, des cataclysmes de lumière. Son ami, Clavaud, le biologiste, lui révèle les micro-organismes et Redon rêve des origines et dessine des lithos qu'il intitula *éclosion, germination, quand s'éveillait la vie au fond de la matière obscure; il y eut peut-être une vision première essayée dans la fleur...* et ce sont des combats entre l'ombre et la lumière, ce sont des montées d'êtres étranges, polypiers monstrueux, têtes sans corps, yeux sans tête, cellules ciliées; ce sont des éclatements de couleurs, des pétillements de vermillon, des stridences de jaune, des ruptures de bleu qui s'effrite en poussière; ce sont des métamorphoses de fleurs en papillons, de papillons en nuances, de nuances en lueurs. Lors même qu'il représente la matière, il la revêt d'un aspect irréel; ses anthémises, ses anémones, ses zinias semblent éclairés déjà par les rayons de cette lumière noire dont nous venons de découvrir les premières splendeurs. Il faudrait pour analyser l'œuvre de Redon rapprocher ses visions d'homme si bien équilibré des visions des fous, comparer ses peintures à ces hallucinations, où la lumière s'irradie autour d'un centre, comme dans les « mandalas » de l'Extrême-Orient.

Baudelaire, Rimbaud, Corbière, Gustave Moreau, Puvis de Chavannes, Odilon Redon précèdent la génération symboliste et l'expliquent. A la conception objective de l'art, ils ont substitué une conception subjective. Pour les naturalistes, le peintre est avant tout un œil qui reproduit la réalité; pour ces présymbolistes, il est une sensibilité vibrante, qui se libère de toutes les servitudes de la race, du milieu, du moment, qui s'évade de l'immédiat en un monde de formes imaginaires et de couleurs exaltées. La vie est triste et basse; à quoi bon nous montrer les accès d'un Coupeau, les turpitudes de la fille

Elisa, alors que devant les portes du rêve, la fantaisie peut, en prononçant le « Sésame, ouvre-toi » pénétrer dans son vrai domaine et prendre possession de cette caverne platonicienne où s'entassent les richesses de l'étrange, de l'inouï, de l'invu, de tout le possible, de tout l'impossible?

Vous revenez au romantisme, disaient les naturalistes. Et pourquoi non? « Je suis né romantique », proclamait, Verlaine. Romantiques étaient les contes de Barbey d'Aurevilly, les pièces de Villiers de l'Isle-Adam, les légendes de Gustave Moreau, les visions d'Odilon Redon. Si le romantisme est la révolte contre la raison raisonnante, contre la nature naturée, si le romantisme est l'élan vers la libre fantaisie, vers le mystère, vive le romantisme! La beauté, ce n'est plus la beauté formelle, sculpturale, définie et définitive du Parnasse, c'est une beauté moins rigide, plus immatérielle, qui habite les sommets de notre pensée, non pas de notre pensée logique, mais de cette pensée qui est l'épanouissement de notre esprit multiforme, capable d'unir en une même intuition les lignes, les couleurs, les sons. L'art, comme Protée, change d'aspect sans changer d'être; il est une orchestration de toutes les notes que peut rendre le clavier humain, de toutes les notes où résonnent des harmoniques; il est divers, mais il est unique; il est poésie, il est peinture, il est musique, sans jamais cesser d'être l'art.

Pour les poètes symbolistes, il est musique d'abord. « De la musique avant toute chose », disait Verlaine et chez les peintres les lignes vont s'infléchir comme une mélodie en des courbes flexibles, les couleurs vont éclater ou s'alanguir jusqu'aux nuances les plus enflammées ou les plus subtiles. L'artiste est un magicien; il évoquera nos rêves oubliés, il saura libérer cet inconscient qu'Hartmann vient de décrire et sur quoi se penchent des poètes comme Laforgue, des psychiatres comme ceux de la Salpêtrière ou de Nancy. Peintres et poètes ne souffraient plus que l'art demeurât embourbé dans les bas-fonds du naturalisme; ils voulaient à Pégase restituer des ailes.

***

Telles sont les idées qui, vers 1880-1884, étaient agitées dans les petites revues, dans les cénacles, dans les cafés, où se réunissaient écrivains et artistes. Et ce fut en ce printemps symboliste une floraison de manifestes, Mallarmé proclame que « la poésie est l'expression par le langage humain, ramené à son rythme essentiel, du sens mystérieux des aspects de l'existence ». Pour Huysmans, la poésie devrait être « l'un des factices véhicules des esprits détenus, quelque chose de vague comme une musique, qui permette de rêver sur des au delà, loin de l'américaine prison où Paris nous fait vivre ». Selon Stuart Merrill, « la poésie doit suggérer tout l'infini d'une pensée ou d'une émotion qui ne s'est pas encore expliquée... »

M. Raynaud, dans sa *Mêlée symboliste*, a rappelé que la génération de 1880 ne ressemblait pas à celle de l'Empire; les désastres de la guerre avaient transformé l'âme française; Laforgue, dans ses lettres, exprimait tous les tourments de cette jeunesse, sensible, inquiète, pessimiste. « Qui de nous n'est pas un peu névrosiaque? » Le désir d'échapper à la réalité qui hantait Baudelaire anime Mallarmé (*Brise marine, l'Azur, Tristesse d'été...*), Laforgue songe à une poésie « qui ne dise rien, qui soit des bouts de rêverie sans suite ». Cette génération ne croit plus à la toute-puissance de la raison; Brunetière proclame la faillite de la science. Lachelier écrira à Paul Janet en 1891 : « C'est Ravaisson qui nous a appris, il me semble, à tous, à concevoir l'être non sous des formes objectives de substance, ou de phénomène, mais sous la forme subjective d'action spirituelle, que cette action soit au reste, en dernière analyse, pensée ou volonté. Je crois que vous retrouverez cette idée chez M. Bergson et chez M. Ribot, aussi bien que chez M. Boutroux et chez moi-même. » M. Bergson allait publier son *essai sur les données immédiates de la conscience*; il allait restituer à l'âme cette vie profonde que révèle l'intuition; Fouillée parlait des idées-forces. L'esprit étendait son domaine. Écrivains et peintres tentèrent de lui rendre dans l'art sa place légitime.

Cette génération voulait aussi « vivre en beauté ». Des

Esseintes se vêt de velours blanc, arbore des gilets d'orfroi; il lit les auteurs de la décadence en sa bibliothèque tendue de maroquin et peinte en indigo foncé, tandis que, sur un tapis d'Orient, sa tortue, dont l'écaille est incrustée de chrysobérils, de péridots, d'ouvarovites, chemine parmi des fleurs naturelles qui semblent artificielles et des fleurs artificielles qui semblent naturelles. Montesquiou aménage son appartement et part à la découverte de l'art anglais.

A tous ces écrivains, à tous ces peintres étaient familières les théories de Ruskin et de William Morris, ainsi que leurs œuvres d'art décoratif. Laforgue « fréquentait beaucoup des albums anglais de Kate Greenaway, d'Emmerson ». Les sujets et les types préraphaëlites, les vierges botticelliennes, toutes ces femmes aux lourdes chevelures, aux regards absents que nous présentaient Burne Jones et Rossetti, toutes ces Espérances qui, dans les tableaux de Watts, rêvent, assises sur le monde, derrière le bandeau qui leur cache le triste avenir, toutes vont se promener dans les allées d'Hyde Park ou les rues de Paris. George Moore et Oscar Wilde ne sont pas moins connus des deux côtés du Canal; ils déclarent qu'ils vivent en harmonie avec leurs porcelaines bleues et traversent Piccadilly ou les boulevards un lys à la main. Wilde compose des symphonies en jaune, affirme que le vert est l'indice d'un tempérament subtil et que le véritable artiste va non pas du sentiment à la forme, mais de la forme à la pensée ou à la passion, thèse que ne contredirait pas M. Valéry. L'art devenait l'objet de la vie et la vie un objet d'art.

Les écrivains s'intéressent à la peinture comme les peintres à la littérature. Huysmans, qui avait débuté en naturaliste, fait, après 1880, l'éloge de Gustave Moreau et d'Odilon Redon et se convertit bientôt au symbolisme. Il est décadent dans *A Rebours*, mystique dans la *Cathédrale*. Ses personnages professent que la grande époque de l'art, c'est le Moyen âge — vieille thèse romantique — et que l'art moderne est dépourvu de noblesse et de pensée. Tout est symbole en la nature, tout est correspondance. En fait, Huysmans ne comprenait pas grand'chose à la peinture; il fit illusion, grâce au talent qu'il possédait de transcrire des tableaux en un style « coruscant ». On retrouve plusieurs de ses idées favorites

chez Peladan et les Rose-Croix. Eux aussi se disaient idéalistes et mystiques, et affirmaient, après les théoriciens classiques de ce XVIIe siècle qu'ils abominaient, l'éminente dignité de la peinture d'histoire — ce qui ne veut pas dire la peinture historique — et sa supériorité sur le portrait, le paysage, le génie.

Le véritable théoricien du symbolisme pictural fut Albert Aurier. Ce bon géant, venu de son Berry natal, possédait une large culture. Dans son essai inachevé sur une *nouvelle méthode de critique*, il a porté contre le système de Taine quelques-uns des coups les plus forts. Aurier était trop intelligent pour nier le talent des naturalistes et des impressionnistes, mais il était trop épris de symbole pour assimiler l'art et l'imitation de la nature. Il loue Puvis de Chavannes — que ne comprenait pas Huymans — d'avoir revendiqué « le droit au rêve ». L'art doit être idéaliste, puisque son idéal sera l'expression de l'idée; il sera symboliste, puisqu'il exprimera cette idée par des formes, synthétique, puisqu'il écrira ces formes, ces signes, selon un mode de compréhension général, subjectif, puisque l'objet ne sera jamais considéré en tant qu'objet, mais en tant que signe d'idée, perçu par le sujet; décoratif, car la peinture décorative est précisément subjective, synthétique, symboliste et idéiste. Si la peinture cependant, n'était que cela, elle serait un simple hiéroglyphe; elle doit à ces qualités ajouter l'émotion, la haute émotion de l'âme que passionne le drame ondoyant des abstractions. Cette doctrine, un homme paraît à Aurier l'avoir réalisée dans ses œuvres : c'est Gauguin.

Gauguin semblait avoir été prédestiné au symbolisme. Il portait en son âme un fonds de romantisme, qui était peut-être l'héritage de sa grand'mère, Flora Tristan, l'amazone du socialisme. Est-ce de ses premières années passées au Pérou qu'il garda la nostalgie des pays étrangers, ce goût des vieux calvaires bretons, des estampes japonaises, cette curiosité des idoles maories, cette admiration pour tout ce qui est primitif, pour le « dada » de son enfance, ce besoin d'évasion qui lui conseilla d'abandonner son emploi chez un agent de change, la vie bourgeoise et familiale et qui l'entraîna de Pont-Aven au Pouldu, de Tahiti à la Dominique, d'aventures

en aventures? Faut-il attribuer à quelque lourde hérédité cette manie de la fuite qui se manifesta dès son jeune âge? Gauguin ne put jamais s'adapter à l'existence, au costume, aux idées de ses contemporains. Il fut un révolté; il reprochait aux impressionnistes de croire à la science, de se soumettre à la nature, d'ignorer les prestiges du rêve.

Pour Gauguin, l'art est une abstraction : « Il faut penser plus à la création qu'au résultat. C'est le seul moyen de monter vers Dieu en faisant comme le divin maître, créer... Devant la nature elle-même, c'est notre imagination qui fait le tableau. » Malgré les attitudes qu'il prit, Gauguin était un spiritualiste convaincu; il avait le sens du mystère, du divin. Peu d'hommes, à son époque, comprirent ses tableaux religieux, parce qu'on les interprétait selon la lettre, au lieu d'en rechercher l'esprit. Le *Christ Jaune*, c'est le Christ barbare qu'imaginent les pêcheurs bretons, ce *Combat de Jacob et de l'Ange* se déroule devant les yeux des paysannes, tel que le décrit le curé du village. Le mystère, Gauguin le découvre dans les traditions indigènes : à Tahiti, il voit les dieux d'autrefois, les idoles monstrueuses que les femmes couvrent de fleurs et le Tupapau, dont la peur obsède leurs âmes enfantines.

Ce mystère, il l'exprime par son dessin volontairement simplifié, par sa couleur systématiquement exaltée. Il déforme pour être plus vrai que la nature; il présente des prairies rouges et des arbres bleus, pour créer à ce mystère une harmonie. Ses amis parlaient de synthèse. Gauguin raillait toutes les écoles en *isme*, il n'écoutait que les commandements de sa sensibilité. Lorsqu'il peint *D'où venons-nous? Où allons-nous?* il représente des êtres primitifs dans la forêt : il ne prétend pas, car il déteste la littérature, développer un thème. Alors qu'il travaillait, l'anxiété de notre destin poignait cet être malade, qui sentait la mort aux aguets comme un Tupapau. Il pensait que ses inquiétudes devaient, même à son insu, donner à son tableau un accent particulier. Pour fixer le souvenir de son émotion, il inscrivit sur un coin de la toile ce titre qui explique non pas le sujet de l'œuvre, mais l'état d'âme de son auteur : *D'où venons-nous? Où allons-nous?* Le tableau, comme le poème, est une évocation de sentiments.

Van Gogh apparut à beaucoup comme un épigone de l'im-

pressionnisme, mais Aurier, qui, le premier, lui consacra un article, le proclamait un symboliste. La nature pour van Gogh est un prétexte. Les arbres se transforment en des torches flamboyantes, les champs ondulent sous un vent de fournaise, les vagues se recourbent en volutes; les formes, les couleurs expriment les passions. « Tu comprendras, écrivait, de la maison des fous, van Gogh à Émile Bernard, que cette combinaison d'ocre rouge, de vert attristé de gris, de traits noirs qui cernent les contours, cela produit un peu la sensation d'angoisse dont souffrent certains de mes compagnons d'infortune, qu'on appelle « noire rouge ». Et, d'ailleurs, le motif du grand arbre frappé par l'éclair, le sourire maladif vert rose de la dernière fleur d'automne vient confirmer cette idée ». Il reprochait à son ami de vouloir suggérer les émotions au moyen des sujets, *le Christ au jardin des Oliviers, le Christ portant la croix*, et non pas au moyen des lignes et des couleurs.

A cette première génération de symbolistes on pourrait rattacher des peintres étrangers, car le symbolisme recruta par delà les frontières des admirateurs dont certains fréquentèrent nos cénacles. Tels sont le Belge Khnopff, disciple des préraphaëlites et qui confond encore souvent allégorie et symbole, ou son compatriote James Ensor, peintre puissant, créateur de lamentables pantins qui semblent nous dire « Masques vous êtes aussi », Ensor, qui peint l'entrée du Christ à Bruxelles parmi toutes les hypocrisies sociales; c'est le Hollandais Toorop, c'est le Suisse Hodler, qui professe une théorie du parallélisme, parallélisme de la nature et des hommes, et qui prétendit exprimer son émotion « architectoniquement par le moyen du corps humain », et bien d'autres, qui, au nom de l'esprit, se révoltèrent contre le naturalisme.

On noterait même l'influence du symbolisme sur les disciples du naturalisme. Rops, dont Baudelaire avait signalé les débuts, préparé par toutes les diableries flamandes, emprunte au poète son satanisme. Comme les naturalistes, il représente des filles, mais il en accentue à ce point les caractères que ces filles deviennent la Fille, le symbole de toutes les perversités, de toutes les déchéances, de tout le mal qui corrompt le monde, une préfigure de la mort ricanante. De même chez Lautrec, la Goulue et Valentin se haussent à la dignité

d'emblème; leur « french cancan » devient une danse macabre et leur humanité dégingandée semble venger de toutes ses difformités le pauvre gnome héritier des comtes de Toulouse. Le « caractérisme » est la forme symboliste du naturalisme.

***

De 1888 à 1900, une nouvelle génération va modifier le symbolisme. Un groupe s'était formé autour de Gauguin à Pont-Aven, puis au Pouldu. Nous n'avons pas à discuter ici la question de savoir qui, de Gauguin ou de Bernard, d'Anquetin ou d'Armand Point, inventa le cloisonnisme et le synthétisme. M. Émile Bernard, par ses articles, répandit les théories du groupe qu'il abandonna par la suite : « Tout l'art qui tend à représenter plus que l'apparence est symbolisme, mais l'on pourrait dire que tout art qui ne suggère pas plus que l'apparence n'est pas un art. En effet, l'art entier repose sur la poésie et ce mot veut dire création. Or, toute création contient une âme et l'âme, c'est l'au-delà de l'apparence. Dans la nature, il n'est pas une forme qui ne soit un signe pour l'esprit. La nature tout entière est donc le symbole. »

Serusier, de son côté, faisait connaître en 1888, les principes artistiques de Gauguin à ses camarades de l'atelier Julian, M. Denis, Bonnard, Ranson, Ibels. Il leur enseignait que l'art est une transposition. Serusier était théosophe; il étudiait la cabale et la magie, lisait Plotin, professait que l'âme est la clef de l'univers, qu'elle est une partie de la grande âme du tout et qu'on peut la connaître par l'intuition — Serusier est le contemporain de Bergson — et par la révélation. La nature est le domaine de l'accident; l'artiste doit donc découvrir l'universel. Comme les pythagoriciens, Serusier estimait que cet universel est le nombre. L'artiste doit employer des rapports simples dans ses compositions; il doit connaître la Section d'or; il ne doit user que de lignes géométriques, droites ou courbes, définies. Serusier retrouva certaines de ces théories chez les moines bénédictins de Bouron, disciples du père Didier Lenz, lorsqu'il alla visiter son ancien camarade Jan Verkade, devenu Don Willibrord Verkade.

M. Maurice Denis nous a dit l'influence que Serusier exerça

sur ses camarades. Dans ses *Théories*, M. Denis a recueilli les articles qu'il écrivit à cette époque. Pour lui, l'art véritable, c'est le symbolisme, ce qui ne veut pas dire l'allégorie. L'allégorie signifie les idées au moyen de thèmes conventionnels (le frein de la Tempérance, la balance de la Justice, etc...) Le symbole, « c'est l'art de traduire et de provoquer des états d'âme au moyen des couleurs et des formes ». Un tableau doit être composé de telle façon qu'il provoque ces états d'âme; un tableau, c'est « essentiellement une surface plane recouverte de couleurs en un certain ordre assemblées ».

Les nabis, les prophètes, comme ils s'intitulaient, Serusier, Denis, Bonnard, Vuillard, Roussel, Vallotton, peignirent alors des œuvres, où, parfois, ils semblaient justifier ces théories, mais où très souvent, leur tempérament échappait aux contraintes des doctrines. Ils fréquentaient les écrivains symbolistes, collaboraient au théâtre libre, au théâtre d'art, où les avait introduits leur ami Lugné-Poë; ils dessinaient programmes et décors pour les drames de Maeterlinck et d'Ibsen. Chez Henri Lerolle, ils rencontraient Mallarmé, Gide, Claudel, Henri de Régnier, Pierre Louÿs, Valéry, Samain, Francis Jammes; chez Arthur Fontaine, ils écoutaient Déodat de Séverac et Claude Debussy.

Le symbolisme apparaît chez les peintres qui ne font pas partie du groupe des nabis, chez M. Desvallières et chez M. Rouault, qui sortaient alors de l'atelier de Gustave Moreau, chez Bottini, chez Aman-Jean, Henry Rivière, Grasset, Mucha. Les affiches de ces derniers apportaient sur les murs de Paris « une note d'art ».

Les idées de William Morris germaient en France. Ce n'étaient plus seulement quelques esthètes que certains symbolistes voulaient voir vivre en beauté, mais le peuple tout entier. L'art décoratif renaissait, Gallé s'inspirait non seulement de la nature, qu'il aimait en botaniste, mais des poèmes de Montesquiou et dans ses meubles, dans ses verreries, il enfermait de multiples symboles.

Les modes n'allaient pas sans quelque exagération. Les femmes semblaient descendues de fresques de Botticelli. « Je me promenais en van Eyck, en allégorie de Rubens, en vierge de Memmling », raconte madame Georgette Leblanc. Elle disait

dans les salons des petits poèmes de Maeterlinck et y décelait des intentions que l'auteur lui-même affirmait n'y avoir point mises. Le public parfois souriait; il s'amusait, lorsqu'à la représentation du *Cantique des cantiques*, œuvre de P. N. Roinard, les machinistes vaporisaient des parfums qui étaient censés correspondre aux émotions provoquées par le texte. Ils se demandaient à quel moment étaient convaincus ces artistes : était-ce lorsque Erik Satie composait sa musique ou lorsqu'il excommuniait Lugné-Poë, Vallette et Natanson au nom de « l'Église métropolitaine d'art de Jésus »? Était-ce lorsque Lugné-Poë, Bonnard et Vuillard montaient l'*Intruse* de Maeterlinck, ou l'*Ubu-Roi* d'Alfred Jarry? et ce public s'inquiétait : n'était-ce pas l'esthétisme qui avait conduit à l'amoralisme le dessinateur Aubrey Beardsley, au scandale Oscar Wilde, à l'anarchie Laurent Tailhade?

Comme toutes les doctrines, le symbolisme contenait des germes de mort. Le symbolisme c'était l'évocation d'une idée, d'un sentiment, au moyen de formes, de couleurs, lorsqu'il s'agit de peinture, au moyen de mots, c'est-à-dire de sons, lorsqu'il s'agit de littérature. M. Valéry a pu dire que « le symbolisme se résumait dans l'intention commune à plusieurs familles de poètes, de reprendre à la musique leur bien ». Lorsqu'un Mallarmé modulait ses vers, lorsqu'un Gauguin combinait ses harmonies, ils étaient capables de lancer entre leur âme et celle de l'auditeur ou du spectateur ce pont que voulait construire Delacroix; lorsqu'un imitateur des symbolistes ou des Rose-Croix présentait ses œuvres, l'amateur ne découvrait plus les sentiments ou les idées, ou bien les jugeait vulgaires et sans originalité. Le symbolisme conduisait les artistes médiocres à l'étrangeté, à l'hermétisme, voire à la cocasserie. Tout jugement de valeur devenait interdit : il suffisait que l'auteur eût éprouvé un sentiment pour qu'il pût justifier son œuvre.

Plusieurs des bons artistes symbolistes en vinrent à réagir contre ces excès et à préciser leurs doctrines. A l'artificiel, à l'individualisme exagéré, au subjectivisme forcené, ils opposèrent, tels les partisans de l'École romane, tel M. M. Denis, la tradition classique. Ils montrèrent que le véritable classicisme n'est en aucune façon contraire au véritable symbo-

lisme. Ils auraient pu dès cette époque, dire, comme le fera M. Gide dans *Incidences* : « Le classisicisme c'est l'art d'exprimer le plus en disant le moins. » Les symbolistes médiocres étaient des traînards du romantisme et disaient le plus en exprimant le moins. Les poètes de l'École romane accusaient symbolisme et romantisme d'être nés dans les brumes du Nord et tournaient leurs regards vers la beauté méditerranéenne et M. Maurice Denis rencontrait en Italie, son ami, M. Gide, qui lui révélait la méthode classique. Le symbolisme devenait le néo-traditionnisme.

D'autres artistes, d'autres écrivains reprochaient au symbolisme de conduire à l'amoralisme, de s'enfermer dans une tour d'ivoire démodée. La religion de l'humanité que prêchaient les successeurs de Saint-Simon et de Proud'hon que remettait à la mode le roman russe, révélé par Vogüé, en 1886, que confirmait le christianisme social d'un Albert de Mun, le « vitalisme » qui anime la philosophie d'un Guyau, les *évangiles* d'un Zola, les poèmes d'un Verhaeren, inspire aussi le peintre Carrière. Mais — et c'est là où le symbolisme montrait sa force — le démocrate Carrière ne transposait pas ses idées en allégories littéraires; il suggérait des sentiments humains, amour maternel, tendresse, pitié, par la seule puissance de son art.

La peinture religieuse d'un M. Denis ou d'un Desvallières est aussi la fille du symbolisme. Elle a pris le voile pour expier les pêchés de son père, mais lui doit le goût des mystères heureux qui ravissent le premier, des mystères tragiques qui tourmentent le second.

Sans le symbolisme, on ne pourrait expliquer l'histoire de la peinture contemporaine. Le symbolisme a répandu la notion d'art pur : après lui, l'abbé Bremond pourra parler de la poésie pure, les fauves, cubistes, expressionnistes, de la peinture pure. Certains d'entre eux ont pu sacrifier parfois à la littérature, aucun n'a prétendu rénover la théorie de l'art social.

Du symbolisme ils ont retenu cette idée que l'art n'est pas une imitation, mais une création. Leur révolte contre la nature les a entraînés souvent à la violence. Du symbolisme, qui avait introduit le goût de l'hermétisme, date aussi le divorce

entre le public et l'art. Aujourd'hui nous constatons chez les jeunes le désir d'un retour à la nature, à l'humain. Le symbolisme voulut restaurer la notion du « tableau ». Il ne parvint pas à convaincre les fauves, les expressionnistes, dont beaucoup, soucieux de spontanéité, resteront fidèles à l'habitude de la pochade. Du moins le souci de la composition est-il évident chez les cubistes et les néo-classiques, dont plusieurs ont été les disciples de Serusier et de Maurice Denis.

Le symbolisme, quoi qu'on ait dit, a été plus qu'un simple et ultime sursaut du romantisme. Il a rendu à l'imagination, à l'esprit ses lettres de noblesse; il a rappelé au tableau son devoir d'ordonnance, de discipline. Il a modifié les conceptions que peintres et littérateurs se formaient des rapports nécessaires entre l'art et la nature; il a étendu le clavier de l'art; il a fait résonner des harmoniques.

LOUIS HAUTECŒUR

POUR UN RENDEMENT MEILLEUR DES ÉTUDES SECONDAIRES

On a signalé naguère ici même[1] le retour de la jeunesse aux études classiques. Tandis qu'en 1920, au moment où M. Léon Bérard entreprenait sa réforme, dans tous les lycées et collèges de garçons, soit 372 établissements, la 2e A (latin-grec) ne recevait que 427 élèves, après la dernière rentrée, le 5 novembre 1935, elle en comptait près de dix fois plus, 4 226, auxquels s'ajoutent les 1 370 des établissements féminins[2], en tout 5 596. Si ce progrès réconfortant nous achemine vers une renaissance des humanités, dont il est la première condition, puisqu'elles périssaient faute d'élèves, il ne faut pas se dissimuler que nous sommes encore loin du but; car elles sont victimes, comme toutes les disciplines, des fautes accumulées qui compromettent les fruits de la culture, en sorte que la moisson de belle qualité est assez mince. La faiblesse générale des études frappe professeurs et examinateurs. Qu'il s'agisse des lettres anciennes, du français, des langues vivantes, des sciences ou de l'histoire, depuis le baccalauréat jusqu'à l'agrégation, les jurys s'accordent sur la médiocrité des épreuves pour la grande majorité des candidats. Si l'on veut éviter le discrédit des études, il est temps de renoncer au gaspillage de l'éducation secondaire.

Le diagnostic est évident, si peu qu'on observe le mal. Il est

1. Voir *Revue de Paris* du 15 octobre 1935 : *Vers une renaissance des humanités.*

2. Ces chiffres ont été fournis par le ministre de l'Éducation nationale à M. René Héry (*J. O.*, 6 février 1936).

imputable d'une part au vice principal de notre temps, à la « facilité » qui sévit dans l'Université comme au Parlement, aussi ruineuse pour les études que pour le budget; d'autre part à une conception germanique des études secondaires et supérieures, incompatible avec la culture française et la pédagogie qu'elle exige.

***

Il saute aux yeux d'abord qu'en multipliant à plaisir le nombre des élèves insuffisamment doués, on a augmenté la proportion des non-valeurs. Nul n'ignore plus que tout l'effort du législateur a été, en 1890, de maintenir au lycée, en abaissant les études à leur niveau, les enfants de la bourgeoisie incapables de les suivre, et d'attirer par surcroît, en 1902, les inaptes des familles modestes, avec les autres, dans des sections appropriées aux diverses inaptitudes, qui donnèrent accès à toutes les facultés et à toutes les places. En 1865, Duruy ne pensait pas que le nombre fût illimité des enfants assez intelligents pour profiter des études secondaires; c'est pourquoi il avait dérivé le flot des élèves les plus faibles vers l'enseignement spécial. Depuis, a prévalu la mystique de « l'égalité devant l'instruction » qui ne s'entend pas seulement du droit légitime pour tout enfant de pouvoir se cultiver suivant ses facultés, mais aussi d'une égalité naturelle des esprits qui confère à tous le droit au baccalauréat et aux carrières libérales.

En conséquence, les effectifs des lycées et collèges de garçons passèrent de 91 087 élèves en 1902 à 162 483 en 1934. Bien entendu les établissements privés connurent une semblable augmentation. D'autre part, l'enseignement féminin s'accrut dans d'énormes proportions. L'Université, qui enseignait en 1902 15 743 jeunes filles, en recevait, à elle seule, dans ses lycées et collèges, 77 654 en 1934, qui presque toutes aspirent au baccalauréat. Cet afflux d'élèves a, comme on sait, déterminé une inquiétante inflation des parchemins. Les Facultés ont distribué, en 1933, 14 977 diplômes de bachelier, qui supposent au moins le double de candidats, contre 7 666 en 1902. Celles des lettres ont reçu 1 682 licenciés en 1934,

contre 477 en 1902, celles des sciences, 980 contre 312[1]. On voudrait pouvoir admirer cette diffusion en lumières et prendre, avec l'administration, pour un signe de prospérité cette multiplication des diplômes au rabais, cette inflation d'effectifs dévalorisés, qui provoquent les justes doléances des jurys. On est obligé d'y voir un signe de décadence.

***

Il faut imputer aussi à la « facilité » l'abus des congés qui contribue certainement pour une part à l'affaiblissement des études. Sans remonter à l'âge antique où Louis-Philippe laissait au lycée Henri IV ses fils jusqu'au 10 août, date de la distribution des prix, malgré les instances de la reine qui souhaitait, au début du mois, les avoir à la campagne auprès d'elle, d'après l'arrêté du 1er août 1892, avec les 2 mois de grandes vacances, les 12 jours et demi de congé à Pâques, les 5 jours fériés auxquels s'ajoutaient, suivant les convenances locales, 8 jours de congés mobiles, les classes vaquaient 128 jours par an y compris les jeudis. Depuis l'arrêté du 18 février 1925, destiné pourtant à limiter l'abus, avec le pont jeté entre Noël et le Nouvel an, les grandes vacances, qui débutent le 13 juillet au plus tard, et les jeudis des périodes scolaires, les lycéens ont à peu près 147 jours de liberté sans compter les dimanches, de sorte que le travail est interrompu près de 5 mois par an.

Sept mois de travail répartis dans l'année paraissent encore excessifs à certaines familles. Beaucoup, de leur propre autorité, octroient à leurs enfants, par faiblesse ou pour la commodité de leurs propres déplacements, 2 ou 3 jours avant et après chaque congé. Quant aux grandes vacances, le plus grand nombre trouve 2 mois et demi insuffisants. Les classes, désertées dès le 1er juillet, conservent à peine quelques élèves jusqu'à la distribution des prix, à laquelle, malgré des circulaires impératives, très peu daignent assister. Si, plusieurs fois au cours de l'effort scolaire, les enfants ont besoin d'une longue détente, aussi profitable à leurs études qu'à leur santé, si les 2 mois traditionnels des vacances estivales sont

1. Tous ces chiffres sont empruntés à la *Statistique générale de la France.*

indispensables à la jeunesse pour que les corps se renforcent au grand air et que germent dans les esprits au repos les semailles de l'année, il a été déplorable de les prolonger d'une quinzaine, et scandaleux d'y ajouter un troisième mois. Sans compter le danger moral de subordonner au bon plaisir l'assiduité à la classe, qui est, pour le lycéen, la forme la plus familière du devoir, on conçoit le dommage subi de ce fait par les différentes disciplines dans un temps où les programmes sont surchargés.

On ne peut expliquer la faiblesse des études, sans rappeler aussi l'absurdité des classes surpeuplées au point de rendre l'enseignement stérile pour les trois quarts des élèves. L'Administration, n'ayant pas prévu que le nombre heureusement accru des naissances dans les 4 ou 5 années qui suivirent la guerre accroîtrait un jour les effectifs scolaires, a été prise au dépourvu quand la promotion des enfants nés en 1920 se présenta en 6e. Dans un grand nombre de divisions, il fallut entasser 50 élèves et davantage. Depuis, on a laissé la pléthore gagner successivement les autres classes, faute d'argent pour faire les dédoublements nécessaires. La gratuité a encore grossi le flot des lycéens. Attendons-nous à des résultats édifiants lorsque les 5 ou 6 promotions sacrifiées arriveront aux examens. Mais les précédentes l'étaient déjà trop. Les divisions de 40 à 45 élèves, considérées depuis longtemps comme normales, sont aussi, pour une part, responsables du déchet dont on se plaint aujourd'hui[1].

***

Ces vices externes que chacun voit, si dommageables au études qu'ils apparaissent, sont pourtant moins graves que le mal inoculé à l'enseignement secondaire en 1902 lorsqu'on l'a organisé sur le modèle des gymnases de Guillaume II. Les facultés venaient de se réformer à l'image des universités d'outre-Rhin; on voulut germaniser à leur tour les lycées,

1. D'après une statistique fournie à M. le sénateur Héry pour l'année 1933-34, on comptait dans les établissements secondaires 606 divisions de 41 à 50 élèves, dont 176 pour la classe de 6e et 162 pour la 5e; 68 en comprenaient de 51 à 59, dont 22 en 6e et 21 en 5e.

sans s'apercevoir que si les méthodes allemandes pouvaient corriger notre enseignement supérieur de certains défauts et favoriser la recherche, elles ne pouvaient convenir à nos études secondaires.

Nous ne poursuivons pas, dans l'éducation de la jeunesse, le même but que les professeurs des gymnases. Nous cherchons à former les esprits plutôt qu'à les charger de connaissances. A cette formation les matières des programmes doivent concourir comme disciplines, dans la mesure où elles sont éducatrices. Il ne s'agit pas de farcir les intelligences, mais de les ouvrir et de les exercer, de leur faire connaître, par les lettres, l'histoire, les sciences et la philosophie, l'essentiel de la civilisation, que chaque âge a mission de poursuivre, de les initier aux méthodes qui, dans les divers ordres du savoir, conduisent à la vérité, d'apprendre aux enfants et aux jeunes gens à penser, donc aussi à écrire, de leur donner comme viatique un jugement sain, qui, appliqué aux ouvrages de l'esprit, se nomme le goût; à la conduite de la vie, la sagesse, et qui est le principe de la morale; de les tenir quelques années en contact avec l'humanité supérieure par le commerce quotidien des grandes œuvres; de fortifier ainsi leur jeunesse sur les sommets avant que la vie ne les oblige à descendre dans des régions où l'air n'est pas toujours très sain; et, comme ils seront, pour leur part, responsables de la cité, de les rendre, par la probité de l'esprit et le dévouement à la chose publique, dignes de la liberté; de leur enseigner enfin, par l'irremplaçable leçon des humanités, les devoirs de l'homme et du citoyen.

Cette hygiène intellectuelle et morale ne prépare pas seulement aux carrières libérales, scientifiques ou littéraires, mais à la vie, et à toutes les professions qui réclament une élite.

Une telle éducation suppose une culture générale où toutes les disciplines jouent leur rôle, mais où les matières de chacune, réduites à l'essentiel de l'essentiel étudié non superficiellement mais en profondeur, laissent une place prépondérante à la réflexion et à l'exercice des facultés, sans surcharger la mémoire. L'effort personnel, guidé par le maître, est le grand éducateur de l'esprit et du caractère. Aussi notre pédagogie, avant 1902, accordait-elle à l'étude plus de temps qu'à la classe. Celle-ci n'occupait l'élève que deux heures le matin et

deux heures l'après-midi, lui laissant au moins, avec cinq ou six heures d'étude, le loisir de s'appliquer à de fréquents devoirs écrits qui nécessitent une longue attention et un choix de tous les instants, exercent la volonté comme l'esprit, et permettent à la personnalité de germer; premier apprentissage de la liberté.

En 1902, l'Université, envahie par l'enseignement secondaire prussien, voulut substituer à la nôtre la conception que Guillaume II venait, après une lutte de dix ans, d'imposer en 1901 à ses gymnases[1]. Plus de culture générale; les enfants spécialisés et voués aux sciences dès onze ans, si, *a priori*, le latin ne leur agrée pas; sections panachées suivant « la vocation présumée » des enfants pour certaines disciplines, ou plutôt suivant leur aversion pour d'autres qui exigent plus d'intelligence et de travail. La spécialisation qui est une nécessité de l'enseignement supérieur commença au lycée, où elle est un non-sens.

Le pis est qu'avec le plan d'études germanique nos réformateurs introduisirent chez nous ses horaires démesurés. Au lieu de 20 heures d'enseignement par semaine nos élèves durent en subir 23 dans les classes de début et jusqu'à 26 et 28 dans les classes supérieures. Parce que la pédagogie allemande tient le plus longtemps possible l'enfant sous l'autorité du maître et le dresse à jurer sur sa parole, parce que la Kultur consiste surtout à faire absorber des notions ou des jugements que les élèves puissent répéter quand on les interroge, les nôtres, à qui nous demandons de réfléchir et de digérer l'enseignement, furent gavés aussi. Les Allemands du moins ne réclament pas des enfants l'impossible. Comme, pour eux, la classe est l'essentiel, c'est là qu'ils demandent à l'élève tout son effort. Rares sont les devoirs faits à la maison. Dans un gymnase ou dans une école réale, on lui en donne, pour chaque discipline 8 ou 10 par an, dont la plupart sont improvisés en classe. Par exemple, sur les 8 ou 10 compositions allemandes annuelles deux seulement ne sont pas faites au gymnase. Nos élèves doivent travailler chez eux à deux compositions françaises par mois et, pour chacune des autres matières,

1. Voir sur ce point L. Blum : *La bataille pour les humanités. Revue de Paris* du 15 mai 1923 (pp. 357-360).

grec, latin, langues vivantes, mathématiques, physiques, à un devoir toutes les semaines, sans compter, pour les 4 ou 5 classes de chaque jour, les leçons qu'il faut apprendre, les explications de textes à préparer, les cours à étudier, tout cela dans les 3 ou 4 heures quotidiennes que le temps de la classe concède à l'étude. Si l'on songe qu'à partir de la 3e ils devraient accorder pour le moins à la composition française 4 heures pour la réussir, à chaque autre devoir 2 ou 3 heures[1] on comprend que les horaires de 1902 ont inauguré dans l'Université le régime de la besogne bâclée.

Les professeurs avaient le choix entre la conception germanique de l'éducation, qui les eût soulagés des devoirs à corriger, et la méthode éprouvée qui fait, en France, l'honnête homme; avec un beau désintéressement, malgré la difficulté de la tâche, ils ont tenté de sauver ce qui pouvait être sauvé de notre culture. Trente-cinq ans d'un régime où il a fallu concilier notre pédagogie avec une organisation incompatible avec elle suffiraient à expliquer le déclin des études.

En vain M. Léon Bérard, qui avait clairement vu ce vice fondamental, voulut-il en 1922, lors de sa réforme, en guérir l'Université. Il se proposait de ramener le nombre des classes à 20 par semaine, et de rendre à la jeunesse le loisir de faire avec conscience les travaux qu'on exige d'elle; mais au Conseil supérieur, il se heurta aux spécialistes qui s'acharnaient à conserver toutes « leurs heures »; et son plan d'études de 1923, remanié par M. de Monzie en 1925, comportait encore 25 classes par semaine et davantage, dans le cycle supérieur. Il revint à la charge en 1928. Au cours de la discussion du budget au Sénat, il demanda au ministre de l'Instruction publique, M. Pierre Marraud, de secourir les lycéens accablés, en allégeant horaires et programmes[2]. De cette intervention naquit la commission du surmenage. Instituée seu-

1. Rappelons qu'au concours général quatre heures sont accordées aux compositions de version latine et de version grecque, six heures à la composition française et à celle de mathématiques.

2. Il voulut bien, au cours de cette intervention (26 décembre 1928), signaler au ministre notre étude qui venait de paraître (octobre 1928) dans le *Bulletin de l'Association Guillaume Budé* sous ce titre : *Pour une section gréco-latine viable dans l'enseignement secondaire.* On y trouvera une documentation que la place nous manque pour reproduire ici.

lement en juillet 1929, elle siégea un an. Après une longue enquête où les représentants de toutes les disciplines furent entendus, on constata une fois de plus l'impossibilité d'un accord entre les spécialistes sur l'importance respective des divers enseignements. Les hygiénistes consultés ayant émis le vœu que les enfants et les adolescents ne puissent être tenus en classe plus de 20 heures par semaine en 6e et en 5e, de 22 heures en 4e et en 3e, de 24 dans le cycle supérieur, le dessin étant compris dans ces horaires mais non la gymnastique, on discuta sur cette base, et finalement 21 heures furent attribuées à la 6e et à la 5e, 23 à la 4e, 22 1/2 à la 3e, 22 à la 2e, 23 1/2 à la 1re, 24 à la philosophie et 25 à la classe de mathématiques.

Ces horaires qui correspondent peut-être au maximum d'attention et d'immobilité exigibles en classe aux différents âges, laissent encore trop peu de temps pour le travail de l'étude. Car il faut songer que les classes ne sont pas des cours où l'élève se contente d'écouter; chacune, ayant besoin d'être préparée, demande un travail supplémentaire à la maison. Sans méconnaître le progrès réalisé par la Commission du surmenage qui a obtenu du ministre (arrêté du 30 avril 1931) ce léger allégement des horaires, on est obligé de constater qu'elle a seulement pallié le mal : la moyenne des élèves demeure condamnée à des études médiocres, dans l'impossibilité de s'appliquer à leur tâche, faute de temps. Les devoirs des plus laborieux continuent d'être bâclés, le téléphone secourable d'apporter aux moins consciencieux la solution d'un problème ou la traduction d'un texte, les fautes d'orthographe de fourmiller dans les copies non relues. Quant aux libres lectures si nécessaires et si fécondes, comment des enfants et des jeunes gens, ahuris par la multiplicité des besognes à expédier, pourraient-ils en avoir même le goût?

***

La germanisation de l'enseignement secondaire, qui provoqua cette crise, se poursuivit dans les facultés par la formation des maîtres. Les militants modernistes de la Sorbonne, dont l'autorité l'avait fait prévaloir, ne s'étaient pas aperçus que plus l'enseignement supérieur est spécialisé, plus celui des

lycées doit s'attacher à la culture générale. Ils décidèrent que les futurs professeurs, pour se préparer à leur mission, n'en avaient pas plus besoin que les élèves, et ils obtinrent la réforme de la licence ès lettres qui introduisait dans nos facultés l'espèce d'utilitarisme des universités allemandes où tout est subordonné à la pratique étroite des spécialités. Là, quelles qu'aient été ses études secondaires, l'étudiant est jugé apte à suivre chacun des enseignements et peut aspirer aux diplômes correspondants, pourvu qu'il ait acquis les connaissances strictement nécessaires à chaque étude. On ne lui demande pas une formation, mais un bagage qui comporte les outils indispensables au travail de la spécialité. Dans l'ordre des lettres on n'exige pas qu'il ait été nourri d'humanités. Ce mot d'ailleurs ne correspond pas à la conception allemande des études anciennes, qui, dans les programmes, figurent sous la rubrique « philologie ». Suivant les spécialités de l'enseignement supérieur, histoire ancienne, histoire moderne, philosophie, grec, latin, langues étrangères, hébreu, histoire de l'art, etc., on a besoin de *grosses Græcum* ou de *kleines Græcum*, de *grosses Latinum* ou de *kleines Latinum*, ou l'on peut se passer de l'une et de l'autre langue ancienne. Les étudiants qui n'ont pas fait d'études classiques se procurent vite, en des cours spéciaux, la dose demandée pour suivre chaque enseignement. Comme on avait calqué en 1902 celui des lycées sur celui des gymnases et des écoles réales de 1901, avec l'égalité des sanctions pour les baccalauréats au rabais, on réforma en 1920 la licence ès lettres à l'imitation du Staatsexamen[1], tel qu'il était devenu en 1917 par la volonté du Kaiser acharné à la ruine des études classiques. Notre culture se mode la sur la Kultur.

Il ne fut plus nécessaire, en France, d'avoir appris le grec pour faire des études supérieures d'histoire ancienne et s'exercer à la recherche sur cette matière, à condition de présenter un *kleines Latinum* à la portée d'un élève de 14 ou 15 ans. Le grec ne fut pas davantage obligatoire pour les futurs professeurs de philosophie. Ils purent s'en passer pour comprendre et expliquer Platon, s'ils étaient capables de tra-

1. Cet examen qui ne correspond ni à notre licence, qui suppose quatre examens semestriels, ni à notre agrégation, qui est un concours, se passe après huit semestres d'inscription dans une université.

duire un texte latin aussi bien qu'un enfant de 3e ou de 2e. On devint licencié de langues vivantes avec le *kleines Græcum* qui n'est jamais choisi, ou le *kleines Latinum* qui peut s'acquérir au cours de la préparation.

C'est aussi aux universités allemandes que nous devons l'extravagant régime des certificats. Parce que le candidat au Staatsexamen peut, avec la philosophie obligatoire, étudier à son choix trois spécialités sans rapport entre elles, par exemple l'hébreu, le latin et la géographie qu'il professera toutes trois dans un gymnase avec une égale maîtrise, nous eûmes une licence d'amateurs, dite libre, où, suivant ses inaptitudes et ses commodités, le candidat peut obtenir le grade pour avoir passé quatre certificats incohérents, panachés à son gré, dont aucun ne suppose nécessairement une formation de l'esprit.

Cette licence, il est vrai, n'habilite pas chez nous à enseigner[1]. Nos réformateurs ont hésité devant ce parangon de culture pour les maîtres. Mais, dans la licence d'enseignement aussi, les quatre certificats imposés aux candidats pour chaque ordre de discipline sont distincts et se préparent successivement, de sorte que les candidats les plus faibles finissent par acquérir chacun à l'ancienneté, que ces sous-spécialités, qui devraient être solidaires, ne se pénètrent pas et que, par surcroît, après son 4e examen, le licencié a oublié les matières des deux ou trois premiers au moment de les enseigner.

L'abandon de l'ancienne licence, où les épreuves de culture fondamentale étaient communes à tous, est responsable des candidats médiocres ou faibles, qui affluent aux diverses agrégations. Comme le notait naguère, dans un rapport sur l'agrégation de grammaire, le président du jury, M. René Durand, le latiniste éminent, professeur à la Sorbonne, « on est tenté de se demander comment certains candidats ont pu franchir la licence : y aurait-il là un filtre qui ne fonctionne plus?[2] » De là aussi tant de licenciés spécialistes, dans les

1. Du moins dans les lycées ou les collèges. Mais elle donne accès au doctorat d'État qui lui-même conduit aux chaires des facultés.

2. *Revue Universitaire*, janvier 1931, p. 6. Voir aussi, sur la médiocre qualité de la moyenne, les rapports des présidents de toutes les agrégations, publiés chaque année par la même revue.

lycées et les collèges, qui eussent gagné à faire des études grecques pour enseigner l'histoire de la civilisation, la philosophie ou les langues étrangères, à continuer, une fois bacheliers, de s'exercer à la composition française avant d'en donner des leçons, à ne pas se contenter enfin de *kleines Latinum* pour pouvoir enseigner le latin, quand leur service les y oblige[1], avec une supériorité certaine sur leurs élèves. Cette façon de recruter les maîtres, qui acheva en 1920 la germanisation de la licence commencée en 1907, n'a pas, comme on pense, amélioré le rendement des études.

Heureusement l'intervention du Sénat parvint à limiter les dégâts. Si, malgré des votes répétés[2], il n'obtint ni la suppression de la licence libre ni le grec obligatoire aux licences spécialisées, du moins les futurs professeurs de philosophie, d'histoire et de langues vivantes sont soumis à des épreuves sérieuses qui attestent une culture fondamentale par les humanités latines ou grecques et françaises. Mais l'opposition acharnée de la Sorbonne fit maintenir le régime des certificats, néfaste à l'enseignement secondaire. Il fallut en créer un cinquième pour les historiens et les philosophes.

Le pire danger de cette culture par compartiments est de masquer aux futurs professeurs la solidarité des disciplines. Le jeune philosophe se persuade qu'écrire et penser sont des spécialités distinctes, l'historien que, s'il absorbe une masse de faits, il est en règle avec le cours semestriel et qu'il lui suffira de les dégorger pour les enseigner. Les humanités même risquent de sombrer dans la philologie ou dans la grammaire qui, au lycée, n'est pas une fin, comme dans certains cours de faculté, mais l'instrument de précision nécessaire pour pénétrer la pensée, le sentiment ou l'art des écrivains. Boutroux aimait à dire que la spécialisation des études supérieures doit

1. C'est une nécessité pour l'administration de compléter dans les petits établissements le service des professeurs spécialistes par des classes de français, de latin ou de grec.

2. En particulier, le 13 mars 1931, il adoptait un projet de résolution de M. Léon Bérard, demandant, outre la suppression de la licence libre, « que les futurs professeurs aient eu l'occasion d'apprendre tout ce qu'en fait ils pourront être chargés d'enseigner, grâce à une culture fondamentale par les humanités classiques et françaises »; et le 13 mai 1931 il votait un ordre du jour dans le même sens, après l'interpellation de MM. René Héry et Marcel Plaisant.

être progressive. Elle ne saurait dominer sans partage avant la licence. Le juste souci d'enseigner à l'étudiant l'état actuel de la science pour chaque spécialité, de l'initier aussi à la recherche, n'est pas incompatible avec l'éducation du futur professeur, qui doit parfaire à la faculté la culture fondamentale du lycéen. Faute de cette éducation simultanée, on risque de former des licenciés à œillères, qui, dans leur classe, suppléent au travail de la pensée par l'espèce de travail manuel[1] qu'est l'érudition quand elle s'en tient aux fiches, répètent uniquement, à propos des textes les plus divers, les mêmes règles de grammaire, sans mettre en valeur une idée, un sentiment, la personnalité de chaque auteur et sa manière, laissant sur le vert le noble de leur tâche qui est d'extraire des œuvres la substance éducative et d'en faire jaillir ce qu'elles recèlent de vie.

***

Il serait aisé de guérir une maladie dont on connaît les causes si l'on voulait bien appliquer les remèdes que chacune commande.

Le moyen le plus simple d'endiguer l'invasion des lycées par les non-valeurs serait de renoncer aux types inférieurs d'études créés pour les y maintenir ou les y attirer. Les inaptes de toutes conditions trouveraient un meilleur emploi de leurs facultés dans les écoles techniques si variées qui s'offrent aujourd'hui à la jeunesse. Un bon commerçant ou un bon artisan sont plus utiles à eux-mêmes et à la société qu'un mauvais bachelier. Mais les faillites répétées de l'enseignement moderne n'ont pas encore éclairé les aveugles volontaires. Tant d'intérêts politiques ou autres s'acharnent à prolonger le souffle de ce moribond qu'on ne peut guère compter sur des mesures législatives pour en débarrasser l'enseignement secondaire. Heureusement, les familles avisées ont fini par choisir le meilleur

1. Cf. Jules Romains : « Il y a dans le travail manuel un fond de faculté enivrante. L'animal que nous sommes aime mieux ça. La seule fatigue qu'il redoute réellement est celle de la tête. L'ardeur qu'ont beaucoup de nos camarades (les normaliens) à se jeter dans les travaux de pure érudition vient de là. C'est tout près du travail manuel. » *Le crime de Quinette*, p. 175.

parti pour leurs enfants. Non moins que certains débats retentissants du Sénat, et la campagne persévérante menée par les défenseurs des études classiques, la crise économique, avec le chômage des diplômés, leur a montré la bonne voie. Elles s'aperçoivent que leurs enfants trouveront, grâce à la meilleure culture, un accès plus facile à toutes les carrières aujourd'hui encombrées; quand une monnaie se déprécie, on recherche les « valeurs réelles ». Les études classiques opèrent une sélection dans la jeunesse trop nombreuse des lycées. Il est constant que la section A (latin-grec) reçoit maintenant les mieux doués et les plus laborieux. Si l'on cessait d'attirer les autres par l'inique égalité de sanctions pour les baccalauréats inégaux, la plupart prendraient une autre route. Et on ne verrait pas des enfants, de toutes conditions, capables de s'élever à la vraie culture, se fourvoyer dans des sections inférieures. Du moins une élite assez nombreuse commence à se reconstituer grâce aux humanités intégrales renforcées des disciplines scientifiques. La crise, partout désastreuse, fut ici bienfaisante. Elle a remédié, dans une certaine mesure, à la politique de facilité.

Un peu d'énergie suffirait à l'Administration pour réprimer l'abus des congés. Elle pourrait obliger les familles à se contenter de ceux qu'accorde déjà trop largement la circulaire du 18 février 1925. On pourrait aussi ramener à deux mois la durée des grandes vacances; les études en profiteraient et la santé des élèves n'en souffrirait pas. En tout cas, il est inadmissible que les congés s'allongent au gré de chacun. Outre que ces départs anticipés et ces rentrées tardives désorganisent les classes, par ces manquements au devoir scolaire, l'enfant s'habitue à négliger ses obligations morales suivant sa fantaisie. L'Université ne devrait pas accepter la responsabilité d'une telle éducation. L'Association des parents d'élèves, si empressée à collaborer avec elle, rendrait un signalé service aux études en disciplinant les familles. Jusqu'à ce qu'elle y soit parvenue, l'Administration peut faire respecter le règlement des congés, et n'admettre d'absence avant la sortie et après la rentrée que pour cause de maladie, constatée par le médecin du lycée, ou pour raison majeure.

Quant aux classes surpeuplées, on ne réparera pas le dom-

mage de cinq ou six promotions d'élèves déjà sacrifiées. On veut bien nous faire espérer que le scandale cessera un jour, quand la dénatalité aura réduit les effectifs. Cependant les protestations des professeurs et des familles ont fini par émouvoir le Parlement. On a trouvé, pour dédoubler un certain nombre de divisions, une petite part de l'argent que ne versent plus les familles aisées. Mais combien insuffisants sont les crédits votés! On nous promet de ne pas entasser plus de 45 élèves dans les classes, qui ne devraient en recevoir que 30. Cette demi-mesure palliera seulement, pour un grand nombre de divisions, la pléthore qui stérilise l'effort des maîtres. Que les crédits soient augmentés ou non, une mesure atténuerait le mal. Si, dans tous les établissements où chaque classe comporte au moins deux divisions, on groupait dans l'une les bons et les moyens élèves, dans l'autre les plus faibles, on ferait bénéficier les uns et les autres d'un enseignement approprié à leurs moyens. Les retardataires n'arrêteraient pas la marche de la colonne et ne seraient pas non plus abandonnés à leur faiblesse. Aucune société sportive n'admettrait des équipes composées comme nos classes.

Resterait l'élimination du mal introduit dans l'organisme universitaire avec la pédagogie allemande, mortelle à notre culture. On a vu que, pour l'enseignement secondaire, elle est assez avancée. Horaires et programmes, successivement allégés déjà par la réforme de 1923 et, en 1931, la commission du surmenage consultée, sont un peu trop lourds encore. 7 heures et 7 h. 1/2 hebdomadaires de sciences en 2e et en 1re sont excessives. Il n'est pas nécessaire qu'au cours de la scolarité tous les élèves[1] fassent aujourd'hui avant les mathématiques élémentaires plus de sciences que les futurs candidats au baccalauréat ès sciences des régimes antérieurs à 1902. Sous ce dernier régime le gavage des sections C et D a-t-il produit des scientifiques supérieurs à leurs maîtres, qui en furent exempts? On invoque, il est vrai, les exigences de l'École Polytechnique, comme si, pour lui fournir chaque

1. On sait que depuis la réforme de M. Léon Bérard (1923), la spécialisation dans les sciences commence seulement après la 1re partie du baccalauréat. Jusque-là les programmes de ces disciplines sont les mêmes pour toutes les sections.

année 250 élèves, il était naturel de gâcher en 2e et en 1re l'éducation de quelque 20 000 et 18 000 adolescents dans chacune de ces classes[1]. Mais l'École Polytechnique laisse aux scientifiques des lycées la responsabilité de cet argument. Le général Alvin, qui la commandait, et le directeur des études, M. Eydoux, ont déclaré dans une note remise à la Commission du surmenage : « Si l'on se bornait aux programmes de sciences en vigueur il y a une trentaine d'années, entre 1896 et 1900, ils seraient, à notre avis, amplement suffisants, comme ils l'étaient à ce moment, pour entrer en mathématiques spéciales, surtout avec l'habitude qui s'est généralisée, d'avoir des classes de mathématiques spéciales préparatoires[2]. » Il est certain qu'on pourrait réduire légèrement les programmes scientifiques, de la seconde aux mathématiques élémentaires incluses, sans nuire à la culture générale ni au recrutement des grandes écoles. Mais il faudrait assister de nouveau à l'affligeante bataille pour les « heures ».

Une solution s'offre, capable de satisfaire tous les professeurs, en même temps que le bon sens. Si l'on ne revient pas aux 20 heures de classe qui, avant 1902, laissaient aux lycéens le temps de travailler, on peut alléger le travail de l'étude. Entre horaires excessifs et nombreux devoirs il faut opter. On ne peut persévérer davantage dans une routine qui paralyse l'enseignement. Il n'est pas question de réduire l'effort personnel, comme en Allemagne, mais de le rendre fécond. Si les cinq ou six devoirs hebdomadaires de chaque discipline étaient demandés seulement toutes les quinzaines, comme la composition française, ils seraient plus profitables; les élèves gagneraient 6 ou 7 heures par semaine qui leur permettraient de ne plus expédier leur besogne en vitesse. Quel professeur n'aimerait mieux corriger un devoir soigné que deux bâclés? La jeunesse retrouverait enfin le goût et le loisir de la lecture, complément indispensable de la classe pour les études de lettres. Certains ne voient de remède que dans la suppression de « l'éga-

1. Exactement 19 887 en 2e et 17 481 en 1re. Ces chiffres représentent les effectifs des lycées et collèges de garçons et de filles au 5 novembre 1935 (*J. O.*, 6 février 1936).

2. *Bulletin officiel du syndicat des professeurs*, décembre 1929-janvier 1930. Numéro spécial, p. 416.

lité scientifique[1] », coupable surtout d'avoir repeuplé la section gréco-latine. C'est vouloir amputer une jambe à un enfant, quand sa gorge a besoin d'être débarrassée, par une opération légère, des végétations qui l'empêchent de bien respirer.

La cure est plus malaisée quant à la formation des professeurs; car, si l'enseignement secondaire souffre de l'organisation allemande, il est du moins jusqu'ici resté réfractaire à la conception germanique de l'éducation. Les facultés n'ont échappé à la contagion ni de l'une ni de l'autre. Elles continuent d'admettre que la culture générale est inutile pour réussir dans les spécialités. Si, malgré les militants modernistes de la Sorbonne, elles ont dû accepter pour les licences d'histoire et de philosophie un 5e certificat qui du moins exige une composition française et une version latine *ou* grecque un peu plus sérieuse, elles trouvent que des professeurs de ces disciplines ou de langues vivantes peuvent se passer même de *kleines Græcum* pour leur formation, leurs recherches et leur enseignement.

D'autre part, elles défendent avec opiniâtreté le régime des certificats qui a fait de la licence un filtre qui ne filtre plus. Il est vrai qu'il assure à chaque sous-spécialité pendant un semestre au moins, des étudiants assidus qui ne sauraient la négliger sans échouer au certificat; mais on obtiendrait le même résultat par des notes éliminatoires à un examen unique, sans isoler les enseignements qui doivent se pénétrer, se compléter, se renforcer, sans vouer chacun à l'oubli lorsque l'étudiant passe à un autre, sans livrer aux collèges des professeurs qui ne savent plus la moitié des matières à enseigner. On ne s'explique pas que certains spécialistes repoussent l'examen unique pour chaque licence spéciale, alors que, pour l'agrégation, il ne leur porte pas ombrage. Leur spécialité est-elle plus négligée des candidats à ce concours? Pourquoi rejeter là, si l'on accepte ici, les nécessités d'une préparation rationnelle à un enseignement secondaire fondé sur la culture générale. Pourquoi former nos professeurs dans des cadres empruntés aux universités d'Allemagne, comme s'ils devaient enseigner dans les gymnases ou les écoles réales?

1. Voir page précédente, note 1. Voir aussi sur le bienfait de l'égalité scientifique, notre article : *Vers une reconnaissance des études classiques. Revue de Paris* du 15 octobre 1935, p. 890 et suiv.

***

Si l'on se décide à lui appliquer le traitement qu'elle réclame, la maladie de l'enseignement secondaire, devenue chronique, est toujours curable, comme le prouve l'amélioration déjà obtenue. On écartera les inaptes, qui perdent au lycée leur temps et celui de leurs camarades, en cessant de les y attirer; on rendra au travail les quelques semaines consumées par les congés excessifs; on réduira les effectifs des classes assez pour qu'elles profitent à tous; on éliminera ce qui reste dans l'Université d'organisation et de pédagogie allemandes, d'abord l'inique égalité de sanctions qui égare l'élite du peuple, parmi les inaptes de la bourgeoisie, dans les sections créées pour eux. On persuadera les maîtres des facultés que, de leur double mission, celle de pousser plus loin le sillon de leur spécialité et celle de préparer les maîtres à leur fonction propre, la seconde n'est pas moins essentielle que la première et qu'elles peuvent se concilier sans dommage pour aucune. Pour prendre les mesures nécessaires, il faudra consulter, discuter, parfois peut-être livrer bataille.

Mais le ministre peut, sans tarder, avec l'assentiment de tous, espacer d'une quinzaine les devoirs hebdomadaires à partir de la troisième; une circulaire suffirait. Il soulagerait les jeunes esprits et leur permettrait de respirer. Il les remettrait ainsi au régime de la réflexion, du travail consciencieux et utile, leur rendrait, avec le souci et le goût de la tâche bien faite, l'accoutumance à la probité; avec un peu de loisir, la curiosité d'élargir leur horizon en explorant les livres. Certes, il n'augmenterait pas par là les moyens des inaptes, ni l'ardeur des paresseux. Mais les autres pourraient donner leur mesure et tirer un juste fruit de leur effort. Les enfants favorisés de dons exceptionnels ne seraient plus seuls à profiter de l'éducation. Dans les différentes sections, le rendement de toutes les disciplines serait moins déficitaire, et, dans la gréco-latine, où, par une sélection spontanée, afflue de nouveau l'élite des lycéens, les humanités, fondement de la culture française et de toute culture libérale, pourraient renaître véritablement et refleurir.

L. BLUM,
Professeur honoraire au lycée Janson de Sailly.

L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE

Depuis le 6 juin, trois semaines ne se sont pas encore écoulées, c'est-à-dire que le Gouvernement socialiste issu des élections du 3 mai a eu à peine le temps de s'installer au pouvoir, et que l'expérience du Front Populaire en est à ses débuts. Cependant, cette courte période fournit déjà à l'observateur assez d'éléments pour lui permettre de prévoir dans une certaine mesure, l'évolution de la situation politique au cours des mois qui vont venir.

Deux faits essentiels nous paraissent dominer le mois de juin : le premier, et le plus important à nos yeux, ce sont les troubles sociaux signalés un peu partout, le second, ce sont les difficultés d'argent auxquelles le Gouvernement se heurte depuis sa formation, et auxquelles il a essayé de parer par le dépôt de ses projet financiers.

Les grèves de Paris et de la banlieue et de la région industrielle du Nord ont revêtu dans la première semaine de juin une ampleur menaçante, devant laquelle le Gouvernement a pris l'initiative de l'accord dit de l'Hôtel Matignon. Après la reconnaissance de toutes les revendications du monde ouvrier, augmentation de salaire, congés payés, semaine de quarante heures, on pouvait croire que l'agitation tomberait d'elle-même et que le travail reprendrait partout. Les communications officielles autorisaient à cet égard quelque optimisme. Il a fallu en rabattre, puisque quinze jours après les accords du 7 juin, il reste encore 20 000 grévistes dans la région parisienne, et que dans le Midi de la France, à Toulouse, à Marseille notamment, la grève, commencée plus tard il est vrai, ne semble aucunement se calmer.

On voit maintenant plus clair qu'il y a quinze jours dans

ce mouvement. Parmi les tentatives d'explications que nous avions signalées dans notre dernier article, celle d'un mouvement politique d'extrême gauche est la seule qui tienne debout. A côté de la IIe Internationale, celle de M. Blum, et de la IIIe, celle de M. Cachin, il y en a une quatrième, c'est-à-dire le Parti ouvrier internationaliste qui prétend revenir à la vraie tradition du bolchevisme de Lénine et se réclame des idées de Trotzky. Cette organisation n'a pas en elle-même grande importance : la section française de la IVe Internationale n'a fait paraître jusqu'ici que deux numéros de son journal hebdomadaire, *la Lutte ouvrière*, et le ministre de l'Intérieur l'a fait saisir pour provocation à l'attroupement et au meurtre. Mais, si l'organisation paraît rudimentaire, il semble que le mouvement soit assez profond. Du fait même que le communisme est sorti de son attitude d'opposition violente et systématique, les tendances d'extrême gauche, débris du bakouninisme, éléments anarchistes et libertaires, ont repris de la force et recruté de nombreux adhérents. Cela, sur le plan de la doctrine. Sur le plan de l'action, le phénomène est plus sensible encore. Les syndicats ont fait arborer partout des drapeaux rouges et des drapeaux tricolores à la fois, mais les ouvriers, aussi bien que les bourgeois, n'ont fait attention qu'aux drapeaux rouges; on a tellement l'habitude de voir les trois couleurs au-dessus des portes de bâtiments sans prestige, casernes de pompiers, postes de police, lavoirs municipaux, qu'il faut pour nous rappeler l'idée de drapeau et de patrie, le défilé d'un régiment ou tout au moins d'une musique militaire. Toléré par la police sur les usines occupées, sur les chantiers de l'Exposition de 1937, et même pendant vingt-quatre heures sur les échafaudages du nouveau bâtiment des Affaires étrangères, le drapeau rouge, hier emblème séditieux, devient, dans la pensée des communistes et des militants d'extrême gauche, ce que le drapeau à croix gammée fut en 1932 dans l'esprit des nazis d'Allemagne : l'héritier du drapeau national. Que l'on ne nous reproche pas de donner à cette constatation plus d'importance qu'elle n'en mérite : la Restauration des Bourbons n'échoua, après tout, que sur la question de la couleur du drapeau!

D'une manière générale, les occupations d'usines et de magasins par les grévistes se sont déroulées sans désordres graves. On aurait tort pourtant de croire qu'il n'y ait pas eu çà et là des incidents, quelques violences contre les hommes et beaucoup d'excessives galanteries envers les femmes, mais, ce qu'il faut surtout signaler, c'est que les relations entre les ouvriers et leurs employeurs ne redeviendront pas aisément normales après ce qui s'est passé : tel directeur a été séquestré, tel ingénieur n'a été admis à circuler dans l'usine qu'entre deux gardes du corps. L'ouvrier s'est assis dans le fauteuil de cuir du patron, et si le mécanicien a graissé les machines, c'est parce que le délégué du syndicat lui a dit : « Prends-en bien soin, camarade, elles seront bientôt à toi ! » Dans telle usine, une fois acceptées les conditions mises par le personnel à la reprise du travail, le dit personnel a élevé la prétention de faire mettre à la porte les contremaîtres et les ouvriers qui ne s'étaient pas associés à la grève, exigence qui apparaîtra énorme, si l'on songe que les patrons avaient promis de n'inquiéter personne pour faits de grève. Enfin, là où le travail a repris, il ne faut pas s'imaginer qu'il ait retrouvé l'ancien rythme de production; on signale un peu partout en banlieue des bras croisés et des parlotes interminables dans les ateliers. S'il fallait d'autres preuves pour conclure au caractère politique de la grève, nous les trouverions aisément dans deux faits que nous croyons sans précédent : à peu près partout, les ouvriers n'ont dressé leurs cahiers de revendications qu'après avoir cessé le travail — nulle part ou à peu près, l'acceptation intégrale de ces revendications par le patronat n'a entraîné l'immédiate reprise du travail. Ainsi donc, l'agitation sociale dont nous voyons encore çà et là le prolongement a bien été une action politique, où la part de l'organisation a été moindre que celle des mouvements spontanées, mais qui peut reprendre un jour, et conduire à des violences comme en Belgique, ou à pire encore, si l'ordre n'est pas rigoureusement maintenu dès le début.

Pour l'instant, nous devons porter à l'actif du gouvernement l'attitude de fermeté de M. Salengro qui a fait sortir la garde mobile en patrouilles juste assez tôt pour ne pas avoir

à l'employer en masses. Le ministre de l'Intérieur a eu du mal, dit-on, à convaincre certains de ses collègues socialistes, et il a été aussitôt critiqué par les communistes, qui ont joué dans toute cette affaire un double jeu assez suspect, car, tandis que leurs chefs exhortaient officiellement « les masses » à la reprise du travail, beaucoup de jeunes croyaient la révolution commencée, tandis que la plupart des militants parlaient à mots couverts d'une répétition générale du grand soir.

Nous aurons à revenir sur ce point dans notre conclusion. Pour l'instant bornons-nous à indiquer que le résultat des grèves a été de faire proposer par le Gouvernement et adopter par la Chambre une série de mesures, dont les unes, comme les congés payés, sont excellentes, les autres, comme la semaine de quarante heures, assez dangereuses dans le moment présent, mais qui, toutes, auraient dû être mieux étudiées, car il est puéril de donner quinze jours de vacances aux ouvriers si on ne leur donne pas en même temps la possibilité de quitter les taudis du IVe arrondissement, la sinistre zone de Saint-Ouen, ou l'atmosphère empestée d'Aubervilliers, en organisant les loisirs comme l'a fait l'Italie par le *Dopolavoro* ou l'Allemagne par l'œuvre *Kraft durch Freude*. Quant au contrat collectif que les ouvriers ont obtenu, il apparaît malheureusement que certains d'entre eux ne savaient pas ce que le mot signifie, et ne savent pas encore à quoi la chose les oblige. Nous en avons la preuve évidente dans le conflit qui a éclaté le 25 juin aux Établissements Chenard et Walcker. Dans cette usine, comme dans toutes les entreprises métallurgiques, la convention collective du travail stipule qu'en cas de différend les deux parties s'engagent à respecter un délai de huit jours avant toute fermeture d'ateliers ou toute grève, afin de permettre de négocier; malgré cette charte, le travail a cessé et les usines ont été réoccupées par le personnel. Ce n'est pas être pessimiste que de prévoir que d'autres cas semblables se produiront.

Nous croyons inutile de mettre sous les yeux de nos lecteurs un tableau complet de la situation financière du pays. Le ministre des Finances a dressé à la tribune de la Chambre un bilan sincère et, si nous restons rêveurs devant les remèdes

qu'il a énoncés, nous devons rendre hommage à la franchise de son exposé. Il est vrai que M. Auriol, depuis quinze ans qu'il interpelle les ministres des Finances successifs, a eu le temps de se faire la main, tout au moins pour la partie critique.

Les difficultés du moment présent se matérialisent par la mauvaise tenue de la Bourse, par le déficit de la balance commerciale et du budget, par le bilan de la Banque de France.

La comparaison entre les cours pratiqués à la Bourse des valeurs sur les meilleurs titres du marché permet de mesurer le volume énorme des pertes subies par les épargnants entre le 25 avril et le 19 juin :

	COURS AU 25 AVRIL	COURS AU 19 JUIN	DIFFÉRENCE
	—	—	—
4 p. 100 1918.	71	65,50	moins 5,50
5 p. 100 1920.	97	85,55	— 11,45
4 1/2 p. 100 1932 Tr. A. . .	74,45	68,45	— 6
Banque de Paris.	930	726	— 204
Crédit Lyonnais.	1 627	1 237	— 390
Lyonnaise des Eaux. . . .	1 550	965	— 585
Denain et Anzin.	974	650	— 324
Saint-Gobain	1 587	1 070	— 517

Le temps n'est plus à l'ironie. Sans cela, le projet de prélèvement sur le capital déposé par les communistes sous le nom de taxe de crise apparaîtrait bénin, avec son prélèvement de 5 p. 100 sur les fortunes de 1 à 2 millions, de 7 p. 100 de 2 à 5 millions, de 9 p. 100 de 5 à 10 millions, si le Gouvernement du Front Populaire donnait par ailleurs à des gens qui n'ont, hélas, ni dix, ni cinq millions, ni même un, la certitude de récupérer un jour ce qu'ils ont perdu sur leur modeste portefeuille!

Les rentrées budgétaires sont en déficit sur les évaluations pourtant très modérées qui avaient été faites l'année dernière; quant à l'encaisse d'or de la Banque de France, chaque semaine la voit diminuer et la voici depuis un an réduite de 30 milliards, si bien que, dans le cas où une dévaluation du franc apparaîtrait inévitable, elle ne serait plus que d'un bien faible profit pour la trésorerie.

Cette dévaluation que M. Paul Reynaud était à peu près

seul, l'an dernier, à préconiser au Parlement, mais qui a gagné depuis lors beaucoup d'adeptes, le gouvernement socialiste l'écarte en termes aussi vigoureux que la déflation. S'il suffisait d'énergiques exorcismes pour préserver le franc de toute menace, nous pourrions nous rassurer aussi facilement que nos bons aïeux de la campagne quand on excommuniait les sauterelles ou les charançons pour protéger les récoltes. Notre foi dans les discours socialistes ne va pas si loin. Ce qui a été voté à la demande du Gouvernement par la Chambre signifie pour l'instant une inflation supplémentaire de dix milliards et, pour l'avenir, la continuation de la politique d'emprunt. En effet, cet équilibre du budget que l'on n'avait pas atteint depuis 1932, quand on le poursuivait avec tant d'obstination, MM. Blum et Auriol se flattent-ils de le trouver par hasard, en lui tournant le dos? Chaque fois que l'on analyse l'état d'esprit des socialistes, on est effaré de leur optimisme et inquiet du rude choc qui semble devoir être inévitable, dès que les résultats de l'expérience feront reprendre contact à nos gouvernants avec la réalité.

C'est à dessein que nous employons ce terme d'expérience : au sein des milieux politiques, il est dans tous les esprits, sur toutes les lèvres, et bien rares sont ceux qui croient au succès même parmi les partis qui soutiennent le Gouvernement.

Mais dans ce cas, demanderont nos lecteurs, comment se fait-il que le Gouvernement ait la majorité, puisque la confiance dans le succès de son action est déjà si entamée?

Nous devons d'abord faire observer que, lorsque les orateurs dominicaux de l'équipe ministérielle déclarent aux quatre points cardinaux du pays que le Gouvernement de Front Populaire en a fait en trois semaines plus que ses prédécesseurs en trois ans, ils usent un peu trop largement des droits d'auto-panégyrique. En effet, les mesures dont le cabinet socialiste a obtenu le vote et dont les répercussions risquent d'être lourdes et durables ne sont que des mesures de circonstances. On a voté dix milliards d'inflation parce qu'il ne restait plus qu'une marge de quelques centaines de millions pour les besoins du Trésor, on a voté sans débat les mesures sociales parce qu'on ne savait plus comment faire évacuer les usines dont on n'avait pas su empêcher l'occupation.

Devant la perspective de la fermeture des caisses de l'État, devant la perspective d'usines incendiées ou d'une répression sanglante, comment le Parlement aurait-il pu prendre la responsabilité de refuser ce qu'on lui demandait? Il a usé de son droit de critique, il a fait entendre les avertissements nécessaires, et, plutôt que de heurter de front l'opinion publique, il s'est efforcé de la préparer à l'évolution qu'elle devait normalement subir, une fois tombée l'excitation de la campagne électorale, une fois rendues visibles les contradictions des promesses socialo-communistes.

Nous en trouverions déjà la preuve dans la lenteur calculée avec laquelle le Sénat a examiné le projet autorisant la Banque à faire 10 milliards d'avance à l'État. C'est, croyons-nous, la première fois qu'une loi intéressant la trésorerie n'est pas votée entre le samedi et le lundi, pendant la fermeture de la Bourse. On jugera plus significatives encore les réactions du groupe radical-socialiste en face du projet d'Office national du Blé déposé par M. Monnet. Pour la première fois, de nombreux radicaux élus sur la formule du Front Populaire ont critiqué âprement un projet du gouvernement, et si le ministre de l'Agriculture s'obstine à penser qu'il lui suffira d'invoquer la discipline pour imposer aux députés ruraux un projet qui répugne à leurs électeurs, il risque un échec qui ne saurait entamer sa confiance en soi, mais qui diminuerait le prestige du ministre.

Non moins caractéristique nous apparaît le scrutin du 23 juin sur la politique étrangère : 382 voix contre 198, cela constitue, certes, une large majorité, mais on notera que ces chiffres reproduisent à quelques unités près ceux du scrutin du 6 juin (384 voix contre 210), tandis que, dans le passé, l'on avait vu souvent, surtout à la veille de négociations internationales, la majorité politique du gouvernement s'élargir sur le problème extérieur.

Ce débat de politique étrangère a donné sans doute une triste idée de la nouvelle Chambre au public, et singulièrement aux représentants étrangers assis dans la tribune diplomatique. Jamais, croyons-nous, les passions partisanes n'avaient aussi fortement influencé l'attitude des partis en face des problèmes diplomatiques. Quand l'extrême droite et l'extrême

gauche s'invectivaient et que les cris de « A Berlin! » et « A Coblentz! » répondaient aux cris de « A Moscou ! » on avait par moment l'atroce impression que, comme aux jours les plus noirs de notre histoire, certains Français se résigneraient à tout, pour pouvoir écraser d'autres Français ne pensant pas comme eux.

Dans ce débat où passaient les plus affreux relents de la campagne électorale et où le chef du Gouvernement a gardé le silence quand on lui demandait ce qu'il comptait faire en ce qui concerne la durée du service militaire, tandis que la moitié des socialistes montraient par leurs cris qu'ils restaient partisans de sa réduction, le ministre des Affaires étrangères a fait entendre, d'une voix malheureusement un peu sourde, des paroles de sagesse. La déclaration qu'il a lue au nom du Gouvernement affirme à plusieurs reprises la nécessité d'assurer la sécurité nationale, elle proclame avec netteté que notre diplomatie doit s'efforcer de nous rapprocher de tous les pays étrangers, quel que puisse être leur régime politique. Il a dû falloir batailler ferme au sein du cabinet pour obtenir cette déclaration dont le ton n'est pas tout à fait celui du *Populaire!*

Il est temps de résumer ces impressions où nous avons essayé de faire connaître impartialement à nos lecteurs l'atmosphère des milieux politiques. Avant même que le premier mois de l'expérience socialiste soit achevé, le potentiel du nouveau gouvernement apparaît diminué et des divergences profondes sont faciles à déceler entre les fractions de sa majorité. Cependant, le Parlement garde une attitude d'expectative, comme s'il attendait, pour mettre fin à une expérience dont il n'attend rien de bon, que la preuve de l'impossibilité de son succès soit bien faite. On peut juger pusillanime cette attitude de corps élus, qui attendent l'évolution de l'opinion publique au lieu de la préparer, mais si, pendant de longs mois on n'avait pas dressé cette opinion contre le Parlement, celui-ci montrerait peut-être plus d'audace et, tout compte fait, l'échec qui apparaît plus que probable du Gouvernement socialiste se solderait par moins de pertes pour le pays.

FRANÇOIS LEUWEN

GASTON BERGERY

Depuis quelque temps la curiosité s'échauffe autour d'un personnage singulier, dont le caractère et l'allure tranchent sur le monde politique. Inflexible et obstiné, tirant de sa solitude une force intérieure qui va jusqu'à l'insolence, dur pour ses adversaires autant que pour lui, chevaleresque, dévoué au bonheur populaire, le cœur plein d'humanité, voire assez russe, mais, par une cruelle pudeur, n'aimant à montrer de sa personne qu'une intelligence coupante et puritaine; bohème pourtant, quand il lui plaît, avec une sorte d'allégresse et d'oubli aristocratiques; dans ses admirations littéraires comme dans son logis, un goût extrême; à la tribune, le geste sobre, une voix qui confirme tout cela, qui, par moment, a l'air de se venger de quelque chose, qui a horreur de l'enflure, que l'on peut trouver méprisante, qui l'est en effet, puisqu'elle est faite pour la logique et que rien n'indispose et finalement ne séduit comme la logique.

C'est peu de dire que Gaston Bergery ne rassure pas. Il s'en moque. On s'y fera, doit-il penser, car sa confiance en lui est grande, mais son esprit n'est pas petit, comme c'est parfois le lot des orgueilleux. Pour plaire, jusqu'ici, dans les assemblées où se jouent les destinées nationales, la bonhomie était de rigueur, non ce mélange, cette alternance plutôt d'âpreté et de fraîcheur enfantine qui déconcerte encore jusqu'aux alliés du député de Mantes, du pamphlétaire et du critique de *la Flèche*. C'est qu'il n'est dupe de rien et n'a pas l'hypocrisie de le masquer. Aucune hypocrisie, d'ailleurs, il est bien de son

temps et de son âge. C'est un jeune homme en août 1914. Regardez les meilleurs qui en sont revenus et qui, aujourd'hui, ont autour de quarante ans. Leur loyauté est incommode, comme le goût qu'ils ont de la vérité. De l'anarchie, où la guerre, non moins que le machinisme, a jeté l'Europe, ils souffrent mieux, si l'on peut dire. Le mensonge, le verbalisme, la falsification n'ont pas d'adversaires plus décidés. Pour ceux que la religion n'apaise pas, l'angoisse est profonde. Mais les jeunes bourgeois du front ne trahissent pas leur classe en pensant qu'elle n'est pas la seule, et que leurs camarades, dans leurs magasins, leurs usines, de retour à leurs champs, ont droit à une existence moins bête. Bête est le mot, la bêtise, c'est ce qui irrite le plus cette génération pleine d'amertume encore, et toujours pleine d'espérance, qui sourit dans l'œil bleu de Bergery, à la fois vieillard et enfant, d'un Bergery qui veut donner à une société de travailleurs, des assurances d'abord contre le sort, puis contre les spéculateurs et les affairistes, qui la refera peut-être, cette société, mais dont l'honneur du moins sera d'y avoir travaillé.

Quand je fis connaissance avec Gaston Bergery, peu après l'armistice, à le juger superficiellement, sur l'amour qu'il avait pour la vitesse, la musique, la peinture, le linge le plus délicat, il ne me paraissait pas immédiatement destiné à cette tâche austère. J'étais encore trop provincial pour ne pas penser que le golf était incompatible avec la défense du prolétariat, et son drive m'en imposait. C'était la grande époque de Paul Morand, ou plutôt son époque galante. On traînait dans les bars. On dansait. On se meublait audacieusement. On découvrait, on lançait de grands poètes, maudits pour la plupart, sitôt nés. Il y avait du talent dans l'air, du génie même, quelques jours, quelques nuits. La liberté dans le monde n'avait encore que des rhumes, le nationalisme ne s'était nulle part aigri sous l'influence des classes moyennes qui se croyaient encore à l'aise. Gaston Bergery se rendait quotidiennement à l'Hôtel Astoria, siège de la Commission des Réparations, dont il avait été nommé le 20 janvier 1920 le secrétaire général adjoint. Comment était-il devenu fonctionnaire interallié?

Blessé à l'attaque de l'Épine de Vedegrange, en Champagne, inscrit à l'ordre du quatrième corps le 3 mars 1915 avec une

citation qui témoigne d'un courage et d'une énergie que, civil, il n'abdiqua jamais, Gaston Bergery, après huit mois d'hôpital, avait été nommé interprète et attaché à l'armée britannique. C'est de là qu'à la fin de 1918, un télégramme délogea l'officier qu'il était et le jeta au Secrétariat de la Conférence de la Paix. Versailles l'attachait à une commission qui préparait la partie financière et économique du traité de paix, notamment la huitième, celle des réparations.

A ce Comité d'organisation de la Commission des Réparations (le C. O. C. R.), Loucheur remarqua le petit lieutenant bleu qui, pour la technique administrative, les idées claires, la fermeté, la politesse, n'avait pas son pareil et, six mois après, Bergery entrait aux Réparations, d'où devait sortir le bonheur économique du monde, on le pensait sérieusement.

On se demande parfois si Gaston Bergery est un homme d'avenir. Je pourrais répondre qu'il l'est même un peu trop, car il est toujours en avance d'une idée et d'un fait, d'un fait qui compte au moins dans la vie internationale. D'avoir eu raison, jusqu'ici, ce qu'il sait mieux que personne, lui donne cette implacable hauteur que certains ne lui pardonnent guère. Il est demeuré cinq années à la Commission des Réparations, et, pour ma part, je reste frappé de tout ce qu'il m'annonçait et qui s'est réalisé, en mal et en bien, en mal surtout, dans le domaine économique et politique européen. Il avait vu la Commission des Réparations, non comme un instrument d'oppression et de rapine, selon le mot de Keynes, l'économiste anglais, mais comme un Conseil suprême qui, dans le même moment qu'il poursuivait des réparations dont le principe était juste, aiderait à l'équilibre du continent. La démagogie du Bloc national, le lendemain de la guerre, au beau cri de *l'Allemagne paiera* et l'excès de sa réclamation, n'excuseront jamais la déloyauté des contre-propositions et des dérobades allemandes, mais il est bien certain, à la lumière des événements passés, que je trouve naturelle la révolte, dont j'ai gardé le souvenir, du jeune fonctionnaire interallié devant les 132 milliards de marks-or dont la France et les Alliés demandaient alors le versement, qu'ils ne purent jamais obtenir. Les calculs de Klotz, au 5 septembre 1919, portaient, on s'en souvient, la réclamation à 134 milliards sans les pensions et allocations.

On traîna de conférences en conférences, jusqu'à l'occupation de la Ruhr, dont le solde déficitaire devait se chiffrer finalement par Hitler. Tout le travail de la Commission passait à réviser sans arrêt le montant de la dette; elle était chaque fois contrainte d'accorder des réductions, des délais, des emprunts. Elle ne tarda pas à assurer l'existence économique de l'Allemagne, objet pour lequel on ne l'avait peut-être pas créée. Et devant cette anarchie, la déraison des demandes et la fuite des réponses, l'épuisement allemand plus ou moins feint, Gaston Bergery, à son étage, et à son rang, faisait une expérience dont il portera toujours la marque. Pendant ce temps, la circulation monétaire ne cessait de se corrompre, ce qui lui fit dire, un soir, d'une voix sèche, au sortir de l'Astoria où j'étais allé le prendre, que le capitalisme européen creusait sa tombe dans cette maison, que la République allemande ne vivrait pas, que nous verrions partout des dictatures, ce qui me parut le comble de l'extravagance, parce qu'il n'y en avait nulle part, alors, sauf en Russie. Tout, autour de nous, les Champs-Élysées, Paris, la France, semblait si joyeux et comme renaissant, que je ne demandais qu'à ne pas le croire. On trouvera qu'il exagérait, sans plus.

« Prenons ce jeune garçon, purement technique, qui vit, grand bien lui fasse, hors des camarillas radicales », dut se dire Édouard Herriot dont le parti commençait à se refaire de son écrasement. En 1923, lui qui n'avait jamais fait de politique intérieure, Gaston Bergery se voyait affecté d'office au Comité exécutif du Parti radical. Qu'y avait-il de commun entre le président Herriot et lui? A part une haine, chez tous les deux, d'une certaine bourgeoisie, dans ce qu'elle représente de négatif et qui fait des objections à tout, je ne vois pas grand'chose. Si, une certaine tendresse, une certaine gentillesse, plus susceptible et plus nerveuse chez le premier, mais qui, dans le cadet, bat vite en retraite, alors que, chez M. Herriot, la générosité est moins pudique. Bergery n'a pas le sens de la propriété. Le président Herriot tient à ses livres, à ses tableaux, à sa mairie, à la patrie. Il y a du Vosgien, du Lorrain en lui. Sa culture est exquise et ornée. Pour en faire part, une voix charmante. Ovide, Moïse, Horace et Platon, qui encore? déjeunent à sa table, c'est l'helléniste et qui sait filer des

histoires; qui, dans Barrès, n'aime pas, comme Bergery, que le jeune homme qui connut la souveraine ivresse de déplaire; c'est à sa manière un poète, ce que n'est pas Bergery, qu'il rêve ou qu'il écrive. Une vie saine, provinciale, difficile, et de l'autre côté, des fantaisies cavalières, inquiétantes pour un professeur, étonnantes surtout pour un radical, n'eût-il point vécu de mauvais jours en famille, sa mémoire n'eût-elle jamais frissonné aux *Corbeaux*! Mais Bergery, né à Paris, rue Auber, l'était pourtant devenu, radical. Un radical froid, espèce rare.

La première fois que je l'entendis en public, c'était en 23, dans un restaurant, noces et banquets, qui fait le coin du boulevard Barrès et de l'avenue de Neuilly. Il y avait François-Albert qui parlait bien, Georges Bonnet qui appartenait encore au Conseil d'État; Gaston Bergery qui parlait mal, d'autres qui n'étaient rien encore, ni académiciens, ni ministres et qui ne parlaient pas. Lorsqu'on a entendu Bergery aux Ambassadeurs, ou, en Seine-et-Oise, en réunion publique (et contradictoire), ou à la Chambre, même en présence d'un adversaire aussi déchaîné, pour la circonstance, que M. Poincaré, et que l'on admire l'assurance et l'indifférence qu'il montre à présent, on ne peut comprendre le battement de cœur de son voisin, qui se demandait à Neuilly quand finirait jamais d'hésiter ce jeune homme pâle et insomnieux aux mains tremblantes. C'était Bergery, cette année-là, sans feu, et sans auréole que les chiffres qu'il essayait en vain de faire entrer dans un auditoire distrait, et qui, établissant la capacité de paiement de l'Allemagne, fixait le chiffre d'une dette que le Cartel futur risquait d'encaisser à condition qu'il se dépêchât. Puis le Cartel vint, et le premier en France, sans être ministre, ni même député, on vit Gaston Bergery s'asseoir au banc du gouvernement. Le maire de Lyon le couvait de son ombre.

C'est qu'il cumulait l'autorité du Commissaire du gouvernement et les fonctions de chef de cabinet du Ministère des Affaires étrangères, dont son bon Président lui donna le Portefeuille, j'entends celui de cuir, en récompense. Il fut délégué de la France à Londres où Herriot défendit l'idée de l'arbitrage obligatoire qui lui était chère depuis longtemps, puisqu'en 1907, au Congrès radical de Nancy, il l'avait préconisée. Quand

le Ministère tomba, Briand chargea Bergery d'organiser la propagande française aux États-Unis. Puis, à son retour, il commença à plaider, à concilier et à réconcilier, car le rôle d'arbitre est celui qui lui convient le mieux; avocat de droit international, il s'était d'ailleurs fait, pendant son séjour à l'Astoria, des relations dans le monde anglo-saxon et créé ainsi, sans y penser, une clientèle qui devait lui permettre de vivre et même de supporter les frais d'une élection, car il allait se présenter en Seine-et-Oise. Une sous-préfecture qu'il ne connaissait pas, où il n'avait nulle attache de famille ni d'intérêt, qu'il avait traversée cent fois au volant comme bien des Parisiens en vacances. C'est pourtant le congrès d'arrondissement de Mantes, convoqué par le Comité des gauches, qui acclama sa candidature le 18 décembre 1927 et, quelques mois après, non sans lutte, il l'emportait sur un conseiller général autochtone. Le hasard qui avait fait du lieutenant Bergery un technicien des réparations continuait à jouer en sa faveur. Quelques interventions sur les dettes, les réparations, la banque des règlements internationaux marquent sa première législature. Il a fondé un journal, le *Mantes Républicain*, qui porte chaque semaine en manchette, à droite « Paix et Travail » et à gauche des engrenages de machines dont le symbolisme moderniste n'étonne pas plus longtemps l'électeur que les articles de la première page, toujours composés sur deux colonnes, avec, comme originalité supplémentaire, au milieu du texte ou de la longue ligne, un gros caractère — un beau corps 16 — qui frappe l'œil et retient l'esprit sur la duperie d'un unionisme voué à la paralysie ou sur la bassesse du régime parlementaire actuel. Et chacun de constater que l'incompétence technique, la soumission aux puissances d'argent, les scandales de gauche comme de droite, l'impunité des voleurs, la servilité devant l'électeur d'arrondissement emplissent de rage le représentant inédit que Mantes s'est offert.

Son journal est son juge et son confesseur. Avec une haute idée de l'homme, il ouvre là son cœur et son esprit, toujours avide de se justifier, de s'expliquer avec une sorte de sadisme et de simplicité mêlés; il s'adresse à tous comme si vraiment la fatalité l'y contraignait. Sur les principaux scrutins, il discute, il se juge comme s'il s'agissait d'un autre, il apporte toutes

les raisons qu'il avait de voter dans un sens plutôt que dans l'autre. Cela flatte l'électeur et aussi les femmes qu'il appelle au suffrage universel en compagnie des militaires. Cela le flatte, lui, et le confirme dans l'excellente conscience qu'il doit, pour continuer à vivre, ne pas cesser d'avoir de sa personne. Aucun marchandage, aucune concession, aucune tache, la victoire la plus pure ou rien. Curieux parlementaire qui ne veut dépendre que des idées, jamais des hommes, et des seules idées qui lui plaisent. La franchise, les idées claires! Je préfère être battu en défendant mes idées que vainqueur sur une équivoque!

Aussi les électeurs de Mantes ne furent pas plus surpris que cela quand, en février 1934, Gaston Bergery leur remit sa démission, en pleine législature, pour se représenter quelques semaines après. Il avait été élu sur un certain programme; il avait pris des engagements; la majorité de la Chambre semblait se renier. Bergery, protestant contre le défi lancé à la gauche du pays tout entière, poussait la logique jusqu'à ses conséquences extrêmes, ce que ses anciens collègues considérèrent avec effroi. Si bon gré mal gré, il fallait un jour imiter cet extravagant, si les électeurs prenaient goût soudain à cette sincérité téméraire, la vie ne serait plus possible! — Heureusement pour eux que Bergery fut battu. Mais l'insolite de son acte avait frappé l'opinion et sa défaite le servit beaucoup plus qu'il ne s'y attendait, tant il est vrai que dans le destin d'un tel homme, les événements ne prennent jamais un cours ordinaire. En 1936, Gaston Bergery qui avait été élu en 1928 à 300 voix de majorité, battu en 34 au lendemain du 6 février, à 299 voix, obtint comme candidat frontiste dans la même circonscription 2 500 voix de plus que son concurrent le plus favorisé.

Depuis 1933 il avait quitté le parti radical. Entre temps il avait fondé *Front commun*. C'est ainsi que s'appelait son journal de Paris avant de se nommer *Front social* puis *la Flèche*. Il y combat à présent, chaque semaine, pour le parti qu'il représente à la Chambre en compagnie du seul Georges Izard, député de Meurthe-et-Moselle et l'un des fondateurs de la revue *Esprit*.

L'indépendance totale, presque agressive, que le frontisme

de Bergery entend maintenir à la France, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne peut évidemment que lui valoir la suspicion du parti communiste qui n'aurait, somme toute, emprunté les mots d'ordre inventés par Bergery que pour en faire une duperie. Quand Bergery faisait la critique du marxisme, et qu'examinant les deux Internationales, il considérait la seconde comme un fantôme et la troisième comme une fausse Internationale, puisque russe, le parti communiste l'accusait d'être un fasciste. C'était le moment où l'*Humanité* pouvait tout à son aise prêcher le défaitisme et la haine de l'officier. A présent, Staline en ayant décidé autrement, on va jusqu'au super-patriotisme. On ne nie pas la nation, on parle au contraire de l'union de la nation française. Formule excitante, admirable manœuvre! Toutefois, le parti communiste excepte de cette nation dix millions de travailleurs bourgeois, sous-estimant sinon en paroles, du moins en réalité, une classe qui est loin d'avoir épuisé ici son rôle historique. Il témoigne d'une nouvelle hypocrisie en affirmant que la dictature du prolétariat est immédiatement réalisable en France, et d'une hypocrisie plus condamnable encore en négligeant de dire aux Français que cette dictature serait russe. Bergery, révolutionnaire, mais réaliste, sait fort bien que notre pays n'admettrait pas la révolution bolchévik et il redoute que la surenchère communiste ne risque de retarder une révolution d'un type spécial à la France, où s'uniraient dans l'action ceux qu'il a souvent appelés « un peuple de volés » contre « une minorité de voleurs ». Au premier plan de sa réforme, il préconise la transformation des trusts en services publics.

Le parti communiste serait mal venu de reprocher au député de Mantes, président du premier groupe franco-russe à la Chambre, une hostilité à l'égard de Moscou; mais Bergery a peu de goût pour les croisades, et si une croisade contre les Soviets lui a toujours paru inconcevable, l'idée qu'on pourrait entraîner le peuple français contre Berlin ou contre Rome ne lui est pas moins insupportable. Pour la paix, comme pour la réconciliation nationale, Bergery se refuse à obéir à des mots d'ordre de l'étranger.

Il n'est, hélas, plus niable que la civilisation capitaliste,

malgré elle, sans même parfois s'en apercevoir, a meurtri les humbles vertus paysannes et bourgeoises. Le capitalisme peut trouver injuste qu'on l'accuse d'un tel dessein, puisqu'il n'était pas préconçu. Mais, imposant l'anonymat, s'identifiant au machinisme (danger auquel n'échappe pas davantage le communisme), développant la notion du seul profit, non celle du mérite comme la récompense du travail, il a méconnu la personne humaine et a éteint peu à peu l'allégresse de vivre. Des hommes ne croient plus en eux-mêmes, ne comprennent plus ce qui se passe, doutent de tout. Comme à la fin de l'Empire des Romains se réfugiaient dans la contemplation, nombre d'Européens se demandent s'ils pourront encore mourir en beauté, mais d'autres, plus vaillants, s'évadent d'un conformisme anémié et se donnent quand même un but. La culture, pour eux, n'est pas seulement un instrument de suprématie assurant des bénéfices personnels : se faisant à l'idée qu'elle est supérieure à toutes les autres formes de la propriété, ils veulent étendre à tous les loisirs sans quoi l'esprit périrait. Ce sont les mêmes qui rêvent d'une société sans classes, où se combineraient, après des heurts peut-être barbares, l'individualisme français, dans ce qu'il a de noble et de doux, et cette espérance confuse d'une masse avide qui monte de toutes parts autour de nous.

Que de fois, depuis des années, j'entendis les jeunes bourgeois français agiter cet ordre nouveau, le condamner ou lui faire fête à l'avance! Qu'ils y travaillent en le nuançant, c'est le vœu que le prudent doit former. Un Bergery l'inquiète, mais au secret de lui, il ne lui refuse pas son estime. Quand je dis Bergery, il y en a d'autres qui lui seraient plus familiers, et qui peut-être parleraient mieux à son cœur. Tout de même, celui-là est représentatif d'une manière de penser, de parler et d'agir qui est de son époque. Simplification, sincérité, pureté, précision, intransigeance, toute sa personne évoque ces durs mots de passe à l'entrée du monde encore obscur vers lequel nous nous dirigeons, de force ou de bon gré.

Il flotte autour de cette figure je ne sais quoi de dramatique et de mystérieux. Dans le veston d'une bonne étoffe bleue qui, croisé presque jusqu'au cou, laisse à peine voir le linge, les cheveux coupés courts, la parole tranchante, certes, ce n'est

pas un jeune premier de comédie. Il est là, mince et droit, parmi ses livres. A côté, dans l'antichambre, dans la salle à manger aux murs nets, où l'immense table nue en chêne ciré a l'air d'attendre un directoire, se pressent des paysans de Seine-et-Oise, bons visages ardents et rudes, mêlés à de jeunes ouvriers et à des étudiants. Il va sans dire que cette clientèle, qui, pour nourrir sa patience, n'a pas trop de l'admiration qu'appelle ce tribun toujours pris et jamais pressé, est dès l'abord étonnée par le bas-relief cubiste d'un élève de Picasso. Pas moins d'ailleurs que par le chat, qui glisse entre les marguerites et les œillets, aussi indifférent aux vases qu'aux lampes et aux cendriers, et qui ne se gêne pas, tout à coup, pour vous sauter sur l'épaule. Bergery nous a-t-il suffisamment surpris? Surprendra-t-il encore? Rue de Bourgogne, c'est la province avec ses boutiques modestes et irrégulières, son antiquaire, l'encadreur, l'épicier, le boulanger côte à côte, le relieur un peu plus loin, le tabac où l'on cause. Une grande mélancolie monte vers les fenêtres de la vieille maison. Des grévistes se sont mis à jouer de l'accordéon juste en face. Un sou tombe sur le trottoir. Des gouttes de pluie. On dirait l'orage. Le ciel s'est couvert. Nous sommes en juin; le beau temps reviendra.

MAURICE MARTIN DU GARD

LE PLAN MILHAUD

La reprise des échanges commerciaux entre nations et la stabilisation des monnaies sont unanimement désirées. Mais tandis que certains gouvernements, comme le gouvernement anglais, font du rétablissement des échanges un problème préjudiciel dont la solution est requise pour procéder à la stabilisation générale des monnaies, les représentants d'autres pays, et notamment ceux des nations du « bloc-or » font dépendre la reprise des échanges du retour préalable des monnaies erratiques au « gold standard system ».

Les tenants de l'une et l'autre méthode sont jusqu'ici restés sur leurs positions respectives, aucun « compromis » n'apparaissant possible entre des attitudes aussi nettement tranchées. L'échec de la Conférence de Londres, en juin 1933, en a témoigné à l'évidence.

Or, le « Plan Milhaud » prétend précisément apporter au monde un moyen relativement aisé de sortir de l'impasse où il est engagé.

A ce titre, comme en raison de la notoriété de M. Milhaud, qui joint à ses fonctions de professeur à l'Université de Genève le rôle de conseiller officieux de la Société des Nations, ce plan doit retenir l'attention de tout esprit consciencieux.

Il mérite d'être étudié avec d'autant plus de soin que les idées qui s'y trouvent exprimées ne sont pas restées dans le domaine platonique des conférences de facultés. Elles connaissent près de certains organismes importants — et près de certaines personnalités politiques françaises — une faveur qui

peut leur conférer rapidement le privilège d'une application effective dans les nations du monde entier.

Dès octobre 1935, l'*Assemblée de la Société des Nations* a, en effet, décidé la mise à l'étude du Plan Milhaud, que la *Commission du Bloc-or*, de son côté, adoptait à l'unanimité, le 20 novembre 1935. Il n'est pas inutile de rappeler que cette commission était placée sous la présidence de M. C.-J. Gignoux, ancien ministre.

Soumis le même jour par cette commission à l'examen du *Comité International des Échanges*, le Plan Milhaud a été adopté à l'unanimité des nations représentées. Le *Comité International des Échanges* est sorti, on le sait, du *Congrès International des Échanges* qui réunit à Paris, en 1933, les délégués de 48 nations.

Ce comité n'a envisagé, il est vrai, la mise en œuvre du Plan que « comme une étape naturelle avant le retour à la compensation automatique des règlements telle qu'elle s'effectuait autrefois », mais en a recommandé l'adoption aux gouvernements français, belge, luxembourgeois et helvétique sous la réserve que la mise en œuvre en serait « limitée aux échanges de toutes sortes effectués entre ces nations d'une part et les nations de l'Europe centrale et orientale, d'autre part, avec lesquelles elles sont déjà liées par des caisses bilatérales de compensation ».

Des organismes purement nationaux, comme l'Union française des industries exportatrices, ont joint le mouvement. Les délégués de l'Union ont adopté le plan, à l'unanimité, le 19 novembre 1935.

Enfin, une proposition de résolution, déposée le 17 mars 1936, a invité le gouvernement à « rétablir la compensation multilatérale des échanges internationaux » par l'usage du chèque-compensation.

Né du désir d'apporter une solution au problème des arriérés des offices de compensation, le plan Milhaud a tendu, de cet objectif initial, vers le but plus ambitieux de revigorer l'ensemble des échanges commerciaux entre nations. Il est donc nécessaire, avant de l'étudier, de rappeler d'abord les éléments essentiels du problème des offices de compensation, auquel il doit le jour.

I

L'ÉCHEC DU SYSTÈME DES OFFICES DE COMPENSATION

Les offices de compensation — aussi appelés « clearings » — sont nés des difficultés de transfert généralisées à travers le monde par le développement de la crise économique.

Un grand nombre de pays ont dû se résoudre, en effet, au cours des dix dernières années notamment, à instaurer des réglementations de changes draconiennes, pour conserver chez eux une encaisse-or ou devises suffisante et préserver leurs monnaies de dépréciations trop vives.

Ces restrictions cambistes ont fréquemment gêné nos exportateurs, en les empêchant de convertir en francs le montant des devises dont ils étaient crédités chez leurs acheteurs étrangers.

Ainsi est née l'idée d'affecter par préférence au règlement des créances de nos exportateurs le montant des dettes que les importateurs français avaient pu contracter vis-à-vis des mêmes pays.

Il s'agissait, en somme, de compenser les dettes de nos importateurs avec les créances de nos exportateurs, par pays, ou, en d'autres termes, d'amener les importateurs français qui ont besoin de moyens de paiement sur un pays à acheter ceux que possèdent leurs compatriotes, c'est-à-dire les créances des exportateurs français sur ce même pays.

On peut donc définir une convention de compensation entre la France et un pays étranger, comme un accord destiné à assurer le règlement de nos exportations en y affectant tout ou partie de la contre-valeur des importations étrangères en France.

Un décret du 3 décembre 1931 et un arrêté interministériel du 15 février 1932 ont décidé la création d'un « Office pour le recouvrement des créances françaises à l'étranger » qui a pour but d'assurer précisément la compensation des dettes et des créances créées à l'occasion de transactions commerciales entre la France et les autres pays.

Le fonctionnement de l'Office peut être schématisé comme suit :

a) L'importateur *étranger* de produits *français* dépose auprès de l'Institut d'émission de son pays les sommes qu'il doit à son vendeur français. Avisé de ce versement, l'Office de compensation en informe à son tour l'exportateur français.

b) L'importateur *français* de produits *étrangers* remet à l'Office une déclaration d'importation accompagnée, à titre de caution, d'un chèque barré émis ou visé par une banque connue et correspondant à 10 p. 100 de la valeur des marchandises importées. Il liquide ultérieurement sa dette en effectuant, aux échéances convenues avec son vendeur, des versements à la Banque de France au compte de l'Office.

c) L'Office de compensation donne alors au service de compensation du pays vendeur l'ordre de payer l'importateur étranger, tandis qu'il paie lui-même l'importateur français.

***

Ainsi que le gouvernement français l'a reconnu dans le rapport au Président de la République, qui tenait lieu d'exposé des motifs au décret-loi du 16 juillet 1935 sur la mobilisation des arriérés de clearings :

« Le fonctionnement de ces accords n'a pas répondu aux espoirs que l'on avait fondés sur eux. Dans beaucoup de cas, non seulement les clearings n'ont pas permis la liquidation des créances commerciales non transférées à l'origine, mais ils ont accumulé de nouveaux arriérés, causant ainsi aux exportateurs français des difficultés de trésorerie par elles-mêmes sérieuses, et dont le ralentissement des affaires accroît encore la gravité. »

Comme l'expérience devait le montrer, le système de la compensation conduisait, en effet, trop souvent :

a) Soit à ramener les ventes d'un pays A à un pays B, dans la limite des achats de B à A (A étant supposé vendre plus à B qu'il ne lui achète) au *lieu de provoquer* l'augmentation des ventes de B à A au niveau de celles de A à B.

C'est amener A à ne plus acheter à B plus que B n'achète à A. C'est l'égalisation par le bas.

b) Soit à augmenter constamment les avances du pays créan-

cier (A) au pays débiteur (B), c'est-à-dire augmenter sans cesse les arriérés de clearings.

Destinés à protéger les intérêts des pays créanciers, les offices de compensation aboutissaient ainsi à faciliter et à stimuler l'endettement des pays débiteurs.

Dans les deux cas, en l'absence de clearing, les pays débiteurs auraient dû, soit cesser leurs achats, soit se résoudre à payer, en procédant au transfert d'or ou de devises-or, c'est-à-dire à diminuer la couverture de leur monnaie au risque de provoquer la baisse de leur change.

Dans les deux cas, le clearing aboutit à paralyser les échanges, soit en ramenant les achats du plus gros pays fournisseur dans la limite des achats du plus petit, soit en provoquant l'accroissement d'arriérés de clearings, irrécouvrables avant des échéances plus ou moins longues, véritables créances « gelées ».

II

LES ESSAIS DE MOBILISATION DES ARRIÉRÉS DE CLEARINGS

En fait, le montant des arrièrés de clearings s'est maintenu, depuis plusieurs années, à des chiffres élevés.

Les exportateurs français étaient ainsi créanciers de l'étranger, à l'Office de compensation, de 260 millions de francs au 31 décembre 1934 et de 523 millions de francs au 31 décembre 1935.

Ce décalage entre versements étrangers et versements français avait généralement plusieurs causes.

D'abord, les exportateurs français traitent d'habitude au comptant, tandis que nos importateurs se voient accorder des délais souvent très longs.

Mais surtout « les importations françaises se sont trouvées réduites, à la fois par l'effet de notre politique de contingentement et par l'inclination des pays à monnaie contrôlée à diriger leurs exportations vers des marchés sans clearing ».

Or, les accords de compensation ne prévoient l'attribution d'aucun intérêt aux arriérés de clearings. Les créanciers français ont à supporter de ce chef des pertes importantes.

Créances bloquées, créances sans intérêt, voilà donc ce que les arriérés de clearings constituent pour nos exportateurs.

Ainsi que le signale une excellente « Enquête sur les accords de clearings » publiée en 1935 par la Société des Nations, une telle situation causait « de graves inquiétudes aux créanciers porteurs de récépissés et les déterminait trop souvent à accepter le concours d'officines privées qui escomptaient les récépissés à un taux usuraire, en n'hésitant pas, à l'occasion, à semer la panique parmi les porteurs de récépissés ».

Le gouvernement français et la Banque de France se sont préoccupés de pallier dans toute la mesure possible les inconvénients d'un semblable état de choses.

Les décrets-lois des 16 juillet, 8 août et 30 octobre 1935, ont autorisé le ministre des Finances à accorder la garantie de l'État aux opérations de mobilisation des récépissés délivrés aux exportateurs par l'Office de compensation.

Cette garantie est limitée à 80 p. 100 du montant de chaque récépissé et accordée pour une période d'une année renouvelable cinq fois. Elle est donnée après avis de la commission instituée par la loi du 10 juillet 1928 sur l'assurance-crédit d'État et contre paiement à la Banque Nationale du commerce extérieur d'une prime de 1/2 p. 100 par année commencée. Elle ne peut s'appliquer qu'aux récépissés des créances inscrites à l'Office avant le 17 juillet 1935 et restés dans les mains de leurs titulaires primitifs ou délégués à des tiers à condition que les délégataires n'aient pas pris le risque définitivement à leur charge.

Il importe de noter que la garantie d'État ne s'étend pas à la bonne fin des recouvrements des exportateurs, mais s'applique seulement aux opérations de mobilisation de ces créances.

En d'autres termes, l'État ne garantit pas les exportateurs contre les risques de non-recouvrement de leurs créances; il garantit les banquiers, escompteurs de ces créances, à concurrence de 80 p. 100, contre la défaillance de leurs clients exportateurs, au cas de non-recouvrement des créances. L'État avalise le « papier de clearing » présenté à l'escompte des banques par les exportateurs, mais cet aval, qui est limité aux quatre cinquièmes de la valeur du « papier », n'a rien à

voir, il faut le noter, avec la garantie de bonne fin accordée par l'État aux termes de la loi du 10 juillet 1928, modifiée par le décret-loi du 27 juillet 1935, pour les ventes aux services publics étrangers; — et dont le taux a été relevé récemment de 60 à 80 p. 100.

Malgré cet aval, les banques n'auraient sans doute pas encore fait une part très large au papier de clearing dans leur portefeuille, si elles n'avaient eu l'assurance de pouvoir à tout instant le réescompter à la Banque de France, de façon à se tenir en mesure de faire face à tout « run » de déposants vers leurs caisses.

Mais la Banque de France n'a pas le droit, on le sait, de faire du crédit à plus de trois mois d'échéance. Ses statuts et la simple nécessité de conserver au gage du billet un caractère d'extrême liquidité, le lui interdisent également.

Notre Institut d'émission a su donner, à cette occasion, une preuve nouvelle de son libéralisme et de sa souplesse d'adaptation, en consentant à réescompter des effets à trois mois, établis en représentation des récépissés de clearings.

Mais la mobilisation des arriérés de clearings est restée partielle et ne pouvait d'ailleurs prétendre apporter au problème qu'une solution d'attente.

Elle laisse subsister intégralement, en effet, le risque des exportateurs. Elle résoud, temporairement, un problème de trésorerie privée. Elle ne résoud en rien le problème financier des exportateurs.

D'autre part, comme le notait M. Georges Bonnet, ministre du Commerce, dans une interview accordée au début du mois de novembre 1935 à l'Agence Havas, le Trésor se refuse à donner sa garantie pour les arriérés qui se reformeront à l'avenir : « Il est nécessaire que l'attention de nos exportateurs soit attirée sur ce point afin qu'ils prennent pour le futur toutes les précautions nécessaires et se renseignent sur la capacité de transfert des pays qui achètent leurs marchandises. »

C'est la condamnation — en termes discrets — du système des clearings bilatéraux.

Le plan Milhaud, cependant, est basé sur la généralisation de ces clearings ou plutôt, selon un vocable aussi rébarbatif que barbare, sur la « compensation multilatérale » des échanges.

III

LA COMPENSATION MULTILATÉRALE

M. Milhaud présente ainsi son plan[1] :

« Le but essentiel que l'on se propose d'atteindre, c'est de permettre aux différents pays de reprendre leurs achats à l'étranger sans avoir à craindre de compromettre l'équilibre de leur balance économique et par suite d'aggraver leur situation financière et d'exposer à de nouveaux dangers leur monnaie.

» Il importe donc de pouvoir lier à tout achat fait par un pays à l'étranger la certitude d'une vente correspondante de ce pays à l'étranger. A cette fin, les États résolus à assurer entre eux la reprise des relations d'affaires par l'adoption d'un système général de compensations, passent entre eux une convention en vertu de laquelle toutes les transactions extérieures effectuées entre personnes ou collectivités domiciliées sur leur territoire, seront réglées non par des envois d'or ou de devises ordinaires (éventuellement convertibles en or), mais au moyen de titres spéciaux dont la fonction unique est d'acheter dans le pays émetteur des marchandises ou services. De là le nom de bons d'achat, qu'on leur a donné dès le début, et qui met en évidence cette fonction. »

Ces *bons d'achat* sont parfois désignés également sous le nom de *devises-compensation*. Émis, dans chaque pays, par un Office de compensation, moyennant la consignation de la somme correspondante en monnaie nationale, ces bons peuvent seuls servir à des paiements extérieurs. *Le billet de banque national ne sort plus du pays qui l'a émis.*

Les bons d'achat, enfin, ont une durée de validité *limitée*, une année par exemple.

Mais suivons l'exposé de M. Milhaud :

« Pour écarter toute obscurité et prévenir tout malentendu sur ce point central, prenons un exemple. Voici un marchand de combustibles suisse qui désire acheter 10 000 francs suisses

1. Edgard Milhaud, *La Compensation intégrale*, 1935.

(100 000 francs belges) de charbon de Charleroi. Il s'adresse à l'Office suisse de compensation (éventuellement par l'intermédiaire de sa banque), il fournit 10 000 francs de billets suisses ou chèques sur la Suisse, il obtient 10 000 francs de bons d'achat de marchandises suisses (billets ou chèque-compensation), il les envoie à son fournisseur belge, qui les négocie (éventuellement par l'intermédiaire de sa banque) à l'Office belge de compensation, lequel lui donne en échange 100 000 francs de billets belges.

» Devant être convertis en marchandises suisses, les 10 000 francs suisses en billets ou chèque-compensation résultant de l'opération sont tenus à la disposition des commerçants, touristes, etc., habitant la Belgique, qui désirent acheter des marchandises suisses, voyager en Suisse, etc.; à cette fin, ils vont faire masse à l'Office central de compensation du pays, avec tous les bons d'achat de marchandises suisses provenant d'opérations similaires, pour satisfaire en première ligne aux besoins d'achats belges en Suisse, et, pour le surplus éventuel, par voie d'arbitrage international, aux besoins d'achats d'autres pays. »

***

Il faut reconnaître, tout d'abord, que la généralisation des offices de compensation à travers le monde, apporterait sans doute un remède à certains des désordres auxquels entraîne trop souvent le système actuel d'accords bilatéraux et fragmentaires entre diverses nations.

Des pays à faibles possibilités de transferts n'hésitent pas, par exemple, à canaliser leurs exportations vers les contrées à monnaie libre, avec lesquelles ils n'ont passé aucune convention de compensation, au détriment des nations à qui les lient des clearings.

Loin de chercher à combler par leurs exportations les arriérés dont ils sont débiteurs à l'égard des pays avec qui ils possèdent un office de compensation, ils les consolident et même les augmentent; ils se servent, en somme, de façon abusive et déloyale de l'accord de clearing pour faire jouer à leurs co-contractants le rôle de *créanciers forcés*. Le procédé

est d'autant moins admissible que, dans le même temps, ils accélèrent leurs ventes de marchandises à des contrées qui les paieront directement en or ou devises-or.

On peut assimiler ce mésusage du clearing à l'action du débiteur de mauvaise foi qui détourne une partie de son actif social au détriment de créanciers privilégiés et au bénéfice de simples créanciers chirographaires. A cet égard, l'exemple germanique n'a été que trop concluant.

Il est bien évident que cette sorte de fraude n'aurait plus guère de raisons de se produire, si chaque pays possédait un système analogue de clearing et de réglementation des changes.

Il ne semble pourtant pas qu'il faille en conclure que la généralisation des offices de compensation s'impose.

Le système de la compensation multilatérale repose essentiellement, en effet, sur un postulat qu'on peut énoncer ainsi : *chaque nation achète ou doit acheter à l'ensemble des autres nations autant qu'elle leur vend.*

Or, il n'est pas exact que chaque nation achète, en fait, à l'ensemble des autres nations autant qu'elle leur vend.

Et il n'est pas possible d'établir en principe que chaque nation *doit* ou *devra* acheter à l'ensemble des autres nations autant qu'elle leur vend.

Chaque nation n'achète pas autant qu'elle vend. Certains pays achètent plus qu'ils ne vendent, plusieurs pays balkaniques, notamment, qui, presque depuis leur naissance à l'indépendance politique internationale, achètent, de façon chronique, à l'étranger une grande quantité de produits divers (produits finis, machines, produits semi-ouvrés, en particulier) qui leur manquent et qu'ils règlent au moyen d'emprunts d'État à très long terme, faute de trouver chez eux des marchandises vendables au dehors.

Toute l'histoire financière des cinquante dernières années prouve, surabondamment, que les emprunts roumains, bulgares, serbes, par exemple, émis à Paris ou à Londres, sont venus, périodiquement, regarnir les encaisses des institutions d'émission balkaniques incapables de faire face, en l'absence d'exportations suffisantes, au paiement d'importations exagérées.

Ces pays paient... avec des emprunts. On dira qu'un emprunt n'est qu'un paiement différé. Mais, en l'occurrence, que de paiements « différés » n'ont jamais été et ne seront sans doute jamais complètement effectués?

De grandes nations, par contre, vendent couramment à l'étranger plus qu'elles ne lui achètent. C'est le cas de plusieurs pays importants et surtout celui des États-Unis.

Est-il téméraire de penser qu'on n'amènera pas, avant de longues années et en l'absence de profonds bouleversements mondiaux, les États-Unis à acheter au dehors, alors qu'ils trouvent chez eux la plupart des produits dont ils ont besoin?

Or la mise en pratique du système du professeur Milhaud n'aboutirait à rien moins, sous la forme adoptée par le projet de loi déjà cité, qu'à forcer les États-Unis, par exemple, à acheter à l'étranger plus qu'ils n'ont besoin et à encourager certains pays, acheteurs et emprunteurs chroniques, à développer sans mesure leurs achats extérieurs.

La substitution de « bons d'achat » aux devises aurait pour premier résultat, en effet, d'empêcher d'agir ce frein naturel aux importations que constitue la dépréciation d'une monnaie.

Sous le régime de l'étalon-or de change — qui peut être considéré à certains égards comme le système de compensation multilatérale le plus parfait qu'on puisse imaginer, — les importations exagérées étaient rapidement révélées par les mouvements des changes qui, faisant l'office de sonnette d'alarme, soulignaient aux gouvernements le péril de la situation et la nécessité de ramener les achats dans la limite des ventes ou d'obtenir des prêts. La recherche des prêts, les difficultés qu'on rencontrait à les obtenir, constituaient pour les vendeurs la plus utile des indications et pour les acheteurs la plus efficace des pressions.

Qui empêchait certains pays, débiteurs perpétuels, d'augmenter sans mesure leurs dépenses et leurs dettes à l'étranger, sinon, précisément, le refus de l'étranger de leur consentir de nouveaux crédits?

Le système des « bons d'achat » libère providentiellement ces pays de tout frein! On peut être assuré que, dès lors, les dépenses de ces pays, loin de décroître, feront rapidement la « boule de neige » — et, au surplus, que ces dépenses seront

de moins en moins « productives », de plus en plus somptuaires.

Certains adeptes de la compensation multilatérale n'ont aucunement aperçu la difficulté. Ils admettent purement et simplement, suivant la proposition de loi précitée, l'équilibre des achats et des ventes entre chaque pays et l'ensemble des autres, sous la réserve, il est vrai, que cet équilibre « ne se réalise pas nécessairement dans un délai donné, un an par exemple ». Mais, on l'a vu, pour de nombreuses nations, cet équilibre n'est *jamais* réalisé. Est-ce faire à ces enfants terribles du professeur de Genève une trop grande injure que de les suspecter de s'être laissé égarer par l'idée, incontestablement juste mais étrangère au problème, que, de toute évidence, dans le monde entier, de nations à nations comme de particuliers à particuliers, le total des achats est égal au total des ventes? Car l'achat et la vente ne sont que les deux faces d'une même opération — et tout ce qui est acheté par l'un se trouve, de ce fait même, vendu par un autre.

M. Milhaud s'est montré infiniment plus subtil et nuancé que ses disciples. Le fait n'est pas nouveau... Il a parfaitement discerné cet aspect de la question, mais il en a, à notre avis, sous-estimé le caractère épineux. Il se contente de prévoir, pour prévenir tout danger d'inflation des « bons d'achat », que les organes chargés de l'application de son « Plan » devront « tenir compte dans l'émission des bons, des dangers que pourrait comporter à un certain moment la mise en circulation sur les marchés mondiaux d'une quantité trop forte de bons d'achat sur le pays ».

Mais qui jouera ce rôle de mentor? Les offices de compensation de chaque pays, dans leur ressort respectif? Il serait surprenant que, dans les pays où l'on a recours aux manipulations monétaires et à l'inflation, on sache exercer sur l'émission des bons d'achat un contrôle qu'on s'est avéré incapable d'assurer à l'égard de l'émission de billets de banque.

Et si cette mission de surveillance est dévolue à un organisme international, investi d'un droit de regard sur les offices nationaux de compensation, comment parviendra-t-on à faire observer à chaque office la discipline nécessaire?

On imagine aisément les discussions, mésententes et contestations auxquelles l'arbitrage souverain de l'organisme chargé

de la police internationale des « bons d'achat » ouvrirait nécessairement la voie.

On discerne moins clairement les moyens grâce auxquels cet organisme pourrait faire respecter ses décisions...

Si même l'existence d'un semblable organisme ne relevait pas de l'utopie ou du rêve, si les nations, unanimes pour la première fois, réussissaient à donner à cet Office international, en même temps que la vie, les moyens d'action et de coercition indispensables à sa réussite, on ne ferait qu'aboutir, par un chemin détourné et après combien d'errements! à des résultats singulièrement analogues à ceux que le libre jeu du gold standard obtient automatiquement.

Car le régulateur international de l'émission des bons d'achat serait conduit nécessairement — pour éviter le risque d'inflation nettement reconnu par M. Milhaud, à limiter rapidement la mise en circulation des bons par certains pays dont les achats excèdent chroniquement les ventes et ont pour principale contre-partie d'incessants emprunts (c'est le cas de certains pays balkaniques, on l'a vu).

***

Au surplus, M. Milhaud n'accorde, semble-t-il, qu'une confiance limitée à son système de réglementation internationale des « bons d'achat », car il envisage lui-même la formation de stocks de bons d'achat supérieurs aux demandes, c'est-à-dire, sous une forme nouvelle, la réapparition des indésirables « arriérés de clearings ».

Il s'attache donc à organiser la résorption de cette inflation de bons; il envisage, simultanément, la limitation à un an, par exemple, de la validité des bons d'achat et la dépréciation sur les marchés internationaux des bons émis en trop grande quantité par certains pays.

La limitation de la validité des bons s'apparente singulièrement, il est à peine besoin de le noter, au fameux système de la monnaie fondante dont le procès n'est plus à faire.

Mais s'il était possible d'admettre que l'effritement incessant de la monnaie pût accélérer — Dieu sait à quel prix! — d'individu à individu, la circulation des richesses, il n'est en

aucune mesure permis de penser que le procédé « jouerait » de peuple à peuple. On ne voit pas bien, en effet, comment on forcerait les États-Unis, par exemple, à utiliser des bons d'achat dont ils n'auraient que faire. Les États-Unis refuseraient certainement — et ils auraient raison — que leurs exportations leur fussent payées en bons dont ils n'auraient pas l'emploi.

Que deviendraient, au surplus, les porteurs de « bons d'achat » à validité expirée? Devraient-ils en supporter la perte? Cette seule perspective suffirait à les détourner de les recevoir en paiement.

Devraient-ils, pour éviter cette perte, acheter à tout prix aux pays émetteurs? Ce serait les inciter à acheter des produits dont le placement chez eux n'est aucunement assuré, et à des cours qui seraient peut-être beaucoup plus onéreux que les cours pratiqués six mois ou un an plus tard. Ce serait limiter, dans les domaines agricoles, industriels, commerciaux, la prévision à la durée de validité des bons. Ce serait imposer aux affaires privées les politiques à courte vue et ériger en règle l'imprévoyance. Ce serait, en croyant tuer la spéculation, frapper au cœur la prévision...

M. Milhaud voit un autre moyen de freiner les inflations de bons d'achat. Ces bons seraient, en effet, écrit-il, librement cotés sur les marchés internationaux. La loi de l'offre et de la demande régirait seule les cours des bons émis par chaque pays. Les cours des bons trop nombreux baisseraient au-dessous du pair et rendraient avantageux les achats dans le pays émetteur. La demande de ces bons enflerait de ce fait et l'équilibre des achats et des ventes se rètablirait tout naturellement par le truchement des fluctuations de cours des bons.

Mais n'est-ce pas là revenir encore, par la voie d'un interventionnisme international, dictatorial et affreusement compliqué, à l'ordre — ou plutôt au désordre actuel — des choses? N'est-ce pas substituer les dévaluations de bons d'achat aux dépréciations monétaires?

***

La mise en œuvre du plan Milhaud requiert l'installation d'une *dictature internationale* des échanges que seule permet-

trait une unanimité bien improbable des peuples en faveur de son adoption.

Et adopter le plan Milhaud, c'est revenir après un long détour, au prix d'une technique épineuse et d'une dictature internationale des échanges, au contrôle des prix par la dépréciation des bons d'achats, substituts des devises.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer le danger des manipulations monétaires. Il importe seulement d'éviter toute méprise et de se rendre exactement compte qu'en souscrivant au plan Milhaud, on accepte de faire varier les changes (bons d'achat ou devises) d'après les cours des marchandises, — et qu'on adhère implicitement à toutes les théories de monnaies dirigées.

RAYMOND LOUIS

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Les lettres sont la forme la plus savoureuse de la discussion politique. Ceux qui s'écrivent se confessent sans y penser, et démasquent leur vrai visage : aveux naïfs, rêveries, idées générales, intérêts; et en fin de compte le fond de l'âme se trahit. Le comte de Fels, dont les lecteurs de cette revue connaissent bien le sens politique, et qui trace l'histoire contemporaine moitié comme un tableau piquant des caractères, moitié comme un jeu profond des effets et des causes, a inventé deux correspondants, compagnons de jeunesse, compagnons de loge[1] : l'un, Fargeot, a parcouru la carrière politique, et il est de ceux qui seront présidents du Conseil à la première occasion; l'autre, Segouffin, médecin de campagne, franc-maçon en sommeil, cultive comme Candide son jardin provincial. Mais à la fin de 1933, il sent le parti radical en danger. Il pleut sur le temple. Segouffin, rompant un long silence, n'hésite pas à écrire à Fargeot. « C'est un cri d'alarme que je fais monter vers toi. » Il étale devant son ami toutes les fautes de la maçonnerie; il montre le terrain perdu. Où est cette école dirigeante la plus solidement implantée qui soit au monde? Il adjure les chefs du parti de changer de conduite. Fargeot répond sans s'émouvoir. Cette correspondance couvre toute l'année 1934.

Il était assez périlleux d'imprimer en 1936 des jugements ou des prédictions, déjà vieux de deux ans. Mais par un

1. *Optimisme maçonnique* (Calmann-Lévy).

singulier bonheur, l'analyse est si juste qu'elle résiste au temps. Voici un portrait de M. Léon Blum, tracé après le billet du 21 mars 1934, où le chef du parti socialiste dénonçait l'aberration meurtrière par laquelle le parti radical conservait le préjugé de l'équilibre budgétaire. « Quant à lui, Blum, ajoute M. de Fels, il ne subit pas la tyrannie de ce préjugé-là. Il n'a que faire de la confiance des épargnants et des capitalistes. Que lui importent la stabilité du franc et la sécurité des patrimoines! Sa doctrine ne prend nul souci des plafonds crevés. Que les dépenses continuent à courir sans arrêt et que les impôts s'essoufflent à les suivre. A la bonne heure! C'est ainsi, et non autrement, que la nation achèvera de s'intégrer dans l'État et l'économie privée de disparaître dans l'économie collectiviste. » — A la date d'il y a deux ans, ces lignes paraissent aujourd'hui prophétiques.

Tout le livre est un tableau très curieux de la France aux derniers jours du radicalisme, qui s'identifie en fait au gouvernement maçonnique; on y voit, avec les raisons de sa force, celles de sa décadence. Et un chapitre particulièrement intéressant nous montre, sensibles jusqu'à l'évidence, celles qui ont allié la maçonnerie à Moscou. Et nous voyons aussi la conséquence : l'évolution du régime vers un type bolchevique, qui n'est pas précisément celui que la bourgeoisie des Loges avait rêvé. Sous une forme légère et pénétrante, dans l'abandon de la conversation, les dirigeants d'hier apparaissent comme peints par eux-mêmes. Il serait seulement à souhaiter que dans la réalité ils sachent écrire aussi bien.

***

Madame Alexandra David-Neel vient de nous donner un catéchisme bouddhique[1]. Comment nommer autrement ce petit livre qui contient en formules l'essentiel d'une doctrine immense? J'ignore jusqu'à quel point, après l'avoir lu, on peut se flatter d'avoir pénétré dans le bouddhisme. L'auteur, très sagement, nous avertit de la différence des concepts fondamentaux entre l'Orient et nous, et nous met en garde contre

1. Alexandra David-Neel, *Le Bouddhisme* (Plon).

des assimilations trompeuses. Après avoir défini la « quatrième contemplation sans forme », madame David-Neel ajoute : « Cette description passablement obscure pour nous l'est beaucoup moins pour les Orientaux qui la lisent dans les textes sanscrits, palis ou tibétains, et à qui sont familiers des termes dont nous ne possédons pas d'équivalents exacts.

C'est justement quand le texte devient obscur que nous avons le sentiment d'approcher davantage du vrai sens. Trop de clarté, dans une doctrine faite pour des esprits si différents des nôtres, a bien des chances d'être un leurre. Et la parfaite perméabilité du livre à notre jugement aurait de quoi alarmer un lecteur méfiant. Il est inévitable que la morale bouddhique, si on nous l'expose exactement, soit incommensurable à la nôtre. C'est une garantie d'authenticité. Que le prince Vessantara pratique la charité jusqu'à donner ses enfants à un brahmane affaibli par l'âge et ses yeux à un aveugle, cette abnégation nous paraît monstrueuse. C'est donc que nous touchons là à quelque chose de profond. Madame David-Neel, qui ne renonce pas à penser en Européenne, a essayé de faire toucher cette monstruosité à des Orientaux. On lui a répondu au contraire que donner ce qu'on avait de plus cher était la plus grande charité.

Renonçons à résoudre ces antinomies, qui sont si intéressantes pour l'historien des religions. Plaçons-nous au point de vue du lecteur moyen, qui essaie d'augmenter sa pécune de sagesse en grapillant aux philosophies, et prenons à madame David-Neel ce qui nous paraîtra, à tort ou à raison, assimilable à notre esprit. Voici, — et je m'excuse si j'y ai fait des contresens, — les leçons que j'ai cru lire dans son manuel.

Siddhacta Gautama, fils d'un prince du Nepaul, devient sannyâsin, c'est-à-dire qu'il s'affranchit du monde. Il prend des vêtements jaunes et devient un ascète errant. Un jour qu'il méditait au pied d'un arbre, l'illumination spirituelle lui vint. Il prêcha ensuite pendant cinquante ans. Enfin à quatre-vingt-un ans, malade de dysenterie et refusant de se soigner parce qu'il devait prêcher dans une ville voisine, il tomba au bord d'une route. Il resta un moment couché, essaya de se relever, puis ordonna à son disciple Ananda d'étendre sous lui son manteau. Il dit encore : « Écoutez-moi, je vous le dis, la disso-

lution est inhérente à toutes les formations. Travaillez sans relâche à votre délivrance. » Ce furent ses dernières paroles.

Il proclamait ainsi une des vérités fondamentales de sa doctrine. Il n'y a pas de moi permanent. Toutes les formations, tous les agrégats d'éléments doivent se dissoudre. Il n'y aurait de durable qu'un moi simple et non composé. Or ce moi n'existe pas. « Au sens absolu, dit le commentateur Nyanatiloka, il n'existe point d'individu, de personne. Ce qui se produit, ce sont des combinaisons, changeant continuellement, des conditions physiques, des sensations, des perceptions, des volitions, et des phrases de conscience... Individu, personne, homme, moi, ne sont que des termes commodes à employer en langage courant, mais auxquels rien ne correspond dans la réalité. »

A l'être privé de permanence, la douleur est inhérente. Les causes en sont le « contact avec cela pourquoi on éprouve de l'aversion, l'éloignement d'avec cela qu'on aime, la non-obtention des objets que l'on désire ». — Or la lutte contre la douleur est le fondement même du bouddhisme. Gautama, seul, par la force de l'esprit, va chercher une issue qui permette d'échapper à la souffrance. « Il essaiera de franchir le courant torrentueux des perpétuelles formations et dissolutions : le *Samsâra*, le cercle éternel, le tourbillon sans limites dont l'idée hante les philosophes de son pays et que les croyances populaires illustrent par les transmigrations et les metempsychoses puériles. Il tentera cette évasion titanesque non pas pour son propre salut seulement, mais pour celui de la foule des êtres, dont il a, de ses yeux de sage, contemplé la pitoyable détresse. »

La méditation d'un sage devant la souffrance, voilà donc ce qu'il nous faut considérer maintenant. Et le résultat de cette méditation est la découverte des causes de la souffrance. Tous les phénomènes, selon le credo de l'orthodoxie bouddhique, proviennent d'une cause. Celles de la douleur forment une chaîne de douze anneaux, le pratîtyasamûtpada, c'est-à-dire les origines interdépendantes. Et le premier de ces anneaux est l'ignorance. Voici comment on arrive à le démontrer. Je rapporte les paroles de Bouddha lui-même.

Quelle est la condition nécessaire pour que la douleur existe? — La naissance. — Quelle est la condition nécessaire pour que la naissance existe? — Le devenir. — Qu'est-ce qui doit exister

pour qu'il y ait devenir? — L'action de saisir, d'attirer à soi, la préhension, l'attachement. — Qu'est-ce qui doit exister pour que cette préhension ait lieu? — Le désir. — Qu'est-ce qui doit exister pour que ce désir, pour que cette soif ait lieu. — La sensation. — Quelle est la condition de la sensation? — Le contact. — Qu'est-ce qui doit exister pour qu'il y ait contact? — Les sens. — Qu'est-ce qui doit exister pour que les sens existent? — Le corps et l'esprit (assimilé à un sixième sens). — Qu'est-ce qui doit exister pour que le corps et l'esprit, le matériel et le mental de l'homme existent? — La conscience. — Qu'est-ce qui doit exister pour que la conscience existe? — Les actes de l'esprit. — Qu'est-ce qui doit exister pour que l'esprit opère ces actes, ces volitions, ces formations et confections mentales de toutes sortes? — L'ignorance. A ce point la chaîne est complète et nous pouvons maintenant la redescendre. L'ignorance engendre les créations mentales; les créations engendrent la conscience; la conscience engendre l'esprit; l'esprit engendre les sens; les sens sont la condition du contact; le contact est la condition de la sensation; la sensation crée le désir; le désir provoque la préhension; la préhension produit l'existence, considérée sous la forme du devenir; le devenir est la cause de la naissance; et la naissance est le principe de la douleur. — En réalité l'enchaînement est moins simple, la suite moins linéaire, l'interdépendance plus multiple; mais toujours on trouve l'ignorance à un bout et la souffrance à l'autre. « L'ignorance est la pire des souillures. Oh! disciples, rejetez cette souillure et soyez sans souillure. » — Et l'ignorance consiste essentiellement à ne pas savoir qu'il n'y a dans l'homme, cet agrégat instable, aucun moi permanent.

Le mal nous est maintenant connu. Comment y remédier? En suivant la voie aux huit embranchements. Ces huit embranchements se groupent d'ailleurs en trois divisions. L'une de ces divisions se rapporte à la sagesse : elle comprend les vues justes et la volonté parfaite. — La seconde division se rapporte à la moralité; elle comprend la perfection dans la Parole, la perfection dans l'Action, la perfection dans les Moyens d'existence, la perfection dans l'Effort. — La troisième et dernière division se rapporte à la concentration d'esprit : elle comprend l'Attention parfaite et la Méditation parfaite.

Telle est l'octuple voie qui mène à la Délivrance. Cette délivrance porte un nom connu de tout le monde, le Nirvâna. Quoique les bouddhistes s'entendent assez mal sur la nature du Nirvâna, on ne peut douter que ce soit la dissolution de tout cet édifice que nous avons vu s'élever de l'Ignorance à la Douleur. Alors s'évanouissent les Samskâras, c'est-à-dire la ronde des phénomènes, le monde. Ce monde est lui-même l'effet, selon le philosophe Nâgârjunâ, de trois puissances : l'ignorance, le désir et l'œuvre, celle-ci devait être entendue comme tout le travail de confection de l'esprit, sous l'influence du désir et de l'ignorance. C'est tout cet univers de mauvais prestiges, la *Moha*, c'est-à-dire l'erreur, la confusion, l'illusion, l'égarement, qui s'évanouit enfin. « L'essence du Nirvâna, dit Candrakîrti, consiste simplement dans la suppression de toutes les constructions de notre imagination productive. »

***

Le nom de Guy Chantepleure est resté cher aux lecteurs qui ont été sensibles vers le début du siècle. Et voici qu'il reparaît sur un charmant volume d'impressions de voyage, intitulé *Escales océaniennes*[1]. C'est le plus aimable récit, écrit comme une lettre qui serait très bien écrite et adressée à des intimes. Le froid, le chaud, le mal de mer nous y sont contés avec simplicité. Mais ce naturel a bien de la grâce. Vous direz : « J'étais là; telle chose m'advint. » Et de fait nous y croyons être nous-mêmes. Mon Dieu oui, c'est bien ennuyeux de descendre par l'échelle de coupée quand la mer est un peu forte. Et c'est bien ennuyeux, la nuit, ce vacarme de l'embarquement des marchandises. Guy Chantepleure est d'ailleurs une passagère d'humeur agréable, sensible aux paysages, sans méchanceté contre les gens. Il y a bien dans son livre un croquis plein de malice de deux petites Australiennes trop roses, mais c'est toute la concession qui soit faite à l'esprit d'Ève. Le reste n'est que la suite très bien écoutée et très intelligemment notée des explications que l'auteur a reçues, et de ses propres impressions, qui sont fines, justes et comme vivantes.

1. Calmann-Lévy.

Le *La Pérouse* quitta Sidney le 22 juin 1933, et la dernière ligne du livre a été écrite le 8 juillet. Dans cette quinzaine, le bateau qui est parti par assez gros temps (on est en plein hiver austral) a visité d'abord la Nouvelle-Calédonie, puis, au nord de celle-ci, le groupe des Nouvelles-Hébrides. Dès le 24 juin le beau temps était revenu, mais Guy Chantepleure, selon la bonne discipline des écrivains du siècle dernier, avait pris soin de noter exactement ce qu'elle avait vu dans cette mer en ébullition : « Sans cesse des lames accourent, s'enroulent, se creusent, se haussent en murailles énormes, puis se recourbent et s'effondrent avec fracas. Il semble qu'elles soient faites d'une matière lourde, lisse et presque opaque. Leur couleur est le vert sombre de certains marbres. Puis elles se dressent dans le soleil et, resplendissantes tout à coup, se crêtent d'émeraude. » Le 26, par un temps couvert, on arrive devant la barrière de corail qui garde la Nouvelle-Calédonie. C'est sans doute un ciel pareil, habité par des nuages où filtre un peu de soleil, qui donna à Cook, en 1774, l'illusion de l'Écosse et qui valut à l'île son nom. Un colon se trouve là à point pour donner à la voyageuse quelques renseignements élémentaires qu'elle nous transmet, sans prétention, mais avec une fidélité émerveillée. Le contraste entre les eaux vives de la mer qui viennent battre le récif-barrière, et l'eau calme du lagon, est un tableau saisissant : « Du rempart corallien, je ne vois que quelques crêtes brunes qui émergent çà et là, têtes informes de tritons ou de monstres marins, et l'admirable et vaporeux collier de mousse blanche qu'un peu de soleil irise ou rosit et dont la courbe insensible ne se précise qu'à l'horizon. Cette mer houleuse, agressive, cette mer d'acier est presque sombre... Au delà du récif, dans le lagon, l'eau paisible, ridée à peine, est pâle, nacrée ou par places d'un vert clair et laiteux. »

Le lendemain, les excursions commencent, et les paysages de la montagne, non point très haute, mais escarpée et sauvage, se déroulent sous nos yeux. La première promenade est au pont du Toutouta. Dans la brousse qui recouvre cette montagne « un arbre domine, le niaouli, un arbre au tronc blanc, à la ramure compliquée, blanche, brillante et nue, au milieu d'un feuillage sans éclat, vert doublé de gris ». Élégant et pâle, avec ses lignes précises et ses feuilles frissonnantes, ce cousin

de l'eucalyptus ne croît que dans ce pays. C'est de sa résine qu'on tire le goménol. Plus bas, des arbustes, les lantanas, croissent avec exubérance, fleuris de mauve, de rouge cerise, de jaune et d'orangé. Enfin le sol est couvert d'un tapis délicat de plantes à fleurs roses : ce sont les sensitives. La fleur est une minuscule balle de soie rose, légère comme un flocon. La feuille, verte et mordorée, est un éventail de quatre plumes, qui se replie, desséché et brun, dès qu'on la touche. « La sensitive constitue un excellent pâturage », écrit Guy Chantepleure. Que cette phrase sonne étrangement! — Le 27, autre excursion à la mission Saint-Louis et à la ferme de Ploum, grand bungalow fleuri devant lequel un énorme flamboyant tend au-dessus d'un parterre son ombrelle de dentelle verte. Il pleut, mais quel jardin d'Eden! « Pour avoir un poisson jugé indispensable, une ligne a été jetée et la plus belle pièce s'est aussitôt suspendue à l'hameçon. Un jeune cerf était requis. Le bois, la savane, tout proches, l'avaient saturé d'herbes aromatiques pour qu'il fût meilleur. La basse-cour et la plantation avaient abondamment fourni le reste. » — Sur la côte orientale, qui est très sauvage, un Calédonien avait parié de nourrir quatre jours ses compagnons à la manière de Robinson. « La chasse et la pêche furent chaque jour fructueuses; la forêt riche de fruits, goyaves, bananes, oranges, citrons, l'igname qui tient lieu de pain, l'eau délicieuse des sources lui permirent aisément de gagner son pari. »

Le 29, départ du bateau pour l'archipel volcanique des Nouvelles-Hébrides, qui sont, comme on le sait, un condominium franco-anglais. « Le condominium, écrit Guy Chantepleure, est une fiction diplomatique, nécessaire sans doute et qui reste respectée... Mais nos amis les Anglais savent comme nous que le domaine français aux Hébrides est huit fois plus étendu que le leur; ils n'ignorent aucunement que les nationaux et les protégés français sont 5 000 et les ressortissants et protégés anglais 300, que les entreprises agricoles, commerciales, industrielles, maritimes, sont 122 du côté français, contre 26 du côté britannique. »

La quarantaine d'îles qui forme l'archipel se ressemble. La brousse enveloppe les hauteurs. Un humus formé partout sur le cadre volcanique favorise une végétation effrénée. Ambrym

et Tanna ont encore des volcans en activité. Les paysages que dessine Guy Chantepleure sont éblouissants : murailles vertes, arbres énormes enlacés de lianes, bouraos aux fleurs soufre, bambous de 15 mètres, cocoteraies, orangers de la taille d'un chêne, citrons minuscules, parfums, ciel rose sur une mer couleur de violette de Parme. Mais ce pays splendide est aussi le royaume de la fièvre. On ne s'y soutient que par la quinine. Déjà les cultures de café et de cacao prospèrent, le coton donne des espérances. Mais l'ensemble est très sauvage encore. Mallicolo est un repaire de mangeurs d'hommes. Et le voyage s'achève sur cette étonnante vision de Canaques nus, d'Européennes fiévreuses en toilettes fraîches, de bananiers hauts comme les arbres de nos forêts, d'ipomeas mauves, jaunes, roses et bleus, de banyans aux racines monstrueuses, de dômes étouffants de verdure, de pluie qui ne rafraîchit pas. Le lecteur suffoquant ne respire qu'au premier souffle de l'alizé. Mais le livre est fini.

HENRY BIDOU

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

RÉCEPTION DE M. LOUIS GILLET

Dans Paris, des groupes se formaient soudain et défilaient derrière des drapeaux rouges. De nouveaux abandons s'ajoutaient aux grèves. Les restaurants avaient rentré leurs terrasses; les pharmacies avaient fermé leurs portes. On sentait à un frémissement de l'atmosphère, que tout pouvait se produire, que le destin allait pencher peut-être vers la violence, sans qu'il fût possible de prévoir où elle s'arrêterait. Mais ce jeudi 17 juin 1936, l'Académie française recevait M. Louis Gillet au fauteuil vacant par la mort de M. Albert Besnard; la salle des séances était comble; on y entendit célébrer supérieurement les arts, les placer au-dessus de cette triste mêlée et maintenir une fois encore les valeurs individuelles à l'écart des égarements collectifs.

Tout donc aura contribué à donner à l'élection de M. Louis Gillet une valeur d'équilibre. Il a succédé, critique d'art, à un peintre d'une personnalité très forte et admirable en quelque point. Sa candidature à ce fauteuil s'est produite dans une amicale rivalité, chaque candidat s'estimant l'un l'autre, et se trouvant prêt à rendre hommage à celui qui serait choisi. Sa réception s'est située, par le hasard de la vie sociale, au jour le plus trouble d'une crise française; mais la voix du récipiendaire n'en est apparue que plus forte, sa clarté de jugement plus vive, son style plus révélateur encore d'une

tradition qui nous est indispensable. Les certitudes que nous avions besoin de rencontrer durant cette anxieuse journée, nous les trouvions dans les dignités et l'indépendance de l'art, sur les chemins éternels où le marbre « survit à la cité ».

Aussi bien cette réussite ne fut pas une surprise. Dans le petit groupe de normaliens et d'écrivains qui furent ses amis de jeunesse, on avait coutume de dire (Jean et Jérôme Tharaud le rapportent volontiers) que Gillet prononcerait un excellent discours académique. Et ce fut en effet un discours excellent, et, mieux que cela, une belle page. Était-il besoin cependant de cette circonstance pour nous faire admettre ou comprendre que M. Louis Gillet écrivait une langue substantielle, exacte, nourrie de culture et de vie? Il y a longtemps que ceux qui jugent les écrivains non sur les réussites ou les raretés d'une carrière, mais sur leur valeur quotidienne, sur l'étincelle qu'ils font jaillir dans des travaux d'érudition ou dans leurs silencieuses découvertes, il y a longtemps que ceux-ci plaçaient M. Louis Gillet parmi les meilleurs écrivains d'aujourd'hui. Il n'a fait que répéter à l'Académie le langage qu'il répand depuis tant d'années dans les différents exercices de sa curiosité et de son goût. Et le portrait d'Albert Besnard qu'il a peint d'une main de maître dans son éloge n'a été qu'une réplique entre cent autres de ces tableaux, par lesquels il nous a aidé à connaître tant de divinités, de beautés d'hier ou de visages contemporains.

Albert Besnard est réapparu parmi nous lors de cette séance. La voix forte, bien timbrée de M. Gillet, son souvenir, sa conviction intime décidèrent ce miracle. Sa délicatesse aussi, il faut le dire. Il a su, dès les premières pages de son discours, retrouver le vif dans le mort qu'il avait à célébrer et nous rendre, avec un art où la vérité ne cachait aucun trait, celui que nous avions connu dans sa personnalité à la fois olympienne et subtile, dans une bonhomie où il entrait tant de fine majesté.

M. Louis Gillet a mis une manière de coquetterie à fixer dans une esquisse l'apparence, l'abord de son prédécesseur, à le ressusciter dans la vérité familière : « Je revois encore, en vous parlant, sa stature imposante, son volume, son tonnage, toute sa structure de dimensions superbes, et un peu

extra-normales, toujours vêtues d'étoffes anglaises et flottantes et que surmontait sa belle tête patricienne de vieux Tintoret. On sentait que la nature n'avait pas lésiné, lui avait fait en toute chose une mesure généreuse. Il était physiquement un animal de la grande espèce. » Le réalisme de ce dessin, Albert Besnard l'eût apprécié, lui qui avait tant de perspicacité dans le regard, lui qui a peint de si beaux portraits dont l'exactitude n'altérait ni la noblesse, ni la poésie. « Il se jouait lui-même tout le premier de ses apparences considérables », prit soin d'ajouter M. Louis Gillet. Mais dans ces apparences considérables il y avait la force des vieux maîtres, une faculté quasi-panthéiste de recevoir les dons de la nature et de les prodiguer.

Albert Besnard était là, pour ceux qui ne l'avaient point approché, comme pour ses proches. Et ils n'avaient plus qu'à entendre ce que son successeur allait prononcer sur son œuvre. Albert Besnard aurait pu être à la perfection — décorateur, écrivain, voyageur, diplomate, ordonnateur de grandes célébrations, maître de quelques disciples ou pasteur de foules. Et d'ailleurs il l'a été, et ce sont ces diverses formes de sa passion, de son appétit, de son génie entreprenant que M. Louis Gillet a supérieurement analysées. Avec une précision où le goût de la vie anime constamment la connaissance. Que M. Gillet incorpore bien l'anecdote à sa démonstration, qu'il sait la lier à l'essentiel de son ouvrage, la disposer comme une touche vivace aux effets d'ensemble! Est-il possible de mieux conter comment la destinée d'Albert Besnard s'est placée dès l'enfance et, par le hasard, sous le rayon des grandes vocations? Jugez plutôt par ce passage, que nous avons écouté, charmé, la tendresse avec laquelle M. Louis Gillet demande à l'existence ses scènes les plus terrestres pour en dégager les signes divins : « La mère de M. Besnard, veuve de bonne heure, vivait place de Furstenberg, sur ce petit préau, d'aspect provincial, où subsiste la forme du cloître de l'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés. A cette date, Eugène Delacroix, qui travaillait alors à ses fresques de Saint-Sulpice, habitait la même maison. L'enfant, âgé d'une dizaine d'années, croisa maintes fois dans la rue le maigre, consumé, maladif Lucifer à tête de lion, à crinière de jais, noyé dans un foulard de soie de couleur

feu, et se souvenait encore, quand il allait au catéchisme, d'avoir vu Delacroix, sur ses échafaudages, lutter comme Jacob avec l'ange. Le vieux maître sut-il deviner, dans le petit Besnard, celui qui serait son successeur, l'enfant qui ramasserait sa palette héroïque, le dernier qui jouerait après lui le grand jeu et livrerait la suprême partie de la grande peinture? Plus tard, à Rome, dans le *palazzo* qu'avait loué sa mère, le jeune homme devait faire une nouvelle rencontre : c'était celle de l'abbé Liszt, vieil aigle chargé de souvenirs, gravissant avec lenteur les degrés que le jeune peintre avalait quatre à quatre; le vieillard souriait au passage de la jeunesse. Ainsi se touchaient le passé, l'avenir, et se faisait mystérieusement la relève de la gloire. »

Tout fut de ce ton dans le discours de M. Louis Gillet. Aucune de ces pointes cachées par lesquelles un successeur prétend parfois indiquer son indépendance sur un terrain où son désir de succéder devrait impliquer avant tout une adhésion de courtoisie. Mais on n'avait pas lieu non plus de soupçonner la seule courtoisie d'avoir inspiré cet éloge. Le cœur y était : M. Albert Besnard a touché tant de choses, et pris tant de routes que M. Louis Gillet a touchées et prises à son tour! Comment la rencontre n'eût-elle pas paru naturelle? Comment ces stations, de compagnie, devant les grandes œuvres de la peinture, dans de fameux musées ou sous les monuments de Rome n'eussent-elles pas dicté à M. Louis Gillet des propos où son goût intime rejoignait la piété et l'admiration? Comment n'eût-il pas apprécié, lui qui possède encore une spontanéité charmante d'étudiant, ce qu'il y avait en Albert Besnard de bon maître et de distinction dans la camaraderie? Et cela, il a su aussi le rendre avec bonheur lorsqu'il s'est agi de montrer le peintre chargé d'honneurs à la tête de l'École des Beaux-Arts où il succédait à Bonnat : « C'était un poste d'honneur, qu'il occupa dix ans. Il sut le remplir avec gloire, et mériter la confiance et l'affection de la jeunesse. Dans la confusion et le trouble des idées qui agitaient l'école, il prenait le parti de la tolérance et de la liberté; il siégeait au plafond, comme Lamartine. Il n'était pas un garde-champêtre, un gendarme bougon et un peu morose, comme M. Ingres, mais un vieux maréchal couvert de gloire, qui conduisait paternellement ses troupes et

les aimait comme ses enfants. Pour tout, même pour les mauvaises têtes, il était plus qu'un chef : il était le drapeau. »

M. Louis Gillet a mené jusqu'au bout, sans défaillance, l'histoire de cette existence écoulée parmi des « choses de beauté » et dévouée à leur perfection. Lorsqu'il s'est assis, salué par d'unanimes applaudissements, il a pu éprouver une satisfaction, non point celle simplement d'un supplément d'honneur professionnel ou d'un grade envié, ni même celle de l'approbation de l'auditoire; mais une satisfaction plus secrète, plus intime : d'avoir accordé sa pensée, sa générosité naturelle à ce qu'il avait à dire. Albert Besnard pouvait dormir sereinement, au sein de cette Ile Heureuse qui fut une de ces inspirations et qui devrait être son dernier séjour : sa vie avait été louée pleinement.

M. Georges Goyau allait dans sa réponse, déployer une confraternité, une information, un souci tout pareils de compréhension dans la louange. Il a bien vu ce qu'il y avait chez M. Louis Gillet de liberté dans le goût, de musardise volontaire, d'absence de préméditation dans ses élections. Il est du nombre de ces critiques que leur culture, leur non-formalisme, leur curiosité indépendante entraînent sur des routes originales. Ils n'y avancent pas aveuglément, mais en connaissant exactement toutes les terres qu'ils laissent derrière eux. Ils ne courrent pas de parti pris vers les dangereux escarpements, ni ne se perdent dans les brumes; mais ils savent découvrir des horizons nouveaux. M. Louis Gillet a poursuivi comme critique la tradition universaliste d'Emile Montegu et de Théodor de Wyzewa. Il y a apporté, en plus, la sève des humanités, celle que ses racines normaliennes lui ont permis d'entretenir, celle qu'il a dû garder active et fraîche dans le jardin de Charles Péguy. Il est juste, il est réconfortant que M. Georges Goyau ait fait appel, dans sa réponse, à ce souvenir et à cette mémoire : « A l'École Normale d'abord, et puis au collège Sainte-Barbe, dans un groupe de jeunes qu'un prêtre de haute culture, l'abbé Batiffol, avait su rassembler autour de lui, vous appreniez à connaître Charles Péguy, et à l'aimer... Charles Péguy, dont vos amis Jérôme et Jean Tharaud dessinaient naguère un si durable portrait; Charles Péguy, qui, de tout son orgueil de plébéien, se ratta-

chait aux vieux saints de France — tel un patricien fier de descendre des croisés, — et qui, comme d'autres se sentent les héritiers des anciens manoirs, inclinait à voir, dans les vieilles cathédrales, un bien patrimonial. Il s'en allait à pied, de Paris, à travers sa Beauce, vers Chartres, domaine de son âme; il y recherchait, il y retrouvait tout un passé spirituel, qui s'identifiait avec la grandeur même de la famille française. »

Pour relier la carrière de M. Louis Gillet à celle d'Albert Besnard il n'était pas besoin d'habiles transitions. La réponse de M. Georges Goyau y gagna une simplicité et un naturel qui donnèrent le ton de cette séance. Et si, haussant la voix, il souhaita, en terminant, « la main posée sur l'épée de la France », trouver dans l'œuvre d'Albert Besnard « une leçon de justice et de paix », ce souhait prit, en ce jour, une force dont chacun entendit la sagesse et la nécessite.

GÉRARD BAUËR

TABLEAUX DE PARIS

Carrefours. — Étrange aspect de certains carrefours de la première quinzaine de juin, pendant ces jours de silencieuse révolution, de grèves des grands magasins qui se passent à la cantonade, derrière des portes fermées, dans un vague bal à l'accordéon et tentent de faire passer pour une répétition générale de partie de campagne, les faits qui condamnent à cet emprisonnement volontaire.

Mois de juin froid, voilé, gris, orageux, presque constamment morose, — sinistre. Depuis la rue Taitbout jusqu'à la rue Tronchet le boulevard Haussmann offre un spectacle que j'entends qualifier de curieux, mais un spectacle *curieux* peut s'observer à froid, avec un certain désintéressement même, ce qui n'est pas le cas. La grosse Bertha de 1918 lancerait de nouveau quelques obus sur Paris que les gens ne seraient pas très différents de ce qu'on les a vus, alors, comme suspendus au-dessus du vide, l'air à demi paralysés.

Une faune inquiétante rôde autour des Galeries Lafayette et du Printemps fermés. Des hommes de bar et de pari mutuel, des piliers de prostitution, des pieds humides dans des chaussures de faux daim. Partout, de nouveaux cafés et de nouvelles terrasses, banne baissée, malgré l'absence du soleil. J'ai connu là des librairies, des marchands de tableaux, de gravures, des vendeurs de futilités pour coquettes ou d'objets anciens pour oisifs à la poursuite de transplantations successives. Sans doute, ces magasins n'étaient pas tous de première nécessité; il est peut-être inutile, d'ailleurs, d'aimer les beaux livres, les reliures où le génie de tant d'artisans français s'est

manifesté, comme dans le cadre de bois sculpté et doré, le siège, l'argenterie, toutes les manifestations du goût passé ou présent.

Mais que les cafés et leurs terrasses remplacent tout, que Dubonnet supplante Racine et Derosne, Stendhal et Simier, que Cinzano soit plus connu que Renoir, que Fragonard cède la place à Martini, que le Pernod, enfin, noie tout ce que le XIVe ou le XVIIIe siècle nous ont laissé, et dont nous avions encore la possibilité de trouver quelque échantillon dans les magasins devenus cafés et bars, voilà qui ne plaide pas en faveur de nos contemporains. Il y a la mesure. Que boire à toute heure du jour, après et avant manger paraisse, au nombre des boutiques consacrées au manger et au boire, à peu près le seul désir ou la seule fonction de l'homme à Paris, voilà qui semble avoir bien préparé l'atmosphère de ce mois de juin.

A Rome, en octobre dernier, le jour d'un défilé de plusieurs dizaines de milliers de délégués fascistes venus des principales villes d'Italie, nous nous étions assis à la terrasse d'un café de la place Colonna, après ce long spectacle. De nombreuses tables étaient occupées par quelques-uns de ceux qui avaient défilé et nous remarquions que pas un ne buvait d'alcool, mais seulement le contenu de petites bouteilles d'eau gazeuse préparée au jus d'orange.

... Devant les magasins occupés par les grévistes, des crieurs vendent toutes sortes de feuilles, tandis que des passantes se précipitent vers quelques boutiques ayant profité de la grève pour faire des étalages voyants et afficher de bas prix.

Les trottoirs sont mal balayés et dans cette atmosphère grise et froide, et tout de même orageuse, des gens à mine patibulaire croisent les femmes qui regardent mélancoliquement ces magasins fermés, comme un Paradis perdu.

***

Au temps des baignoires grillées. — La salle du théâtre des Variétés n'est guère remplie, ce soir, pour les *Ballets Joos*. Derrière leur inutile grillage de bois doré, les baignoires sont vides. Ce grillage me fait évoquer les femmes voilées de Constantinople, avant la révolution de Mustapha Kemal.

Les dames turques sortent à visage découvert aujourd'hui. Elles ont rompu avec le mystère dont le port du voile les environnait. Par un hasard auquel il semble que la coquetterie des femmes ait sournoisement pris autant de part que la volonté des hommes et de Mahomet, ce voile leur était seyant; il n'offrait aux regards des passants que les yeux de la femme, si expressifs, ardents, lumineux, alors que les traits, dont la qualité est souvent épaisse, demeuraient impénétrables.

Les amants n'ont désormais plus besoin de se dérober derrière les grillages des baignoires parisiennes. Une femme ayant une aventure ne se cache plus. Au contraire, elle s'affiche. On croirait qu'en se montrant accompagnée de l'ami avec lequel elle a momentanément noué des relations, elle offre un témoignage suffisant de l'innocence de leurs rapports.

La manière négligente dont certaines dames présentent un ami particulièrement en faveur, dont elles le désignent, l'inarticulation avec laquelle elles prononcent : « M. Untel », nous prouve ou veut prouver que *ça n'a pas d'importance.* M. Untel et cette dame peuvent se rencontrer à toute heure du jour : ils se perdent dans la foule anonyme des cinémas, dans l'incognito de mille petits restaurants où il devient de plus en plus rare, de moins en moins probable de rencontrer quelqu'un. Si l'on est vu au restaurant : « M. Untel m'a emmenée dîner dans cette boîte. On nous avait dit que c'était bon. Nous allons au cinéma... »

Au revoir, au revoir! Aucune gêne. Pourquoi se contraindre? Le mari? Il dîne, à la même heure, dans un endroit analogue, avec une autre dame, ou bien il assiste à une vague et peut-être importante réunion d'affaires ou à un match. Il a ses habitudes, sa vie personnelle. La jalousie? Elle n'existe plus que dans les plus basses classes de la société ou dans de silencieuses provinces, insondables à nos investigations, où les êtres humains demeurent encore en présence, pareils à des sphinx vivants.

Au temps (aboli) où la littérature exerçait une influence sur les mœurs, les femmes dites du monde, même lorsque ce monde était prolongé au delà de ses frontières, se croyaient tenues au conformisme, à l'incognito, à des préoccupations ne faisant guère illusion à personne, mais qui continuaient le

respect à des règles de morale ou de religion n'importunant déjà plus profondément : elles tenaient à se modeler sur les héroïnes de M. Paul Bourget. Le cinéma montre ses Marlène Dietrich en liberté si absolue qu'elles servent de parangons, non seulement aux midinettes, mais à la plupart des Parisiennes. Ces baignoires au grillage doré des Variétés, s'abaissant au fur et à mesure des arrivées de spectateurs ou parfois demeurant levées, nous paraissent dater de siècles aussi lointains que la cage du cardinal de la Ballue.

Derrière leurs losanges de lattes dorées, un couple se devinait dans les ténèbres : la femme, une ombre aux bras nus ou demi-nus, enveloppée de fourrures ou de tulles, drapée de sombre, qui était arrivée seule, qui repartirait avant la fin de la représentation, ses voiles ramenés autour du visage ou les plis du chantilly noir la rendant méconnaissable aux yeux des spectateurs.

La femme, peut-être, alors, exerçait un empire plus tyrannique et plus enchanté, dans sa complication, à son rang marqué, alourdie d'entraves qu'elle ne s'employait qu'à rompre, à l'abri des ornements dont elle les surchargeait.

Comment ne pas y songer devant les grillages dorés, levés sur les baignoires vides de ce théâtre, jadis si parisien, qui servit de modèle à Zola dans les premières pages de *Nana*. Ce théâtre des Variétés où, lorsque j'y fus pour la première fois, en matinée, un dimanche d'hiver avec des camarades de lycée, Réjane jouait *Ma Cousine*, de Meilhac, et esquissait un pas de cancan (devenu *french cancan*, comme le champagne est devenu *extra dry*, etc.), avec un art, une adresse, une « manière » qui n'était *que de* Paris et *que de* la femme, — rien de la *girl* (encore un mot bien français), la girl cet androgyne, cette moitié d'athlète, cette sorte de ravissante mécanique bien remontée, qui produit du mouvement et donne le sentiment de la jeunesse, de la beauté standardisées.

J'évoquais tout à l'heure les femmes turques, jadis voilées, devant ces baignoires des Variétés, dont le grillage doré paraît antédiluvien; ces femmes turques, on ne parlait que d'elles, lorsqu'elles étaient voilées. Elles retenaient la curiosité, l'attention, la sympathie de l'Europe. Elles semblaient innom-

brables. Elles attisaient les rêves des chercheurs d'inconnu.

Qui parle encore des femmes turques, aujourd'hui, quel imaginatif songe à conquérir la dangereuse faveur d'autrefois, d'en approcher une?

Les Parisiennes voilées, qui mystérieusement gagnaient les baignoires grillées, sont comme les femmes turques. Elles ont perdu la puissance que donnent la minorité, le droit de revendiquer quelque chose et l'attrait de l'inconnu.

***

Ceux qu'un Parisien a vus de 1780 a 1860. — Une exposition de tableaux qui amuse, en dépit des troubles présents, et fait parler les gens, où l'on voit des enfants prendre un intérêt prodigieux et à laquelle, en dépit de la chaleur, nous pouvons avoir passé une heure et demie sans fatigue et avec agrément, c'est celle qu'avec l'adresse d'un bon narrateur M. Raymond Escholier présente au Petit Palais.

Cette *belle histoire* pourrait avoir été celle d'un Français, né vers 1780 et mort avec 1860. Adolescent, cet homme aurait vu madame Tallien et madame Récamier, puis l'impératrice Joséphine et la duchesse d'Angoulême, qui posa pour Gros sans avoir daigné lui adresser un sourire et, enfin, la princesse Mathilde, au baptême du Prince impérial. Mais que d'autres personnages il eût approchés ou aperçus, ce Français imaginaire — et qui a certainement existé à quelques exemplaires — et que l'exposition de *Gros, ses Amis, ses Élèves*, crée pour nous, au Petit Palais!

A l'adolescence, notre Parisien fait connaissance avec Juliette Récamier. Le baron Gérard l'a peinte les pieds nus, comme sur la toile de David. L'amie de madame de Staël, l'habituée de Coppet où elle joue les rôles de confidentes dans les tragédies qu'interprète la brûlante Corinne, est gracieuse, ennemie du mouvement, elle resterait indéfiniment dans la pose où elle s'offre à nos yeux, modeste, statique et ravissante, faite au physique pour l'amour, mais ne possédant qu'un cœur d'amie et point de sens.

Toute autre est Thérésia Cabarrus, madame Tallien. Gérard l'a représentée en 1804, gravissant les derniers degrés d'un péristyle de marbre. Elle n'est plus quasiment nue, comme

sur les pelouses du Ranelagh, costumée ou drapée, la jupe transparente sur la jambe nue, en Diane d'opéra-comique, tenant une ombrelle en guise de flèche. La grande jeunesse et les erreurs où elle entraîne passées, madame Tallien est encore madame Tallien, mais elle va devenir, dans moins d'un an, comtesse de Caraman, future princesse de Chimay; elle a trente et un ans. La gorge est belle, la poitrine non opulente, mais arrondie. Les belles jambes sont désormais dissimulées dans une longue jupe de satin blanc que l'air fait onduler sur elles, ne laissant plus apercevoir que l'extrémité du petit soulier. Les yeux noirs sont brillants et vifs. Elles est brune, non plus blonde ou rousse, comme au temps de Barras, et couronnée de pavots artificiels, multicolores, dans une gamme que les modistes ne refuseraient pas d'employer, de nos jours.

Dans une salle voisine, vêtu de velours rouge, d'un rouge nuancé de cadmium, figure *l'Ennemi* : le mari de cette Joséphine de Beauharnais qui, pendant les folles années du Directoire, partageait les faveurs et les prodigalités de Barras avec madame Tallien. Celui qui va devenir empereur dans quelques mois, — comme madame Tallien sera princesse, — refuse à Joséphine la permission de recevoir son ancienne amie. C'est l'instant où Gérard a peint la belle Merveilleuse, *Notre-Dame de Thermidor*. Elle gravit encore des degrés! Mais voici bientôt le palier. Dans le regard, dans l'attitude de la femme de trente ans, nous devinons l'existence de celle qui sera princesse de Chimay, et dont les élans chaleureux ne sont pas éteints.

Madame Vigée-Lebrun, au seuil de temps si nouveaux, nous offre et la manière de peindre et les modèles de l'ancien régime. Alors, les portraitistes étaient les gens les plus accaparés du monde. Il leur fallait — comme aujourd'hui, — travailler promptement. Le métier des préparations, la mise en train d'un portrait semblaient pouvoir se passer presque du modèle. Van Dyck (qui peignait les mains d'après deux ou trois modèles immuables et dont certains élèves étaient chargés de « préparer » et de terminer presque les habits de satin et de velours), Van Dyck avait, l'un des premiers, instauré cette manière de représenter ses contemporains sans grande fidélité, mais avec une élégance qui leur plaisait par-dessus tout. Avec Gainsborough, mêmes libertés et davantage.

La bonne madame Vigée-Lebrun est moins artiste. Ce fut une excellente élève, mais ne lui demandez point de sortir de sa tradition. Pourtant, le portrait de madame Adélaïde, fille de Louis XV (le catalogue la désigne par erreur comme étant fille de Louis XVI), peint en 1792, à Rome, nous montre, dans cette production si volontairement aimable, une femme, enfin, une exilée ayant cruellement souffert, dont les paupières sont rougies et les yeux comme flétris par les pleurs, dont les cheveux gris ne sont plus poudrés, mais coiffés d'un bonnet qui pourrait être celui de la femme d'un conventionnel.

Gros (Antoine, Jean, baron Gros), né à Paris, a la bonne fortune d'avoir trente ans en 1800. Il faut encore bien de la jeunesse, en effet, pour accepter d'entreprendre les toiles de dimensions considérables que Napoléon désire — non sans raison — pour fixer le souvenir de ses conquêtes. Comme Louis XIV, Napoléon croit à la nécessité des peintres pour laisser des témoignages de sa gloire et même en imposer plus profondément l'éclat, de son vivant. Gros fait en quelque sorte partie des bureaux de la propagande impériale, comme David, avec sa toile du Couronnement, comme Gérard...

Lorsque l'Empereur visite le Salon de 1808, la main remplie de décorations, et que Gros est chargé de fixer cette visite mémorable et qu'il rassemble autour de l'Empereur, David, Gérard, Guérin, Girodet, Prud'hon, Carle Vernet et d'autres, c'est que Napoléon désire marquer, au milieu des entreprises militaires, quelle place il fait tenir aux peintres chargés de le représenter, lui, ses collaborateurs, sa cour et ses hauts faits. Cette toile est malheureusement demeurée inachevée. L'Empereur, qui prisait particulièrement Gros, avait apporté une décoration de moins qu'il lui en fallait. Lorsque toutes furent remises, il restait Gros. Napoléon, qui aimait ces petits effets de théâtre, toujours frappants, arracha sa propre croix pour la fixer sur la poitrine de celui auquel, douze ans plus tôt, en 1796, au palais Serbelloni, à Milan, il avait accordé, dans l'agitation des victoires, quelques fugitives séances pour ce *Bonaparte au pont d'Arcole* dont l'esquisse première, qui est au Louvre, est la plus émouvante des œuvres de Gros. « On ne

peut pas donner le nom de séance au peu de moments qu'il m'accorde », écrivait alors, de Milan, le futur baron Gros, à sa mère.

On pense ici à Stendhal ou plutôt à Beyle, à son journal, à sa correspondance.

Les grandes toiles de Gros, la plupart de ses portraits officiels, sont peints avec une rapidité, une simplification de métier, un grossissement qui devaient, alors plus qu'aujourd'hui où les couleurs ont *travaillé*, où les années ont imprimé leur patine sur les vermillons et les chromes, offrir une violence que les yeux du XVIIIe siècle devaient difficilement supporter.

Le temps à passé. L'histoire donne aux personnages et aux faits une place, un aspect qui les relie aux époques antérieures et aux suivantes. Et dans ces jours si profondément troublés, l'impression qui subsiste de cette exposition d'une épopée qui suivait de si près la tourmente révolutionnaire, c'est que la grandeur de la France se renouvelle et s'affirme toujours, de façon imprévue, — mais n'est jamais si grande et si resplendissante que lorsqu'elle agit dans l'enthousiasme et l'union.

***

Le Paradis perdu. — Mademoiselle Nadia Boulanger a voulu faire entendre ce soir quelques fragments du *Paradis perdu*, d'Igor Markevitch, que doit donner la Société philharmonique à la salle Pleyel, le 18 juin. La comtesse Jean de Polignac lui a prêté son atelier, en haut de l'hôtel de la rue Barbet-de-Jouy. Mademoiselle Boulanger, dont l'admiration est active et cherche des résultats précis, tenait à fournir quelques explications destinées à faciliter l'audition de jeudi prochain. Nous sommes évidemment des profanes. Mais peu de commentaires sont indispensables pour certaines œuvres. Elles peuvent surprendre, inquiéter, mais des auditions successives accoutument l'esprit à une ampleur, à une originalité, dignes des grands devanciers.

Mademoiselle Nadia Boulanger, ne pouvant disposer que deux pianos dans l'atelier et une partie seulement des chœurs, n'a pas voulu que l'auteur ni sa jeune femme assistent à cette audition. L'auteur n'a, paraît-il, que vingt-quatre ans et l'on sait que dès 1928 il fit entendre un *Poème* pour chant et piano;

depuis un Concerto, une Cantate, une suite de ballet *Rébus* et l'*Envol d'Icare*; des Préludes, Hymnes, etc...

Il n'y a là que quelques amis, M. Edmond Jaloux et M. Léon-Paul Fargue, M. Édouard Bourdet, dont ce n'est plus un mystère, paraît-il, que la prochaine pièce est sur les musiciens. A demi-étendue sur des coussins, devant un paravent de papier chinois ancien, aux tons d'or oxydé, madame Bourdet et quelques amies forment dans la pénombre une sorte de tableau de ce temps, qui s'accommode des Vuillard et des Berthe Morisot environnants nés d'une autre période.

Le compositeur s'est inspiré de Milton pour ce *Paradis perdu*, mais aussi des Écritures et de Dante, dont il nous semble saisir à travers la musique et les chanteurs quelques bribes comme des paroles surprises d'invisibles colloques dans la tempête.

La seconde partie contient un trio d'une remarquable puissance. Mais nous en jugerons mieux à l'audition de la salle Pleyel avec accompagnement de l'orchestre.

Lorsque mademoiselle Nadia Boulanger se lève après que les chanteurs se sont tus, les invités applaudissent longuement puis se mettent à parler. Mais le compositeur paraît accompagné de sa jeune femme, qui est la fille du célèbre danseur Nijinsky et qui est charmante.

Le mince Markevitch sourit des dents, mais les yeux trahissent l'inquiétude sous les nouveaux applaudissements qui l'ont accueilli.

Dehors, — minuit un quart, — c'est le silence provincial, épiscopal de la rue Barbet-de-Jouy... Et ce sont les grèves, toutes les grèves et, à l'instant, la préoccupation revenue de l'état de révolution, — nous sommes le vendredi 12 juin, — et, tout de même, le pressentiment, né depuis le matin, que certaines énergies ne sont pas complètement paralysées — et qu'un monde, sinon un régime nouveau pourrait poindre, dans lequel nous aurions encore la possibilité de nous trouver réunis à quelques-uns, chez une jeune femme, pour entendre une œuvre récente d'un compositeur nouveau.

***

La « saison de Paris ». — *Beaux-Arts* avait publié une page consacrée au « Calendrier des Fêtes de Paris ». C'était au début

de mai. Jusqu'au 15 juillet, chaque jour avait sa case numérotée, dans laquelle étaient inscrits les Galas, les « apothéoses de la Mode », les Derby, les bals, les cortèges, les coupes d'épreuves sportives dont le commerce et l'industrie parisienne devaient bénéficier en attirant les visiteurs étrangers.

M. François Latour, commissaire général adjoint de l'Exposition de 1937 et président du commissariat des fêtes de Paris, en avait écrit la préface.

Il disait, entre autres choses, que ce n'est pas seulement « dans le but de divertir des Parisiens que le commissariat des fêtes de Paris a été créé. Si la Ville de Paris et le gouvernement se sont intéressés particulièrement à une entreprise qui a pour but d'apporter un lustre nouveau à la saison de Paris, c'est que l'un et l'autre savent ce que peut représenter le succès de cette saison du point de vue du rayonnement de la France, et les avantages *économiques* qui peuvent en résulter *pour la reprise du commerce et la circulation de la richesse* ».

Les fêtes annoncées, sauf le *Mistère* devant Notre-Dame, ont été contremandées, les étrangers ont quitté les hôtels, emportant eux-mêmes leurs bagages devant le personnel en grève. La température, fréquemment hostile d'abord, est devenue celle de la saison. La neige des cotonniers glisse dans les rayons lumineux du soleil de juin. Paris est quasi désert. Les commerçants affirment avoir perdu des centaines de millions, qu'ils ne rattraperont pas. Des maisons de couture qui faisaient la réputation de la mode parisienne ont dû fermer.

Ce *tableau* du Paris de juin 1936 n'a rien de pessimiste. Je ne pense qu'y noter ce qui fut pour des lecteurs de 1956, par exemple, qu'i feuilletteraient la collection de la *Revue de Paris*. Ils y constateront les étranges contradictions dans lesquelles se débattent les hommes. Ils y verront l'indifférence qu'un grand peuple actif et économe peut apporter soudain devant les périls qui menacent sa liberté, son labeur et ses ressources. Ils ne concevront guère que patrons et ouvriers n'aient pu s'entendre pour éviter ou pour pallier tout au moins à une catastrophe qui devait atteindre, en fin de compte, tout le monde à la fois. Les mêmes avantages pouvaient être accordés aux travailleurs qui les réclamaient et y avaient si souvent droit

— sans priver le pays d'une des dernières sources de richesses qui lui soient restées : l'attrait de Paris.

Et l'Angleterre qui nous avait imposé les sanctions, les *lève* soudain, alors que nous paraissions nous soucier de les maintenir, avant tout.

Des circulaires adressées par des agences, viennent nous avertir aimablement que les meilleurs hôtels de Londres sont à notre disposition, à des prix modérés, avec tout le confort désirable et même le *silence* souhaité. N'y a-t-il pas dans ce « silence » une sorte de plaisante ironie qui pourrait laisser entendre que Paris est spécialement bruyant cet été?

Je passais tout à l'heure, en auto, sur le boulevard, devant un café très parisien, situé à l'angle de la place de l'Opéra. Dans la pénombre des grands stores baissés, la terrasse était remplie de consommateurs. Mais, comme des agents venaient d'interrompre la circulation, j'eus le loisir de constater qu'on n'aurait pu compter là un tiers de Français. La plupart de ces étrangers n'étaient manifestement pas venus à Paris pour visiter la ville et pour y dépenser de l'argent. Au contraire. Ils semblaient ravis, l'air béat, ils respiraient la poussière et la saveur de Paris, son atmosphère, à un instant où cette place et les rues avoisinantes m'apparaissaient tellement changées, ayant perdu depuis 1914, et particulièrement depuis trois ou quatre ans, presque tout ce qui faisait leur charme.

J'avais entendu un étranger s'écrier récemment, s'adressant à une dame, dans une exposition à peu près déserte, que Paris était encore la ville où l'on pouvait faire le meilleur déjeuner, que nous étions le peuple le mieux partagé, le plus riche du monde, — et la dame surprise et souriante répétait avec modestie et inquiétude :

— Oh! riche, vraiment?...

Et je pensais aussi à cette phrase d'un diplomate, entendue hier :

— Depuis la guerre, nous nous plaignions de tout, mais à l'étranger, nous pouvions apprécier le prestige de la France et même nous nous serions avoué qu'on y surestimait peut-être nos qualités. Aujourd'hui, c'est fait : on nous sous-estime!

***

WEEK-ENDS, AUTOCARS, SLEEPINGS, CROISIÈRES. — Il est une *préparation* qui paraît bien avoir amené la petite et la grande bourgeoisie au point d'indifférence où nous les trouvons : l'abus du mouvement, du déplacement.

Les *week-end* sont fréquemment devenus des semaines entières; les vacances se renouvellent sous des prétextes si nombreux qu'on peut dire qu'elles se prolongent, pour certains, le temps que durait le carnaval de Venise, durant la déliquescence de la puissante République : six mois de l'année.

Ne nous illusionnons pas. Prises à la fin d'une période de travail régulier, d'obligations constantes, que seul interrompt le repos dominical, les vacances sont salutaires.

— « Nos pères sur ce point étaient gens bien sensés... » comme dit Chrysale.

Ils gagnaient leur repos et ce repos offrait alors des sécurités, il se renfermait dans des limites presque certaines; il comportait une somme de détente physique, massive, non dispersée; il entraînait à des jeux de plein air qui nous paraissent sans doute aujourd'hui bien modérés, mais qui ne demandaient pas d'efforts considérables; l'organisme récupérait promptement la dépense.

Mais, les affiches placardées sur nos murs, les bureaux et agences de voyages, la publicité dont les journaux sont remplis pour toutes sortes de croisières, de courses lointaines, à des prix d'une surprenante modicité, les séjours dans les capitales, tous frais payés, pourboires compris, les randonnées en autocars, des Alpes à l'Océan, les traversées du Sahara, le long de pistes désormais sûres et ravitaillées en essence, les printemps au Maroc alternant avec les automnes en U. R. S. S., les trois semaines nécessaires au trajet France-Haïti, la navigation dans les fjords, les cures d'altitude, les vingt et un jours de musique de Salzbourg ou les musées de Hollande, les sports d'hiver ou nautiques, les Dolomites et la Côte d'Azur, sont mis à la portée de toutes les classes, susceptibles encore de réaliser quelques économies afin d'entreprendre un voyage longtemps désiré.

Cette coupe débordante offerte à tant de lèvres, aggrave le malaise que créent les désirs de vagabondage, sans cesse renou-

velés et développés par la possibilité de les assouvir à presque toutes les périodes de l'année, dans des conditions naguère irréalisables.

Un voyage ordonné, préparé, mûri, accompli avec le sentiment de la rapidité du temps, de l'irréparable, de la faveur exceptionnelle de pouvoir en profiter et non pas comme s'il s'agissait d'une promenade aux environs de Paris ou d'une partie de golf, est un enseignement incomparable, un merveilleux repos. Mais peu de gens savent (et aussi, soyons juste : peuvent) ainsi l'accomplir. Il leur serait plus profitable de rester chez eux, de prendre le goût de lire et de cultiver un modeste jardin.

Je connais des terrains qui ne couvrent pas la moitié d'un hectare et dont le mélange d'arbres fruitiers et de fleurs, le potager composé avec le verger et les plates-bandes donnent plus de jouissance à ceux qui s'y consacrent que des parcs splendides. On ne s'y promène pas, on y vit. On n'y voit pas errer les fantômes des figurants disparus, mais les heures nouvelles y apporter leurs fleurs et leurs fruits. Le temps des parcs est passé. Nous sommes venus à l'âge des jardins tracés à l'échelle de la maison et auxquels on peut faire rendre beaucoup plus qu'on ne suppose, avec des soins.

Au cours de cette première quinzaine de juin, nous avons parfois regretté d'entendre tels propos qu'inspirait une peur irraisonnée. Le danger de créer une population trop constamment flottante, qui se trouve chez elle partout, mais n'est plus *chez soi* nulle part, ce danger se révèle dans l'indifférence où nous trouvons certains Français. Oh! ils parlent, certes, et sans optimisme! — mais ils se disent que la vie est peu coûteuse au Portugal, à Majorque ou que les Canaries sont à l'abri des révolutions — et ils s'engourdissent en rêvant d'y partir.

ALBERT FLAMENT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Les séances de la Bourse de Paris ont continué de se minimiser, de jour en jour, dans une sorte d'indifférence. Le rôle régulateur du marché est, ainsi, bien déchu. Il se pourrait qu'un jour on trouvât cela fâcheux.

C'est à peine si l'on a prêté une attention, autrement qu'épisodique, à la tension, jusqu'à 7 p. 100, *des reports en liquidation du* 15 *juin. La statistique ultérieure des positions engagées n'a rien révélé d'anormal; elle a mentionné une légère augmentation du volume acheteur et un léger fléchissement du volume vendeur. Autant dire que la spéculation continue de se tenir sur une très prudente expectative, n'osant pas ou ne sachant pas interpréter les conséquences de la transformation économique et sociale en cours.*

Il est, d'ailleurs, absolument impossible de rien prévoir de sérieux pour l'instant. Tous les calculs que l'on fait sur le nouveau régime des prix de revient dans le commerce et l'industrie sont essentiellement fragiles et, par conséquent, ne signifient pas grand'chose. Il faut s'attendre à de multiples incidences qui restent, pour l'instant, imprévisibles et qui n'apparaîtront qu'à l'usage, c'est-à-dire dans quelques mois, même en admettant que de nouveaux bouleversements ne surgissent pas.

C'est pourquoi les cours actuels des valeurs nationales, à la Bourse, n'ont eux-mêmes qu'une signification très vague. Ils n'ont plus, pour le moment, aucune relation sérieuse avec ce que nous appelions naguère la « qualité intrinsèque ». Ils ne résultent plus, en quelque sorte, que d'accidents se renouvelant au jour le jour et qui sont les hasards d'ordres de ventes trouvant plus ou moins difficilement, selon l'atmosphère boursière quotidienne, une contre-partie d'achats. Il ne saurait suffire de dire que

toutes les entreprises vont avoir à supporter un important grossissement de leurs prix de revient et, d'une façon générale, de leurs charges d'exploitation, pour jeter, à n'importe quel prix, leurs actions hors d'un portefeuille comme tant de porteurs le font actuellement.

De toute évidence viendra un moment où les cours de la plupart de nos valeurs nationales devront être révisés. Sans doute, les premiers vendeurs de ces valeurs peuvent se féliciter, aujourd'hui, d'avoir eu raison. Peut-être en est-il de même, dans certains cas, de ceux qui le font encore aujourd'hui. Cependant nul ne peut l'affirmer. Quoi qu'il en soit, il y a lieu de se préoccuper de cette mise au point nécessaire qui s'imposera tôt ou tard. Mieux vaudra, à mon sens, être prévenu, dans la mesure du possible, plutôt que de se laisser surprendre par les événements. Les avis qui me sont journellement demandés par des détenteurs de valeurs me sont le témoignage du désarroi des épargnants en présence de l'ampleur de la baisse des cours boursiers.

Évidemment, il est impossible, je le répète, de formuler aucune appréciation raisonnable sur l'avenir prochain des cours. On peut, toutefois, dans certains cas, envisager des arbitrages susceptibles de constituer des mesures adéquates de sauvegarde; on peut aussi, parfois, préparer des remplois apparaissant avantageux. Mais tout cela doit être suivi avec beaucoup de soin et une très grande prudence, d'autant plus qu'au fond il y a aussi un élément dont il convient de tenir compte et c'est celui de l'évolution des questions monétaires.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).